

Constitutions et instructions synodales du diocèse de Chambéry

Constitutions et instructions synodales du diocèse de Chambéry.
1878.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

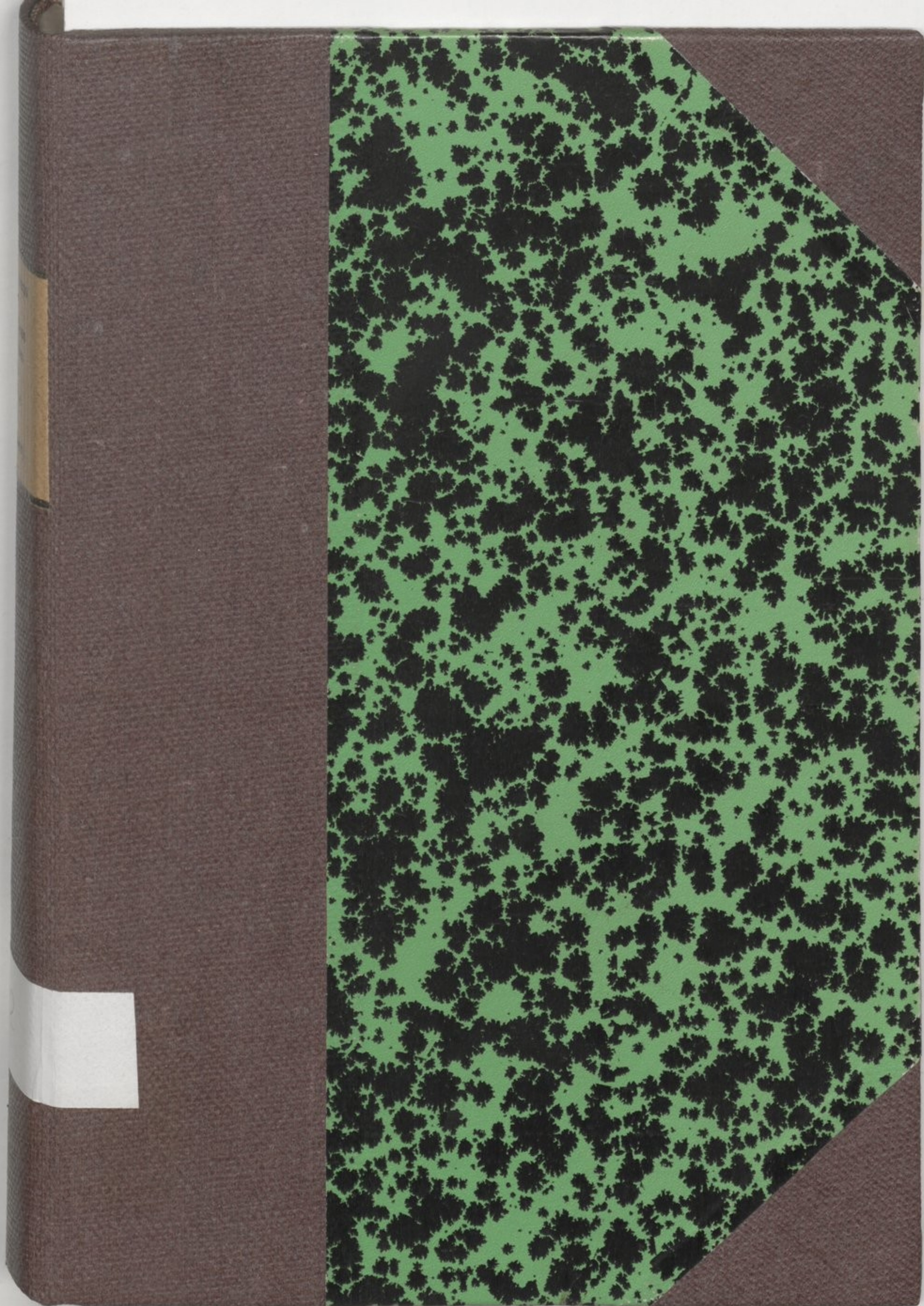
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

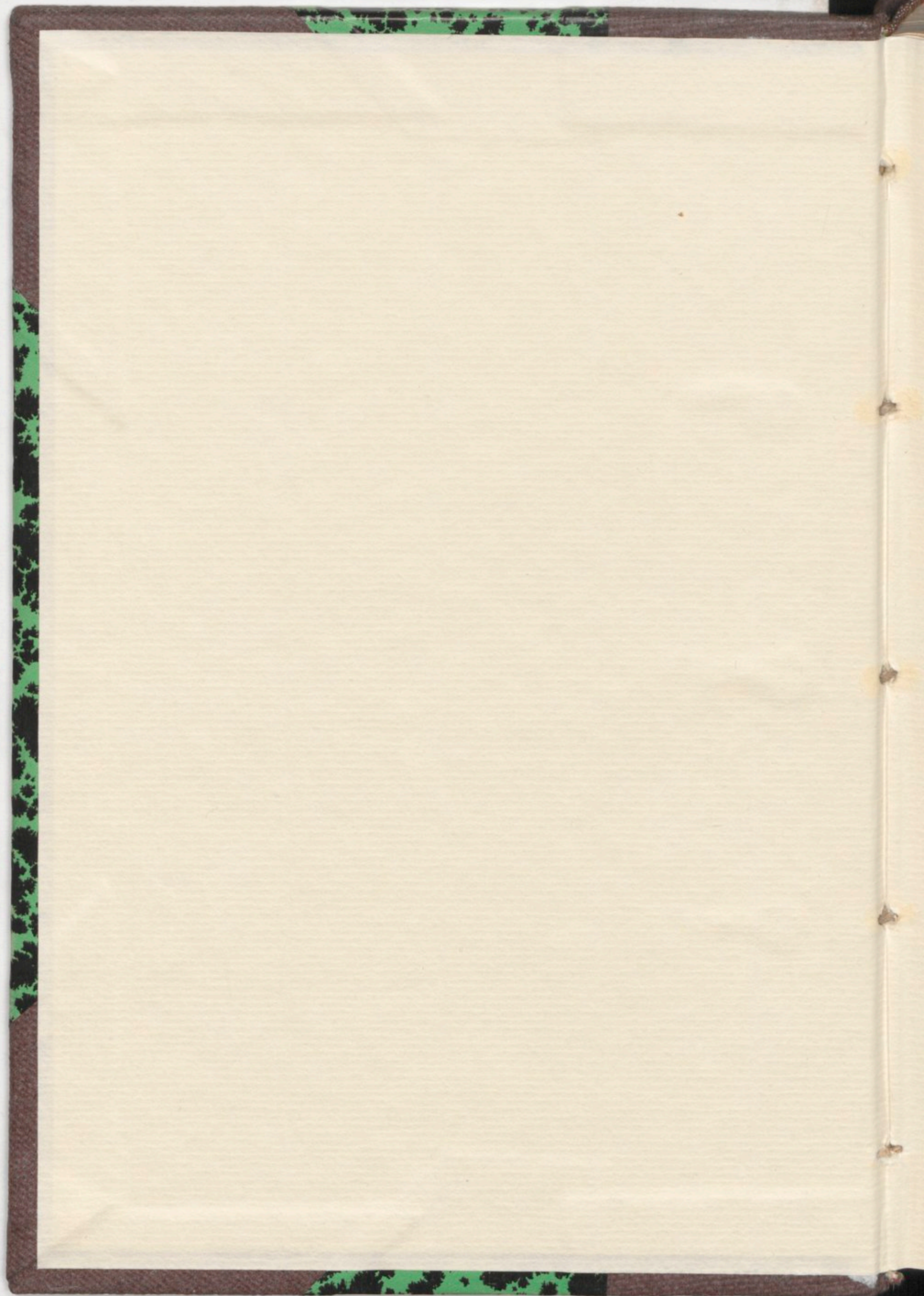
4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

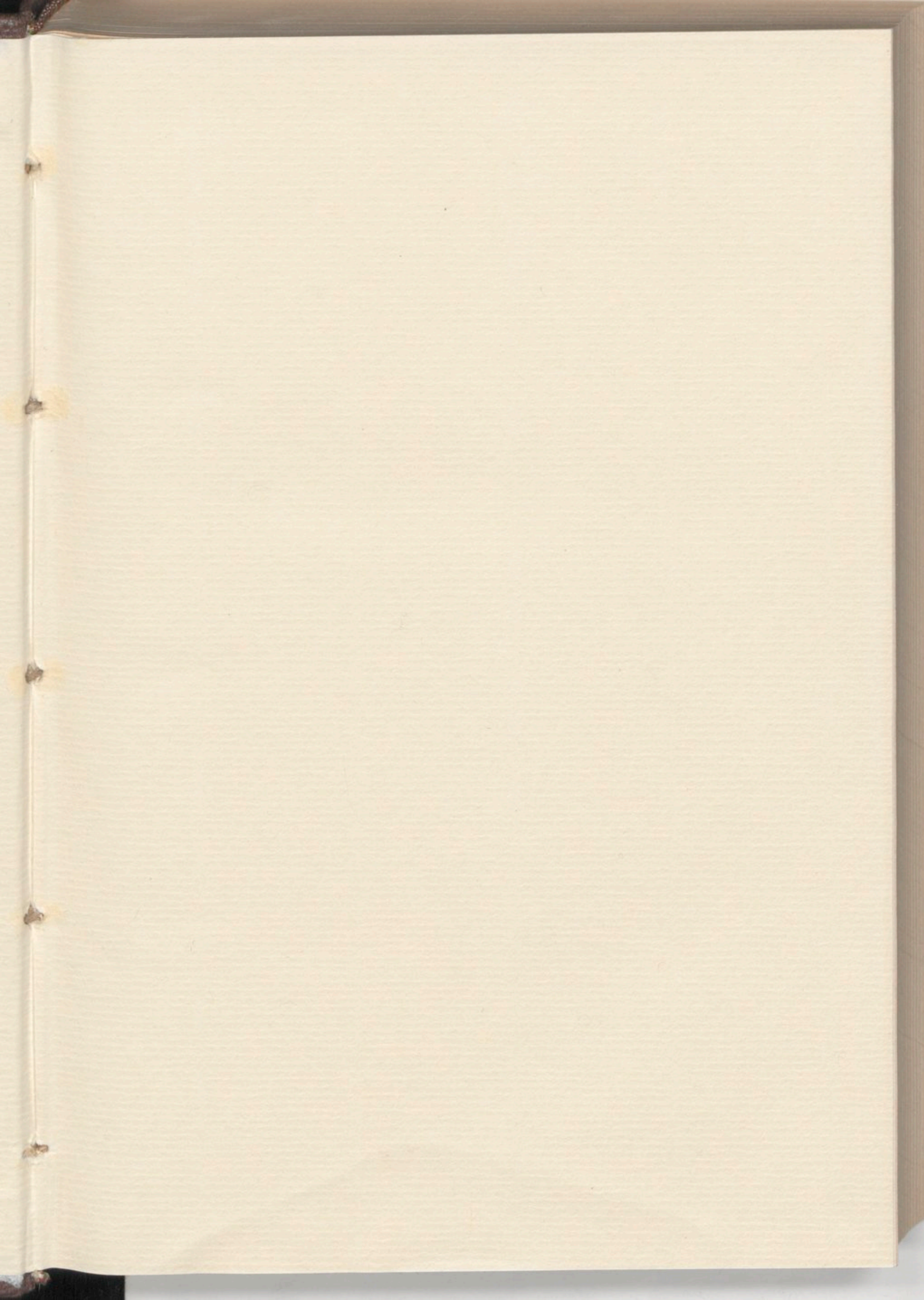
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

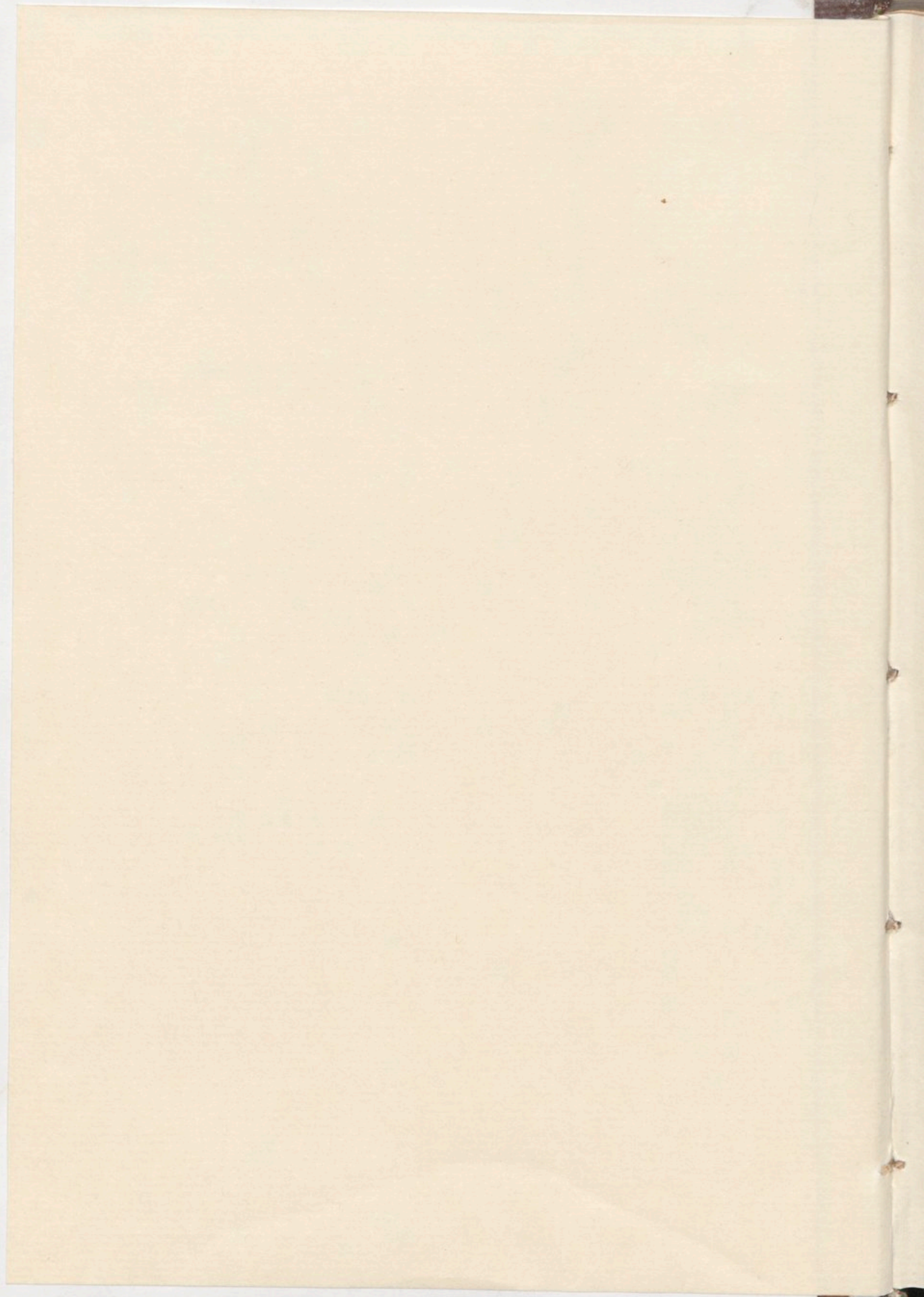
6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

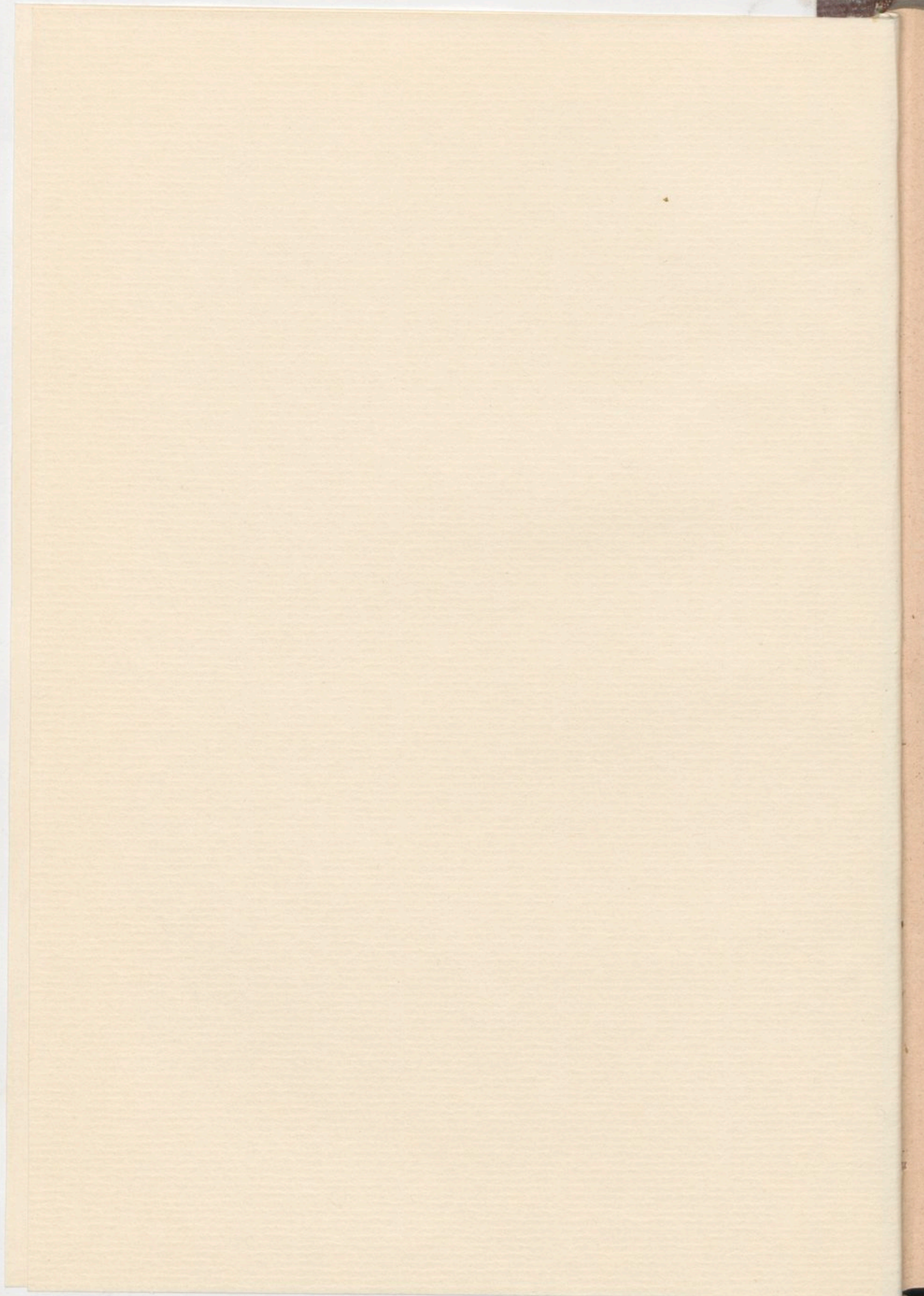
7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.









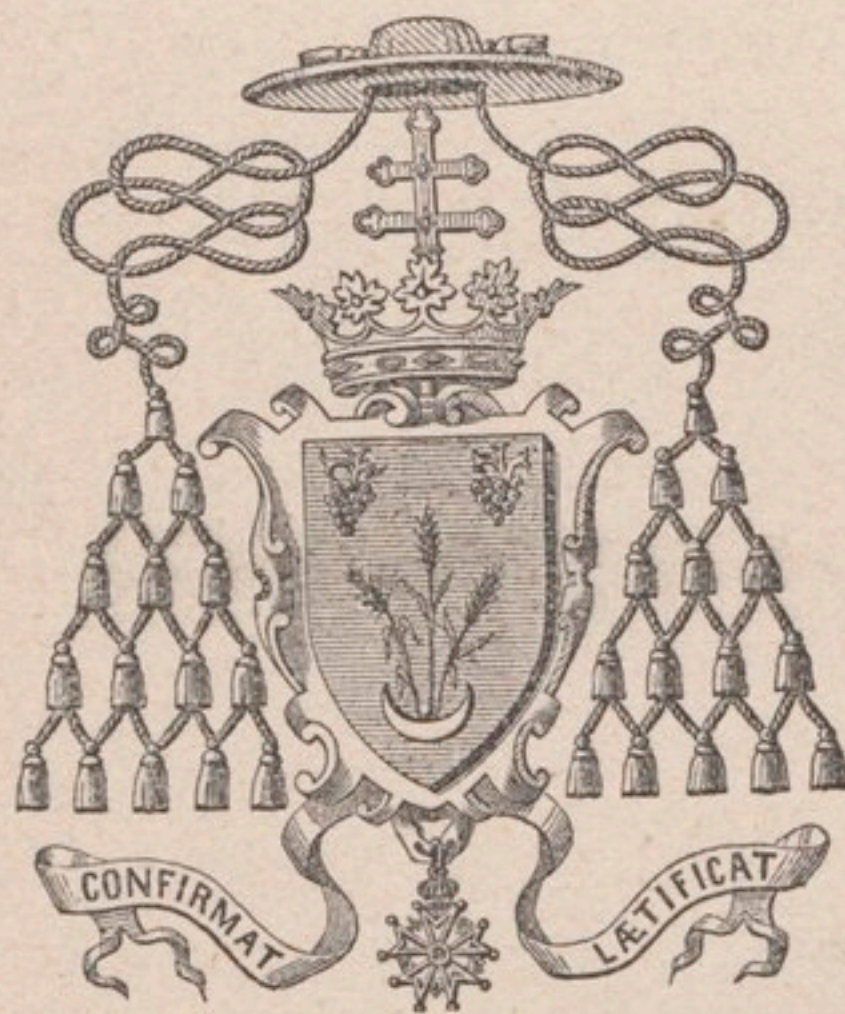


n. 182



CONSTITUTIONS
ET
INSTRUCTIONS SYNODALES
DU
DIOCÈSE DE CHAMBÉRY

CONSTITUTIONS
ET
INSTRUCTIONS SYNODALES
DU
DIOCÈSE DE CHAMBÉRY



CHAMBÉRY
IMPRIMERIE CHATELAIN, SUCCESSEUR DE F. PUTHOD
24, RUE DU VERNEY, 24.

—
1878

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

INSTITUTIONS SYNOPTICAL

OF THE HISTORY OF CHICAGO

FROM 1837 TO 1892

BY J. H. HARRIS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILL.

1892

LETTER-HEAD

OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

CHICAGO, ILL.

1892

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILL.

1892

CHICAGO, ILL.

CONSTITUTIONS
ET
INSTRUCTIONS SYNODALES
DU DIOCÈSE DE CHAMBÉRY

REVUES ET CONFIRMÉES AU SYNODE

les 1, 2 et 3 septembre 1877,

Par M^{gr} PIERRE-ANASTASE PICHENOT,
ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY.

LETTRE-CIRCULAIRE
DE M^{gr} L'ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY
Au Clergé de son Archidiocèse, pour lui annoncer
la Retraite et le Synode de 1877.

PIERRE-ANASTASE PICHENOT, PAR LA MISÉRICORDE DIVINE ET LA GRACE
DU SAINT-SIÈGE APOSTOLIQUE, ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY, AU CLERGÉ DE
NOTRE ARCHIDIOCÈSE, SALUT ET BÉNÉDICTION EN N.-S. J.-C.

NOS CHERS ET VÉNÉRÉS COOPÉRATEURS,

Nous venons vous annoncer enfin la retraite ecclésiastique et la
prochaine tenue d'un synode diocésain :

1^o *La retraite* s'ouvrira, cette année, le dimanche soir, 26 août,
pour se terminer le samedi matin, 1^{er} septembre. Elle sera prêchée
par le R^d P. Laporte, supérieur général des Pères de la Miséricorde,
à Paris. Nous y appelons tous les prêtres qui n'ont pas suivi celle
de l'année dernière. Elle est pour eux une obligation et un devoir.

Elle n'est que facultative et de conseil pour les autres, qui pourront y assister, s'ils n'en sont empêchés par la garde des paroisses et les nécessités du ministère. Il a été convenu qu'on arriverait le dimanche soir pour la première instruction ; et afin qu'il en soit ainsi, nous permettons d'avancer la messe ce jour-là en l'annonçant le dimanche qui précède, et de chanter les vêpres immédiatement après, partout où besoin sera. Chacun doit apporter son habit de chœur avec l'étole et la barette, se faire inscrire en arrivant au bureau de l'Économe et déposer son offrande.

Nous espérons que notre appel sera entendu, que les saints exercices seront suivis avec toute la régularité et le recueillement possibles. Personne ne pourra loger, ni même sortir en ville, sans notre autorisation spéciale.

« C'est dans les retraites, écrivait M^{sr} Billiet, que les bons prêtres loin du tumulte du monde, loin de la dissipation inséparable de leurs fonctions ordinaires, viennent de nouveau, chaque année, méditer, dans le silence et le recueillement, les grandes et formidables vérités de la religion, purifier de plus en plus leur esprit et leur cœur devant Dieu, ranimer leur zèle et leur ferveur et appeler les bénédictions du Ciel sur le ministère qui leur est confié. »

Nous ne voulons pas assurément vous alarmer, ni jeter le trouble dans vos rangs. Mais vous nous permettrez bien de vous rappeler que les circonstances sont graves, les temps difficiles. Nous avons tous besoin, plus que jamais, de nous retremper dans l'esprit de notre vocation, de nous affermir dans nos résolutions premières, afin d'être prêts à tout, et de *combattre* avec l'Apôtre les *bons combats* du Seigneur. Nous devons l'exemple à nos peuples, encore généralement fidèles, mais qu'on cherche à séduire et à détourner du bien. *Puisque le lion rugissant ne cesse de rôder autour de nous pour dévorer sa proie ;* puisque les *loups* assiègent notre bercail et réussissent même quelquefois à s'y introduire *sous la peau des brebis*, veillons et prions ; ranimons notre courage ; sanctifions-nous de plus en plus et profitons pour cela de la retraite qui nous est annoncée. C'est peut-être la dernière pour un certain nombre d'entre nous, n'en perdons pas la *moindre parcelle*. Il est des moments d'où dépend l'éternité et qui ne se représentent

plus. La retraite est une de ces heures solennelles où la grâce de Dieu se communique aux âmes avec plus d'abondance, et où il est plus facile de se reconnaître, de s'amender et de devenir meilleur.

2^o *Le synode* qui devait se tenir l'année dernière, aura lieu cette année. On a tout dit sur la *nécessité* et les *avantages* des synodes diocésains. Le saint Concile de Trente avait expressément ordonné d'en tenir un chaque année : *Synodi diœcesanæ quotannis celebrantur*. Ils tendent plus directement peut-être et plus efficacement que les retraites elles-mêmes à la réforme des abus, à l'établissement et à la conservation de la discipline ecclésiastique. On a dit avec raison qu'ils sont au corps de l'Église, ce que les nerfs sont au corps humain. (BENOIT XIV.)

Nous avons tous besoin de nous revoir, de nous concerter, de nous entendre pour *conserver* le bien qui existe encore au milieu de nous, et aviser aux moyens de le *compléter*, malgré la difficulté des temps et les obstacles qui se multiplient.

Comme nous l'avons dit, le *premier*, pour ne pas dire l'*unique* objet du synode, cette année, c'est la révision des *Constitutions* et *Statuts* qui nous régissent. « Les *Ordonnances* et *Constitutions synodales* sont un abrégé usuel du droit canon, comme le *Catéchisme diocésain* est un abrégé de l'Écriture-Sainte et de la Théologie. » Tout a été sagement prévu et réglé par notre Éminent Prédécesseur. Mais depuis 1842, les circonstances ne sont plus les mêmes. La législation française a remplacé pour nous la législation sarde; les nouvelles décisions et réponses des congrégations romaines, les dernières bulles des Papes, les récents décrets du Concile du Vatican, les besoins mêmes des temps et les transformations qui s'opèrent en tout lieu, ont rendu des changements et des modifications nécessaires dans les règlements antérieurs. Il y a des choses à retrancher et d'autres à ajouter. M^{sr} Billiet en avait déjà reconnu la nécessité, puisque, dans des appendices, des suppléments, des avis et des notes, il avait retouché ce qui existait et ce qu'il avait établi d'abord. Il s'agit de recueillir, de compléter ces documents épars, de les confirmer et de les insérer dans le corps des statuts qui demeurent. Nous avons achevé notre première visite générale; nous avons été partout; le diocèse nous est suffisamment connu. Nous espérons que ce nouveau travail, que

cette nouvelle édition, au moins, « établiront plus d'accord, plus d'ensemble, plus d'uniformité dans tout ce qui concerne la conduite du clergé, l'exercice du culte divin, l'administration des sacrements et le gouvernement des paroisses. »

Déjà, dans les Conférences, nous avons appelé votre attention sur plusieurs points ; vous nous avez donné vos appréciations ; nous en tiendrons compte autant que possible. Car nous ne désirons rien tant que de vous être agréable et de profiter de votre expérience et de vos lumières, tout en réservant nos droits et en mettant notre responsabilité à couvert.

Une commission nommée et présidée par nous s'occupe activement de la révision des statuts et des travaux préparatoires qui seront mis sous les yeux du Vénérable Chapitre, avant de passer au synode et de vous être communiqués.

A ces causes, le saint Nom de Dieu invoqué, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Nous aurons cette année un synode diocésain. Son ouverture coïncidera avec la clôture de la retraite ecclésiastique, le 1^{er} septembre, au matin.

ART. 2. — Sont appelés au synode tous les prêtres du diocèse ayant charge d'âmes, *nemine excepto*. Nous convoquons spécialement messieurs les vicaires généraux, les chanoines effectifs et honoraires, les archiprêtres et vice-archiprêtres, les curés en titre, et, au moins, un autre ecclésiastique parmi les curés desservants, les aumôniers, vicaires ou prêtres habitués de chaque archiprêtré, et au choix de la Conférence.

Nous invitons aussi en particulier le Révérend Père provincial, les gardiens et les lecteurs des maisons des Capucins de Chambéry et d'Yenne, les prieur et sous-prieur d'Hautecombe, les prieur et sous-prieur de Tamié, le supérieur des missionnaires de Myans, le provincial des Somasques, les supérieurs et professeurs du grand Séminaire, les supérieurs de nos trois petits Séminaires.

Afin que les paroisses ne demeurent pas privées de secours religieux, nous autorisons tous ceux qui ont charge d'âmes à se faire remplacer, au moyen du binage accordé à cette fin, par ceux de leurs confrères qui voudront bien leur rendre ce service. Tous les membres de la retraite et du synode auront soin de faire parvenir

leur nom au Père Supérieur ou au Père Économe du grand Séminaire, au moins 10 ou même 15 jours d'avance.

ART. 3. — Tous les prêtres du diocèse qui célébreront la sainte Messe pendant la retraite et le synode, diront les *collecte, secrète et post-communion de Spiritu Sancto*, au lieu de celles *pro Papâ*, afin d'attirer les bénédictions de Dieu sur ceux qui en feront partie.

Et sera notre présente Lettre envoyée à tous les membres du clergé et lue dans toutes les Conférences.

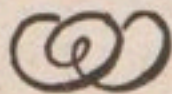
Donné à Chambéry, le 30 juin de l'an de grâce 1877.

† PIERRE - ANASTASE,

Archevêque de Chambéry.

Par ordonnance de Monseigneur,

L. VARET, *chancelier.*



INSTRUCTIONS ET CONSTITUTIONS SYNODALES

DU DIOCÈSE DE CHAMBÉRY

PREMIÈRE PARTIE

DU CULTE DIVIN

CHAPITRE I^{er}

DES ÉGLISES

1. On ne peut voir sans admiration dans les livres saints le zèle que Moïse mit à construire le tabernacle, l'empressement religieux avec lequel les enfants d'Israël offrirent à cette fin tout ce qu'ils possédaient de plus précieux¹; les immenses richesses dont Salomon orna le temple de Jérusalem, la magnificence avec laquelle il en fit la dédicace², la constance inébranlable avec laquelle Néhémie et Zorobabel travaillèrent à relever les ruines de ce même temple au retour de la captivité³. Cela nous prouve que tous ces hommes étaient animés d'une foi vive, d'une piété ardente, à laquelle tous les sacrifices paraissaient légers quand il s'agissait d'honorer Dieu et de procurer sa gloire.—Lorsqu'en parcourant un diocèse on rencontre une belle église, bien entretenue et bien ornée, on peut avec la même assurance porter un jugement

¹ Obtulerunt mente promptissima atque devota primitias Deo ad faciendum opus tabernaculi testimonii; quidquid ad cultum et ad vestes sanctas necessarium erat. (Exod. 35, 21.)

² III. Regum, 7, 1, et 8, 1.

³ I. ESDRÆ, 3, 1.

favorable sur la piété du pasteur et celle des fidèles. Mais si, au lieu d'église, on ne trouve qu'un vieil édifice noirci, dégradé, presque en ruines; des autels vermoulus, couverts de poussière, des statues mutilées, des tableaux déchirés, des linges mal propres, des ornements en lambeaux, il est à craindre que la foi ne soit bien affaiblie dans l'âme des paroissiens, et peut-être aussi dans celle du pasteur.

2. M^{gr} Martinet et S. É. le cardinal Billiet, nos illustres prédécesseurs, se sont très spécialement occupés de l'état des églises dans ce diocèse; ils sont heureusement parvenus à en faire reconstruire un très grand nombre, et, grâce aux efforts de leur zèle, il n'en reste presque plus qui soient en mauvais état. Les pasteurs et les fidèles ont compris que tout ce que nous possédons sur la terre vient du ciel¹, et qu'il est juste d'offrir à Dieu dans son temple une partie de ce que nous avons reçu de lui. Nous avons l'assurance que Dieu, toujours fidèle à ses promesses, leur rendra au centuple, même en cette vie, tous les sacrifices qu'ils auront faits pour sa gloire².

3. Nous défendons de construire aucune église, chapelle ou autel, sans notre permission³. Lorsqu'il s'agira d'une église paroissiale, nous n'accorderons cette permission qu'en nous réservant de fixer le local le plus convenable à l'ensemble de la population, de déterminer l'étendue qu'on devra lui donner⁴, d'approuver le plan

¹ I. COR., 4, 7.

² MATTH., 19, 29.

³ De consecr., dist, cap. xxv.

⁴ Pour une paroisse de 600 âmes et au-dessous, l'étendue intérieure de l'église doit être d'environ 45 décimètres carrés pour chacun des individus formant le total de la population locale. Les places laissées vides par les enfants, les malades et les absents, répondent à celles qui seraient occupées par les fonts baptismaux, la chaire, les confessionnaux et les autels. Pour une population de 600 à 1.200 âmes, elle doit être d'environ de 42 décimètres, et au-dessus de 1,200, de 39 décimètres carrés.

qui en sera dressé avant que l'exécution soit commencée, ou de bénir la première pierre par nous-même ou par un prêtre délégué à cette fin¹. Lorsqu'il s'agira d'une chapelle publique ou particulière, nous n'accorderons cette permission que lorsqu'on lui aura assuré, par des actes authentiques, une dotation suffisante pour son entretien². Le fondateur devra aussi la pourvoir d'un calice et des ornements nécessaires pour la célébration du saint Sacrifice.

4. Nous défendons de célébrer la sainte Messe dans un lieu profane quelconque, ou de la célébrer dans une église ou chapelle nouvellement construite, avant qu'elle ait été consacrée ou bénite par nous ou en vertu de notre autorité³. Cependant, dans le cas où par l'effet d'un accident imprévu, il deviendrait impossible de célébrer le saint Sacrifice dans une église paroissiale, s'il n'existe pas de chapelle rurale dans le voisinage, nous permettons pour huit jours de célébrer dans un lieu profane décemment préparé et pourvu à cette fin d'un autel provisoire et d'une pierre sacrée. On y fera auparavant la bénédiction du Rituel: *Benedictio loci*⁴.

5. Quand on doute si une église a été consacrée ou non, on doit la consacrer⁵. Cette consécration peut se faire un jour quelconque de la semaine⁶. On doit consacrer le maître-autel en même temps que l'église. La table du maître-autel doit avoir ordinairement de 98 à 100 centimètres de hauteur, de 65 à 70 de largeur, et environ 2 mètres de longueur. La table du maître-autel perd sa

¹ De consecr., dist. 1, cap. ix.

² Caus. 1, quæst. 2, cap. i. — Cette dotation doit être au moins de 12 à 15 fr. par an pour l'entretien de chaque chapelle.

³ De consecr., dist. 1, cap. i; it., cap. ii, xi, xii, xiv et xv.

⁴ De consecr., dist. 1, cap. xii et xxx.

⁵ De consecr., dist. 1, cap. xvi et xviii.

⁶ De consecr., eccl. vel altaris, cap. ii.

consécration lorsqu'elle se sépare de sa base, ou lorsqu'elle éprouve une fracture considérable, ou lorsque les reliques sont enlevées du tombeau où on les avait placées; mais il n'est pas besoin, dans ces cas, de réitérer la consécration de l'église¹. Les autels portatifs ou pierres sacrées perdent aussi leur consécration, 1^o lorsqu'il sont brisés de manière qu'on ne puisse plus y placer commodément le calice et l'hostie; 2^o lorsque le tombeau est ouvert et les reliques enlevées.

6. Nous défendons aussi de démolir aucune église, chapelle ou autel, ainsi que d'y faire des changements considérables, ou de les convertir en usages profanes, sans notre autorisation.

7. Nous recommandons à MM. les Curés et Recteurs d'avoir vivement à cœur la décoration de leurs églises, de faire tout ce qui dépendra d'eux, par une bonne administration des biens de la fabrique, par des représentations faites à propos au conseil de la commune, par quelques souscriptions volontaires de la part des personnes pieuses et aisées, ainsi que par leurs propres sacrifices, pour qu'elles soient toujours convenablement réparées et maintenues dans un état propre et décent. Ils auront le même zèle pour l'entretien et la propreté des autels, des vases sacrés, des ornements, et en général de tout ce qui sert au culte divin.

8. Ils veilleront aussi à ce que leur église soit balayée au moins une fois par semaine; à ce que l'eau du toit ne pénètre point sur la voûte ou le plafond; à ce que les murs soient toujours proprement crépis et blanchis, les portes, les serrures et les clefs en bon état, les fenêtres vitrées, et celles de la sacristie munies de solides barreaux; à ce que l'on ferme celles par lesquelles on pour-

¹ De consecr., eccl. vel altaris, cap. I et III. (Voy. à la fin des *Constitutions* la note relative à ce qu'il faut préparer pour la consécration d'une église.)

rait avoir vue dans l'intérieur; à ce qu'on ne pratique jamais aucune porte d'une maison voisine dans l'Église; à ce qu'il ne s'établisse aucune servitude ni dans l'église, ni sur le cimetière; à ce qu'on n'y dépose aucun objet profane; à ce qu'on n'y laisse pas des *ex voto* indécents, malpropres, ni de vieux tableaux déchirés, ni des statues ridicules; à ce qu'on n'y tienne jamais des assemblées pour des choses étrangères au culte divin¹; enfin, à ce que extérieurement même la propreté règne autour de son enceinte; ils se feront aider en cela par les membres du conseil de fabrique, selon que le besoin l'exigera².

9. Dans leurs instructions, ils tâcheront d'inspirer aux fidèles un profond respect pour la maison du Seigneur. La consécration solennelle qu'elle a reçue, la sainteté des fonctions qui s'y exercent, la présence continue de Jésus-Christ au saint autel, et l'abondance des grâces que Dieu se plaît à répandre sur ceux qui y prient avec ferveur³, sont autant de motifs dont ils doivent souvent réitérer l'explication. Ils n'y permettront jamais rien d'inconvenant; ils y feront régner un grand silence et un profond recueillement; pour l'obtenir, ils en donneront eux-mêmes l'exemple les premiers; ils n'y parleront jamais à haute voix sans nécessité, et n'y feront aucune fonction sans être en surplus.

10. La table du maître-autel, si elle est consacrée, doit toujours être couverte d'une toile cirée. Les autels por-

¹ Nous recommandons à MM. les curés de ne pas permettre que l'on place des affiches sur les portes ni sur les murs des églises, à moins qu'il ne s'agisse d'actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique ou de la liste des jurés. (Loi du 3 mai 1841.)

² Un chemin de ronde pour l'usage des processions des fêtes et dimanches doit toujours être réservé et pratiqué, quand les circonstances le permettent.

³ Oculi quoque mei erunt aperti et aures meæ erectæ ad orationem ejus qui in loco isto oraverit. 2. Paral. 7, 15.

tatifs ou pierres sacrées⁴ doivent être aussi consacrés par l'Evêque, et avoir environ 42 centimètres de longueur sur 36 ou 38 centimètres de largeur; il faudrait même en avoir un de 44 centimètres sur 55 pour le maître-autel, lorsqu'il n'est pas consacré en entier. On aura soin qu'ils soient toujours recouverts d'une toile bien serrée et cousue de tous côtés. Il est à propos de les enchâsser dans une planche, de manière qu'ils ne demeurent saillants en dessus que de 4 à 6 millimètres, pour en reconnaître les bords.

11. Tous les autels doivent avoir pour ornement un rétable avec un tableau à cadre doré ou colorié, ou du moins des gradins proprement faits, un devant d'autel propre, à moins qu'ils ne soient construits en forme de tombeau en marbre ou marbré, une garniture de deux à six chandeliers, des canons en bon état, et un crucifix en relief plus élevé et assez apparent pour être vu des fidèles. Hors le temps de la sainte Messe, les canons doivent être retirés et tous les autels doivent être couverts d'un tapis. Il est convenable aussi que les petits autels soient environnés d'une balustrade, dans l'intérieur de laquelle les fidèles ne devront pas se placer, à moins que les dimensions de l'église ne le rendent nécessaire.

12. Le tabernacle du maître-autel doit être fermé à clef, garni en soie blanche intérieurement, et l'extérieur doit être couvert d'un voile blanc ou mieux encore de la couleur du jour, ou en violet lorsqu'on fait une fonction funèbre⁵. On y tiendra toujours un corporal bénit, qu'on aura soin de changer souvent. On ne doit jamais y placer que le Saint-Sacrement et les vases sacrés qui le contiennent. Sa bénédiction est réservée à l'Evêque; elle

⁴ De consecr., dist. 1, cap. xxxi.

⁵ De custod. euch. et chrism., cap. 1. — De celebrat. missar., cap. x.

est la même que celle du ciboire et de l'ostensoir¹. Il faut en tenir la clef à la sacristie dans un lieu fermé.

13. On n'exposera aucune relique dont l'authenticité n'aurait pas été reconnue par nous ou nos prédécesseurs; dans les cas douteux, on attendra notre décision. On ne doit placer aussi dans les églises que des images ou statues de saints approuvées et bénites par l'Evêque ou en vertu de son autorité. Celles qui se trouveraient indécentes, difformes ou mutilées, devront être enlevées et enterrées dans l'église ou dans le cimetière².

14. Il doit y avoir dans chaque église paroissiale une chaire élevée, placée dans l'endroit le plus convenable pour que le prédicateur puisse être bien entendu, et, s'il se peut, du côté de l'évangile, excepté à la métropole, où elle doit être du côté de l'épître³.

15. Il doit y avoir au moins deux confessionnaux, s'il n'y a qu'un prêtre dans la paroisse, et trois, s'il y a deux prêtres. On les placera dans les chapelles ou dans la nef, et non au chœur. Il y en aura aussi un à la sacristie, qui ne servira que pour les hommes ou pour les femmes qui, à raison de leur surdité ou de quelque autre infirmité, ne pourraient pas se confesser à l'église. Un confessionnal doit être fait de manière, 1^o que l'on puisse se confesser des deux côtés; 2^o que les fidèles présents dans l'église puissent toujours voir, soit le pénitent, soit le confesseur; 3^o qu'il y ait entre le confesseur et le pénitent une grille à liteaux croisés, placés à 25 millimètres seulement les uns des autres. On placera en dehors, de chaque côté, une image du crucifix sous les yeux du pénitent. On placera aussi une image de

¹ Rituale rom. Benedictio tabernaculi seu vasculi, etc.

² Concil Trid., sess. 25, de invoc. Sanct.

³ BAULDRY, *Manuale cærem.*, part. I, cap. x, n° 1. — Acta eccl. Med., pars IV, instr. fabr., cap. xxii.

Notre-Seigneur ou de la sainte Vierge à l'intérieur, parce que, dans une fonction aussi sainte, le confesseur et le pénitent ont également besoin de conserver constamment le souvenir de la présence de Dieu.

16. Les fonts baptismaux, dont la vue est un si grand sujet de méditation pour tous les fidèles, doivent être proprement construits, situés près de l'entrée de l'église, du côté gauche, s'il se peut, et faits d'une seule pierre bien taillée¹. Cette pierre sera placée à la hauteur d'environ 1 mètre 17 centimètres, surmontée d'une boiserie propre en pyramide, ou mieux encore en prisme à six pans, avec une petite pyramide et une croix au-dessus. On en tiendra la porte exactement fermée. On en partagera la cuve en deux compartiments, dont l'un contiendra l'eau baptismale et l'autre servira de piscine. On la recouvrira d'un couvercle fermant à clef. On fera très bien d'environner les fonts sacrés d'une balustrade, si les dimensions de l'église le permettent, pour empêcher qu'on n'en approche de trop près et qu'on n'y dépose quoi que ce soit. Nous n'approuvons point l'usage de les construire dans l'épaisseur du mur, en forme d'armoire, et nous défendons d'en établir de ce genre à l'avenir.

17. On aura aussi soin que l'eau des fonts soit toujours propre. Chaque fois qu'on la renouvellera, on en jettera le reste dans la piscine et on lavera parfaitement la pierre. Si elle vient à manquer pendant l'année, on en bénira d'autre suivant la forme du Rituel romain. On se servira, pour verser l'eau, d'une burette ou d'un vase analogue, qu'on aura soin de tenir propre ; il serait à désirer qu'il fût en argent. On aura soin aussi que le

¹ Conc. Mediol. IV, quæ pertinent ad sacram. Bapt.

chrêmeau soit toujours d'une parfaite blancheur et digne d'être l'emblème de l'innocence¹.

18. Nous ordonnons que l'on place des bénitiers en pierre à toutes les entrées des églises, à droite intérieurement²; que l'eau bénite soit renouvelée et les bénitiers lavés au moins une fois par mois.

19. Les cloches consacrées sont destinées à appeler les fidèles aux fonctions religieuses. Nous recommandons aux Curés et Recteurs de ne pas permettre qu'on s'en serve pour des usages profanes, les incendies exceptés. Cependant, s'il existait sur ce point quelque coutume ancienne, ils devraient nous consulter avant de l'abolir³. Afin de prévenir les abus à cet égard, nous avons arrêté, de concert avec M. le Préfet, un règlement pour la sonnerie des cloches, qui établit clairement dans quels cas le Curé a le droit de faire sonner les cloches, et dans quels cas ce droit peut appartenir au Maire.

C'est le Curé qui a la responsabilité de l'église, de la sacristie et du clocher; les clefs en doivent toujours être déposées chez lui. Les conseils de commune pourront facilement établir une petite cloche sur les écoles pour annoncer l'heure des classes. On ne laissera pas non plus établir une horloge au clocher sans notre autorisation. MM. les Curés défendront aux sonneurs : 1^o de sonner à plein tour; 2^o de carillonner en frappant sur une cloche à deux endroits à la fois. Ils ne laisseront

¹ De consecr., dist. 4, cap. xci et xcii.

² Acta eccl. Med., pars IV, inst. fabr., cap. xxi.

³ Concil. Colon. I, pars IX, art. 14, ann. 1536. — BARBOSA, de offic. et potest. episc. pars II, alleg. 27, n^o 48. — S. C. Episc. et Regul., ann. 1581. — Conc. Mediol. I, de ecclesiis. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Campana*. — Rituel de Toulon, art. Bénédiction d'une cloche. — DURAND DE MAILLANE, *Dict. de droit canon.*, au mot *Cloches*.

aller au clocher que le sonneur officiel et ceux qui seraient nécessaires pour l'aider à sonner.

CHAPITRE II.

DE LA SACRISTIE.

20. Il est très important pour la conservation des ornements de préserver la sacristie de toute humidité; il faut pour cela, s'il est possible, 1^o la placer au levant ou au midi; 2^o y établir deux fenêtres correspondantes pour faciliter la circulation de l'air; 3^o éconduire l'eau du toit pour en empêcher l'infiltration; 4^o enlever extérieurement la terre qui est au pied des murs, et y creuser au besoin un canal pour l'écoulement des eaux¹. Pour prévenir les vols sacrilèges, nous recommandons aux Curés et aux Conseils de fabrique d'avoir soin que les églises soient toujours bien fermées pendant la nuit et que les fenêtres des sacristies soient munies de solides barreaux. Il serait prudent de tenir au presbytère les vases les plus précieux. On aura soin aussi de bien fermer les presbytères et d'enlever souvent les offrandes déposées dans les troncs.

21. Il doit y avoir dans chaque sacristie, 1^o un crucifix en relief; 2^o une grande armoire avec des tiroirs en dessous ou des planches à coulisses pour y étendre les ornements dans toute leur longueur, des placards en dessus pour les vases sacrés, les livres, les reliques et les saintes huiles, et, à hauteur moyenne, une table où le célébrant puisse s'habiller; 3^o une armoire ordinaire pour les linges; un prie-dieu avec des imprimés

¹ Act. eccl. Med., pars IV, instr. fabr., cap. xxviii.

contenant les prières pour la préparation à la Messe et l'action de grâces; 5^o une fontaine avec son bassin pour se laver les mains, et des essuie-mains; 6^o plusieurs cartons ou tiroirs pour les corporaux et purificateurs blancs, pour ceux qui ont déjà servi et pour ceux dont on se sert habituellement.

22. Les objets qui servent au saint sacrifice de la Messe et à la réserve de l'Eucharistie, comme calices, patènes, ciboires, ostensoirs, purificateurs, pales, corporaux, ainsi que les reliques et les saintes huiles, doivent toujours être conservés dans une armoire fermée¹. Il est défendu de les toucher, soit aux laïques, soit aux clercs qui ne sont pas dans les ordres sacrés². Il n'y a d'exception que pour l'*acolyte* sacristain, préparant le calice en sacristie : *Non liceat cuilibet ministro tangere nisi subdiacono aut acolyto in secretario vasa dominica.* (Cap. *non liceat*, xxxii, dist. 23, cité par Craisson, n^o 3646.)

23. Nous ordonnons qu'il y ait dans chaque sacristie des ornements des cinq couleurs prescrites par les rubriques, des étoles en blanc, violet et noir, pour l'administration des sacrements, les bénédictions et les sépultures, et un dais de couleur blanche pour la procession du Saint-Sacrement³. On tâchera aussi de se procurer de plus beaux ornements pour les fêtes solennelles.

24. Nous ordonnons que les linges de la sacristie soient d'une toile propre et non trop grossière, en quantité suffisante pour le service de l'église, et qu'on ait soin de

¹ De consecr. dist. I, cap. xlii. Ce chapitre ne traite que des vêtements sacrés : il n'y est pas question d'armoire fermée. Voici le titre : *Non nisi a sacratis hominibus vestimenta sacrata servantur.*

² De consec. I, cap. xvi. *In sanctâ hâc Apostolica sede statutum est, ut sacra vasa non ab aliis, quam a sacratis, Dominoque dicatis contractentur hominibus. Indignum enim valde est, ut sacra Domini vasa... ab aliis, quam Dominus famulantibus tractentur viris, etc.*

³ Cærem. episc., lib. I, cap. xiv, n^o 1.

les tenir bien blanchis, surtout les corporaux et les purificateurs¹. Nous interdisons absolument les corporaux, pales, purificateurs, amicts, aubes, rochets, nappes et essuie-mains en coton².

Les corporaux doivent être sans dentelle, d'une toile serrée, et avoir une seule croix à la partie antérieure³. Les amicts doivent aussi être marqués d'une croix au bord supérieur.

25. Les pales doivent être en toile de chanvre ou de lin, avec une croix au milieu d'un côté seulement. On ne peut se servir d'une pale dont le dessus serait de couleur noire. L'usage du rochet, réservé aux Evêques et aux Prélats, n'est accordé aux chanoines qu'en vertu d'un indult et sans transparents rouges aux manches. Le rochet ne peut remplacer le surplis pour l'administration des sacrements.

26. On ne doit pas faire lessiver les corporaux, pales et purificateurs, qu'ils n'aient été purifiés dans deux ou trois eaux par un clerc promu aux ordres sacrés. Ces eaux doivent ensuite être jetées dans la piscine⁴. Ceux qui, sans être sous-diacres, obtiennent la permission de toucher les vases sacrés, n'ont pas pour cela celle de purifier les corporaux et purificateurs.

27. Les ornements et linges qui servent au saint sacrifice de la Messe, savoir : les chasubles, étoles, manipules, voiles, tuniques, dalmatiques, amicts, aubes, cordons, nappes, pales, corporaux et bourses, doivent au

¹ Prædicimus quoque ut vasa, corporalia, et vestimenta munda et nitida conserventur; nimis enim videtur absurdum in sacris sordes negligere quæ dedecerent etiam in profanis. De custod. euch. et chrism., cap. II.

² S. R. C. 15 maii 1819. — De consecr., dist. I, cap. XLVI.

³ Act. eccl. Mediol., pars IV; instruc. fabr., pars II, de corporali. — Rituel de Toulon, du sacrifice de la Messe.

⁴ De consecr., dist. I, cap. XL.

préalable être bénits par nous, ou par ceux que nous aurons autorisés à cette fin. Les purificatoires, surplis, rochets, chapes et devants d'autel ne se bénissent pas¹.

28. Le cordon peut être de la couleur des ornements ; il doit être de fil plutôt que de soie. On ne doit plus faire usage des cordons rompus, s'ils n'ont été réparés et bénits de nouveau ; ni des ornements et linges déchirés ou malpropres, ni des corporaux percés ou raccommodés, ou faits d'une toile trop claire qui pourrait laisser passer les saintes parcelles. Lorsque ces ornements ne pourront plus être réparés, ni servir à en réparer d'autres, on devra les brûler ou les enterrer au cimetière, et ne point en employer les restes à des choses profanes².

29. Nous ordonnons que les coupes au moins des calices et ciboires soient en argent et dorées intérieurement, ainsi que les patènes³. Les calices et patènes doivent être consacrés par l'Évêque. Cette consécration doit être réitérée lorsqu'ils ont été redorés. Le ciboire et le cercle en or qui se met dans l'ostensoir doivent être aussi bénits par l'évêque, ou par un autre prêtre par lui délégué. La permission de faire cette bénédiction n'est point comprise dans celle de bénir les ornements. L'ostensoir doit être surmonté d'une croix.

30. Nous ordonnons que l'on place dans chaque sacristie un tableau de toutes les messes et services de fondation à acquitter annuellement, non-seulement dans l'église paroissiale, mais encore dans les chapelles rurales, afin qu'ils ne soient pas mis en oubli.

¹ Rituel de Toulon, du sacrifice de la Messe.

² De consecr., dist. 1, cap. xxxix.

³ De consecr., dist. 1, cap. xlv et xlv.

CHAPITRE III.

DES CIMETIÈRES.

31. Les cimetières sont des lieux sanctifiés par la bénédiction de l'Église; les corps des fidèles y reposent en attendant le jour de la résurrection générale; ils se lèveront alors tous ensemble pour aller partager le sort des âmes qui les ont animés. Pour en écarter toute profanation, nous ordonnons qu'ils soient toujours clos canoniquement; on doit à cette fin les environner d'un mur suffisamment élevé et bien entretenu, n'y laisser que les entrées nécessaires et les tenir exactement fermées par des portes munies de loquets, en sorte que les animaux ne puissent jamais s'y introduire. Du reste les cimetières n'étant plus aujourd'hui sous l'autorité des fabriques, mais sous celle des communes, et l'ancienne législation ayant été modifiée à cet égard par la loi du 18 juillet 1837, art. 30, n° 17, les frais de clôture et d'entretien des cimetières sont maintenant à la charge des communes et nullement des fabriques.

Nous ordonnons qu'il y ait toujours une croix dans l'endroit du cimetière le plus apparent¹.

32. La police des cimetières étant confiée par la législation française aux autorités locales, elles sont spécialement chargées d'empêcher qu'il ne s'y commette aucun désordre, aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts. Il appartient aux administrations municipales de renouveler les défenses d'y laisser paître ou divaguer les animaux, d'y faire aucune œuvre servile, d'y jeter ou conduire des immondices, d'enlever les draps ou linceuls dans lesquels les morts auraient été ense-

¹ Conc. Mediol. IV, de cœmeteriis.

velis, d'y tenir aucune assemblée profane. Ces règlements de l'autorité civile ne dispensent point les Curés de veiller, conformément aux lois canoniques, à ce qu'il ne se commette sur les cimetières aucune irrévérence; à ce qu'on ne s'en serve jamais comme d'un lieu de passage; à ce qu'on n'y fasse ni affiches ni publications civiles, ni entrepôt, ni exposition de marchandises quelconque; à ce qu'on n'y tienne ni foire, ni marché; à ce qu'on n'y plante aucune espèce d'arbres fruitiers, et qu'on n'y fasse aucune espèce de culture. C'est à la fabrique seule qu'il appartient d'en retirer le produit spontané.

33. Les concessions de terrain dans les cimetières doivent être faites par le Conseil municipal, au profit de la commune, quand il s'agit des cimetières qui appartiennent à la commune; mais au contraire elles doivent être faites au profit de la fabrique lorsqu'elle en a la propriété, ce qui a généralement lieu en Savoie, où tous les anciens cimetières étaient des lieux ecclésiastiques, propriété de la paroisse et tenant à l'église dont ils faisaient partie.

34. Pour qu'un cimetière puisse suffire en tout temps, même dans les cas de maladies, il faut que son étendue soit de 56 à 70 mètres carrés pour 100 personnes, soit de 560 à 700 mètres carrés pour une population de 1,000 individus, déduction faite du terrain inutile et de celui qu'occupent les murs de clôture. En établissant un cimetière neuf, on fera bien de lui donner une étendue encore plus grande, pour que l'on puisse céder des emplacements aux familles qui désireraient avoir des tombes particulières.

35. Dans un intérêt d'ordre public, il a été statué, par l'autorité civile, que, dans les communes où il y a réellement profession publique de cultes différents, on établirait dans les cimetières des divisions ou séparations pour

ces cultes différents : mais la loi civile ne s'oppose point à ce que, dans l'enceinte réservée au culte catholique, on observe les règles canoniques qui exigent quelque distinction pour les sépultures. Les conseils de fabrique auront soin qu'il y ait auprès de chaque cimetière un petit local non bénit et fermé de manière que les animaux ne puissent y entrer, pour servir à la sépulture des enfants morts sans baptême, ainsi que des hérétiques et des infidèles. Si on veut prendre ce local dans l'intérieur du cimetière, on aura soin, 1^o de choisir pour cela l'un des endroits les plus éloignés de l'église ; 2^o de le séparer entièrement par un mur suffisamment élevé ; 3^o de ne pas y entrer par le cimetière si on peut y établir une porte extérieure.

D'après le Rituel romain, il doit y avoir dans chaque cimetière un emplacement séparé pour l'inhumation des ecclésiastiques ; nous recommandons à MM. les Curés de le faire fixer dans chaque paroisse au pied de la croix, autant qu'il sera possible.

36. D'après un décret du 12 juin 1804, aucune inhumation ne peut avoir lieu dans les églises, ni dans les chapelles publiques ¹.

Les établissements publics, tels que les hôpitaux et les congrégations religieuses, ont besoin de l'autorisation du chef de l'État pour avoir un cimetière à leur usage particulier.

L'autorité municipale peut interdire toute inhumation hors du cimetière commun. (Cod. pén. 466.)

37. Les cimetières doivent être établis à la distance des villes ou hameaux au moins de 35 à 40 mètres. (Décret du

¹ L'usage s'est maintenu d'inhumer les évêques et les archevêques dans leurs cathédrales, et quelquefois les curés dans leurs églises ; mais l'autorisation du gouvernement est nécessaire. (Circulaire ministérielle du 14 décembre 1831.)

12 juin 1804.) Si on en établit à une trop grande distance, par exemple, à plus de 300 mètres du hameau de l'église, nous ne permettrons pas d'en faire la bénédiction sans de très graves motifs.

D'après un décret du 7 mars 1808, on ne peut construire, ni même réparer des bâtiments, ni creuser des puits, si ce n'est à 100 mètres des cimetières nouveaux.

38. Nous défendons de faire des changements considérables à un cimetière, de l'agrandir, de le supprimer, de le convertir en usage profane, d'en transporter la terre ailleurs, ou d'en établir un nouveau sans une permission spéciale de notre part.

CHAPITRE IV.

DES CHAPELLES.

39. Nous défendons à tous les Prêtres de notre diocèse de célébrer la sainte Messe dans une chapelle rurale, si elle n'est pas en bon état; il faut à cette fin qu'elle ait, 1^o des murs crépis et blanchis à l'intérieur; 2^o un plancher ou un carrelage en dessous, et un plancher ou une voûte au-dessus; 3^o des fenêtres vitrées; 4^o une porte fermant à clef; 5^o un autel propre, un rétable et un tableau, ou du moins des gradins, avec deux chandeliers et un crucifix en relief. Nous recommandons aux Curés et Recteurs de nous faire connaître l'état des chapelles de leurs paroisses qui leur paraîtraient mériter l'interdit, afin qu'il y soit pourvu.

Nous ne permettrons pas de bénir une chapelle rurale, dont la partie antérieure présenterait une grande ouverture garnie seulement d'une grille à jour, à moins qu'on ne la ferme, afin de prévenir tout danger de courant d'air.

40. Les Recteurs des chapelles acquitteront exactement tous les services religieux auxquels ils sont tenus d'après les actes de fondation ou les ordonnances de réduction. Ils n'en célébreront point les Messes ailleurs sans une permission spéciale de notre part, laquelle ne sera accordée que dans le cas où ils ne pourraient ni les acquitter eux-mêmes, ni les y faire acquitter par d'autres. La rétribution des Messes manuelles dans les chapelles sera fixée dans chaque cas à raison de leur distance de l'église paroissiale.

41. Toutes les chapelles érigées dans le territoire d'une paroisse seront censées unies à l'église paroissiale, tandis que le contraire ne sera pas établi par des titres authentiques. Tous les services religieux qui y sont fondés seront provisoirement acquittés par le Curé ou Recteur de la paroisse.

42. Quant aux chapelles domestiques, nous ordonnons, 1^o qu'on n'en établisse que dans des maisons éloignées de l'église paroissiale et dans un endroit convenablement séparé des appartements de la maison ; 2^o qu'il n'y ait point de lit ni dessus ni dessous ; 3^o qu'on ne s'en serve jamais à autre fin et qu'on n'y entrepose aucun objet profane ; 4^o qu'elles soient pourvues de tout ce qui est nécessaire au saint sacrifice ; 5^o que la porte en demeure toujours fermée hors le temps de la célébration de la Messe et de la Prière ; 6^o qu'on se conforme exactement à toutes les conditions contenues dans la permission que nous nous réservons d'accorder pour chaque cas particulier, et sans laquelle nous défendons, sous peine de suspense, d'y célébrer la Sainte

Messe¹. Nous n'accorderons cette permission qu'après avoir fait examiner le local proposé par M. l'Archiprêtre ; nous recommandons aussi à M. le Curé ou Recteur de la paroisse d'en faire la visite une fois l'année, pour voir si tout y est dans un état convenable. La permission n'est donnée ou renouvelée qu'à la condition d'une somme de 12 fr. pour les œuvres diocésaines.

43. Nous défendons, sous peine d'interdit *ipso facto* des mêmes chapelles, 1^o d'y célébrer plus d'une Messe chaque jour de dimanche et de fête; 2^o d'y célébrer les jours de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, de la Fête-Dieu, de l'Assomption, de la Toussaint, de la Dédicace de l'Église, de Noël, de l'Épiphanie et de saint François de Sales².

44. Ceux qui auront obtenu la permission d'une chapelle domestique ne devront point y faire célébrer durant le temps de la Messe paroissiale, ni y admettre des personnes étrangères à leur famille, ni se dispenser eux-mêmes d'assister aux offices de la paroisse, lorsqu'ils le pourront facilement; et lorsqu'ils en seront empêchés, ils devront au moins y envoyer leurs domestiques.

CHAPITRE V

DE LA VIOLATION DES ÉGLISES, CHAPELLES ET CIMETIÈRES

45. La violation d'une église, chapelle ou cimetière, est une profanation ensuite de laquelle le droit canonique défend d'y célébrer le saint sacrifice, d'y faire

¹ De consecr., dist. I, cap. xxxiv.

² De consecr., dist. I, cap. xxxv.

l'office divin et d'y ensevelir les fidèles, à moins qu'ils n'aient été réconciliés par l'Évêque ou en vertu de son autorité. Celui qui transgresserait cette défense pècherait gravement, mais il n'encourrait ni censure ni irrégularité, parce que le droit n'en parle pas¹.

46. D'après le droit canonique, la violation d'une église, chapelle ou cimetière est produite :

1^o Par un homicide volontaire, quand même il serait légal : celui qui est l'effet d'un accident ne le produit pas². Quoique une personne frappée dans l'église meure ailleurs, la violation a lieu.

2^o Par l'effusion du sang humain, si elle est considérable, volontaire et coupable³.

3^o *Per voluntariam humani seminis effusionem etiam in ipso matrimonii usu*⁴.

4^o Par la sépulture d'un excommunié dénoncé⁵, d'un infidèle⁶ et d'un enfant d'infidèle mort sans baptême⁷. Dans les autres cas où, suivant le Rituel romain, la sépulture ecclésiastique doit être refusée, l'inhumation ne produirait pas la violation de l'église ou du cimetière, parce que le droit ne l'a pas statué.

47. La violation de l'église entraîne avec elle celle du cimetière, s'il est contigu ; mais celle du cimetière ne s'étend pas sur l'église⁸.

¹ De sentent. excomm., in 6^o, cap. xviii.

² De consecr., dist. I, cap. xix.

³ De consecr., dist. I, cap. xx. — *Polluitur sacer locus, si vulnere ibi accepto, saucius foras egrediatur, nec nisi post egressionem sanguinem effundat*. Cabassut., lib. V, cap. xxi, n^o 10.

⁴ De consecr. eccl. vel altaris, cap. x.

⁵ De sepulturis, lib. III, cap. xii.

⁶ De consecr., dist. I, cap. xxvii.

⁷ Act. eccl. Mediol., pars IV. — LIGUORI, lib. VI, n^o 366. — FERRARIS, *Bibl. can. verb. Ecclesia*, art. 4, n^o 52. — COLLET, *Traité des Saints Mystères*, ch. vii, n^o 15.

⁸ De consecr. eccl. vel altaris, in 6^o, cap. unico.

48. Dans tous les cas énoncés ci-dessus, la violation n'a lieu que lorsque la profanation qui en est la cause, est de notoriété publique¹. La connaissance particulière qu'en aurait deux ou trois personnes ne suffirait pas pour établir cette notoriété.

49. Lorsqu'un enfant a reçu le baptême sous condition, le Curé ou Recteur doit interroger avec soin les personnes qui y ont assisté, et s'il n'est pas pleinement certain qu'il était mort lorsqu'il a été baptisé, on doit présumer en sa faveur et ne pas le priver de la sépulture ecclésiastique².

50. Quoique une église soit violée, si les fonts sacrés s'y trouvent, on peut néanmoins y administrer le baptême, lorsqu'il y aurait quelque danger à le différer. On peut aussi, s'il n'y a pas d'autre église dans l'endroit, y célébrer une Messe basse, à huis-clos, pour y consacrer des hosties et les y conserver en faveur des malades.

51. Si la violation d'une église ou chapelle a lieu pendant que le prêtre est à l'autel, ou il a commencé le canon de la Messe, ou non; dans le premier cas, il doit achever le saint sacrifice; dans le second, il doit se retirer sur-le-champ.

52. D'après le droit canonique, si un cimetière a été violé par la sépulture d'un hérétique, d'un excommunié ou d'un infidèle, on doit exhumer le cadavre avant de le rebénir³. On ne fera cependant jamais cette exhumation sans nous avoir consulté⁴.

¹ CABASSUT., *Jur. can. Theor.*, lib. V, cap. XXI, n° 11.

² De synod. diocèses., lib. VII, n°s 6 et 11.

³ De consecr., dist. I, cap. XXVIII.

⁴ L'exhumation qui n'a pas été préalablement autorisée constitue le délit de violation de sépulture, puni par l'article 360 du Code pénal d'un emprisonnement de trois mois à un an et de 16 à 200 fr. d'amende.

CHAPITRE VI.

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ÉGLISE.

53. Pour ce qui concerne l'administration des biens appartenant aux églises paroissiales, on se conformera au décret du 30 décembre 1809, en tenant compte des modifications apportées à plusieurs de ses dispositions par l'ordonnance du 12 janvier 1825.



DÉCRET DU 30 DÉCEMBRE 1809

CONCERNANT

LES FABRIQUES DES ÉGLISES

CHAPITRE PREMIER

DE L'ADMINISTRATION DES FABRIQUES.

ART. 1^{er}. — Les fabriques, dont l'article 76 de la loi du 18 germinal an X a ordonné l'établissement, sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples¹ ; d'administrer

¹ D'après le droit canon, le curé est l'administrateur de tous les biens de la paroisse. L'institution des fabriques est une sorte de concession de l'Église, qui a consenti à admettre des laïques, dans une situation subordonnée, à une certaine participation à l'administration de ces biens. Le droit civil a complètement faussé cette situation, et aujourd'hui les fabriques ne sont plus des administrations ecclésiastiques proprement dites.

La plupart des articles de ce décret du 30 décembre 1809 sont tirés des anciens règlements de fabrique, et notamment du règlement de la fabrique de Saint-Jean de Grève, à Paris, du 2 avril 1737, regardé comme un modèle par tous ceux qui ont traité cette matière.

les aumônes et les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte ; enfin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir ¹.

ART. 2. — Chaque fabrique sera composée d'un conseil et d'un bureau de marguilliers ².

SECTION PREMIÈRE

DU CONSEIL

§ I^{er}. — *De la composition du Conseil.*

ART. 3. — Dans les paroisses où la population sera de cinq mille âmes ou au-dessus, le conseil sera composé de neuf conseillers de fabrique ; dans toutes les autres paroisses, il devra l'être de cinq. Ils seront pris parmi les notables ³ ; ils devront être catholiques et domiciliés dans la paroisse.

ART. 4. — De plus, seront de droit membre du conseil : 1^o le curé ou desservant qui aura la première place, et pourra s'y faire remplacer par un de ses vicaires ; 2^o le maire de la commune du chef-lieu de la cure ou succursale ; il pourra s'y faire remplacer par l'un de ses adjoints. Si le maire n'est pas catholique, il devra

¹ Les fabriques ont qualité pour faire assurer les églises contre l'incendie. Cette dépense doit être approuvée par l'autorité diocésaine, mais non par l'autorité administrative.

² L'ordonnance du 12 janvier 1825, art. 1^{er}, assimile les fabriques des chapelles vicariales à celles des cures et des succursales, et y prescrit le même nombre de membres.

³ Et non parmi les journaliers, les domestiques ou ceux qui sont salariés par la fabrique ; encore moins parmi les hommes flétris par quelque condamnation, ou exerçant des professions infamantes, ou notoirement irréligieux.

se substituer un adjoint qui le soit, ou, à défaut, un membre du conseil municipal catholique. Le maire sera placé à la gauche et le curé ou desservant à la droite du président.

ART. 5. — Dans les villes où il y aura plusieurs paroisses ou succursales, le maire sera de droit membre du conseil de chaque fabrique ; il pourra s'y faire remplacer comme il est dit dans l'article précédent.

ART. 6. — Dans les paroisses ou succursales dans lesquelles le conseil de fabrique sera composé de neuf membres, non compris les membres de droit, cinq des conseillers seront, pour la première fois, à la nomination de l'évêque et quatre à celle du préfet ; dans celles où il ne sera composé que de cinq membres, l'évêque en nommera trois et le préfet deux. Ils entreront en fonctions le premier dimanche du mois d'avril prochain.

ART. 7. — Le conseil de fabrique se renouvellera partiellement tous les trois ans, savoir : à l'expiration des trois premières années dans les paroisses où il est composé de neuf membres, sans y comprendre les membres de droit, par la sortie de cinq membres qui, pour la première fois, seront désignés par le sort, et des quatre plus anciens après les six ans révolus ; pour les fabriques dont le conseil est composé de cinq membres, non compris les membres de droit, par la sortie de trois membres désignés par la voie du sort, après les trois premières années, et les deux autres, après les six ans révolus. Dans la suite ce seront toujours les plus anciens en exercice qui devront sortir¹.

ART. 8. — Les conseillers qui devront remplacer les membres sortant seront élus par les membres restants. Lorsque le remplacement ne sera pas fait à l'époque fixée, l'évêque ordonnera qu'il y soit procédé dans le délai d'un mois ; passé lequel délai, il y nom-

¹ Si les conseils de fabrique négligent de se renouveler, l'article 1^{er} de l'ordonnance du 12 janvier 1825 donne les moyens de remédier à cette négligence ; cependant les actes faits par un conseil qui est en demeure de se renouveler, sont valides, tant qu'il n'a pas été pourvu à son remplacement. Lorsque la révocation d'un conseil de fabrique sera jugée nécessaire, on y procédera en suivant les formes déterminées par l'article 5 de l'ordonnance précitée.

mera lui-même, et pour cette fois seulement. Les membres sortants pourront être réélus ¹.

ART. 9. — Le conseil nommera au scrutin ² son secrétaire et son président³; ils seront renouvelés le premier dimanche d'avril de chaque année et pourront être réélus. Le président aura, en cas de partage, voix prépondérante. Le conseil ne pourra délibérer que lorsqu'il y aura plus de la moitié des membres présents à l'assemblée; et tous les membres présents signeront la délibération, qui sera arrêtée à la pluralité des voix ⁴.

§ II. — *Des séances du Conseil.*

ART. 10. — Le conseil s'assemblera le premier dimanche du mois d'avril ⁵, de juillet, d'octobre et de janvier, à l'issue de la grand'messe ou des vêpres, dans l'église, dans un lieu attenant à l'église ou dans le presbytère. — L'avertissement de chacune de ses séances sera publié le dimanche précédent, au prône de la grand'messe. — Le conseil pourra, de plus, s'assembler extraordinairement, sur l'autorisation de l'évêque ou du préfet, lorsque l'urgence des affaires ou de quelques dépenses imprévues l'exigera ⁶.

§ III. — *Des fonctions du Conseil.*

ART. 11. — Aussitôt que le conseil aura été formé, il choisira au

¹ Voyez l'ordonnance du 12 janvier 1825, modifiant et complétant cet article.

² C'est-à-dire par suffrages secrets.

³ Le curé devrait être de droit président du conseil de fabrique; quoique d'un avis contraire, le Conseil d'État reconnaît que si le curé avait été élu et avait présidé sans réclamation, la délibération ne serait pas nulle.

⁴ Les fonctions de fabricant ne sont pas obligatoires: nul n'est contraint de les accepter.

⁵ Le dimanche de *Quasimodo* (ordonnance du 12 janvier 1825). Une séance tenue le 1^{er} dimanche d'avril serait nulle. (Ordonnance du 11 octobre 1833.)

⁶ L'article 6 de l'ordonnance du 12 janvier 1825 prescrit aux évêques et aux préfets des avertissements mutuels à l'égard de l'autorisation d'assembler extraordinairement les conseils. Toute délibération prise dans une assemblée non autorisée ou en dehors du jour fixé, est annulable, mais la nullité ne peut être prononcée que par décret.

scrutin, parmi ses membres, ceux qui, comme marguilliers, entreront dans la composition du bureau ; et, à l'avenir, dans celle de ses sessions qui répondra à l'expiration du temps fixé par le présent règlement pour l'exercice des fonctions des marguilliers, il fera, également au scrutin, élection de celui de ses membres qui remplacera le marguillier sortant.

ART. 12. — Seront soumis à la délibération du conseil : 1^o le budget de la fabrique ; 2^o le compte annuel de son trésorier ; 3^o l'emploi des fonds excédant les dépenses du montant des legs et donations et le remploi des capitaux remboursés ; 4^o toutes les dépenses extraordinaires au delà de 50 fr. dans les paroisses au-dessous de mille âmes, et de 100 fr. dans les paroisses d'une plus grande population ; 5^o les procès à entreprendre ou à soutenir, les baux emphytéotiques ou à longues années, les aliénations ¹ ou échanges ², et généralement tous les objets excédant les bornes de l'administration ordinaire des biens des mineurs ³.

SECTION II

DU BUREAU DES MARGUILLIERS

§ I^{er}. — *De la composition du Bureau des Marguilliers.*

ART. 13. — Le bureau des marguilliers se composera : 1^o du curé ou desservant de la paroisse ou succursale, qui en sera membre perpétuel et de droit ; 2^o de trois membres du conseil de

¹ Les conseils de fabrique ne doivent pas vendre les objets d'art et précieux que possèdent les églises.

² D'après le droit canon, les acquisitions, échanges, aliénations, baux, sont soumis à l'approbation de l'évêque, et ce qui est illégal peut être annulé par lui.

³ Le conseil de fabrique ne peut délibérer, dans les séances ordinaires, que sur les objets qui sont de sa compétence ; dans les séances extraordinaires, que sur les affaires qui ont motivé la convocation. Toute autre délibération serait nulle.

fabrique ¹. — Le curé ou desservant aura la première place et pourra se faire remplacer par un de ses vicaires.

ART. 14. — Ne pourront être en même temps membres du bureau les parents ou alliés, jusques et y compris le degré d'oncle et de neveu ².

ART. 15. — Au premier dimanche d'avril ³ de chaque année, l'un des marguilliers cessera d'être membre du bureau et sera remplacé ⁴.

ART. 16. — Des trois marguilliers qui seront pour la première fois nommés par le conseil, deux sortiront successivement par la voie du sort, à la fin de la première et de la seconde année, et le troisième sortira de droit à la troisième année révolue.

ART. 17. — Dans la suite, ce seront toujours les marguilliers les plus anciens en exercice qui devront sortir.

ART. 18. — Lorsque l'élection ne sera pas faite à l'époque fixée, il y sera pourvu par l'évêque.

ART. 19. — Ils nommeront entre eux un président, un secrétaire et un trésorier ⁵.

ART. 20. — Les membres du bureau ne pourront délibérer s'ils ne sont au moins au nombre de trois. — En cas de partage, le président aura voix prépondérante. — Toutes les délibérations seront signées par les membres présents.

ART. 21. — Dans les paroisses où il y avait ordinairement des marguilliers d'honneur ⁶, il pourra en être choisi deux par le conseil parmi les principaux fonctionnaires publics domiciliés dans la paroisse. Les marguilliers et tous les membres du conseil auront une place distinguée dans l'église : ce sera *le banc de l'œuvre* ; il

¹ Le maire ne peut être marguillier.

² Cet empêchement tiré de la parenté ne s'applique qu'aux marguilliers et non pas aux membres du conseil.

³ Maintenant dimanche de *Quasimodo*.

⁴ Les marguilliers peuvent, comme les fabriciens, être indéfiniment réélus.

⁵ Le curé ne peut être président du bureau, ni trésorier : il peut être secrétaire. Le même membre pourrait être président de la fabrique et président du bureau, secrétaire de la fabrique et secrétaire du bureau, mais non président et trésorier de la fabrique ou du bureau.

⁶ Les marguilliers d'honneur n'ont pas voix consultative ; ils n'ont d'autre prérogative que d'être admis dans le banc de l'œuvre.

sera placé devant la chaire autant que faire se pourra. Le curé ou desservant aura, dans ce banc, la première place toutes les fois qu'il s'y trouvera pendant la prédication.

§ II. — *Des séances du Bureau des Marguilliers.*

ART. 22. — Le bureau s'assemblera tous les mois, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil.

ART. 23. — Dans les cas extraordinaires, le bureau sera convoqué, soit d'office par le président, soit sur la demande du curé ou desservant ¹.

§ III. — *Fonctions du Bureau.*

ART. 24. — Le bureau des marguilliers dressera le budget de la fabrique et préparera les affaires qui doivent être portées au conseil ; il sera chargé de l'exécution des délibérations du conseil et de l'administration journalière du temporel de la paroisse.

ART. 25. — Le trésorier est chargé de procurer la rentrée de toutes les sommes dues à la fabrique, soit comme faisant partie de son revenu annuel, soit à tout autre titre.

ART. 26. — Les marguilliers sont chargés de veiller à ce que toutes les fondations soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs, sans que les sommes puissent être employées à d'autres charges. — Un extrait du sommier des titres contenant les fondations qui doivent être desservies pendant le cours d'un trimestre, sera affiché dans la sacristie au commencement de chaque trimestre, avec les noms du fondateur et de l'ecclésiastique qui acquittera chaque fondation. — Il sera aussi rendu compte, à la fin de chaque trimestre, par le curé ou desservant, au bureau des marguilliers, des fondations acquittées pendant le cours du trimestre.

ART. 27. — Les marguilliers fourniront l'huile, le pain, le vin, l'encens, la cire et généralement tous les objets de consommation nécessaires à l'exercice du culte ; ils pourvoiront également aux

¹ Aucune autorisation n'est nécessaire.

réparations et achats des ornements, meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie.

ART. 28. — Tous les marchés seront arrêtés par le bureau des marguilliers et signés par le président, ainsi que les mandats.

ART. 29. — Le curé ou desservant se conformera aux règlements de l'évêque pour tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions, et l'acquittement des charges pieuses imposées par les bienfaiteurs, sauf les réductions qui seraient faites par l'évêque, conformément aux règles canoniques, lorsque le défaut de proportion des libéralités et des charges qui en sont la condition l'exigera ¹.

ART. 30. — Le curé ou desservant agréera les prêtres habitués ² et leur assignera leurs fonctions. — Dans les paroisses où il en sera établi, il désignera le sacristain-prêtre, le chantre-prêtre et les enfants de chœur ³. — Le placement des bancs ou chaises dans l'église ne pourra être fait que du consentement du curé ou desservant, sauf le recours à l'évêque ⁴.

ART. 31. — Les annuels auxquels les fondateurs ont attaché des honoraires, et généralement tous les annuels emportant une rétribution quelconque, seront donnés de préférence aux vicaires, et ne pourront être acquittés qu'à leur défaut par les prêtres habitués ou autres ecclésiastiques, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par les fondateurs.

ART. 32. — Les prédicateurs seront nommés par les marguilliers, à la pluralité des suffrages, sur la présentation faite par le

¹ D'après les décrets d'Urbain VIII et d'Innocent XII, les réductions de messes sont réservées au Saint-Siège, qui a pour pratique de réduire plutôt la solennité que le nombre des messes.

² Les prêtres habitués viennent en aide aux vicaires légalement institués ; ils n'ont aucun traitement du gouvernement, mais la fabrique leur alloue ordinairement une indemnité.

³ L'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825 donne plein pouvoir au curé en ce qui concerne la nomination des sacristains, chantres et sonneurs, etc., dans les communes rurales.

⁴ Le droit de police du curé dans l'église emporte le droit, non-seulement de déplacer un banc, mais encore de réduire le nombre de places de ce banc.

curé ou desservant, et à la charge par lesdits prédicateurs d'obtenir l'autorisation de l'Ordinaire ¹.

ART. 33. — La nomination et la révocation de l'organiste, des sonneurs, des bedeaux, suisses ou autres serviteurs de l'église, appartiennent aux marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant ².

ART. 34. — Sera tenu le trésorier de présenter tous les trois mois, au bureau des marguilliers, un bordereau signé de lui et certifié véritable de la situation active et passive de la fabrique pendant les trois mois précédents ; ces bordereaux seront signés de ceux qui auront assisté à l'assemblée, et déposés dans la caisse ou armoire de la fabrique, pour être représentés lors de la reddition du compte annuel. — Le bureau déterminera, dans la même séance, la somme nécessaire pour les dépenses du trimestre suivant.

ART. 35. — Toute la dépense de l'église et les frais de sacristie seront faits par le trésorier ³ ; et, en conséquence, il ne sera rien fourni par aucun marchand ou artisan sans un mandat du trésorier, au pied duquel le sacristain, ou toute autre personne apte à recevoir la livraison, certifiera que le contenu audit mandat a été rempli.

¹ La décision du Conseil d'État, portant qu'une fondation ne peut valablement attribuer au curé le choix du prédicateur de l'office fondé, est inadmissible. Le fondateur est libre. Il est généralement admis en droit canon que le prédicateur est désigné par celui qui le rétribue.

² Cet article a été modifié par l'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, afin de soustraire le curé à une dépendance qui tendait à diminuer la considération dont il doit jouir.

³ En principe, toutes les dépenses doivent être votées par le conseil de fabrique ou par le bureau des marguilliers, approuvées par l'évêque et payées par le trésorier sur un mandat signé par le président du bureau. Mais ce qu'on appelle les dépenses de l'église, c'est-à-dire les achats de cire, de vin et menus objets pour la sacristie, peuvent être faites par le sacristain avec un bon ou mandat du trésorier. Le trésorier paye ensuite la dépense, soit sur-le-champ, soit à la présentation de la facture.

CHAPITRE II

DES REVENUS, DES CHARGES, DU BUDGET DE LA FABRIQUE

SECTION PREMIÈRE

DES REVENUS DE LA FABRIQUE

ART. 36. — Les revenus de chaque fabrique se forment :

1^o Du produit des biens et rentes restitués aux fabriques, des biens des confréries, et généralement de ceux qui auraient été affectés aux fabriques par nos divers décrets ;

2^o Du produit des biens, rentes et fondations, qu'elles ont été ou pourront être par nous autorisées à accepter ;

3^o Du produit de biens et rentes cédés au domaine, dont nous les avons autorisées ou dont nous les autoriserions à se mettre en possession ;

4^o Du produit spontané des terrains servant de cimetières ;

5^o Du prix de la location des chaises ;

6^o De la concession des bancs placés dans l'église ;

7^o Des quêtes faites pour les frais du culte ;

8^o De ce qui sera trouvé dans les troncés placés pour le même objet ¹ ;

9^o Des oblations faites à la fabrique ;

10^o Des droits que, suivant les règlements épiscopaux approuvés par nous, les fabriques perçoivent, et de celui qui leur revient sur le produit des frais d'inhumation ;

11^o Du supplément donné par la commune, le cas échéant.

¹ Outre l'argent des quêtes et des troncés, les fabriques peuvent ouvrir des souscriptions pour la restauration ou la reconstruction des églises et des presbytères. L'argent qu'elles recueillent ainsi leur appartient, et non pas aux communes.

SECTION II

DES CHARGES DE LA FABRIQUE

§ I^{er}. — *Des charges en général.*

ART. 37. — Les charges de la fabrique sont :

1^o De fournir aux frais nécessaires du culte ¹, savoir : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens, le payement des vicaires, des sacristains, chantres, organistes, sonneurs, suisses, bedeaux et autres employés au service de l'église, selon la convenance et les besoins des lieux ²;

2^o De payer l'honoraire des prédicateurs de l'Avent, du Carême et autres solennités ;

3^o De pourvoir à la décoration et aux dépenses relatives à l'embellissement intérieur de l'église ;

4^o De veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières³, et, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, de faire toutes diligences nécessaires pour qu'il soit pourvu aux réparations et reconstructions, ainsi que le tout est réglé au paragraphe III.

§ II. — *De l'établissement et du payement des Vicaires.*

ART. 38. — Le nombre de prêtres et de vicaires habitués à chaque église sera fixé par l'évêque, après que les marguilliers en

¹ Non-seulement pour la célébration des fêtes légales, mais pour tous les jours sans distinction.

² L'acquisition des livres liturgiques est une dépense obligatoire pour la fabrique.

Les cloches sont meubles et considérées comme la propriété des fabriques, à moins qu'elles n'aient été données par les communes depuis le rétablissement du culte. Aussi la fourniture des cloches, leur entretien, leur remplacement sont à la charge de la fabrique.

³ D'après la jurisprudence des ministres de l'intérieur et des cultes, les fabriques doivent acquitter avant les communes les frais d'entretien des cimetières et de leurs murs de clôture. Au contraire, les grosses réparations sont à la charge des communes.

auront délibéré, et que le conseil municipal de la commune aura donné son avis.

ART. 39. — Si, dans le cas de nécessité d'un vicaire, reconnue par l'évêque, la fabrique n'est pas en état de payer le traitement, la décision épiscopale devra être adressée au préfet¹ ; et il sera procédé ainsi qu'il est expliqué à l'article 49, concernant les autres dépenses de la célébration du culte, pour lesquelles les communes suppléent à l'insuffisance des revenus des fabriques.

ART. 40. — Le traitement des vicaires sera de cinq cents francs au plus et de trois cents francs au moins.

§ III. — *Des réparations.*

ART. 41. — Les marguilliers et spécialement le trésorier seront tenus de veiller à ce que toutes les réparations soient bien et promptement faites². Ils auront soin de visiter les bâtiments avec des gens de l'art, au commencement du printemps et de l'automne³.

Ils pourvoiront sur-le-champ, et par économie, aux réparations locatives ou autres qui n'excéderont pas la proportion indiquée en l'article 12, et sans préjudice toutefois des dépenses réglées pour le culte.

ART. 42. — Lorsque les réparations excéderont la somme ci-dessus indiquée, le bureau sera tenu d'en faire rapport au conseil, qui pourra ordonner les réparations qui ne s'élèveraient pas à plus de cent francs dans les communes au-dessous de mille âmes, et de deux cents francs dans celles d'une plus grande population.

Néanmoins ledit conseil ne pourra, même sur le revenu libre de la fabrique, ordonner les réparations qui excèderaient la quotité ci-dessus énoncée, qu'en chargeant le bureau de faire dresser

¹ Si l'évêque et le préfet sont d'accord, le préfet peut inscrire d'office la dépense au budget de la commune. S'il y a dissentiment, il faut en référer au ministre des cultes. D'après le droit canon, la décision de l'évêque est toujours souveraine.

² Si le curé faisait de son autorité privée des réparations dans l'église, il ne pourrait assigner la fabrique devant les tribunaux pour se faire payer.

³ Ces deux visites des bâtiments sont des dépenses obligatoires.

un devis estimatif, et de procéder à l'adjudication au rabais ou par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine ¹.

ART. 43. — Si la dépense ordinaire, arrêtée par le budget, ne laisse pas de fonds disponibles ou n'en laisse pas de suffisants pour les réparations, le bureau en fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu dans les formes prescrites au chapitre IV du présent règlement : cette délibération sera envoyée par le président au préfet.

ART. 44. — Lors de la prise de possession de chaque curé ou desservant, il sera dressé, aux frais de la commune et à la diligence du maire, un état de situation du presbytère et de ses dépendances. Le curé ou desservant ne sera tenu que des simples réparations locatives² et des dégradations survenues par sa faute. Le curé ou desservant sortant, ou ses héritiers ou ayants-cause, seront tenus desdites réparations locatives et dégradations.

SECTION III

DU BUDGET DE LA FABRIQUE

ART. 45. — Il sera présenté chaque année au bureau, par le curé ou desservant, un état par aperçu des dépenses nécessaires à l'exercice du culte, soit pour des objets de consommation, soit pour réparations et entretien d'ornements, meubles et ustensiles d'église.

Cet état, après avoir été, article par article, approuvé par le bureau, sera porté en bloc sous la désignation de *dépenses intérieures* dans le projet du budget général : le détail de ces dépenses sera annexé audit projet.

¹ Les travaux d'entretien, d'appropriation et d'embellissement sont toujours dirigés par la fabrique seule, avec l'autorisation de l'évêque, que cette fabrique soit ou non propriétaire de l'édifice. La commune est consultée quand il s'agit de modifier la disposition d'une église dont elle est propriétaire.

² Voyez le Code civil, art. 1754.

ART. 46. — Ce budget établira la recette et la dépense de l'église. Les articles de dépense seront classés dans l'ordre suivant :

- 1^o Les frais ordinaires de la célébration du culte :
- 2^o Les frais de réparation des ornements, meubles et ustensiles d'église ;
- 3^o Les gages des officiers et serviteurs de l'église ;
- 4^o Les frais de réparations locatives.

La portion de revenus qui restera après cette dépense acquittée, servira au traitement des vicaires légitimement établis ; et l'excédant ¹, s'il y en a, sera affecté aux grosses réparations des édifices affectés au service du culte.

ART. 47. — Le budget sera soumis au conseil de la fabrique, dans la séance du mois d'avril de chaque année ; il sera envoyé, avec l'état des dépenses de la célébration du culte, à l'évêque diocésain, pour avoir sur le tout son approbation.

ART. 48. — Dans le cas où les revenus de la fabrique couvriraient les dépenses portées au budget, le budget pourra, sans autres formalités, recevoir sa pleine et entière exécution.

ART. 49. — Si les revenus sont insuffisants pour acquitter, soit les frais indispensables du culte, soit les dépenses nécessaires pour le maintien de sa dignité, soit les gages des officiers et des serviteurs de l'église, soit les réparations des bâtiments, ou pour fournir à la subsistance de ceux des ministres que l'Etat ne salarie pas, le budget contiendra l'aperçu des fonds qui devront être demandés aux paroisses pour y pourvoir, ainsi qu'il est réglé dans le chapitre IV.

¹ Tant que la fabrique ne demande pas d'allocation à la commune, elle n'est pas obligée de la consulter. Du reste, pour procéder à ces dépenses, la fabrique doit se conformer aux règles ordinaires, les inscrire dans son budget et les soumettre à l'approbation de l'évêque.

CHAPITRE III

SECTION PREMIÈRE

DE LA RÉGIE DES BIENS DE LA FABRIQUE

ART. 50. — Chaque fabrique aura une caisse ou armoire fermant à trois clefs, dont une restera dans les mains du trésorier, l'autre dans celles du curé ou desservant, et la troisième dans celles du président du bureau.

ART. 51. — Seront déposés dans cette caisse tous les deniers appartenant à la fabrique, ainsi que les clefs des tronc des églises.

ART. 52. — Nulle somme ne pourra être extraite de la caisse sans autorisation du bureau et sans un récépissé qui y restera déposé.

ART. 53. — Si le trésorier n'a pas dans les mains la somme fixée à chaque trimestre par le bureau, pour la dépense courante, ce qui manquera sera extrait de la caisse, comme aussi ce qu'il se trouvera d'avoir d'excédant sera versé dans cette caisse.

ART. 54. — Seront aussi déposés dans une caisse ou armoire les papiers, titres et documents concernant les revenus et affaires de la fabrique, et notamment les comptes avec les pièces justificatives, les registres de délibérations autres que le registre courant, le sommier des titres et les inventaires ou récolement dont il est fait mention aux deux articles qui suivent.

ART. 55. — Il sera fait incessamment et sans frais deux inventaires : l'un, des ornements, linges, vases sacrés, argenterie, ustensiles et, en général, de tout le mobilier de l'église ; l'autre, des titres, papiers et renseignements, avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle les biens ont été donnés à la fabrique. Un double inventaire du mobilier sera remis au curé ou desservant

Il sera fait, tous les ans, un récolement desdits inventaires, afin

d'y porter les additions, réformes ou autres changements ; ces inventaires et récolements seront signés par le curé ou desservant et par le président du bureau.

ART. 56. — Le secrétaire du bureau transcrira, par suite de numéros et par ordre de dates, sur un registre sommier :

1^o Les actes de fondations et généralement tous les titres de propriétés ;

2^o Les baux à ferme ou loyer.

La transcription sera entre deux marges qui serviront pour y porter, dans l'une, les revenus et, dans l'autre, les charges.

Chaque pièce sera signée et certifiée conforme à l'original par le curé ou desservant et par le président du bureau.

ART. 57. — Nul titre ni pièce ne pourra être extrait de la caisse sans un récépissé qui fera mention de la pièce retirée, de la délibération du bureau par laquelle cette extraction aura été autorisée, de la qualité de celui qui s'en chargera et signera le récépissé, de la raison pour laquelle elle aura été tirée de ladite caisse ou armoire, et, si c'est pour un procès, le tribunal et le nom de l'avoué seront désignés.

Ce récépissé, ainsi que la décharge au temps de la remise, seront inscrits sur le sommier ou registre des titres.

ART. 58. — Tout notaire devant lequel aura été passé un acte consentant donation entre-vifs ou disposition testamentaire au profit d'une fabrique, sera tenu d'en donner avis au curé ou desservant ¹.

ART. 59. — Tout acte contenant des dons ou legs à une fabrique sera remis au trésorier, qui en fera son rapport à la prochaine séance du bureau. Cet acte sera ensuite adressé par le trésorier, avec les observations du bureau, à l'archevêque ou évêque diocésain, pour que celui-ci donne sa délibération s'il convient ou non d'accepter.

Le tout sera envoyé au ministre des cultes, sur le rapport

¹ La même disposition se trouve également dans le droit canon.

Lorsqu'une libéralité est faite au profit d'une paroisse, c'est la fabrique qui est réputée instituée, s'il s'agit de legs grevés de services religieux ou consistant en objets consacrés au culte ; c'est la commune, si la libéralité est destinée à des œuvres communales.

duquel la fabrique sera, s'il y a lieu, autorisée à accepter¹ ; l'acte d'acceptation, dans lequel il sera fait mention de l'autorisation, sera signé par le trésorier au nom de la fabrique².

ART. 60. — Les maisons et biens ruraux appartenant à la fabrique seront affermés, régis et administrés par le bureau des marguilliers, dans la forme déterminée pour les biens communaux.

ART. 61. — Aucun des membres du bureau des marguilliers ne peut se porter, soit pour adjudicataire, soit même pour associé de l'adjudicataire, des ventes, marchés de réparations, constructions, reconstructions ou baux des biens de la fabrique.

ART. 62. — Ne pourront les biens-immeubles de l'église être vendus, aliénés, échangés ni même loués pour un terme plus long que neuf ans, sans une délibération du conseil, l'avis de l'évêque diocésain et notre autorisation³.

ART. 63. — Les deniers provenant de donations ou legs, dont l'emploi ne serait pas déterminé par la fondation, les remboursements des rentes, le prix de ventes ou soultes d'échanges, les revenus excédant l'acquit des charges ordinaires, seront employés dans les formes déterminées par l'avis du conseil d'Etat, approuvé par nous le 21 décembre 1808.

Dans le cas où la somme serait insuffisante, elle restera en caisse, si on prévoit que dans les six mois suivants il rentrera des fonds disponibles, afin de compléter la somme nécessaire pour cette espèce d'emploi ; sinon, le conseil délibérera sur l'emploi à faire, et le préfet ordonnera celui qui paraîtra le plus avantageux.

ART. 64. — Le prix des chaises sera réglé, pour les différents

¹ Cet article a été modifié d'une manière qui n'est point conforme au droit canonique par le décret du 15 février 1862. L'art. 1^{er} est ainsi conçu : « L'acceptation des dons et legs aux fabriques des églises sera désormais autorisée par les préfets, sur l'avis préalable des évêques, lorsque ces libéralités n'excéderont pas la valeur de 1,000 fr., etc. »

² Les dons manuels faits aux fabriques doivent, quand ils ont une certaine importance, être autorisés par le gouvernement ; mais l'autorisation peut être donnée à toute époque, même après le décès du testateur.

³ Le droit canon exige pour l'aliénation des biens d'église l'approbation du Saint-Siège. Les fabriques ne peuvent emprunter sans autorisation.

offices, par délibération du bureau, approuvée par le conseil¹ : cette délibération sera affichée dans l'église.

ART. 65. — Il est expressément défendu de rien percevoir pour l'entrée de l'église, ni de percevoir, dans l'église, plus que le prix des chaises, sous quelque prétexte que ce soit.

Il sera même réservé dans toutes les églises une place où les fidèles qui ne louent pas de chaises ni de bancs puissent commodément assister au service divin et entendre les instructions.

ART. 66. — Le bureau des marguilliers pourra être autorisé par le conseil, soit à régir la location des bancs et chaises, soit à la mettre en ferme.

ART. 67. — Quand la location des chaises sera mise en ferme, l'adjudication aura lieu après trois affiches de huitaine en huitaine ; les enchères seront reçues au bureau de la fabrique, par soumission, et l'adjudication sera faite au plus offrant, en présence des marguilliers ; de tout quoi il sera fait mention dans le bail, auquel sera annexée la délibération qui aura fixé le prix des chaises.

ART. 68. — Aucune concession de bancs ou de places dans l'église ne pourra être faite, soit par bail pour une prestation annuelle, soit au prix d'un capital ou d'un immeuble, pour un temps plus long que la vie de ceux qui l'auront obtenue, sauf l'exception ci-après².

ART. 69. — La demande de concession sera présentée au bureau, qui préalablement la fera publier par trois dimanches, et afficher à la porte de l'église pendant un mois, afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse.

S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, le bureau le fera évaluer en capital et en revenu, pour être, cette évaluation, comprise dans les affiches et publications.

ART. 70. — Après ces formalités remplies, le bureau fera son rapport au conseil.

¹ Les tarifs des bancs et des chaises sont réglés souverainement par la fabrique, sans qu'il y ait besoin de les faire approuver par le préfet, ni par l'évêque. Il en est autrement des concessions faites pour un capital une fois payé.

² La jouissance concédée s'éteint de plein droit quand les concessionnaires cessent de faire partie de la paroisse ; la place revient alors à la fabrique.

S'il s'agit d'une concession par bail pour une prestation annuelle, et que le conseil soit d'avis de faire cette concession, sa délibération sera un titre suffisant.

ART. 71. — S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, il faudra, sur la délibération du conseil, obtenir notre autorisation dans la même forme que pour les dons et legs. Dans le cas où il s'agirait d'une valeur mobilière, notre autorisation sera nécessaire lorsqu'elle s'élèvera à la même quotité pour laquelle les communes et les hospices sont obligés de l'obtenir ¹.

ART. 72. — Celui qui aurait entièrement bâti une église, pourra retenir la propriété d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant qu'elle existera.

Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra obtenir la même concession, sur l'avis du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et par le ministre des cultes.

ART. 73. — Nul cénotaphe, nulles inscriptions, nuls monuments funèbres ou autres, de quelque genre que ce soit, ne pourront être placés dans les églises que sur la proposition de l'évêque diocésain et la permission de notre ministre des cultes.

ART. 74. — Le montant des fonds perçus pour le compte de la fabrique, à quelque titre que ce soit, sera, au fur et à mesure de la rentrée, inscrit, avec la date du jour et du mois, sur un registre coté et paraphé, qui demeurera entre les mains du trésorier.

ART. 75. — Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises sera réglé par l'évêque, sur le rapport des marguilliers, sans préjudice des quêtes pour les pauvres, lesquelles devront toujours avoir lieu dans les églises, toutes les fois que les bureaux de bienfaisance le jugeront convenable.

ART. 76. — Le trésorier portera parmi les recettes en nature, les cierges offerts sur les pains bénits, ou délivrés pour les annuels, et ceux qui, dans les enterrements et services funèbres, appartiennent à la fabrique.

¹ La concession à vie ou à délai plus court, moyennant une redevance annuelle, est faite par le conseil de fabrique et n'a pas besoin d'être approuvée par l'évêque ni par le préfet.

ART. 77. — Ne pourront les marguilliers entreprendre aucun procès ni y défendre, sans une autorisation du conseil de préfecture, auquel sera adressée la délibération qui devra être prise à ce sujet par le conseil et le bureau réunis.

ART. 78. — Toutefois, le trésorier sera tenu de faire tous actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus.

ART. 79. — Les procès seront soutenus au nom de la fabrique, et les diligences faites à la requête du trésorier, qui donnera connaissance de ces procédures au bureau.

ART. 80. — Toutes contestations relatives à la propriété des biens et toutes poursuites à fin de recouvrement des revenus, seront portées devant les juges ordinaires.

ART. 81. — Les registres des fabriques seront sur papier non timbré. Les dons et legs qui leur seraient faits ne supporteront que le droit fixe d'un franc ¹.

SECTION II

DES COMPTES

ART. 82. — Le compte à rendre chaque année par le trésorier, sera divisé en deux chapitres : l'un de recette et l'autre de dépense.

Le chapitre de recette sera divisé en trois sections : la première, pour la recette ordinaire ; la deuxième, pour la recette extraordinaire ; et la troisième, pour la partie des recouvrements ordinaires ou extraordinaires qui n'auraient pas encore été faits.

Le reliquat d'un compte formera toujours le premier article du compte suivant. Le chapitre des dépenses sera aussi divisé en dépenses ordinaires, dépenses extraordinaires et dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires non encore acquittées.

¹ La loi du 18 avril 1831, art. 17, a enlevé cette faveur aux fabriques, ainsi qu'à divers autres établissements publics.

ART. 83. — A chacun des articles de recette, [soit des rentes, soit des loyers ou autres revenus, il sera fait mention des débiteurs, fermiers ou locataires, des noms et situation de la maison et héritages, de la qualité de la rente foncière ou constituée, de la date du dernier titre nouvel ou du dernier bail, et des notaires qui les auront reçus ; ensemble de la fondation à laquelle la rente est affectée, si elle est connue.

ART. 84. — Lorsque, soit par le décès du débiteur, soit par le partage de la maison ou de l'héritage qui est grevé d'une rente, cette rente se trouve due par plusieurs débiteurs, il ne sera néanmoins porté qu'un seul article de recette, dans lequel il sera fait mention de tous les débiteurs, et sauf l'exercice de l'action solidaire, s'il y a lieu.

ART. 85. — Le trésorier sera tenu de présenter son compte annuel au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche du mois de mars.

Le compte, avec les pièces justificatives, leur sera communiqué, sur le récépissé de l'un d'eux. Ils feront au conseil, dans la séance du premier dimanche du mois d'avril, le rapport du compte ; il sera examiné, clos et arrêté dans cette séance, qui sera, pour cet effet, prorogée au dimanche suivant, si besoin est.

ART. 86. — S'il arrive quelques débats sur un ou plusieurs articles du compte, le compte n'en sera pas moins clos, sous la réserve des articles contestés.

ART. 87. L'évêque pourra nommer un commissaire pour assister, en son nom, au compte annuel ; mais, si ce commissaire est un autre qu'un grand-vicaire, il ne pourra rien ordonner sur le compte, mais seulement dresser procès-verbal sur l'état de la fabrique et sur les fournitures et réparations à faire à l'église.

Dans tous les cas, les archevêques et évêques en cours de visite, ou leurs vicaires généraux, pourront se faire représenter tous comptes, registres et inventaires, et vérifier l'état de la caisse.

ART. 88. — Lorsque le compte sera arrêté, le reliquat sera remis au trésorier en exercice, qui sera tenu de s'en charger en recette. Il lui sera en même temps remis un état de ce que la fabrique a à recevoir par baux à ferme, une copie du tarif des

droits casuels, un tableau par approximation des dépenses, celui des reprises à faire, celui des charges et fournitures non acquittées.

Il sera, dans la même séance, dressé sur le registre des délibérations acte de ces remises ; et copie en sera délivrée, en bonne forme, au trésorier sortant, pour lui servir de décharge.

ART. 89. — Le compte annuel sera en double copie, dont l'une sera déposée dans la caisse ou armoire à trois clefs, l'autre à la mairie.

ART. 90. — Faute par le trésorier de présenter son compte à l'époque fixée, et d'en payer le reliquat, celui qui lui succédera sera tenu de faire, dans le mois au plus tard, les diligences nécessaires pour l'y contraindre ; et, à son défaut, le procureur impérial, soit d'office, soit sur l'avis qui lui en sera donné par l'un des membres du bureau ou du conseil, soit sur l'ordonnance rendue par l'évêque en cours de visite, sera tenu de poursuivre le comptable devant le tribunal de première instance et le fera condamner à payer le reliquat, à faire régler les articles débattus, ou à rendre son compte, s'il ne l'a été, le tout dans un délai qui sera fixé ; sinon, et ledit temps passé, à payer provisoirement, au profit de la fabrique, la somme égale à la moitié de la recette ordinaire de l'année précédente, sauf les poursuites ultérieures.

ART. 91 — Il sera pourvu, dans chaque paroisse, à ce que les comptes qui n'ont pas été rendus le soient dans la forme prescrite par le présent règlement, et six mois au plus tard après la publication.

CHAPITRE IV

DES CHARGES DES COMMUNES RELATIVEMENT AU CULTE

ART. 92. — Les charges des communes relativement au culte sont :

1^o De suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique, pour les charges portées en l'article 37 ;

2^o De fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire ;

3^o De fournir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.

ART. 93. — Dans le cas où les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques pour ces deux premiers chefs, le budget de la fabrique sera porté au conseil municipal, dûment convoqué à cet effet, pour y être délibéré ce qu'il appartiendra. La délibération du conseil municipal devra être adressée au préfet, qui la communiquera à l'évêque diocésain, pour avoir son avis. Dans le cas où l'évêque et le préfet seraient d'avis différent, il pourra en être référé, soit par l'un, soit par l'autre, à notre ministre des cultes¹.

ART. 94. — S'il s'agit des réparations des bâtiments, de quelque nature qu'elles soient, et que la dépense ordinaire arrêtée par le budget ne laisse pas de fonds disponibles, ou n'en laisse pas de suffisants pour ces réparations, le bureau en fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune : cette délibération sera envoyée par le trésorier au préfet.

ART. 95 — Le préfet nommera les gens de l'art par lesquels, en présence de l'un des membres du conseil municipal et de l'un des marguilliers, il sera dressé, le plus promptement qu'il sera possible, un devis estimatif des réparations. Le préfet soumettra ce devis au conseil municipal, et, sur son avis, ordonnera, s'il y a lieu, que ces réparations soient faites aux frais de la commune, et en conséquence qu'il soit procédé par le conseil municipal, en la forme accoutumée, à l'adjudication au rabais.

ART. 96. — Si le conseil municipal est d'avis de demander une réduction sur quelques articles de dépense de la célébration du culte, et dans le cas où il ne reconnaîtrait pas la nécessité de l'éta-

¹ La subvention communale n'est pas due si la fabrique n'a pas tiré parti de toutes ses ressources.

blissement d'un vicaire, sa délibération en portera les motifs.

Toutes les pièces seront adressées à l'évêque, qui prononcera.

ART. 97. — Dans le cas où l'évêque prononcerait contre l'avis du conseil municipal, ce conseil pourra s'adresser au préfet ; et celui-ci enverra, s'il y a lieu, toutes les pièces au ministre des cultes, pour être par nous, sur son rapport, statué en notre conseil d'Etat ce qu'il appartiendra.

ART. 98. — S'il s'agit de dépenses pour réparations ou reconstructions qui auront été constatées, conformément à l'article 95, le préfet ordonnera que ces réparations soient payées sur les revenus communaux, et en conséquence qu'il soit procédé par le conseil municipal, en la forme accoutumée, à l'adjudication au rabais.

ART. 99. — Si les revenus communaux sont suffisants, le conseil délibérera sur les moyens de subvenir à cette dépense, selon les règles prescrites par la loi.

ART. 100. — Néanmoins, dans les cas où il serait reconnu que les habitants d'une paroisse sont dans l'impuissance de fournir aux réparations, même par levée extraordinaire, on se pourvoira devant nos ministres de l'intérieur et des cultes, sur le rapport desquels il sera fourni à cette paroisse tel secours qui sera par eux déterminé, et qui sera pris sur le fonds commun établi par la loi du 15 septembre 1807, relative au budget de l'Etat.

ART. 101. — Dans tous les cas où il y aura lieu au recours d'une fabrique sur une commune, le préfet fera un nouvel examen du budget de la commune, et décidera si la dépense demandée pour le culte peut être prise sur les revenus de la commune, ou jusqu'à concurrence de quelle somme, sauf notre approbation pour les communes dont les revenus excèdent vingt mille francs.

ART. 102. — Dans le cas où il y a lieu à la convocation du conseil municipal, si le territoire de la paroisse comprend plusieurs communes, le conseil de chaque commune sera convoqué et délibérera séparément.

ART. 103. — Aucune imposition extraordinaire sur les communes ne pourra être levée pour les frais du culte qu'après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par la loi.

CHAPITRE V

DES ÉGLISES CATHÉDRALES, DES MAISONS ÉPISCOPALES ET DES SÉMINAIRES

ART. 104. — Les fabriques des églises métropolitaines et cathédrales continueront à être composées et administrées conformément aux règlements épiscopaux qui ont été réglés par nous.

ART. 105. — Toutes les dispositions concernant les fabriques paroissiales sont applicables, en tant qu'elles concernent leur administration intérieure, aux fabriques des cathédrales ¹.

ART. 106. — Les départements compris dans un diocèse sont tenus, envers la fabrique de la cathédrale, aux mêmes obligations que les communes envers leurs fabriques paroissiales ².

ART. 107. — Lorsqu'il surviendra de grosses réparations ou de reconstructions à faire aux églises cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, l'évêque en donnera l'avis officiel au préfet du département dans lequel est le chef-lieu de l'évêché ; il donnera en même temps un état sommaire des revenus et des dépenses de sa fabrique, en faisant sa déclaration des revenus qui restent libres après les dépenses ordinaires de la célébration du culte ³.

ART. 108. — Le préfet ordonnera que, suivant les formes établies pour les travaux publics, en présence d'une personne à ce

¹ D'après le droit canon, l'administration des biens des églises cathédrales devrait être exercée par le chapitre sous la haute autorité de l'évêque.

² Depuis 1823, les dépenses auxquelles les fabriques des cathédrales ne peuvent pas pourvoir sont supportées par l'État.

³ Cet article a été modifié et complété par un décret du 7 mars 1853, rendu pour l'entretien et la restauration des édifices diocésains ; il porte que la direction des travaux ordinaires d'entretien sera confiée aux architectes diocésains, celle des travaux extraordinaires à des architectes qui pourront être pris hors du diocèse. Les plans et devis seront soumis à un comité d'inspecteurs généraux, chargés en outre de visiter périodiquement les édifices diocésains, et d'en faire un rapport au ministre. Enfin, une commission, instituée près du ministère des cultes, s'occupe spécialement des arts religieux.

commise par l'évêque, il soit dressé un devis estimatif des ouvrages à faire.

ART. 109. — Ce rapport sera communiqué à l'évêque, qui l'enverra au préfet avec ses observations.

Ces pièces seront ensuite transmises par le préfet, avec son avis, à notre ministre de l'intérieur ; il en donnera connaissance à notre ministre des cultes.

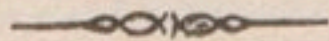
ART. 110. — Si les réparations sont à la fois nécessaires et urgentes, notre ministre de l'intérieur ordonnera qu'elles soient provisoirement faites sur les premiers deniers dont les préfets pourront disposer, sauf le remboursement avec les fonds qui seront faits pour cet objet par le conseil général du département, auquel il sera donné communication du budget de la fabrique de la cathédrale, et qui pourra user de la faculté accordée aux conseils municipaux par l'article 96.

ART. 111. — S'il y a dans le même évêché plusieurs départements, la répartition entre eux se fera dans les proportions ordinaires, si ce n'est que le département où sera le chef-lieu du diocèse payera un dixième de plus.

ART. 112. — Dans les départements où les cathédrales ont des fabriques ayant des revenus dont une partie est assignée à les réparer, cette assignation continuera d'avoir lieu, et seront, au surplus, les réparations faites conformément à ce qui est prescrit ci-dessus.

ART. 113. — Les fondations, donations ou legs faits aux églises cathédrales, seront acceptés, ainsi que ceux faits aux séminaires, par l'évêque diocésain, sauf notre autorisation donnée en conseil d'Etat, sur le rapport de notre ministre des cultes.

ART. 114. — Nos ministres de l'intérieur et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.



ORDONNANCE

RELATIVE AUX CONSEILS DE FABRIQUE

12 Janvier 1825 (VIII, Bull. 25, n° 590 ¹).

54. Vu le décret du 30 décembre 1809, contenant règlement général sur les fabriques des églises ;

Considérant que, dans la plupart des conseils des fabriques des églises de notre royaume, les renouvellements prescrits par les articles 7 et 8 dudit décret n'ont pas été faits aux époques déterminées ;

Voulant que les dispositions relatives à cette partie de l'administration temporelle des paroisses puissent donner les moyens de remédier aux inconvénients que l'expérience a signalés ;

Notre conseil d'Etat entendu, etc.

ART. 1^{er}. Dans toutes les églises ayant le titre de cure, succursale ou chapelle vicariale, dans lesquelles le conseil de fabrique n'a pas été régulièrement renouvelé, ainsi que le prescrivent les articles 7 et 8 du décret du 30 décembre 1809, il sera immédiatement procédé à une nouvelle nomination des fabriciens, de la manière voulue par l'article 6 du même décret.

ART. 2. A l'avenir, la séance des conseils de fabrique qui, aux termes de l'article 10 du règlement général, doit avoir lieu le premier dimanche du mois d'avril, se tiendra le dimanche de *Quasimodo*. Dans cette séance, devront être faites, tous les trois ans, les élections ordinaires prescrites par le décret du 30 décembre 1809.

ART. 3. Dans le cas de vacance par mort ou démission, l'élection en remplacement devra être faite dans la première séance ordinaire du conseil de fabrique qui suivra la vacance. Les nouveaux

¹ Cette ordonnance a été transmise aux préfets par une circulaire du ministre des affaires ecclésiastiques, du 30 janvier 1825 ; elle doit être considérée comme parfaitement légale et constitutionnelle.

fabriciens ne seront élus que pour le temps d'exercice qui restait à ceux qu'ils sont destinés à remplacer ¹.

ART. 4. Si un mois après les époques indiquées dans les deux articles précédents, le conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui-même.

ART. 5. Sur la demande des évêques et l'avis des préfets, notre ministre secrétaire d'Etat des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique pourra révoquer un conseil de fabrique pour défaut de présentation de budget et de reddition de comptes, lorsque ce conseil, requis de remplir ce devoir, aura refusé ou négligé de le faire, ou pour toute autre cause grave. Il sera, dans ce cas, pourvu à une nouvelle formation de ce conseil, de la manière prescrite par l'article 6 du décret du 30 décembre 1809.

ART. 6. L'évêque et le préfet devront réciproquement se prévenir des autorisations d'assemblées extraordinaires qu'aux termes de l'article 10 du décret du 30 décembre 1809, ils accorderaient aux conseils de fabrique, et des objets qui devront être traités dans ces assemblées extraordinaires.

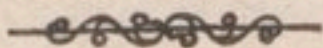
ART. 7. Dans les communes rurales², la nomination et la révocation des chantres, sonneurs et sacristains, seront faites par le curé, desservant ou vicaire ; leur traitement continuera à être réglé par le conseil de fabrique et payé par qui de droit.

ART. 8. Le règlement général des fabriques, du 30 décembre 1809, continuera d'être exécuté en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

¹ Si un membre du conseil de fabrique devenait maire, il y aurait lieu de procéder à son remplacement par l'élection d'un nouveau membre.

² D'après le droit canon, le droit de nomination et de révocation des serviteurs et employés de l'église devrait appartenir aux Curés partout sans distinction.

D'après des circulaires ministérielles, on doit considérer comme ville, toute agglomération de 2,000 âmes.



CHAPITRE VII.

ADDITIONS AU RÈGLEMENT DES FABRIQUES.

55. Pour l'installation d'un Curé ou Vicaire, on présente la lettre de nomination au bureau de la fabrique, qui en dresse un procès-verbal dans les termes suivants, sans rien y changer : « L'an 1869, et le..... du mois de.... devant nous membres du bureau de fabrique de la paroisse de.... s'est présenté M....., qui nous a exhibé sa nomination de curé ou de vicaire de cette paroisse. Nous lui avons donné acte de cette présentation et avons signé avec lui le présent procès-verbal. » Cette installation ne doit pas être faite par le conseil communal ni par tout le conseil de fabrique réuni. On enverra deux copies de ce procès-verbal à l'Archevêché, ou bien une à l'Archevêché et l'autre à M. le Préfet.

56. Pour l'installation canonique, on se conformera à ce qui est prescrit par le Concile de Trente, sess. 24, chap XII. On fera la profession de foi par-devant nous, ou devant l'un de nos vicaires généraux, ou devant le prêtre délégué à cette fin. (*Const. synod.*, 186 ; Appendice, n^{os} 1, 2 et 3.) Désormais, cette installation devra être faite dans le terme de deux mois depuis l'installation civile, sous peine de suspense à encourir *ipso facto*.

57. Le Curé ou Vicaire chargé de desservir une paroisse vacante, reçoit du Gouvernement une indemnité de 16 francs 66 centimes par mois ; mais il faut pour cela que, outre l'administration des sacrements, il y célèbre la sainte messe au moins une fois par semaine, et qu'il y fasse quelquefois des instructions. Pour obtenir le man-

dat de cette indemnité, il faut présenter à M. le Préfet un certificat délivré par l'un des Curés voisins et rédigé dans les termes suivants: « Je soussigné Curé de la paroisse de....., certifie que M....., nommé par Monseigneur économe de la paroisse de....., y a administré les sacrements, célébré la sainte messe au moins une fois par semaine, et y a fait quelquefois des instructions, à partir du....., jusqu'au....., suivant. Signé N. N. » On aura soin de nous envoyer ce certificat dès le 20 du dernier mois de chaque trimestre, à moins que l'économat ne finisse plus tôt. Ceux qui négligeront cet envoi, perdront l'indemnité. Autrefois, cette indemnité n'était payée qu'aux desservants; actuellement, elle doit être accordée aux curés, desservants ou vicaires, s'ils sont nommés économes. (Circul. des 10 juin 1825 et 27 juin 1826.)

58. Pour obtenir de M. le Préfet le mandat de la portion de traitement due au décès d'un ecclésiastique, il faut présenter: 1^o l'acte de décès sur timbre dûment légalisé; 2^o un extrait du testament, s'il y a lieu; 3^o un acte de notoriété qui établisse le droit et l'identité des héritiers.

59. Les conseillers de commune peuvent être en même temps conseillers de fabrique; mais, comme les deux conseils ont quelquefois des intérêts opposés, il vaut mieux que les conseillers de fabrique ne fassent pas partie du conseil communal, le Maire excepté.

60. Lorsqu'il y a dans une paroisse une prestation en nature ou en argent pour le salaire du clerc, il faut tâcher de la maintenir et ne pas la faire remplacer par une allocation communale qui serait supprimée à la première contestation.

61. En approuvant le budget de la fabrique, nous allouons ordinairement 15 à 20 francs pour chaque

prêtre, pour le vin du sacrifice, à moins qu'il ne soit fourni par le trésorier de la fabrique.

62. Nous prévenons MM. les Curés, qui commandent quelquefois des réparations ou qui font des acquisitions pour la sacristie, sans délibération préalable du conseil de fabrique, que, en cas de contestation, les dépenses faites irrégulièrement pourraient rester à leur charge, et, en cas de décès, à la charge de leurs héritiers.

63. En dressant le budget, ils ne proposeront pas des dépenses au delà des ressources présumées. S'il y a de graves réparations à faire et déficit de fonds, ils prendront une délibération particulière qu'ils nous adresseront. Nous prierons M. le Préfet de la transmettre au conseil communal.

64. Le président ne doit délivrer de mandats que pour les dépenses approuvées au budget. Lorsqu'on voudra faire une dépense non portée au budget, le conseil délibérera si elle est nécessaire et possible. On nous enverra une copie de cette délibération, au bas de laquelle la permission sera écrite, s'il en est le cas. On aura soin de la conserver et de la joindre aux pièces justificatives de l'année. Toute permission de ce genre sera censée non avenue, si elle n'est obtenue par écrit.

65. Nous ordonnons qu'il soit fait dans chaque paroisse trois inventaires séparés, savoir :

1^o L'inventaire du mobilier du presbytère, afin que rien ne puisse être emporté par les héritiers, au décès du Curé; il devra être signé par tout le conseil de fabrique. On y indiquera la nature de chaque meuble, son état et sa valeur approximative¹. Si le presbytère n'a aucun mobilier, on fera une déclaration négative. En arrivant dans sa paroisse, chaque nouveau Curé devra

¹ On y portera aussi les registres, les titres notariés, les Mandements de l'Archevêque, etc.

récoler cet inventaire et y faire les changements nécessaires ; à défaut de cette mesure, il sera tenu, à son départ, de représenter tous les objets qui y sont portés.

2^o L'inventaire du mobilier de l'église. On y indiquera les objets dans l'ordre suivant : ostensoirs, calices, ciboires, ampoules pour les saintes huiles ; 2^o burettes, encensoirs, reliquaires, croix de procession, bénitiers en cuivre, lampes, clochettes, etc. ; 3^o amicts, aubes, cordons, surplis, nappes, corporaux, purificatoires, etc. ; 4^o chasubles, tuniques, dalmatiques, chapes, devants d'autel, voiles, bannières, etc. ; 5^o missels, rituels, livres de chant, et tous les autres meubles de l'église. Pour les objets en argent, on indiquera le poids et la valeur approximative ; pour les linges, on marquera le nombre des objets de chaque espèce et la valeur des plus précieux. Pour les ornements, on dira combien il y en a de chaque couleur, combien à galons fins ou mi-fins et dans quel état ils se trouvent.

3^o L'inventaire des avoirs de la fabrique. Pour les immeubles, on y décrira les numéros, contenances, confins, les baux et leur prix. Pour les créances, on y indiquera la nature de chaque acte, le capital, l'intérêt annuel, la date, le nom du notaire et celui du débiteur.

66. Ces trois inventaires seront faits sur papier à la cloche, et à deux doubles ; l'un sera conservé dans les archives de la fabrique et transcrit au registre des délibérations ; l'autre devra être envoyé à notre chancellerie.

67. Nous défendons aux conseils de fabrique d'accepter désormais l'administration des fondations particulières, à moins qu'on ne leur accorde le quart ou au moins la cinquième partie du revenu. Quant à celles qui sont anciennes, les conseils de fabrique qui s'en trou-

vent chargés sans bénéfice, devront en remettre l'administration au Curé, ou s'adresser à nous pour obtenir la réduction des services religieux et la libre disposition du quart ou du cinquième du revenu. Dans tous les cas, le conseil de fabrique aura soin de ne pas confondre ces capitaux avec ceux de l'église, afin que s'ils viennent à périr fortuitement, il n'en subisse pas la perte.

68. Si, d'après d'anciennes fondations, les conseils de fabrique ont des revenus pour les écoles, ils doivent en conserver l'administration, en retenir les titres, faire renouveler les hypothèques et prendre tous les moyens conservatoires, parce qu'ils en ont la responsabilité. En cas de contestation, le conseil de fabrique seul peut plaider, parce que les titres notariés sont en son nom; mais le trésorier en rendra compte chaque année à M. le Maire, parce que c'est lui qui doit délivrer les mandats à l'instituteur et à l'institutrice. Le conseil de fabrique pourra aussi, avec notre consentement, céder la recette de ces rentes au percepteur de la commune; mais, dans ce cas on, lui remettra un rôle ou une copie des titres, mais non les titres originaux. La cession des titres et de toute la fondation à la commune ne pourrait être faite qu'avec une autorisation spéciale du Gouvernement et par un acte notarié.

69. Les dons et legs faits aux fabriques ou aux Curés doivent être approuvés par le Gouvernement, lorsqu'ils dépassent mille francs, et lorsqu'il s'agit d'un immeuble; dans les autres cas ils peuvent être approuvés par M. le Préfet. (Cod. civ., 910.)

70. En résumé les pièces à produire pour obtenir l'approbation d'une donation, sont: 1^o l'acte de donation; 2^o le certificat de vie du donateur; 3^o le procès-verbal d'évaluation des biens donnés; 4^o des renseignements sur la position de fortune du donateur, et, autant que

possible, de ses héritiers présomptifs; 5° l'acceptation provisoire du représentant de l'établissement donataire; 6° s'il s'agit d'une fabrique, la délibération du conseil portant demande de l'autorisation d'accepter; 7° le budget de la fabrique, ou s'il s'agit d'une cure, succursale ou chapelle, l'état de l'actif et du passif de l'établissement, vérifié et certifié par le Préfet; 8° l'avis de l'Autorité diocésaine; 9° l'avis du Préfet.

71. Pour les legs, les pièces à fournir sont: 1° le testament; 2° l'acte de décès du testateur; 3° le procès-verbal d'évaluation des biens légués; 4° le consentement des héritiers ou leurs motifs d'opposition, ou copie de l'acte extrajudiciaire constatant que les héritiers connus ont été appelés à prendre connaissance du testament; 5° l'acceptation provisoire du représentant de l'établissement légataire; 6° s'il s'agit d'une fabrique, la délibération du conseil portant demande de l'autorisation d'accepter; 7° le budget de la fabrique, ou l'état de l'actif et du passif de l'établissement¹, s'il s'agit d'une cure, d'une succursale ou d'une chapelle. — Ce budget ou cet état doit être vérifié et certifié par le Préfet; 8° l'avis de l'Autorité diocésaine; 9° l'avis du Préfet.

72. Les droits à percevoir par le fisc à l'occasion d'une fondation pour œuvre pie, requérant l'approbation du Conseil d'Etat, ne sont exigibles qu'à partir du jour où cette approbation est donnée.

73. Le Gouvernement n'approuve pas les libéralités faites à un établissement ecclésiastique, avec réserve d'usufruit en faveur du donateur. (Ordonnance du 14 janvier 1831.)

74. Pour obtenir l'autorisation de recevoir ou de remplacer un capital dû à la fabrique ou au Curé, il faut

¹ Il n'est pas nécessaire de parler des fondations de messes.

adresser à M. le Préfet: 1^o le titre de la créance avec le bordereau de l'inscription hypothécaire; 2^o une délibération du conseil de fabrique qui demande cette autorisation et fasse connaître les noms et prénoms des débiteurs, le montant de la créance, l'origine et les charges. On demande en même temps l'autorisation de replacer le capital en rentes sur l'Etat ou chez quelques particuliers; mais, dans ce dernier cas, il faut fournir tous les renseignements nécessaires pour établir la solvabilité de l'emprunteur.

Il faut aussi qu'il conste de l'avis de l'Archevêque; il peut être demandé par les parties intéressées ou par M. le Préfet.

75. Tous les bancs et chaises de l'église doivent être la propriété de la fabrique. S'il en est qui appartiennent encore à des particuliers non pourvus d'un titre authentique, la fabrique en fera faire à ses frais le plus tôt possible pour les remplacer. Nous recommandons aux conseils d'en faire la location chaque année, du 1^{er} au 15 janvier, et d'exiger que le prix en soit payé d'avance, pour éviter toute contestation. Si on fait cette location pour trois ans, on se bornera à exiger une annuité chaque année, du 1^{er} au 15 janvier.

76. Il est important que tout l'emplacement de chaque église demeure à la disposition des paroissiens. Nous défendons aux conseils de fabrique de faire de nouvelles concessions de places gratuites, parce qu'une faveur accordée à quelques personnes devient, dans la suite des temps, une servitude onéreuse pour tous les autres fidèles. Tous ceux qui veulent occuper à l'église un banc, une chaise ou un tabouret, doivent en payer le loyer à la fabrique. Il n'y a d'exception reçue que pour les chantres et pour les personnes qui auraient un titre légitime. En ce point, la possession sans titre n'établit pas un droit.

Les bancs de la tribune doivent être loués comme ceux de l'église; mais la fabrique, de son côté, doit aussi se charger de leur entretien.

77. Les concessions de bancs sont toujours personnelles; si celui qui a obtenu une place ne l'occupe pas par lui-même ou par une personne de sa famille, il ne peut pas la céder à un autre, à moins que la fabrique n'y consente expressément. Ce consentement est une faveur qu'elle n'est point obligée d'accorder.

78. Le Curé ou la fabrique ont besoin d'obtenir l'autorisation de l'Archevêque et celle du Préfet pour plaider au fond et demander le remboursement du capital; mais cette autorisation n'est pas nécessaire, si l'on ne demande que le paiement des rentes échues. Le Curé et la fabrique ont besoin aussi de l'autorisation de l'Archevêque pour faire des condonations aux débiteurs.

79. Le trésorier demeure spécialement chargé de faire renouveler les inscriptions des titres de la fabrique, chaque fois qu'il en est le cas. Néanmoins, le conseil ne doit pas négliger d'en faire la vérification par lui-même, au moins une fois l'année. — Les frais à faire pour le renouvellement des inscriptions sont à la charge des débiteurs. — Comme toutes les actions se prescrivent par trente ans, après vingt-huit ans il faut obliger le débiteur à fournir à ses frais un titre nouvel. (Cod. civil, 2262, 2263.) }

80. Nous recommandons aux conseils de fabrique d'arrêter les comptes le 31 décembre de chaque année, de les présenter et discuter dans la séance du dimanche de *Quasimodo* et de dresser ce jour-là le budget de l'année suivante.

81. Il nous sera envoyé, aussitôt après, deux exemplaires des compte et budget; s'ils ne nous sont pas parvenus avant le 30 avril, l'Archiprêtre pourra être délégué pour aller procéder lui-même à ces opérations.

82. Le compte annuel de la fabrique ne doit jamais comprendre que les sommes reçues et les sommes dépensées du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les revenus des fondations pour prédications extraordinaires (missions, retraites, stations d'Avent et de Carême), seront annuellement portés à la colonne des observations, qui leur est destinée dans les comptes-rendus; mais ceux des années passées, qui n'auront pas encore été employés à leur destination, ne seront pas désormais ajoutés à ceux de l'exercice courant. Le trésorier aura donc soin d'accuser, chaque année, à l'article dépenses pour les prédications extraordinaires, une somme égale à celle des recettes, sauf à conserver dans une caisse de réserve ces fonds accumulés, pour les consacrer à leur destination particulière à l'échéance de chaque période d'années, où les exercices devront être donnés.

83. Chaque année, dans le courant d'avril ou dans la première quinzaine de mai, Messieurs les curés joindront aux feuilles des compte et budget un compte spécial renfermant : 1^o l'état de la caisse pour prédications extraordinaires (missions, retraites, etc.); — 2^o l'état des fondations qu'ils administrent seuls, comme Curés; — 3^o l'état des biens, fonds et revenus quelconques, exceptionnels, faisant partie du bénéfice-cure. Ce compte sera fait à double exemplaire, dont un sera renvoyé à M. le Curé et l'autre restera déposé aux archives de l'Archevêché.

84. On enverra toujours, lorsqu'il en sera le cas, les comptes et budgets à l'Archevêché et à la Préfecture sur des formules imprimées et non en manuscrit.

85. *Des biens des Cures.* — La Cure ou succursale, c'est-à-dire la série des Curés successifs d'une même église, est un établissement ecclésiastique, reconnu par la loi, et capable d'acquérir et de posséder, de sorte que les fabri-

ques ne sont point appelées à s'immiscer dans la surveillance et l'administration des biens affectés par les testateurs ou donateurs à l'entretien des Curés ou Desservants. Les ministres du culte n'ont pas seulement la jouissance usufruitière de ces biens ; ils en ont la propriété, bien que cette propriété soit indéfiniment substituée au profit de leurs successeurs, et ils doivent en avoir l'administration et la conservation, sans surveillance aucune de la part de la fabrique.

86. Nous recommandons à MM. les Curés de mettre beaucoup de soin dans la tenue des livres de la paroisse ; ces livres sont :

1^o *Le registre des fondations.* — Il faut y inscrire : 1^o toutes les fondations dont le Curé a personnellement l'administration ; 2^o les fondations pour services religieux dont la fabrique a elle-même l'administration.

Il faut écrire sur une première page de ce livre le résumé complet du titre de la fondation, la date, le nom du notaire, celui du fondateur, le montant du capital, la nature et la contenance des biens s'il s'agit d'immeubles, la rente annuelle et les charges imposées. On écrira ensuite les noms et prénoms des débiteurs, et leur généalogie successive, ainsi que la date de la dernière inscription, que l'on aura grand soin de renouveler à l'échéance des dix ans. (Code civ., 2154.) On réservera ensuite trois ou quatre pages pour chaque fondation, afin d'y annoter l'acquittement annuel et le compte ouvert avec les débiteurs.

Il faut avoir soin, autant qu'il est possible, de se procurer les titres originaux de chaque fondation ; on réduira au besoin, pour cela, les services religieux.

2^o *Le registre des confréries.* — Le Curé doit avoir un registre particulier pour chaque confrérie ; il y écrira : 1^o le règlement de la confrérie et l'ordonnance de son érection ;

2^o le catalogue des membres qui en font partie ; 3^o les noms des membres du conseil ; 4^o les comptes qui doivent être arrêtés chaque année en présence du conseil. (*Const. synod.*, 162) ;

3^o *Le registre des premières communions et celui des confirmations* dans le même livre.

4^o *Le registre des fiançailles ecclésiastiques*, dressé selon la formule des *Constitutions synodales*, p. 300. Si les parties sont liées d'un empêchement, on ne doit pas faire les fiançailles avant d'en avoir obtenu la dispense.

5^o *L'état des familles*. — Cet état est long à dresser ; il exige beaucoup de soin ; mais quand il est bien fait et bien tenu au courant, il est d'une grande utilité pour l'administration de la paroisse ; il sert beaucoup, surtout à un nouveau Curé. (*Const. synod.*, 262.)

6^o *Le registre des délibérations de la fabrique*. — Chaque fois que le conseil de fabrique prend une délibération, le secrétaire doit en dresser un procès-verbal et l'insérer au registre. On y trouvera dans la suite le récit de tout ce qui a été fait par la fabrique.

7^o *Le journal des recettes et dépenses de chaque jour*. Ce livre servira non-seulement pour arrêter les comptes de l'année, mais encore pour rectifier les erreurs qu'on pourrait découvrir dans la suite.

8^o *Le registre paroissial*, pour lequel on suivra tout ce qui est prescrit à l'art. 87 des *Constitutions synodales*. On y transcrira aussi les inventaires du mobilier de l'église et du presbytère, des avoirs de la fabrique et du bénéfice-cure, le coutumier des usages de la paroisse et le tarif des droits de la fabrique.

Il est convenable que tous ces livres soient du format petit in-folio d'égale grandeur, excepté celui de l'état des âmes, qui doit être plus gros et plus grand ; ils doivent être faits aux frais de la fabrique et au moins à demi-reliure.

87. Nous ordonnons à MM. les Curés et Recteurs de se procurer, aux frais de la fabrique, un registre relié, dans lequel ils transcriront successivement les brefs de Rome, les ordonnances de l'Archevêque, les pièces qui concernent l'érection des confréries, du *via crucis*, la consécration de l'église paroissiale, bénédiction des chapelles, plantation de croix, réduction de Messes, permission de faire les quarante-heures, ordonnances des visites pastorales, etc., etc. Ils ne transcriront lesdites pièces que sur un original authentique, et en certifieront la conformité, afin que la copie puisse y suppléer au besoin. Nous leur recommandons d'annoter sur le même registre tous les événements importants qui pourraient survenir dans la paroisse, ainsi que la série des Curés ou Recteurs successifs, et la note des fondations pour œuvres pies qu'ils auraient faites. Mais ils éviteront avec soin, dans ces annotations historiques, tout ce qui pourrait blesser la réputation d'une famille quelconque. Ils auront soin aussi de conserver les titres primitifs des concessions obtenues de Rome, les mandements et les ordonnances de l'Archevêque, les Sujets de conférences de chaque année, etc., et de transmettre toutes ces pièces à leur successeur, avec les autres papiers du bénéfice.

CHAPITRE VIII

DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS DES CHAPELLES RURALES ET DES CHAPELLES DE VILLAGE

88. Les revenus des chapelles rurales et des chapelles de village, qui sont situées sur le territoire de la pa-

roisse, seront administrés par la fabrique paroissiale ou par une fabrique particulière, conformément à la teneur des actes de fondation et au règlement des fabriques, avec charge de pourvoir à l'entretien desdites chapelles d'une manière convenable et proportionnée à leurs ressources.

Les administrateurs devront tenir un livre relié dans lequel ils inscriront toutes les créances appartenant à chaque chapelle, le compte ouvert avec les débiteurs, les recettes et les dépenses de chaque année, ainsi que les arrêtés de compte signés par le conseil de fabrique.

89. Le R^d Curé veillera à ce qu'on tienne ces chapelles dans un état propre et décent, à ce qu'on ait soin des linges, ornements et vases sacrés, etc.

Quant au partage des offrandes qui se font dans les chapelles rurales ou de village, il existait dans ce diocèse des usages différents qui ont été approuvés ou modifiés par des ordonnances archiépiscopales.

CHAPITRE IX

DES CÉRÉMONIES ET DU CHANT

90. Le culte extérieur est l'expression naturelle du culte intérieur. C'est en même temps un puissant moyen d'exciter et d'entretenir les sentiments religieux. Rien ne fait sur les fidèles une impression plus profonde qu'une cérémonie solennelle exécutée avec gravité et recueillement. Les Pasteurs doivent avoir soin de se revêtir toujours intérieurement de Jésus-Christ, en même temps qu'ils se revêtent des ornements sacerdo-

taux¹, afin d'exercer toutes leurs fonctions avec de grands sentiments de foi et de piété. Nous leur recommandons de relire chaque année les rubriques du missel, du bréviaire et du rituel². Ils suivront exclusivement le rituel romain, et prendront aussi pour règles les décisions de la S. C. des Rits toutes les fois qu'il ne constera pas d'un usage contraire bien établi.

91. Pour conserver plus facilement l'ordre et le silence dans le lieu saint pendant l'office divin, les pasteurs auront soin de tenir les deux sexes entièrement séparés. Ils maintiendront, autant qu'il sera possible, l'usage de placer toujours les femmes ensemble dans la moitié de l'église la plus rapprochée de l'entrée, et les hommes dans l'autre moitié. Ils ne permettront point aux étrangers, ni à ceux qui arrivent trop tard, de demeurer auprès de la porte. Ils ne placeront sur la tribune que les hommes de la confrérie du Saint-Sacrement, auxquels ils ajouteront, au besoin, quelques autres hommes mariés recommandables par leur gravité et leur piété. Ils veilleront à ce que personne ne demeure, durant l'office paroissial, ni sur le cimetière, ni au clocher, ni aux escaliers qui conduisent à la tribune. Ils ne permettront jamais aux femmes de se placer dans le chœur³, ni aux autres fidèles de s'approcher trop près des saints autels, et encore moins de s'asseoir sur le marchepied pendant les instructions⁴. Ils établiront, au besoin, des surveillants pour maintenir le silence; et si quelqu'un vient à exciter du trouble pendant le service divin, ils l'avertiront avec prudence, sans rien faire ni dire qui puisse compromettre leur minis-

¹ Induimini Dominum Jesum Christum. Rom., 13, 14.

² Concil. Trid., sess. 22, de sacrif, missæ, cap. v.

³ De cohab. cleric. et mul., cap. i.

⁴ De consecr., dist. II, cap. xxx.

tère, et si ce moyen demeure sans effet, ils s'empres-
sront de nous en faire part.

92. Le chant est une des principales parties du culte public, et pour qu'on ne néglige point de chanter grand-messe les dimanches et les fêtes, sous prétexte qu'on n'a pas de chantres, nous recommandons à MM. les Curés de choisir dans leur paroisse des jeunes gens qui aient bonne voix, de leur faire donner et au besoin de leur donner eux-mêmes des leçons de chant. Les Curés feront la nomination des chantres et assigneront à chacun la place qu'il pourra occuper au chœur; ceux qui n'auront pas été au nombre des chantres antérieurement, ne pourront leur être agrégés qu'après avoir subi un examen sur le chant et la lecture, en présence du Curé et de deux chantres désignés par lui. Lorsqu'un chantre ne se conduira pas d'une manière régulière, le Pasteur lui donnera en particulier les avis convenables; s'ils demeurent sans effet, il devra prononcer son exclusion du chœur et le remplacer.

93 Nous recommandons aux Ecclésiastiques de chanter et de faire chanter les offices de l'église avec gravité et sans précipitation. On doit observer la médiate, articuler toutes les syllabes, et ne pas permettre qu'un chœur anticipe sur l'autre. Nous leur recommandons d'une manière encore plus spéciale de chanter de cœur aussi bien que de bouche, et d'animer toutes leurs paroles par les sentiments d'une foi vive et d'une tendre piété¹. Nous approuvons l'usage des cantiques spirituels; mais on ne doit pas tolérer qu'on y mêle des airs ou des paroles profanes².

¹ Mens concordare debet cum voce. Conc. Aquisgr., lib. I, cap. cxxxii. — Cantus et soni graves sint et pii, ut ad pietatem auditores excitentur. Conc. Med. I, part. II, tit. LI. — Magna abusio habere os in choro et cor in foro. S. Bern.

² Conc. Trid., sess. 22, de observ. et evit., in celebr. miss.

CHAPITRE X

DES DIMANCHES ET DES FÊTES

94. Les Pasteurs doivent regarder le dimanche comme un jour de travail et de fatigue pour eux ; ils l'emploieront entièrement, avec tout le zèle dont ils sont capables, à la sanctification de leurs paroissiens : réconcilier les pécheurs avec Dieu, célébrer saintement les offices divins, instruire les fidèles, catéchiser les enfants, telles doivent être en ce jour leurs principales occupations. Nous leur recommandons de se rendre habituellement à l'église à une heure réglée et de bon matin, afin que les fidèles aient toute facilité de se confesser et de se préparer à la sainte communion, s'ils en ont le désir.

95. Ils exhorteront souvent les fidèles à passer chrétiennement les jours de dimanche et de fête, à les sanctifier par l'abstinence de toute œuvre servile, l'assistance aux offices divins, la prière, la fréquentation des sacrements, et par des lectures de piété à faire en particulier ou en commun dans les familles. Ils leur recommanderont de ne pas voyager ces jours-là pour aller aux foires et aux marchés sans une vraie nécessité ; de ne pas s'absenter de la Messe paroissiale pour aller en d'autres paroisses sous prétexte d'affaires, et surtout de ne pas profaner ces saints jours par des danses, des jeux défendus, ou par la fréquentation des cabarets¹.

96. Nous défendons aux marchands d'ouvrir leurs boutiques auxdits jours, et d'exposer en vente leurs marchandises ; à toutes personnes de labourer, de mois-

¹ De consecr., distinct. III, cap. II.

sonner, de moudre, de tenir des foires ou marchés, de voiturier à charrettes ou avec des bêtes de charge, de vaquer au négoce, et de faire aucune autre œuvre servile quelconque, ainsi que de demeurer sur les places publiques où sur le cimetière pendant le service divin¹.

97. Chaque Pasteur doit régler dans sa paroisse la manière de sonner pour annoncer les exercices religieux, et dès lors ne plus y faire aucun changement sans de graves motifs. Pour la Messe paroissiale et pour les Vêpres, il est à propos de sonner deux fois, à intervalles égaux; savoir: demi-heure et un quart d'heure avant de commencer. On peut encore donner un dernier signal au moment précis où les offices commencent. Nous défendons de sonner pendant la nuit, si ce n'est à Noël et pour l'*Angelus* aux heures ordinaires, ainsi que dans les cas d'incendie. Le jour de la Commémoration des Morts, on ne sonnera point après les neuf heures du soir, ni avant les quatre heures du matin.

98. On commencera ordinairement la Messe paroissiale à neuf heures du matin, et les Vêpres à trois heures du soir. On pourra cependant avancer ou retarder un peu les offices, lorsque la saison ou la plus grande commodité des fidèles l'exigeront; mais l'heure une fois fixée, on doit commencer au moment précis, sans jamais retarder sous prétexte des confessions ou des offices de confréries, ou pour tout autre motif, sauf pour l'administration d'un mourant. On exhortera les parents à ne pas envoyer ces jours-là leurs enfants ni leurs domestiques à la garde des troupeaux, avant qu'ils aient entendu la sainte Messe. Enfin, on règlera tout de manière que l'office paroissial du matin ne dure qu'environ une heure et demie ou tout au plus deux

¹ Conc. Meldense, anno 845, can. 77. — Règl. particulier pour la Savoie, liv. I. ch. 1, art. 1.

heures, et qu'il soit toujours fini le plus tard à midi.

99. Pour l'office paroissial, il faut, 1^o faire la bénédiction et l'aspersion de l'eau¹ 2^o célébrer la sainte Messe jusqu'à l'évangile inclusivement; 3^o bénir le pain à distribuer aux fidèles; 4^o publier les mariages; 5^o annoncer les fêtes, les jeûnes et abstinences qui se rencontrent durant la semaine; 6^o faire l'instruction et terminer la sainte Messe, après laquelle on récitera l'*Angelus*, si l'on finit à onze heures ou plus tard. La Messe paroissiale devra toujours être chantée, si l'on peut avoir des chantres.

100. Nous recommandons instamment à tous les fidèles de notre diocèse d'assister à la Messe de paroisse, sinon tous les dimanches, au moins le plus souvent qu'ils le pourront. C'est à la Messe de paroisse que chaque Pasteur instruit ses paroissiens, et qu'il leur donne tous les avis nécessaires à leur direction spirituelle. Ceux qui l'abandonnent perdent peu à peu tout sentiment de piété et de religion.

101. Nous défendons, sous peine de désobéissance grave, de bénir d'autre pain, pour être distribué à l'église, que celui du dimanche rendu par ordre de familles, et celui du jour de la Circoncision rendu par le Curé, dans les endroits où cet usage est établi. La distribution en sera toujours faite par le clerc aussitôt après l'instruction.

102. En annonçant les fêtes, les jeûnes et les prières publiques, les Pasteurs auront toujours soin d'ajouter quelques courtes réflexions bien adaptées à la circonstance et propres à réveiller des sentiments de foi et de

¹ L'aspersion de l'eau bénite doit se faire aussi les dimanches de Pâques et de Pentecôte, à moins que l'Archevêque n'officie pontificalement. Dans ce dernier cas même, on ne la fait pas le lundi. *Cærem. episc.*, lib. II, cap. xxx et xxxi. — BAULDRY, *Man. cærem.*, pars II, cap. viii, n^o 22.

piété parmi les fidèles. Un avis sage donné à propos est souvent plus utile qu'un long discours. Nous leur recommandons aussi de ne jamais employer en chaire aucune personnalité, ni directement ni indirectement, et de n'y point parler de leurs affaires temporelles, de peur qu'on ne les soupçonne de chercher en cela leurs intérêts plutôt que celui de Jésus-Christ¹.

103. Nous défendons de laisser prêcher des Ecclésiastiques étrangers au diocèse sans notre permission, ainsi que d'annoncer à l'église les objets perdus, ou d'autres choses purement profanes, et d'y lire d'autres lettres que celles qui viendront de notre part ou dont nous aurions ordonné la lecture².

Nous défendons de fixer les Vêpres le matin à la suite de la Messe paroissiale, et nous ordonnons qu'on les chante à une heure convenable de l'après-midi dans toutes les paroisses du diocèse.

104. Relativement aux fêtes, nous ordonnons :

1^o Que l'on continue de célébrer dans notre diocèse toutes celles qui sont comprises dans le tableau ci-joint.

2^o Que, le 29 juin de chaque année, on ajoute à l'office et à la Messe des Apôtres saint Pierre et saint Paul, la commémoration de tous les autres Apôtres, et que, le 26 décembre, on ajoute à l'office et à la Messe de saint Etienne, la commémoration de tous les autres saints martyrs³.

3^o Que l'on observe les jeûnes fixés aux vigiles des fêtes contenues dans le présent tableau.

4^o Que le Calendrier ecclésiastique et l'*Ordo* de l'office

¹ Philip., 2, 21.

² DE HÉRICOURT, *Lois ecclés.*, III^e part., ch. VIII, n^o 13.

³ Bref de Pie VII, du 9 novembre 1814. — Mandement de M^{gr} Dessolles, du 25 mars 1816.

divin soient réglés annuellement sur le présent tableau.

5^o Que la fête de la dédicace de chaque église paroissiale soit toujours célébrée le premier dimanche après l'octave de la fête de tous les Saints.

105. D'après un décret de la Sainte-Congrégation des Rits, du 30 décembre 1861, les fêtes et les jeûnes doivent être réglés en Savoie d'une manière conforme à l'indult du cardinal Caprara, du 29 avril 1802. A teneur de cet indult, les fêtes conservées en France sont: Noël, l'Ascension, l'Assomption de la Sainte-Vierge et la Fête de tous les Saints. Les fêtes de l'Épiphanie, de la Fête-Dieu, des Apôtres saint Pierre et saint Paul et du patron de chaque diocèse, sont transférées au dimanche suivant. En supprimant les fêtes, on a supprimé aussi les jeûnes des Vigiles, ainsi que ceux de l'Avent. Celui de la vigile de saint Pierre et saint Paul doit se faire le samedi, veille de la solennité.

106. Les fidèles ne sont pas obligés d'entendre la messe les jours des fêtes supprimées, ni de s'abstenir des œuvres serviles. On doit cependant continuer de célébrer les offices à l'église et exhorter les paroissiens à y assister. On ne peut pas publier un mariage ces jours-là, mais on peut le célébrer.

107. D'après l'encyclique du 3 mai 1858, tous les prêtres qui ont charge d'âmes sont obligés d'appliquer le saint sacrifice de la Messe pour les fidèles qui leur sont confiés, outre les dimanches et fêtes de précepte, tous les jours qui étaient fêtes de précepte à la publication de la bulle d'Urbain VIII, du 13 septembre 1642; ce sont :

La Circoncision,
L'Épiphanie,
La Purification,

Saint Mathias,
Saint Joseph,
L'Annonciation,
La deuxième et la troisième fête de Pâques,
La Sainte-Croix,
La deuxième et la troisième fête de la Pentecôte,
La Fête-Dieu,
Saint Jean-Baptiste,
Saint Pierre et saint Paul,
Saint Philippe et saint Jacques,
Saint Jacques,
Sainte Anne,
Saint Laurent,
Saint Barthélemy,
La Nativité de la Sainte-Vierge,
Saint Mathieu,
Saint Michel,
Saint Simon et saint Jude,
Saint André,
L'Immaculée-Conception,
Saint Thomas,
Saint Etienne,
Saint Jean l'Évangéliste,
Les Saints-Innocents,
Le patron du diocèse et le patron de chaque paroisse.

Si l'un de ces jours tombe un dimanche ou le jour d'une fête de précepte, l'application d'une seule messe suffit pour les deux jours. Si le Curé a à célébrer une messe de sépulture, d'anniversaire ou de mariage, il peut ajourner au premier jour libre l'application prescrite.

108. La récitation de la Passion, du 3 mai au 14 septembre, ne fait pas partie de l'office paroissial. Dans les

endroits où il existe, cet usage est dû à une ancienne convention entre le Curé et les paroissiens, laquelle doit être considérée comme obligatoire de part et d'autre. Nous ne consentirons à réduire cette récitation de quelques jours chaque semaine, que dans le cas où la prestation qui en est le correspectif, ne s'élèverait plus à la valeur annuelle d'environ quarante livres. En cas de changement de Curé, cette prestation sera divisée en raison des jours de récitation. Le dimanche, on doit réciter la Passion avant l'aspersion ¹.

109. Pour l'ordinaire, c'est dans les cabarets que se commettent les plus graves profanations des saints jours. Afin de les prévenir au moins en partie, nous défendons à tous les fidèles de notre diocèse d'y boire ou manger pendant la durée des offices de la paroisse. Nous défendons aux cabaretiers et, en général, à tous ceux qui vendent du vin et de l'eau-de-vie, de donner à boire et à manger chez eux durant le même temps, excepté aux voyageurs.

110. Dans les villes dont la population est au-dessous de 5,000 âmes, ainsi que dans les bourgs et villages, il est défendu aux cabaretiers, marchands de vin, débitants de boisson, traiteurs, limonadiers, maîtres de paume et de billard, de tenir leurs maisons ouvertes et d'y donner à boire et à jouer les dimanches et les fêtes, pendant le temps de l'office. (Loi du 10 novembre 1814, art. 3.)

La prohibition s'applique au temps des Vêpres comme au temps de la Messe. (Arrêts de la Cour de cassation des 6 décembre 1851 et 16 février 1854.)

¹ Nous recommandons aux pasteurs de supprimer peu à peu les autres pratiques qui ne sont pas indiquées dans les présentes *Constitutions* comme faisant partie de l'office paroissial, pour ne pas trop prolonger les offices et pour établir l'uniformité. Nous exceptons celles qui auraient été établies par des actes de fondation dûment homologués.

Les contraventions aux dispositions susrelatées seront constatées par procès-verbaux des maires ou adjoints, ou des commissaires de police. (Loi du 19 novembre 1814, art. 3.)

111. Nous autorisons les Curés et Recteurs à accorder, aux jours de dimanche et de fête, la permission de travailler hors le temps des offices : 1^o pour retirer la récolte, lorsqu'ils jugeront qu'il y a nécessité ; 2^o pour labourer, surtout en faveur des pauvres, et même d'autres propriétaires qui, n'ayant pas d'attelage, seraient dans la nécessité de recourir aux bons offices de ceux qui en ont ; 3^o pour moudre, dans le cas où la saison ou le manque d'eau le rendrait indispensable ; 4^o pour les travaux qui seraient peu considérables et pressants. Nous nous réservons spécialement toute autre permission de ce genre, excepté pour les circonstances où une nécessité subite ne laisserait pas le temps de recourir à notre autorité.

CHAPITRE XI

DES PROCESSIONS

112. — Les Curés et Recteurs seront exacts à faire les processions ordonnées par les rubriques, ainsi que celles des Confréries, si on le peut facilement. On fera la procession du Saint-Rosaire, si la Confrérie en est établie dans la paroisse, le premier dimanche de chaque mois, après la Messe paroissiale ou après les Vêpres, dans l'intérieur de l'église, ou en dehors, à peu de distance. Nous recommandons aux autres Confréries d'y assister en habit ou en voile. La procession de la Confrérie du

Saint-Sacrement se fera de la même manière, le troisième dimanche de chaque mois ; elles seront suivies l'une et l'autre de la bénédiction du Saint-Sacrement.

113. La procession de la Fête-Dieu doit se faire dans l'intérieur des villes, bourgs ou villages, où se trouve l'église paroissiale ; nous recommandons aux Pasteurs d'y mettre autant de solennité et d'appareil qu'ils le pourront. On tâchera toujours, même dans les paroisses de la campagne, de faire au moins un reposoir, où le célébrant donnera la bénédiction du Saint-Sacrement.

En vertu d'un indult particulier, nous pouvons permettre qu'on dresse sur la voie de la procession, le jour de la Fête-Dieu, plusieurs reposoirs (deux, trois, ou même quatre), pour que le célébrant puisse y déposer le Saint-Sacrement et y donner la bénédiction.

114. Nous ordonnons que, chaque année, le jour de la fête de l'Assomption de la Sainte-Vierge, l'on fasse dans toutes les paroisses de notre diocèse une procession, conformément au vœu du roi de France, Louis XIII, à laquelle on ne doit cependant pas porter le Saint-Sacrement.

115. En annonçant une procession le dimanche précédent, les Pasteurs expliqueront aux fidèles la fin spéciale pour laquelle l'Église l'a établie, et les intentions avec lesquelles ils doivent y assister. Ils leur recommanderont de marcher deux à deux, avec modestie, piété et recueillement, en chantant avec le chœur ou en récitant des prières en particulier. Ils ne feront jamais de processions pendant la nuit, ni hors de la paroisse, sans une permission spéciale de notre part.

116. L'image du crucifix portée aux processions sera toujours tournée en avant, pour marquer que Jésus-Christ a marché devant nous dans la voie qui conduit au ciel, par ses exemples, et que nous devons suivre ses

traces. Les croix voilées des Confréries doivent aussi être tournées de la même manière : il n'y a d'exception que pour la croix papale et la croix archiépiscopale. La croix portée aux processions par les réguliers doit aussi être voilée ¹.

117. Dans toutes les paroisses de notre diocèse, les fidèles se placeront désormais aux processions dans l'ordre suivant, savoir :

1^o Au commencement de la procession, les enfants, jeunes gens et les hommes qui ne sont d'aucune Confrérie; ils se placeront de manière que les plus jeunes soient les premiers, et les plus âgés, les derniers ;

2^o Les filles et les femmes qui ne sont d'aucune Confrérie ; s'il le juge nécessaire, le Curé placera avant elles deux bâtonniers de la Confrérie du Saint-Sacrement avec leur habit, pour mieux marquer la séparation et maintenir l'ordre ;

3^o S'il existe dans la paroisse plusieurs Confréries, outre celle du Saint-Sacrement, les plus récemment établies marcheront les premières, et les plus anciennes, les dernières. Celles qui portent l'habit conserveront cependant toujours le pas sur celles qui n'ont que le voile, et celles qui ont le voile, sur celles qui ne l'auraient pas ² ;

4^o Les femmes et ensuite les hommes de la Confrérie du Saint-Sacrement ;

5^o Le clergé.

Les autorités locales continueront d'occuper les places qui leur sont assignées par l'usage ou par les règlements qui les concernent.

¹ BAULDRY, *Manuale cærem.*, part. II, cap. XIV, n° 9. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Cruce*, n°s 7 et 8. Item, verbo *Processiones*, n° 24. — *Rituel de Belley*. t. I, p. 132.

² GREG. XIII, *Const. exposcit.* — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Confratern*, art. 6, n° 15.

118. Aux processions générales de toute la ville, les fidèles se placeront dans l'ordre suivant, savoir :

1^o Les pauvres de la Charité ; 2^o les enfants de l'école des Sœurs ; 3^o les enfants de l'école laïque et de l'école des Frères ; 4^o la paroisse de Maché ; 5^o la paroisse de Lémenc ; 6^o la paroisse de Notre-Dame, y compris les élèves du Collège ; 7^o la paroisse de saint François de Sales (Orphelines, Orphelins, Écoles libres, — Demoiselles et Dames n'appartenant à aucune Congrégation, — Congrégations des Marthes et domestiques, des Enfants de Marie, des Dames de Marie, des Dames de charité, — Confréries de Notre-Dame Auxiliatrice, du Saint-Rosaire, du Saint-Sacrement, — sœurs Marcellines, du Bon-Secours¹, de Saint Vincent de Paul, de la Charité, de Saint-Joseph) ; 8^o les Pénitents-Noirs ; 9^o les Frères de la Doctrine chrétienne ; 10^o les RR. PP. Capucins ; 11^o les Séminaristes en surplis ; 12^o le Clergé séculier, et, à la suite du Saint-Sacrement, les Autorités civiles et les Magistrats, le Comité catholique et la Congrégation de Saint-Vincent de Paul, les corporations de Saint-Crépin, de Saint-François de Sales et du Rosaire-Vivant.

119. Le jour de la Fête du Saint-Sacrement toutes les paroisses de la ville doivent se réunir à la procession de la Métropole². Le jour de l'Octave du Saint-Sacrement et celui de l'Assomption de la Sainte-Vierge, chaque paroisse fera sa procession en particulier. Aux processions générales, MM. les Curés se placeront après le Séminaire, avant le Chapitre, en surplis et en étole, mais sans chape. Chaque paroisse sera conduite par l'un des Vicaires, et chaque corporation ou communauté par son aumônier en surplis et sans étole³.

¹ Soit Notre-Dame auxiliatrice.

² S. R. C., 25 mai 1615. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Processiones*, n^o 44. — CATALALUS, *In cærem. episc.* lib. II, cap. xxxiii, § 4, n^o 2.

³ *Cærem. episc.*, lib. II, cap. xxxiii, n^o 5. — CATALANUS, *In cærem. episc.*, eod. cap., § 5, n^o 6. — Barthol. à Clantio, n^o 452. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Stola*, n^{os} 2 et 7. — S. R. C., 24 janvier 1728.

120. Le jour de la Fête-Dieu, la procession solennelle se fait immédiatement après la Messe. L'hostie qu'on porte à la procession doit être consacrée à la Messe même qui la précède ¹.

On ne doit chanter, à la procession du Saint-Sacrement, que des hymnes de l'office du jour, et non des cantiques en langue vulgaire ².

121. S'il s'élève quelque différend dans une procession, soit pour l'ordre, soit pour la marche, il appartient au Curé ou au Prêtre qui la conduira, de le régler sur-le-champ, et nous ordonnons que chacun s'en tienne par provision à ce qu'il aura décidé, sans préjudice du droit des parties, qui pourront ensuite se pourvoir comme elles verront à faire ³.

CHAPITRE XII

DES SÉPULTURES

122. La sollicitude d'un Pasteur pour ses paroissiens doit commencer le jour de leur naissance et les suivre même au delà du trépas. Après avoir beaucoup travaillé pour les sanctifier durant la vie, et pour les préparer à paraître devant Dieu au moment de la mort, il doit encore prier pour eux avec ferveur le jour de la sépulture, et ne point les oublier ensuite comme des morts auxquels le cœur ne s'intéresse plus. (Ps. XXI, 15.)

¹ Ritual. rom., de proces. in festo Ss. Corporis Christi. — BARUFALDUS, *In Ritual. rom.*, tit. LXXX, n° 25.

² Cærem. episc., lib. II, cap. xxxiii, n°s 18 et 34. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Processiones*, n° 52. — S. R. C., 21 martii 1609.

³ Concile de Trente, sess. 25, de reg., cap. 13.

123. Les Curés et Recteurs feront annoncer le décès de toute personne au-dessus de sept ans, par le son des cloches, à la manière accoutumée, et ils rappelleront quelquefois en chaire que ce signal est une invitation faite à tous les paroissiens de prier pour le défunt.

124. Ils se conformeront, en ce qui les concerne, aux règlements civils sur les décès.

Aux termes de l'art 77 du Code civil, aucune inhumation ne doit se faire sans une autorisation de l'officier de l'état civil, qui ne peut la délivrer que vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

Le Prêtre qui procéderait à une inhumation sans l'autorisation préalable de l'officier public, commettrait une contravention de police, punie par l'article 471, n° 15 du Code pénal, d'une amende de 1 à 5 francs.

Dans les cas de mort subite, on ne devra pas enterrer avant les quarante-huit heures, hors le cas de putréfaction, à moins que la mort n'ait été préalablement constatée par un médecin.

Lorsqu'il y aura des signes indicateurs de mort violente, le Curé ne procédera à l'inhumation qu'après la visite du cadavre de la part d'un officier de police assisté d'un médecin.

125. Le Prêtre qui fera la sépulture ira lui-même, avec la croix et l'eau bénite, en surplis et en étole, prendre le corps à la maison du défunt, si elle se trouve au chef-lieu ; si elle est située dans un autre village, il ira le recevoir à l'entrée du village de l'église, ou au lieu destiné à cette fin par l'usage local. Il est à désirer que l'endroit désigné pour ce dépôt soit distingué par un oratoire ou au moins une croix. Si les parents le demandent expressément, les Curés et Recteurs seront libres d'aller prendre le corps à la maison du défunt dans les villages. Dans

ce cas, ils percevront une rétribution de trois livres, outre les droits ordinaires des sépultures, quelle que soit la distance du village. La moitié de cette rétribution appartiendra au Vicaire, si c'est lui qui va prendre le corps. Les autres prêtres assistant au convoi auront droit à une rétribution de vingt sous. On ne fera jamais de sépulture pendant la nuit.

126. La croix que l'on porte aux sépultures doit être découverte : l'usage de la voiler est abusif ¹. A défaut de sous-diacre, on la fera porter, si on le peut facilement, par le clerc en surplis, ou par un confrère du Saint-Sacrement revêtu de son habit. Les corps religieux, les Confréries et, en général, tous ceux qui sont convoqués pour une sépulture, doivent se réunir à l'église paroissiale avant la cérémonie, et se rendre de là, en procession, à la maison du défunt ². Tous ceux à qui on a donné des cierges doivent les porter allumés. Le convoi doit suivre le corps jusqu'au lieu même de la sépulture et ne pas se séparer avant d'y être arrivé.

127. D'après l'usage ordinaire, les Ecclésiastiques seuls sont en droit de retenir les cierges qui leur sont donnés personnellement pour assister aux sépultures³. Ceux qui sont distribués aux confréries ou aux corporations appartiendront, après la cérémonie, un tiers au Curé ou Recteur, un tiers à la fabrique, un tiers à la confrérie ou corporation ; mais ce dernier tiers devra toujours être employé à l'église pour les fonctions religieuses particulières à chaque confrérie ou corporation. Si

¹ BARUFALDUS, tit. XXXVI, n° 48.

² Rit rom., de exequiis. — Bened. XIV, instit. 105, n° 25. — BARUFALDUS, tit. XXXVI, n° 52.

³ A Chambéry, les RR. PP. Capucins, les Sœurs de Notre-Dame Auxiliatrice et les pauvres de la Charité, assimilés en ce point aux associations de charité pour la sépulture des morts, retiennent les cierges qu'ils ont portés aux inhumations.

les confréries abandonnent leur tiers des cierges à la fabrique, celle-ci devra fournir elle-même le luminaire nécessaire aux cérémonies de la confrérie. Le surplus des cierges employés aux sépultures appartiendra, pour un tiers au Curé, et pour deux tiers à la fabrique. Les cierges du jour de la sépulture doivent servir pour la Messe du huitième ou neuvième jour, et non pour l'anniversaire, sauf usage contraire. MM. les Curés qui ne se seraient pas prévalus temps par temps de leur tiers de luminaire, ne seront plus admis à le réclamer dans la suite.

128. Si dans quelques paroisses le luminaire est fourni par la fabrique ou par la confrérie au moyen d'une somme convenue, on prélèvera le quart de cette somme pour celui qui a fait la fourniture, si mieux l'on aime le peser avant et après et prélever la valeur du déchet. Le surplus sera partagé de la manière énoncée dans l'article précédent.

129. La sépulture d'un Curé sera faite par l'Archiprêtre, qui devra inviter les Curés et Vicaires de l'archiprêtré à y assister. L'officiant pourra exiger la rétribution ordinaire des sépultures ; le luminaire restera à la fabrique. Les autres Ecclésiastiques n'auront droit à aucune rétribution pour leur assistance, à moins qu'elle ne soit offerte volontairement par les héritiers ou que le défunt ne l'ait fixée lui-même dans ses dispositions de dernières volontés. A défaut de l'Archiprêtre, la sépulture sera faite par le Vice-Archiprêtre, et, en l'absence de celui-ci, par le plus ancien de l'Archiprêtré.

130. Il n'est pas permis aux membres du clergé de porter les corps des défunts laïques aux sépultures (Rituel romain), ni de tenir les coins du drap mortuaire aux funérailles d'un ecclésiastique (Sacr.-Congr., 20 septem-

bre 1681). Mais ce sont des Prêtres qui portent le cercueil de l'Evêque. (Cérém. romain.)

131. Lorsque les parents ou les héritiers demanderont qu'une personne décédée dans une paroisse soit transportée dans une autre pour être ensevelie, soit d'après l'élection du défunt, soit d'après leur propre désir, nous invitons le Curé de la paroisse où le décès a eu lieu, à ne pas en refuser la permission et à n'exiger à cette fin, autre chose que le droit ordinaire des sépultures, tel qu'il est fixé par le règlement du casuel ¹.

132. Nous défendons de différer la sépulture d'une personne quelconque, sous prétexte qu'on refuserait de payer les droits. Les pauvres seront enterrés gratis et seront toujours accompagnés au cimetière par un prêtre, avec deux cierges fournis par la fabrique.

133. Relativement à ceux qui sont condamnés au dernier supplice, on continuera à suivre l'usage établi, d'après lequel : 1^o on ne leur administre point la sainte communion dans la prison le jour même de l'exécution ; 3^o on les ensevelit en terre sainte, mais on ne récite les prières ordinaires du Rituel qu'à voix médiocre et sans chanter ; 4^o on n'emploie aucun cierge à leur sépulture, excepté ceux des acolytes qui accompagnent la croix.

134. Conformément aux anciens canons, nous défendons à tous les Prêtres de notre diocèse d'accorder la sépulture ecclésiastique : 1^o aux enfants morts sans baptême ; 2^o aux infidèles et aux hérétiques reconnus pour tels ; 3^o aux excommuniés dénoncés ; 4^o à ceux qui auraient été tués en duel, s'ils meurent dans le lieu même du combat ; 5^o à ceux qui se seraient volontairement et notoirement donné la mort, à moins qu'ils n'aient donné des signes de pénitence, ou à moins qu'ils n'aient

¹ De sepulturis, cap. i et ix. — Item, de sepulturis, in 6^o, cap. ii.

été dans un état de folie ou de frénésie ; 6^o à ceux qui auraient positivement refusé les derniers sacrements avant de mourir ¹.

135. Par leurs exhortations, les Pasteurs tâcheront de supprimer entièrement les repas de funérailles dans les endroits où cet usage existe encore.

136. Nous recommandons aux Curés et Recteurs : 1^o d'accorder chaque jour, en célébrant la sainte Messe, au *Memento* des morts, un pieux souvenir à tous les fidèles décédés, de leur paroisse ; 2^o de rappeler de temps en temps à leurs paroissiens, et surtout à l'occasion de la Commémoration des Trépassés, l'obligation où ils sont de prier pour les défunts, et surtout pour leurs parents et pour ceux dont ils possèdent les héritages.

137. Comme personne n'est ordinairement plus oublié et plus destitué de prières dans l'autre vie que les Ecclésiastiques, nous invitons tous les Curés et Vicaires du diocèse à entrer dans l'Association diocésaine de prières pour les ecclésiastiques et à célébrer chaque année, le lendemain de la Commémoration des Morts, ou l'un des jours suivants, une grand'Messe, suivie d'un *Libera me*, pour les Archevêques et pour les Prêtres décédés, du diocèse. En priant ainsi pour ses confrères défunts, un Ecclésiastique obtiendra l'assurance de n'être pas oublié lui-même après la mort. On fera aussi annuellement un service au Séminaire, le même jour, pour tous les bienfaiteurs du Séminaire.

138. Les fabriques des églises ont seules le droit de faire les fournitures nécessaires pour les sépultures. Une Société quelconque ne peut pas avoir un drap mortuaire à son usage pour les membres qui en font partie, sauf le

¹ De sepulturis, cap. xii. sacris. — Causa 23, quæst. 5, cap. xii, — Conc. Trid., sess. 25, de reform., cap. xix. — CABASS., lib. V, cap. xi, n^o 7,

cas d'une autorisation spéciale. (Décret du 12 juin 1804, art. 22.)

139. Selon le Rituel, après la sépulture, on ne peut pas procéder à l'exhumation ni au transport d'un corps exhumé d'un lieu à un autre sans la permission de l'Ordinaire. (*Rituel, de Exequiis.*)

140. Quand une personne décédée dans une paroisse est enterrée dans une autre, c'est dans la paroisse où elle meurt que l'acte de décès doit se faire.

141. Nous défendons absolument, et sous peine de désobéissance, à tous les fidèles du diocèse, d'assister à la sépulture des protestants, ainsi qu'à celle des suicidés privés de la sépulture ecclésiastique et, en général, à toutes les sépultures qui ne sont pas présidées par un Prêtre.

CHAPITRE XIII

DES FONDATIONS

142. MM. les Curés sont en droit d'administrer seuls les fondations faites exclusivement pour Messes, obits et en faveur des bénéfices-Cures. Ils doivent avoir à cette fin un livre-maître séparé, y inscrire exactement lesdites fondations, en indiquant la substance et la date de chaque inscription hypothécaire ; tenir sur le même livre un compte ouvert avec chaque débiteur, y annoter avec soin les recettes et l'acquittement annuel des services religieux, afin qu'en cas de décès le successeur trouve tout en règle. Ils ne remplaceront les capitaux qu'avec notre autorisation et au moyen des garanties de droit.

143. Nous ordonnons à tous les Ecclésiastiques qui ont des fondations pour prières, Messes et obits à acquitter, de les exécuter de point en point et de ne jamais déroger aux pieuses intentions des fondateurs sans notre autorisation, soit pour le temps et le lieu où les services doivent s'acquitter, soit pour les rabais à faire en faveur des débiteurs, s'il en était le cas.

144. Toutes les fondations pour service religieux établies dans l'étendue d'une paroisse, sont censées devoir être acquittées par le Curé de la paroisse toutes les fois que l'acte de fondation ne détermine pas formellement le contraire.

145. Tous les trois ans, en rendant compte des avoirs de la fabrique, on mentionnera les numéros des titres et valeurs qu'elle possède.

Nous défendons à tous les Ecclésiastiques d'acquitter aucune fondation nouvellement établie, avant qu'elle n'ait été revêtue de notre approbation et homologation, et que le titre n'en ait été enregistré en notre chancellerie, pour qu'on puisse y recourir au besoin.

146. Lorsqu'une fondation a été dûment homologuée, celui qui a la charge d'acquitter les services religieux, doit faire les instances nécessaires pour obtenir le paiement des annuités échues et exécuter ensuite les intentions du fondateur. S'il fallait, pour cela, entreprendre un procès dont les difficultés pourraient être graves et l'issue incertaine, il devrait au préalable nous consulter, exposer les raisons pour et contre et attendre notre avis. Celui qui aurait fait, pour la conservation d'une fondation, des frais dont il n'aurait pu être remboursé, pourra nous adresser une supplique aux fins d'obtenir la décharge des services religieux correspondants au montant de ces dépenses, si elles sont jugées faites utilement.

147. Lorsque la rétribution fixée par le fondateur paraîtra, dans la suite des temps, devenue insuffisante pour l'acquittement de tous les services qu'il aura ordonnés, on s'adressera à nous pour en obtenir la réduction ¹. On joindra à la supplique, s'il se peut, le titre primitif de la fondation et les ordonnances de réduction qui auraient déjà été obtenues antérieurement. On indiquera aussi, avec exactitude, la distance de l'église paroissiale à l'endroit où les services doivent être acquittés.

148. Toutes les réductions de Messes ou fixations de rétributions qui n'auraient pas été faites par une ordonnance, mais seulement verbalement ou par une simple lettre, seront sans effet.

149. Lorsqu'on nous demandera dispense de la localité pour des Messes dont la rétribution serait au-dessus du taux ordinaire, on nous exposera avec précision le nombre des Messes et le montant de la rétribution, afin que nous puissions déterminer l'emploi du surplus, ou en augmentation du nombre des Messes, ou en réparation de l'église ou chapelle où elles sont fondées, ou en d'autres bonnes œuvres.

150. Dans chaque paroisse, le droit d'acquitter les Messes et services de fondation appartient exclusivement au Curé. S'il les fait acquitter par le Vicaire, il lui doit l'honoraire entier, et ne peut rien retenir pour lui, sauf les droits de gestion, à moins qu'il ne soit reconnu que le fondateur a eu particulièrement en vue le bénéficiaire et a voulu améliorer sa situation ; car, dans ce cas, le Curé ne doit au Vicaire que la rétribution ordinaire d'une messe basse. Cependant, si le Curé fait célébrer une Messe par le Vicaire dans une chapelle rurale, il devra, outre les trente sous, partager avec lui l'excédant

¹ Conc. Trid., sess. 25, de reform., cap. iv.

de la rétribution, soit qu'il s'agisse d'une grand'Messe, d'une Messe basse, d'une Messe annuelle ou d'une Messe de fondation.

151. Dans toutes les paroisses où l'acquittement des fondations se trouverait en retard, le Curé devra nous faire un rapport à ce sujet, dans le courant de janvier de chaque année. Ce rapport comprendra également celles qui seraient à la charge de la fabrique ou de la commune, ou des confréries, ou des hôpitaux, ou des fabriques particulières des chapelles, ou des particuliers; et pour chaque fondation, il nous exposera avec exactitude le nombre des services religieux arriérés et les motifs du retard.

152. A l'époque de notre visite pastorale, chaque Curé devra nous présenter le tableau des fondations de sa paroisse et le compte ouvert avec les débiteurs, afin que nous puissions reconnaître s'ils sont au courant ou en retard, et si les charges sont acquittées à jour ou non. Ils présenteront le même tableau à M. l'Archiprêtre à l'époque de sa visite annuelle.

CHAPITRE XIV

DE L'ABSTINENCE ET DU JEUNE

153. Il y a obligation de faire maigre tous les vendredis et samedis sauf la fête de Noël, les trois jours de Rogations, tout le Carême et tous les autres jours de l'année où le jeûne est prescrit ¹.

¹ En vertu d'un indult apostolique, l'Archevêque de Chambéry dispense, chaque année, ses diocésains de l'abstinence les samedis où le jeûne n'est pas prescrit et les trois jours des Rogations.

154. Il y a obligation de jeûner, dans notre diocèse, pour toutes les personnes qui ont atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, 1^o les quarante jours du Carême¹; les mercredis, vendredis et samedis des Quatre-Temps²; 3^o les vigiles des fêtes de la Pentecôte, de l'Assomption, de tous les Saints, de la Nativité de Notre-Seigneur³ et le samedi, veille de la solennité des Apôtres saint Pierre et saint Paul. Selon l'avis unanime des théologiens, ces deux préceptes obligent sous peine de péché mortel⁴.

155. Les aubergistes se feront un devoir d'avoir des aliments maigres en quantité suffisante, pour qu'ils puissent en servir les jours maigres à tous ceux de leurs clients qui sont tenus d'observer la loi de l'abstinence et ne demandent point expressément des aliments gras.

156. Les Curés et Recteurs ne pourront accorder la permission de faire gras à leurs paroissiens que pour cause de maladie ou de grande pauvreté, par exemple, à ceux qui sont réduits ou presque réduits à la mendicité et qui n'auraient pas le moyen de subsister autrement. Nous nous réservons toute autre permission de ce genre⁵.

157. Celui qui aura obtenu la permission de faire gras les dimanches de Carême, pourra en user tout le jour⁶. Celui qui l'aura obtenue pour un ou deux jours par semaine, ne pourra en user qu'à dîner, à moins qu'il n'ait obtenu dispense pour cause de maladie.

158. Relativement aux attestations que l'on présente

¹ De consecr., dist. V, cap. xvi.

² Distinct. LXXVI, cap. iv.

³ Conc. Med. I, de jejuniis.

⁴ BALLY, *De Præc. eccl.*, art. 1, quær. 1. — S. THOM. II, 2, q. 147, art. 3. — LIGUORI, lib. III, n^o 1004. — Amort., de præc. decal., disp. 10, § 1, quæst. 9.

⁵ De observat. jejeu., cap. vi.

⁶ Amort., de præcept. decal., disp. 10, § 1, quær. 8.

quelquefois en demandant la permission de faire gras, nous recommandons aux médecins de chercher à sauver le corps sans perdre l'âme, et de n'accorder ces certificats que sur l'avis de leur propre conscience, de manière à ne pas participer aux transgressions de ceux qui n'auraient d'autres motifs que l'habitude de ne se rien refuser.

159. On se fait illusion pour le jeûne comme pour l'abstinence : il est d'expérience que la mortification est plus utile à la santé que la sensualité. Les raisons qui en dispensent sont les infirmités, les travaux pénibles et la pauvreté, lorsqu'elle est telle, qu'on ne peut pas faire tout à la fois un repas suffisant pour jeûner ¹. Lorsqu'un pénitent commence à éprouver les faiblesses et les infirmités de la vieillesse, le confesseur, interprète des lois de l'Église, peut facilement l'en déclarer exempt. Nous exhortons celui qui ne peut pas observer la loi du jeûne entier, à le faire partiellement, selon son pouvoir, en jeûnant, par exemple, deux ou trois fois par semaine.

160. Nous recommandons aux Pasteurs de rappeler souvent aux fidèles les vrais principes de l'enseignement catholique sur ces deux préceptes, et de faire chaque année une instruction à ce sujet l'un des premiers dimanches du Carême. Dans cette instruction, ils devront, 1^o expliquer en détail tout ce qui concerne l'obligation du jeûne et de l'abstinence, la manière de jeûner, l'heure du dîner, que l'on avance abusivement en plusieurs paroisses, la collation tolérée, la qualité et la quantité des aliments qui y sont permis, et les raisons qui dispensent du jeûne; le tout conformément à la doctrine des meilleurs théologiens et au dispositif du mandement annuel pour le Carême; 2^o exposer les prin-

¹ S. Thom., 2, 2, quæst. 147, art. 4 ad 4.

cipaux motifs que nous avons tous de jeûner; parce que, lorsqu'on est bien pénétré de la crainte des jugements de Dieu et de la nécessité de faire pénitence pour détourner les maux qui nous menacent en cette vie et en l'autre, pour comprimer ses passions et expier ses péchés, on ne trouve plus que les lois de l'Eglise soient trop difficiles à observer.

161. Afin de réunir les avantages de l'instruction à ceux de la mortification pour la sanctification des fidèles, nous exhortons MM. les Curés à faire tous les soirs, pendant le Carême, la prière à l'église en commun; à cette condition, ils pourront donner la bénédiction du Saint-Sacrement, si le concours est suffisant, deux fois par semaine, durant tout le Carême, outre le dimanche. Ils feront bien d'y ajouter de temps en temps une instruction ou quelques avis. (*Const. synod., 154.*)

CHAPITRE XV

DES CONFRÉRIES

162. Bien dirigées, les Confréries sont un moyen très utile pour entretenir ou ranimer l'esprit de foi et de piété dans une population; mais il faut en inspirer l'esprit aux personnes qui y sont associées, expliquer tous les articles de leur règlement, maintenir leurs conseils toujours bien organisés et rendre compte de tout ce qui concerne leur comptabilité.

Il faut 1^o que la Confrérie soit une élite de chrétiens choisis et disposés à travailler à leur salut d'une manière toute particulière; 2^o que son règlement renferme des

pratiques propres à sanctifier ceux qui en sont membres, telles que la fréquentation des sacrements, la méditation des vérités éternelles, la mortification, la correction fraternelle, etc.; 3^o que ce règlement soit toujours fidèlement observé; 4^o que ceux qui la composent aient une piété éclairée; il n'arrive que trop souvent que les membres d'une Confrérie tombent dans une déplorable routine; ils donnent une importance excessive à des pratiques extérieures, et se croient par là dispensés des vertus chrétiennes. Pour prévenir cet inconvénient, il faut les réunir une fois par mois, leur faire des instructions appropriées à leur état, leur montrer le but réel de leur institution, leur inspirer le vrai esprit de Jésus-Christ, et donner à leur dévotion la direction la plus propre à les faire avancer dans la vertu.

163. Nous désirons qu'il y ait dans toutes les paroisses de notre diocèse deux Confréries qui aient des pratiques extérieures et communes, celle du Saint-Sacrement pour les personnes d'un âge mûr, et celle du Saint-Rosaire ou une autre analogue, particulièrement pour les personnes d'un âge moins avancé. Nous verrons avec plaisir qu'on y ajoute celle du Sacré-Cœur dans quelques-unes des plus grandes paroisses. Nous ne permettrons pas facilement qu'on en établisse un plus grand nombre, de peur que les cérémonies religieuses ne s'en trouve embarrassées, à moins qu'il ne s'agisse des Confréries qui n'ont pas de pratiques communes.

164. On n'établira aucune Confrérie, ni Congrégation religieuse quelconque dans notre diocèse, sans une permission spéciale de notre part. Celles qui existent de temps immémorial dans la paroisse sont censées avoir été instituées en due forme dans le principe.

165. Le Curé sera toujours le recteur-né et le supérieur immédiat de toutes les Confréries établies ou à

à établir dans chaque paroisse, à moins que l'ordonnance d'érection n'exprime formellement le contraire. En l'absence du Curé, ou avec son autorisation, le Vicaire le remplacera et présidera comme lui les assemblées.

166. Pour prévenir les abus auxquels les institutions les plus pieuses ont quelquefois donné lieu, nous interdisons absolument tout repas de Confrérie dans notre diocèse¹.

167. Nous ordonnons que chaque Confrérie ait ses statuts particuliers dûment approuvés, et que tous les ans, le second ou le troisième dimanche après Pâques, il y ait une assemblée générale, où l'on en fera publiquement la lecture, afin que tous les membres en aient une parfaite connaissance. Ce règlement se composera des principes généraux renfermés dans nos présentes Constitutions, et des articles particuliers que chaque Curé ou Recteur croira convenable d'y ajouter dans sa paroisse, sous notre approbation.

168. Les Confréries doivent employer leurs revenus, si elles en ont, 1^o à l'acquittement des services religieux dont elles seraient chargées; 2^o à l'acquisition du mobilier qui leur est nécessaire; 3^o à la fourniture du luminaire, encens et ornements pour les fonctions qui leur sont propres; 4^o à l'entretien des autels qui leur sont affectés; 5^o à faire faire des prières pour les Confrères défunts. Le surplus, lorsqu'il s'en trouvera, sera employé aux réparations des églises paroissiales, ou au soulagement des pauvres.

169. Tous les ans, dans le courant du mois de janvier, les procureurs de chaque Confrérie rendront compte

¹ Conc. Tolos., anno 1590, part. III, cap. VII, n^o 6. — FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Confratern.*, art. 3, n^o 9.

des fonds qui leur sont confiés, en présence du conseil de la Confrérie et du Curé de la paroisse, que nous déléguons spécialement pour y assister. Celui-ci nous en exposera ensuite le résultat, et nous fera connaître en particulier si tous les services religieux, à la charge de chaque Confrérie, sont fidèlement acquittés.

CHAPITRE XVI

DE LA CONFRÉRIE DU SAINT-SACREMENT

170. Nous ordonnons que le règlement suivant soit désormais mis en usage, pour la Confrérie du Saint-Sacrement, dans toutes les paroisses de notre diocèse :

ART. 1^{er} — Le Curé est le recteur-né et le supérieur immédiat de la Confrérie du Saint-Sacrement, dans toutes les paroisses de notre diocèse ; c'est à lui qu'il appartient de la diriger, de convoquer le conseil et de le présider, de faire la cérémonie de la réception des sujets, et de donner des avis à tous ceux qui en auraient besoin ; il peut en tout cela se faire remplacer par le Vicaire.

ART. 2. — Ceux qui auront le désir d'être agrégés à la Confrérie, s'adresseront au Curé ; celui-ci devra avant tout prendre l'avis du prier, pour les hommes, et celui de la prieure, pour les femmes ; s'il est favorable, la proposition en sera faite au conseil, dans sa première assemblée ; s'il y a plus d'une voix négative, l'admission sera ajournée. Le conseil des hommes n'aura aucune part à l'admission des femmes, et réciproquement.

ART. 3. — La Confrérie du Saint-Sacrement doit être, dans chaque paroisse, un choix de chrétiens vertueux et fervents ; si l'on y reçoit sans discernement tous ceux qui se présentent, elle devient bientôt inutile, et même nuisible. On n'y admettra donc

que des personnes qui aient déjà fait la première communion, qui soient d'une conduite irréprochable, d'une piété solide, et habitués à fréquenter les sacrements plusieurs fois l'année. Il faut avoir soin d'en écarter ceux qui sont tièdes, indifférents, orgueilleux, tracassiers ou entêtés, et, à plus forte raison, ceux qui antérieurement ont donné lieu à quelque scandale, à moins qu'ils ne l'aient réparé par une conversion éclatante.

ART. 4. — Ceux que le conseil aura admis, feront un noviciat de trois mois ; ils devront, pendant ce temps, 1^o subir un examen sur le catéchisme, en présence du Curé, du prier de la Confrérie et d'un autre membre du conseil ; 2^o mener une vie plus recueillie et plus appliquée à la méditation des grandes vérités de la religion ; 3^o faire une retraite de trois jours en particulier ou en commun, au moyen des exercices que le Curé leur indiquera ; 4^o assister régulièrement à tous les offices de la Confrérie, et en suivre les statuts, mais sans en porter l'habit ; 5^o faire une confession générale, s'ils en obtiennent la permission de leur directeur spirituel ; 6^o se confesser et communier tous les troisièmes dimanches de chaque mois. Le Curé pourra prolonger ou abréger le temps du noviciat, du consentement du prier ou de la prieure, selon qu'ils le jugeront convenable. Tous les novices devront communier le jour fixé pour la cérémonie de leur réception.

ART. 5. — Le conseil de la Confrérie se composera pour les hommes, d'un prier, d'un sous-prier et de deux conseillers ; et pour les femmes, d'une prieure, d'une sous-prieure et de deux conseillères ; tous seront élus à la pluralité des suffrages, par les membres respectifs de leur Confrérie, réunis séparément ; cette nomination sera renouvelée chaque année le troisième dimanche après Pâques. Les mêmes membres pourront être continués. Ceux qui, à cette époque, n'auraient point encore satisfait au précepte de la communion pascale, ne seront point éligibles.

ART. 6. — Le conseil de la Confrérie des hommes et celui de la Confrérie des femmes s'assembleront séparément pour ce qui les concerne respectivement ; ils seront toujours présidé l'un et l'autre par le Curé ; dans le cas d'un partage égal d'opinions, sa voix sera prépondérante. Le conseil nommera, à la pluralité

des voix, tous les autres officiers de la Confrérie, tels que : un secrétaire, un ou deux procureurs, les chantres, les servants de messes, les bâtonniers, les porte-croix, les porte-bannières, ainsi que deux zélateurs et deux zélatrices dans chaque hameau, pour prendre soin des malades et des pauvres.

ART. 7. — On tiendra exposés dans l'église deux catalogues contenant les noms et prénoms de tous les membres de la Confrérie, un pour les hommes, à la tribune, et l'autre pour les femmes, dans la nef. Le secrétaire aura soin d'y faire successivement les changements que la mort et les nouvelles réceptions rendront nécessaires. On exposera encore deux autres petits tableaux, contenant l'un les noms des officiers de la Confrérie, et l'autre les services religieux dont elle est chargée.

ART. 8. Les confrères ne pourront jamais avoir à leur usage une chapelle située hors de l'église paroissiale, sans une permission expresse et par écrit de notre part, laquelle ne sera accordée que sur l'avis motivé du R^d Curé.

ART. 9. Le prieur veillera à ce que les statuts de la Confrérie soient exactement observés, et les offices célébrés avec la piété et la décence convenables ; à ce qu'on y assiste régulièrement ; à ce que chaque officier remplisse les devoirs de sa charge ; à ce que tous les confrères se conduisent avec édification ; à ce qu'on ait soin de les visiter dans leurs maladies, et de leur faire recevoir les derniers sacrements ; à ce que les fonds de la Confrérie soient bien administrés et toutes les fondations à sa charge fidèlement acquittées. La prieure remplira respectivement les mêmes obligations en ce qui la concerne.

ART. 10. — Tous les confrères doivent professer une dévotion particulière envers le Saint-Sacrement de l'autel ; c'est la fin principale pour laquelle cette Confrérie a été instituée. Dans cette vue, ils auront soin de ne jamais paraître à l'église qu'avec un profond respect, de faire souvent des visites au Saint-Sacrement, surtout les dimanches et fêtes, avant ou après les offices divins, et lorsqu'il sera exposé à l'adoration des fidèles, ainsi que d'accompagner le saint Viatique chez les malades toutes les fois qu'ils le pourront. Ils regarderont la communion fréquente comme l'un des meilleurs moyens d'honorer Jésus-Christ dans la sainte Eucha-

ristie, et de se maintenir eux-mêmes dans la piété; ils tâcheront de s'approcher de la table sainte tous les troisièmes dimanches de chaque mois, ou du moins aux fêtes de Pâques, du Corps-Dieu, de l'Assomption, de la Toussaint, de Noël, et aux Quarante-Heures, lorsqu'elles auront lieu.

ART. 11. — Dans la vue d'exciter ou de maintenir une religieuse ferveur parmi les membres de la Confrérie, les Curés auront soin de les réunir seuls à l'église une fois par mois, pour leur faire une instruction particulière, appropriée à leur position. Cette instruction aura plus ordinairement pour objet la dévotion envers le Saint-Sacrement, les indulgences accordées à la Confrérie¹, les avantages de la confession et de la communion fréquente, la pratique de la méditation, à laquelle ils tâcheront d'habituer tous les confrères qui en seront susceptibles; l'utilité des lectures de piété dans les familles, la présence de Dieu, le bon exemple, la charité, la correction fraternelle, la préparation à la mort et autres pratiques analogues.

ART. 12. — Les confrères feront leurs offices ordinaires de la manière suivante :

1^o Les dimanches et fêtes de précepte, ils réciteront sans chanter un nocturne de matines et laudes de l'office du Saint-Sacrement. Aux fêtes solennelles de première classe, nous leur permettons, moyennant l'agrément du R^d Curé, de remplacer l'office du Saint-Sacrement par celui du jour, et de le chanter en tout ou en partie. Nous autorisons les Curés à dispenser la Confrérie d'une partie de l'office indiqué ci-dessus, et à y substituer l'office de la Vierge, lorsqu'ils le jugeront convenable². Les femmes et en général tous ceux qui ne pourraient pas réciter l'office, y suppléeront par la récitation du chapelet. On fixera l'office de la Confrérie à une heure de la matinée qui ne dérange aucunement celui de la paroisse, auquel les confrères doivent assister encore plus exactement que les autres fidèles³.

¹ Voy. l'*Appendice*, n^o 24.

² Eu égard à la difficulté de confesser dans l'église tandis que les confrères psalmodient ou chantent leur office, MM. les Curés feront bien de réserver exclusivement ce temps aux confessions des hommes, qu'ils sont libres d'entendre à la sacristie.

³ Concil. Tolos., anno 1590, pars III, cap. vii.

2^o Dans l'après-midi, les confrères assisteront avec édification aux Vêpres de la paroisse et ne les chanteront point en particulier.

3^o Le troisième dimanche de chaque mois, on fera la procession, à l'issue de la Messe ou de Vêpres, dans l'intérieur de l'église, ou en dehors à peu de distance, en chantant le *Pange lingua* ou d'autres hymnes de l'office du Saint-Sacrement. Tous les membres y assisteront avec leur habit de Confrérie ; elle sera suivie de la bénédiction.

ART. 13. — En apprenant le décès d'un membre de la Confrérie, le prieur aura soin d'avertir les confrères, et la prieure, les sœurs, afin que tous assistent à la sépulture avec leur habit. Le dimanche suivant, chaque confrère récitera l'office des morts en son particulier pour le défunt, si mieux on n'aime le réciter en commun. Les femmes et ceux qui ne pourront pas réciter l'office des morts, y suppléeront par le chapelet.

ART. 14. — Les confrères assisteront, avec leur habit de confrérie, aux processions de saint Marc, des Rogations, de la Fête-Dieu, de son octave et de l'Assomption de la Sainte-Vierge, ainsi qu'à toutes celles qui seraient faites pour les besoins publics de la paroisse ; ils n'iront à aucune procession sans être accompagnés d'un prêtre, et n'en feront jamais de nuit, ni hors de la paroisse, sans notre permission¹.

ART. 15. — Les zélateurs et zélatrices se regarderont comme spécialement chargés du soin des malades ; dès qu'il en existera dans la partie de la paroisse qui leur sera confiée, ils en prévientront le Curé ; ils les visiteront eux-mêmes fréquemment, soit pour les soulager en quelque chose dans leurs souffrances s'ils le peuvent, soit pour les engager à recevoir de bonne heure les sacrements, soit pour les aider à s'y préparer, soit pour les disposer prochainement à bien mourir par des exhortations ou des lectures de piété. Ils prépareront eux-mêmes ou feront préparer tout ce qui est nécessaire dans la chambre des malades, lorsqu'on sera sur le point de leur administrer le saint Viatique ou l'Extrême-Onction. Si la position d'un malade est encore aggra-

¹ FERRARIS, *Bibl.*, verbo *Confratern.*, art. 3, n° 14.

vée par l'indigence, ils tâcheront d'intéresser en sa faveur le conseil de charité, s'il existe, ou le conseil de la Confrérie, s'il a quelques ressources disponibles, ou enfin les familles aisées et charitables de la paroisse. Les zélatrices travailleront aussi à maintenir dans la voie du salut, et à y ramener au besoin les personnes de leur sexe qui seraient dans le cas de s'égarer. Le conseil de la Confrérie choisira pour zélateurs et zélatrices les personnes les plus distinguées par leur piété, leur charité et leur prudence. Nous invitons les Curés à réunir de temps en temps tous les zélateurs et zélatrices des différents hameaux de la paroisse, afin de conférer avec eux sur les besoins des pauvres et des malades.

ART. 16. — Il est juste et nécessaire que tous les confrères contribuent en quelque chose à supporter les frais à faire pour le luminaire, les ornements et le mobilier de la Confrérie ; ils donneront à cette fin, le jour de leur réception, les hommes vingt sous, et les femmes douze ; de plus ils donneront chaque année, les hommes dix sous, et les femmes six. On prendra sur ces oblations la somme nécessaire pour faire célébrer chaque année une grand' Messe, suivie d'un *Libera me*, le premier vendredi du Carême, pour tous les confrères décédés. Comme les ressources des confrères et les besoins de la Confrérie peuvent varier selon la localité, nous laissons à l'assemblée générale qui doit se réunir annuellement le troisième dimanche après Pâques, la liberté d'augmenter ou de diminuer la modique contribution dont il est parlé dans cet article.

ART. 17. — La Confrérie du Saint-Sacrement ne doit compter parmi ses membres que des sujets d'une conduite édifiante et fidèles observateurs des statuts. Quoique ces règles n'obligent pas sous peine de péché, ceux qui les négligeraient habituellement démontreraient par là qu'ils ne peuvent plus en faire partie. On devra exclure à plus forte raison ceux dont la conduite serait entièrement opposée à l'esprit de l'Evangile et aux lois de l'Eglise : tels seraient ceux qui laisseraient passer deux fois le temps de Pâques, sans s'approcher de la table sainte ; ceux qui commettraient de graves injustices ; ceux qui se permettraient des familiarités scandaleuses avec des personnes d'un sexe différent ; ceux

qui fréquenteraient les jeux, les danses ou les cabarets, etc. Le R^d Curé leur donnera d'abord, une fois ou deux en particulier, les avis nécessaires ; il les avertira ensuite en présence du prieur ou de la prieure de la Confrérie. S'ils négligent de se corriger, il réunira la conseil de la Confrérie, qui décidera de leur exclusion à la pluralité des voix. Cette décision nous sera communiquée confidentiellement avant son exécution. L'exclusion d'un sujet se fera en ôtant son nom du catalogue, après qu'il aura été averti en particulier. Si, après cela, il voulait continuer à porter l'habit de la Confrérie, le Curé aurait soin de nous en faire part, afin qu'il soit avisé aux moyens à prendre en pareils cas¹.

171. Nous étendons à toutes les Confréries cette prescription (art. 17 du Règlement de la Confrérie du Saint-Sacrement) et nous défendons d'exclure publiquement un sujet d'une Confrérie quelconque sans notre autorisation.

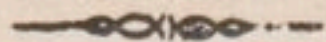
CHAPITRE XVII

DU DERNIER JOUR DE L'AN

172. Dans toutes les paroisses de notre diocèse, le 31 décembre de chaque année, sur le soir, le R^d Curé convoquera les fidèles au son des cloches, et leur fera une courte exhortation pour les engager, 1^o à remercier Dieu de ce qu'il les a conservés pendant l'année, préférablement à tant d'autres pour qui elle a été la dernière ; de ce qu'il leur a accordé tant de grâces, tant de bonnes inspirations, tant de bons mouvements, dans l'intérêt de leur salut ; de ce qu'il leur a envoyé une récolte pour

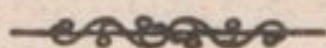
¹ Conc. Tolos., anno 1590, part. III, cap. VII, n° 9.

nourrir leur famille, et enfin de ce qu'il les a préservés des fléaux et des calamités qu'ils n'auraient que trop mérités par leurs infidélités; 2^o à lui demander un pardon public et général de tous les péchés qui se sont commis dans la paroisse pendant cette année et celles qui l'ont précédée. On chantera ensuite le *Te Deum* en actions de grâces, et on donnera la bénédiction du Saint-Sacrement. Si on le préfère, on pourra faire cette cérémonie le dernier dimanche du même mois, après les Vêpres. Le lendemain, jour de la Circoncision, avant la Messe paroissiale, on chantera le *Veni Creator*, pour appeler les bénédictions du ciel sur toute la paroisse pendant l'année que l'on vient de commencer.



SECONDE PARTIE

DES ECCLÉSIASTIQUES



PREMIÈRE SECTION

DE LA HIÉRARCHIE ECCLÉSIASTIQUE

CHAPITRE PREMIER

DE L'ÉGLISE, DU SOUVERAIN PONTIFE ET DE L'ARCHEVÊQUE

173. Le quatrième précepte du Décalogue renferme une obligation générale d'honorer tous ceux que Dieu a placés au-dessus de nous ¹. Le respect pour toute autorité légitime est l'un des principaux caractères du christianisme. Dès qu'un homme a été constitué en autorité d'une manière légitime, Dieu approuve son élection ; il veut qu'on lui obéisse, et se charge lui-même de punir toute infraction à ses ordres. Aussi saint Paul nous dit-il que celui qui résiste aux puissances, résiste à Dieu et attire sur lui la condamnation ².

174. Nous recommandons par-dessus tout aux prêtres de ce diocèse de respecter l'Eglise, cette société admirable répandue par toute la terre, qui ne fait de tous les chrétiens qu'une seule famille, dont le père est dans le

¹ Exod., 20, 12.

² Rom., 3, 2.

ciel ¹, qui possède le dépôt sacré de la révélation et des sacrements, au milieu de laquelle Jésus-Christ doit demeurer jusqu'à la fin du monde ², et contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront jamais ³. Dieu lui a donné une autorité infaillible pour conserver sa doctrine sur la terre ; il a dit lui-même que celui qui n'écoute pas l'Eglise, doit être regardé comme un infidèle et un publicain ⁴.

175. Nous leur recommandons en second lieu de professer toujours un profond respect pour le Souverain-Pontife. Saint Pierre a été établi par Jésus-Christ chef des Apôtres ; il a toujours été nommé le premier dans l'Evangile ; le Sauveur lui-même lui a dit : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise. Je te donnerai les clefs du royaume des cieux ; tout ce que tu auras lié sur la terre, sera lié dans le ciel, et tout ce que tu auras délié sur la terre, sera délié dans le ciel* ⁵. Il l'a chargé de paître les agneaux et les brebis, les pasteurs et les fidèles, l'Eglise tout entière ⁶. Or, le Souverain-Pontife est le successeur de saint Pierre : il a, comme lui, de droit divin, la primauté sur toute l'Eglise, un plein et suprême pouvoir de juridiction, en tout ce qui concerne la foi, les mœurs, la discipline et le gouvernement de l'Eglise ; l'infaillibilité, lorsque, parlant *ex cathedrâ*, il définit qu'une doctrine touchant la foi ou les mœurs doit être crue par l'Eglise universelle. La hiérarchie ecclésiastique consiste donc spécialement en ce que les prêtres soient au-dessus des fidèles, les Evêques au-dessus des simples prêtres, et le

¹ Matth., 6, 10.

² Matth., 28, 20.

³ Matth., 16, 18.

⁴ Matth. 18, 17.

⁵ Matth., 16, 18.

⁶ Joan., 21, 15.

Pape au-dessus des Evêques et chef de toute l'Eglise. Dans toutes les controverses que la suite des temps peut soulever, notre règle invariable doit être de dire comme saint Jérôme : « Pour moi, je me tiens uni à la chaire de Pierre, *ego cathedræ Petri consocior* ¹. »

176. Nous leur recommandons aussi de respecter le premier Pasteur du diocèse, conformément à l'engagement qu'ils en ont pris au pied des autels le jour de leur ordination au sacerdoce ; ils observeront ses règlements avec exactitude et les feront observer à leurs inférieurs ; ils le consulteront dans les difficultés que le saint ministère leur présentera. Quand ils seront appelés à quelques fonctions, ils se soumettront avec confiance et docilité. S'ils ont quelques raisons à exposer, ils s'abstiendront au moins avec soin de toutes celles qui ne seraient fondées que sur des motifs humains. Quelque difficile que soit un emploi, quand on ne l'accepte que par obéissance, on peut compter sur le secours de la grâce. Cette pensée console et rassure dans les tribulations.

CHAPITRE II

DU CHAPITRE MÉTROPOLITAIN

177. Le Chapitre de notre Église métropolitaine peut se glorifier d'avoir donné à l'Église quatorze Evêques ou Archevêques depuis vingt-cinq ans. Cet honneur, dont il y a peu d'exemples, impose à MM. les Chanoines une obligation encore plus spéciale de servir de modèles à

¹ Epist. 14, ad Dam. Pontificem.

tout le clergé du diocèse par la sainteté de leur vie ¹. Le but principal de leur institution étant d'honorer Dieu en chantant ses louanges dans le lieu saint ², ils se feront un devoir de conscience de ne manquer à aucune partie de l'office sans une vraie nécessité. Ils tâcheront de se trouver toujours à temps au chœur pour le commencer ; ils s'appliqueront à prononcer distinctement, à bien observer les médiantes, et à chanter ou à psalmodier plus ou moins lentement, selon que la solennité l'exigera.

178. Le Chapitre ne changera pas les heures de l'office canonical sans nous en avoir prévenu, à moins que ce ne soit dans un cas particulier et pour peu de temps. Il n'entreprendra pas de dépense extraordinaire sans avoir obtenu notre agrément. Chaque année, il fera rendre compte à son trésorier, et le soumettra à notre approbation lorsqu'il en sera requis. Il nous fera conster aussi de l'acquittement des fondations dont il se trouverait chargé. Du reste, les devoirs de MM. les Chanoines étant déterminés par des règlements particuliers, il n'est pas le cas de les exposer ici en détail.

179. Le Chapitre de la Métropole est le premier corps ecclésiastique du diocèse ; c'est à lui qu'il appartient d'assister l'Archevêque lorsqu'il officie pontificalement, et de gouverner le diocèse pendant la vacance du siège, au moyen des Vicaires généraux qu'il nomme, et auxquels il communique la juridiction épiscopale ³. Le Chapitre en corps occupe toujours le premier rang après l'Archevêque.

180. C'est le Chapitre qui fait la bénédiction des cierges

¹ Conc. Trid., sess. 24, de reform., cap. xii.

² In choro ad psallendum instituto, hymnis et canticis Dei nomen reverenter, distincte et devote laudare. Conc. Trid., sess. 24, de reform., cap. xii.

³ Conc. Trid., sess. 24, de reform., cap. xvi.

et la procession le jour de la Purification, la bénédiction et la distribution des Cendres, les offices de la Semaine-Sainte, y compris la bénédiction des fonts, la procession de la Fête-Dieu, ainsi que celles de Saint-Marc, des Rogations et du 15 août, à moins que l'Archevêque ne fasse ces fonctions lui-même. Le Curé célèbre cependant une Messe basse le Jeudi-Saint pour donner la communion aux fidèles, et fait la bénédiction des fonts la veille de la Pentecôte.

181. C'est aussi le Chapitre qui administre les derniers sacrements à l'Archevêque et aux Chanoines, soit titulaires, soit honoraires, et fait leur sépulture lorsque le décès a lieu dans une des paroisses de la ville. (S'il assiste en corps à une autre sépulture quelconque, c'est lui qui préside la cérémonie.) Cependant, dans ce dernier cas, nous réservons au R^d Curé de la paroisse le droit de faire la levée du corps et d'assister à la sépulture en étole.

182. Comme les Vicaires généraux, d'après le droit canon, forment une même personne avec l'Evêque ¹, ils doivent occuper le premier rang dans toutes les assemblées du diocèse, excepté dans le Chapitre, où ils conservent leur place ordinaire.

CHAPITRE III

DES ARCHIPRÊTRES ET VICE-ARCHIPRÊTRES

183. En vertu d'une délégation spéciale et toujours révocable, les Archiprêtres sont dépositaires

¹ CABASSUT, *Juris can. theor.*, cap. XIII, n° 2.

d'une partie de la sollicitude du premier Pasteur du diocèse sur les paroisses qui forment le ressort de l'Archiprêtré. Leurs principales obligations sont :

1^o D'observer eux-mêmes, les premiers, les règlements du diocèse avec une grande exactitude, et de se distinguer parmi leurs confrères par leur piété, leur prudence et une plus grande application à acquérir les connaissances ecclésiastiques ;

2^o De s'assurer par une vigilance habituelle si tous les Ecclésiastiques de l'Archiprêtré se conduisent saintement ; s'ils observent les statuts du diocèse ; si chaque Pasteur est exact à résider dans sa paroisse, à instruire les fidèles, à administrer les sacrements, à visiter les malades ; si les registres sont bien tenus ; si les cimetières, les églises, les autels, les ornements, les vases sacrés, les confessionnaux sont dans un état conforme aux saints canons. S'ils observent quelque irrégularité dans la conduite d'un Confrère, ils l'en avertiront charitablement et confidentiellement une fois ou deux ; si ce moyen ne produit pas l'effet désiré, ils se feront une obligation de conscience de nous en prévenir.

184. MM. les Archiprêtres feront, une fois l'année, à moins que l'Archevêque n'y ait fait la visite pastorale, la visite de toutes les paroisses de leur canton. Ils choisiront, s'il se peut, un autre jour que celui de la conférence ; ils pourront, en cette circonstance, y célébrer la sainte Messe, pourvu que ce ne soit pas un jour de dimanche ou de fête. Pour faire la visite, l'Archiprêtre se revêtira du surplis et de l'étole ; le Curé prendra aussi un surplis et une étole pour l'accompagner. Il examinera spécialement : 1^o le tabernacle ; 2^o les pierres sacrées ; 3^o les reliquaires ; 4^o les confessionnaux ; 5^o les fonts baptismaux ; 6^o la clôture du cimetière ; 7^o les ornements et les linges de la sacristie ; 8^o les

vases sacrés ; 9^o les saintes huiles ; 10^o les registres ; 11^o la feuille d'approbation du Vicaire ; 12^o la permission de la domestique ; 13^o les comptes des confréries et ceux des chapelles ; 14^o le livre des Messes de fondation ; 15^o le livre des Messes manuelles. Il s'informerait aussi des cohabitations scandaleuses, s'il en existe dans la paroisse, et des désordres occasionnés par les cabarets. Tous les ans, dans le mois de novembre au plus tard, M. l'Archiprêtre nous fera un rapport sur les résultats de sa visite dans chaque paroisse et sur la conduite des Ecclésiastiques de son Archiprêtré.

185. M. l'Archiprêtre aura grand soin de maintenir dans les réunions ecclésiastiques ce ton de décence, de réserve, de convenance religieuse, qui est si nécessaire à ceux qui tiennent la place de Jésus-Christ parmi les fidèles. Il ne tolérera pas qu'on se permette en sa présence ni récréations bruyantes, ni médisances, ni mauvaises plaisanteries, ni aucun propos déplacé. S'il s'élevait quelque différend entre les Ecclésiastiques du canton, il se ferait un devoir d'interposer ses bons offices avec prudence, afin de rétablir entre eux l'union et la charité ; si sa médiation demeure inefficace, il devra nous en donner connaissance.

186. Après avoir beaucoup travaillé pendant sa vie à consoler les mourants, un Pasteur, placé dans une paroisse isolée, se trouve souvent abandonné lui-même sans secours dans ses derniers moments. Pour obvier à cet inconvénient, nous recommandons à chaque Archiprêtre de se regarder comme le Pasteur de ses Confrères ; il les visitera dans leurs maladies, les avertira lui-même franchement de leur position, les exhortera à recevoir les sacrements de bonne heure, et à faire toutes leurs dispositions de dernière volonté, afin de

ne laisser aucun embarras sur la terre en partant pour le ciel.

187. A la mort d'un Curé, l'Archiprêtre et, à son défaut, le Vice-Archiprêtre, ou le plus ancien Recteur, convoquera les Ecclésiastiques de l'Archiprêtré, fera lui-même la sépulture, et confiera la paroisse à l'un des Recteurs voisins, en attendant que nous y ayons pourvu. Il se fera remettre, en présence de témoins, les registres, ainsi que les titres et papiers qui intéressent le bénéfice ou la fabrique, et conservera le tout sous clef jusqu'à la nomination d'un successeur ou d'un économe. Il aura soin aussi de recoler, en l'assistance de la fabrique, l'inventaire des meubles de l'église et du presbytère, afin que rien ne soit emporté par les héritiers. Il nous fera connaître ensuite le décès de cet Ecclésiastique et le choix du Desservant provisoire, lequel aura, dans l'intervalle, tous les pouvoirs de propre Pasteur. L'Archiprêtre nous exposera en même temps si l'église et le presbytère auraient besoin de quelques réparations pressantes, et s'il n'y aurait aucune difficulté à aplanir dans la paroisse avant d'y pourvoir.

188. MM. les Archiprêtres présideront les conférences, et occuperont toujours la première place dans les réunions ecclésiastiques de l'Archiprêtré ; nous leur accordons les pouvoirs ci-après, savoir :

1^o D'absoudre de tous les cas simplement et spécialement réservés dans le diocèse ¹.

2^o De dispenser *ad effectum petendi debitum conjugale, remotâ occasione, injunctâ gravi pœnitentiâ salutari cum obligatione confidenti semel in mense per tempus arbitrio confessarii statuendum ;*

¹ Nous exceptons les deux premiers spécialement réservés, jusqu'à la publication du *Manuel des Confesseurs*.

3° De commuer les vœux non réservés au Pape, excepté celui de chasteté et de ne pas se marier ;

4° De bénir les croix, les images, les statues, les ornements d'église, les tabernacles, les ciboires, les ostensoirs ;

5° D'accorder aux Ecclésiastiques de l'Archiprêtré la permission de prendre une nouvelle domestique pour un mois, pourvu qu'il conste de son âge et de sa bonne conduite, afin que l'on puisse s'adresser à nous pour obtenir une permission définitive. L'Archiprêtre pourra lui-même prendre une nouvelle domestique à son service pendant un mois, en attendant qu'il ait obtenu de nous la permission requise ;

6° De permettre à MM. les Curés de l'Archiprêtré de s'absenter une fois chaque année pendant quinze jours, pourvu que la paroisse soit alors confiée à un autre Prêtre. Les Vicaires pourront aussi s'absenter pendant quinze jours, moyennant la permission de leur Curé.

189. Lorsque nous le jugerons convenable, nous nommerons un Vice-Archiprêtre, chargé d'aider l'Archiprêtre dans ses fonctions. Ses obligations seront : 1° de remplacer l'Archiprêtre, en cas d'absence ou de maladie ; 2° de transmettre à celui-ci, et à nous-même au besoin, les renseignements particuliers qui pourraient lui parvenir sur l'état des paroisses et la conduite des Ecclésiastiques. Nous accordons au Vice-Archiprêtre le pouvoir d'absoudre des cas simplement réservés et celui de bénir les croix, les images, les ornements d'église, les tabernacles et les ciboires.

190. Les Archiprêtres et les Vice-Archiprêtres pourront se servir des pouvoirs qui leur sont accordés ci-devant, pour le for interne, dans tout le diocèse ; et pour le for externe, dans l'Archiprêtré seulement.

CHAPITRE IV

DES CURÉS, RECTEURS ET VICAIRES

191. Les Curés, quoique amovibles, comme ils l'ont été jusqu'ici, sont néanmoins propres Pasteurs. Par le fait même de leur nomination, ils ont sur la paroisse qui leur est confiée la juridiction et le titre de Curé.

192. Tout Curé devra obtenir de nous une patente de sa nomination et se faire mettre en possession, au plus tard dans le délai d'un mois, par M. l'Archiprêtre ou par un autre Prêtre délégué à cette fin, après avoir fait la profession de foi prescrite par Pie IV, par-devant nous ou par-devant lui. A défaut d'obtenir cette patente, les pouvoirs de Curé qui n'auraient été accordés que par une simple lettre ou verbalement, ne dépasseront pas le terme de six mois ¹.

193. Nous distinguons dans un Vicaire la juridiction du for externe et celle du for interne. La juridiction du for externe, nécessaire pour aider le Curé dans tout ce qui concerne l'administration de la paroisse, lui est accordée par le fait même de sa nomination ; elle est révocable à volonté.

194. La juridiction du for interne, nécessaire pour administrer le sacrement de pénitence, est accordée par des lettres d'approbation délivrées à part et pour un temps limité. Les Vicaires auront grand soin d'en demander la prorogation avant que le terme soit échu, c'est-à-dire avant le 1^{er} novembre.

195. Les Vicaires n'oublieront point que le Curé de-

¹ Conc. Trid., sess. 24, cap. xii. — Voy. l'*Appendice*, n^{os} 1, 2 et 3.

meure spécialement responsable devant Dieu de l'état de la paroisse et du salut des âmes qui y sont ; ils doivent donc exercer les fonctions saintes sous sa dépendance, avec soumission, et ne jamais rien innover, ni s'absenter, sans sa permission. Nous les exhortons à vivre ensemble dans une sainte union, et à partager entre eux les peines et les fatigues du ministère avec une religieuse charité ¹.

196. Dans les réunions ecclésiastiques, les Archiprêtres, les Professeurs et Directeurs du Séminaire, et les Supérieurs des petits-séminaires, prendront rang entre eux selon l'ancienneté de leur ordination. Viendront ensuite dans le même ordre : 1^o les Curés et les Professeurs de philosophie et de rhétorique hors du Séminaire ; 2^o les Vicaires et les Régents.

197. Un Curé a droit au traitement et au supplément de la paroisse, qui lui est confiée, depuis le jour de son entrée jusqu'au jour de sa sortie inclusivement, quelle que soit la date de sa nomination ou de sa patente. S'il n'y a pas de vacance, la congrue, le supplément et le produit des biens-fonds sont partagés entre le Curé précédent et son successeur, en raison du temps de la desserte. L'année commence, à cette fin, le 1^{er} janvier, et finit le 31 décembre.

198. Nous nous réservons de disposer, dans chaque cas particulier, de la portion de congrue qui correspondra au temps de la vacance d'une paroisse, ou en faveur de celui qui remplira les fonctions d'économe, ou en faveur du successeur, ou en faveur de la fabrique, ou de la diviser selon que les circonstances paraîtront l'exiger ².

199. L'application de la Messe *pro populo* les dimanches et fêtes, demeure à la charge du Curé ; lorsque le

¹ Alter alterius onera portate, et sic adimplebitis legem Christi. Gal., 6, 2.

² Conc. Trid., sess. 24, de refor., cap. xviii.

Vicaire sera prié de la célébrer lui-même, le Curé devra appliquer une Messe basse pour lui, ou lui en donner la rétribution.

200. Le casuel ordinaire appartient au Curé ; le Vicaire n'a droit qu'à ce qui lui est accordé pour son assistance personnelle, ou pour l'acquit d'une fondation qui serait faite exclusivement en sa faveur et par nous approuvée. Dans les fonctions journalières, comme services, mariages, sépultures, etc., le Vicaire est toujours censé remplacer le Curé, auquel, par conséquent, le casuel appartient, sauf la rétribution d'une Messe, chaque fois qu'il a célébré. Si le Vicaire reçoit lui-même quelques grand'-Messes, il ne pourra les acquitter qu'avec l'agrément du Curé ¹.

201. Nous défendons aux Vicaires de faire des fiançailles, de bénir un mariage, ou de déléguer un autre Prêtre pour le bénir, sans l'autorisation du Curé, à moins qu'il ne soit absent ; cependant, s'ils le faisaient, le mariage serait valide.

202. Si un Curé amovible est révoqué, ses pouvoirs *in utroque foro* cessent au moment où il reçoit l'avis de sa révocation. Si un Curé donne sa démission, ses pouvoirs cessent lorsqu'il apprend officiellement qu'elle est acceptée ; s'il est changé de paroisse, ses pouvoirs cessent seulement le jour où il quitte définitivement le territoire de la première paroisse. S'il est nommé à une autre paroisse, ses pouvoirs commencent dans la seconde à la date de sa nomination acceptée ; mais il ne doit les exercer au for externe qu'après sa prise de possession. Si, dans le mois qui suit cette formalité, il n'est pas installé canoniquement, ses pouvoirs sont sus-

¹ Résolutions des Questions de conférences de 1836.

pendus jusqu'à l'installation canonique. Lorsqu'un Curé meurt ou change de paroisse, les pouvoirs du Vicaire continuent selon leur teneur jusqu'à révocation.

CHAPITRE V

DES RÉGULIERS

203. La régularité et la piété qui règnent dans les communautés religieuses des deux sexes, qui sont établies dans notre diocèse, nous donnent l'assurance que ceux qui en font partie se montreront toujours dignes de leur sublime vocation, exacts à observer les engagements pris au pied des autels et fidèles à observer les règlements de leur Institut. Par ce moyen, non-seulement ils assureront leur salut, mais ils contribueront puissamment encore à celui des fidèles de ce diocèse.

204. Nous défendons d'établir dans notre diocèse aucune maison religieuse, aucune congrégation séculière ou régulière, sans notre autorisation ¹.

205. D'après le droit canon, quels que soient les privilèges des Réguliers, ils demeurent soumis à la juridiction ou à la surveillance de l'Ordinaire, en cette qualité ou comme délégué apostolique, pour tout ce qui concerne le ministère de la prédication ², le soin du salut

¹ Nec de cetero similia loca erigantur sine episcopi, in cujus diœcesi erigenda sunt, licentia prius obtenta. Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. III.

² Conc. Trid., sess. 5, de reform., cap. II. — Nullus autem sæcularis sive regularis, etiam in ecclesiis suorum ordinum, contradicente episcopo, prædicare præsumat. Ib., sess. 24, de reform., cap. IV.

des âmes ¹, la forme des confessionnaux à placer dans leurs églises, l'administration des sacrements aux personnes qui ne sont pas de la communauté ², la correction des délits commis hors du monastère ³, et même, en certains cas, celle des délits commis dans l'intérieur du monastère.

206. Il leur est défendu par le droit canon :

1^o De laisser entrer les femmes dans la clôture de leur monastère, sous quelque prétexte que ce soit. Les personnes qui violent cette défense encourent une excommunication réservée au Pape ⁴ ;

2^o De prêcher dans leurs églises sans l'agrément de l'Evêque, et dans les autres églises du diocèse sans sa permission et le consentement des Curés ⁵ ;

3^o De baptiser, de bénir les mariages ⁶, de porter le saint Viatique aux malades, de leur administrer l'Extrême-Onction ⁷, de faire des processions hors du monastère et de donner la communion aux fidèles le jour de Pâques ⁸ ;

4^o D'entendre les confessions des séculiers avant de nous avoir fait conster de leur capacité et d'avoir reçu des lettres d'approbation de nous ou de nos Vicaires généraux ⁹ ;

¹ Conc. Trid., sess. 25, de reform., cap. viii.

² Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xi.

³ Conc. Trid., sess. 6, de reform., cap. iii. — Bened. XIV, de synod. diœc., 9, 15, 3 ; ib., 9, 15, 11.

⁴ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xiv.

⁵ Conc. Trid., sess. 5, de reform., cap. ii ; item, sess. 24, de reform., cap. iv. — *Regulares subjecti sunt episcopis tanquam sedis apostolicæ delegatis, prædicantes in ecclesiis suorum ordinum, episcopo contradicente, vel non petita ab e benedictione, aut in alienis ecclesiis sine ejusdem episcopi licentia.* Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 11.

⁶ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xi. — Greg. XV, const. *Inscrutabilis*.

⁷ Clem. I, de Privileg. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 16, 9.

⁸ S. C. episc. et reg., du 25 octobre 1602.

⁹ Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. xv.

5^o De faire publiquement l'exposition du Saint-Sacrement, et de donner la bénédiction dans leur église sans notre permission, excepté pour les offices de la Fête-Dieu ¹;

6^o D'exposer à la vénération des fidèles des tableaux de personnages qui n'auraient été ni béatifiés ni canonisés, ou des reliques qui n'auraient pas été par nous reconnues et approuvées, et de publier sans notre agrément de nouveaux miracles ou de nouvelles indulgences ²;

7^o D'avoir des entretiens au parloir avec des religieuses, à moins que ce ne soit pour des choses nécessaires et en peu de mots ³; ce que nous défendons également aux Prêtres séculiers;

8^o De permettre à des Prêtres étrangers, qui ne seraient pas de leur ordre, de célébrer la sainte Messe dans leur église, sans notre autorisation ⁴.

207. Il leur est ordonné par les lois canoniques :

¹ Sacra congregat. concilii censuit non licere regularibus etiam in eorum propriis ecclesiis sanctissimum eucharistiæ sacramentum publice adorandum exponere, nisi ex causa publica, quæ probata sit ab ordinario. Ex causa autem privata posse, dummodo Ss. Sacramentum e tabernaculo non extrahatur, et sit velatum ita, ut ipsa sacra hostia videri non possit. Die 17 aug. 1630. Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 4.

² Conc. Trid., sess. 25, de invoc. sanctor. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 5.

³ Pluribus pontificiis sanctionibus vetitus fuit regularibus accessus ad moniales, etiam sui ordinis, sine expressa licentia episcopi. Et die 26 nov. 1672 S. C. Concilii respondit nullam, quantumvis honestam et rationabilem causam eximere à gravi culpa regulares accedentes ad moniales sine episcopi licentia, Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 7. — *Const. synod.* du diocèse de Genève, II^e part., tit. X, n^o 9.

⁴ Conc. Trid., sess. 22. Decretum de observ. in celebr. missæ. — Jure cardinalis Spinelli, die 5 jan. 1743, sub pœna suspensionis ipso facto incurrenda, etiam regularibus injunxit nè quempiam exterum sacerdotem in suis ecclesiis celebrare permittant sine prævia ordinarii licentia, quod et à nobis vetitum fuerat in nostra instit. 34, § 1. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 5. — FERRARIS, verbo *Regulares*, art. 1, n^o 47.

1^o De ne faire profession qu'après l'âge de seize ans accomplis et au moins une année entière de noviciat ¹ ;

2^o D'observer les fêtes qui sont de précepte dans le diocèse, de garder les censures qui y sont établies, et de se conformer à la discipline locale, lorsqu'ils sont hors du monastère, en tout ce qui concerne les bonnes mœurs, la chasse, les jeux défendus, la fréquentation des cabarets et celle des personnes du sexe ² ;

3^o D'assister aux processions publiques lorsqu'ils y sont appelés ³.

208. Nous n'avons eu en vue dans tout ce qui précède, que de rappeler les principes canoniques sans rien y ajouter. Nous n'entendons point exclure les exceptions qui seraient portées par le droit, ni les privilèges particuliers qui pourraient avoir été obtenus depuis le saint Concile de Trente ⁴ ;

209. L'Ordinaire doit intervenir dans toutes les réclamations qui seraient faites par des Réguliers sur la validité de leurs vœux, dans les cinq ans, à dater du jour de la profession ⁵.

210. MM. les Curés ne recommanderont jamais à leurs paroissiens les frères quêteurs des ordres mendiants, à moins qu'ils ne présentent l'obédience de leur supérieur, munie de notre légalisation.

211. Nous recommandons aux Prêtres séculiers et réguliers de s'appliquer à conserver toujours l'union et la charité, d'agir de concert dans toutes leurs fonctions, et plus spécialement encore dans l'exercice des missions et

¹ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xv.

² Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xii. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 11.

³ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xiii. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 11.

⁴ Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 15, 2.

⁵ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. xix.

des retraites, parce que la discordance dans les opinions et dans les pratiques est peu édifiante et très nuisible au salut des âmes.

212. Nous recommandons aussi aux Réguliers de ne pas prêcher dans leurs églises tandis que l'Archevêque prêche lui-même ou que l'on prêche en sa présence à la Métropole, ni tandis que l'on prêche dans l'église paroissiale du lieu où leur communauté est établie, pour ne pas détacher les fidèles de leur propre Pasteur¹.

213. Il est défendu par le droit canon, sous peine d'excommunication, d'user de fraude ou de violence d'une manière quelconque envers une personne du sexe, pour la déterminer à embrasser la vie religieuse, ou à faire profession².

214. Les personnes du sexe qui se proposent d'embrasser la vie religieuse, doivent être examinées par nous ou nos Vicaires généraux sur leur vocation, et spécialement sur la spontanéité de leur résolution, une fois avant la prise d'habit, et une seconde fois avant la profession³. Nous défendons aux Supérieures de recevoir sans notre autorisation des Novices qui n'auraient pas obtenu le consentement de leurs parents.

215. Dans toutes les communautés, on aura soin de tenir un registre dans lequel on inscrira les professions le jour même où elles auront lieu. Chaque acte devra être signé par celui qui a fait la profession, par celui qui l'a reçue et par deux témoins. Si le profès ne sait pas écrire, il fera sa marque⁴.

216. Nous défendons aux religieuses : 1^o d'aliéner ou d'hypothéquer les biens immeubles du monastère, ou

¹ Bened. XIV, de Syn. diœc., 9, 17, 6.

² Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. XVIII.

³ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. XXII.

⁴ Clem. VIII, const. *Cum ad regularem*, n^o 35, 19 mars 1603.

d'en acquérir, ou de faire emploi des dots, sans notre consentement ; 2^o de faire prêcher dans leur maison, ou de consulter pour leur direction des personnes qui ne seraient pas par nous approuvées à cette fin. Nous leur ordonnons de nous transmettre un inventaire des livres de leur bibliothèque et de ne pas en acquérir à l'avenir sans notre autorisation.

217. Nous rappelons à tous les Prêtres de ce diocèse, séculiers ou réguliers, que les confesseurs, pourvus d'une approbation ordinaire, ne peuvent pas absoudre validement les religieuses s'ils n'ont obtenu pour cela une juridiction spéciale ; que ceux qui sont approuvés pour une communauté, ne peuvent pas absoudre validement les religieuses d'une autre communauté ; que ceux qui ne sont approuvés que pour les confessions extraordinaires, ne peuvent pas les absoudre hors du temps fixé pour ces mêmes confessions ¹. Cette restriction de juridiction concerne non-seulement les religieuses de chœur, mais encore les sœurs converses et les novices ; et, pour ce diocèse, nous l'étendons à toutes les Congrégations où l'on fait les vœux simples de pauvreté, chasteté et obéissance.

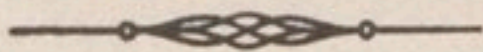
Par dérogation, nous accordons à tout Prêtre approuvé dans le diocèse le pouvoir de confesser les religieuses qui se trouveraient pour quelque temps hors de leur communauté ou en voyage avec une permission, par écrit, de leur Supérieure.

218. Il est défendu à toutes sortes de personnes, de quelque âge, sexe ou condition qu'elles soient, d'entrer dans les monastères de religieuses cloîtrées sans notre permission donnée par écrit, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Il est défendu aux religieuses,

¹ Clem. X, const. *Superna*, anno 1670.

sous la même peine, de violer la clôture, soit en favorisant l'entrée illicite des personnes du dehors, soit en sortant elles-mêmes de la maison sans permission. Lorsque cette entrée a lieu à mauvaise fin, l'excommunication est réservée au Pape ; dans les autres cas, l'Ordinaire peut en absoudre ¹.

219. Les confesseurs et les médecins qui seront obligés d'entrer dans les monastères pour soigner les malades ou leur administrer les sacrements, seront toujours accompagnés de deux religieuses.



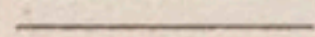
SECONDE SECTION

DES DEVOIRS ECCLÉSIASTIQUES



CHAPITRE PREMIER

DE LA SAINTETÉ ECCLÉSIASTIQUE ET DES MOYENS DE L'ACQUÉRIR



220. Les Prêtres doivent être saints, 1^o parce que, comme tous les autres hommes, ils ont une âme à sauver, un jugement à subir à la fin de la vie, un héritage dans le ciel à espérer, un enfer à redouter ; 2^o parce qu'ils tiennent la place de Jésus-Christ parmi les hom-

¹ Conc. Trid., sess. 25, de reg., cap. v. — Bened. XIV, const. *Salutare*, du 3 janvier 1742. — FERRARIS, verbo *Conventus*, art. 3, n^o 9. — CABASSUT, lib. V, cap. xv, n^o 21.

mes¹ : ils sont les représentants et les dépositaires de son autorité ; 3^o parce qu'ils ont de grandes fonctions à remplir : ils célèbrent la sainte Messe, ils communient tous les jours, ils président à la prière des fidèles ; ils leur montrent le chemin du ciel par leurs instructions et les sanctifient par l'administration des sacrements² ; 4^o parce qu'ils ont à leur disposition beaucoup plus de moyens de salut que les autres hommes. Quand un Pasteur ouvrirait le ciel à tous ceux qui lui sont confiés, s'il se perd lui-même, il n'en sera pas moins malheureux éternellement³. Sa propre sanctification est donc son premier devoir. Nous recommandons, à cette fin, à tous les Prêtres de notre diocèse, 1^o de prendre Jésus-Christ pour modèle, d'examiner avec soin toutes les actions de sa vie dans l'Évangile, de se pénétrer de son esprit, sans lequel on ne peut être à lui⁴ ; de faire de ses maximes la règle de leur conduite et de s'appliquer à agir en toute occasion comme il agirait lui-même à leur place.

221. Nous leur recommandons, 2^o de prier avec ferveur. Les lumières et les forces nécessaires au salut viennent de Dieu ; pour les obtenir, il faut les demander ; il faut recourir à lui dans les petites choses comme dans les plus grandes, parce que, seul, l'homme ne peut rien⁵. Un Pasteur doit encore considérer qu'il y a beaucoup de personnes dans sa paroisse qui ne prient point ou qui prient mal : c'est à lui d'y suppléer et de faire des-

¹ Pro Christo ergo legatione fungimur, tanquam Deo exhortante per nos. II, Cor., 5, 20.

² Sic nos existimet homo ut ministros Christi et dispensatores mysteriorum Dei ; hic jam quæritur inter dispensatores ut fidelis quis inveniatur. I, Cor., 4, 1.

³ Matth., 16, 26.

⁴ Rom., 8, 9.

⁵ Joann., 15, 5.

cendre chaque jour comme une pluie de grâces sur ceux qui lui sont confiés. Pendant la récitation de l'office divin et la célébration de la sainte Messe, il doit se les représenter tous comme rassemblés autour de lui; la vue de leurs besoins excitera sa ferveur.

222. Nous leur recommandons, 3^o d'employer, tous les jours, une demi-heure à l'exercice de la méditation. En effet, pour qu'un Prêtre soit saint, il faut que son esprit soit toujours rempli de bonnes pensées et son cœur de bons sentiments; or, les bonnes pensées et les bons sentiments ne découlent-ils pas de la méditation comme de leur source naturelle? Un bon Prêtre a toujours la loi de Dieu dans son esprit et dans son cœur¹; il en examine successivement tous les points; il y puise, chaque jour, une augmentation de lumière, de foi, de piété et d'amour de Dieu. Ces saintes dispositions communiquent à ses paroles une onction religieuse qui pénètre tous les cœurs; tandis qu'un prêtre sans méditation n'est en chaire qu'un airain sonnante²

223. Nous leur recommandons, 4^o de se procurer un choix des meilleurs livres de piété, tels que l'*Imitation de Jésus-Christ*, les *Œuvres de saint François de Sales*, le *Combat Spirituel*, *Rodriguez*, les *Méditations de saint Augustin*, celles de *saint Bernard*, du *P. Judde*, de *Bellecuis*, de *Petit-Didier*, etc., et de ne laisser passer aucun jour sans y faire une lecture. Les bons livres sont comme un trésor dans lequel les Saints ont mis en dépôt tout ce qu'ils avaient de lumière dans l'esprit et de piété dans le cœur. Celui qui les lit assidûment peut s'approprier peu à peu toutes ces richesses.

224. Nous leur recommandons, 5^o la pratique de l'exa-

¹ Lex Dei ejus in corde ipsius. Ps. 36, 31.

² Æs sonans aut cymbalum tinniens. I Cor., 13. 1.

men de conscience. Pour se sanctifier, il faut s'étudier soi-même et s'observer de près. En faisant un examen le matin, on prévoit les devoirs et les dangers de la journée; en faisant un examen particulier pendant le jour, on reconnaît ses vices, et on les déracine peu à peu; en faisant un examen de sa conduite vers le soir, on se juge soi-même par anticipation, et l'on se prépare ainsi plus sûrement au jugement de Dieu¹. Si l'on tombe dans l'aveuglement d'esprit, c'est toujours parce qu'on ne s'examine pas, ou parce qu'on s'examine mal.

225. Nous leur recommandons, 6^o la pratique de la présence de Dieu. Celui qui n'oublie jamais que Dieu est présent, qu'il le voit, qu'il enregistre tout, qu'il réserve une récompense ou une punition à chacune de ses œuvres, trouvera toujours dans ce souvenir beaucoup de force², d'encouragement et de consolation³.

226. Nous leur recommandons, 7^o de fréquenter le sacrement de pénitence tous les huit ou quinze jours, afin de ne jamais monter au saint autel qu'avec une grande pureté de conscience. *Sunt qui dicunt et non faciunt⁴; quid mirum indè si frigidè vivant? si plurimis et turpibus tentationibus vexentur? si in desideria cordis eorum tradantur⁵, imo si in gravia peccata labantur? si terra quam incolunt, proferens spinas et tribulos, reproba sit et maledicto proxima⁶? Caveant etiam pii sacerdotes sacerdotum exomologesim excipientes, ne alienis peccatis ipsi contaminentur, consuendo pulvillos sub cubito eorum⁷,*

¹ I, Cor., 11, 31.

² Providebam Dominum in conspectu meo semper: quoniam a dextris est mihi, me commoveat. Ps. 15, 8.

³ Memor fui Dei et delectatus sum. Ps. 76, 4.

⁴ Matth., 23, 3.

⁵ Rom., 1, 4.

⁶ Hebr., 6, 8.

⁷ Ezech., 13, 8.

absolutionem iis largiendo, qui nec verè conversi sunt, nec sufficienter probati; audiant Christum dicentem: Si cæcus cæco ducatum præstet, ambo in foveam cadunt¹; timidis.... pars illorum erit in stagno ardenti igne et sulphure². Recordentur quoque verba Sapientis: Noli quærere fieri iudex, nisi valeas virtute irrumpere iniquitates³. Attentè legantur ea quæ à theologis et maximè à Ligorio, lib. VI, à N^o 675 usque ad Num^o 705, circa Sollicitantes et Complices traduntur; legantur etiam Constitutiones Pontificiæ ab eodem auctore initio tomi primi relatae.

227. La retraite ecclésiastique qui a lieu chaque année dans notre Séminaire, est un exercice de la plus grande importance pour la sanctification du clergé et la conservation de la discipline dans notre diocèse; l'expérience nous apprend à l'apprécier toujours de plus en plus. En conséquence:

1^o Nous exhortons les Prêtres de notre ville archiépiscopale et des environs à y assister tous chaque année avec exactitude.

2^o Nous exhortons ceux des Archiprêtres plus éloignés à prendre entre eux les arrangements nécessaires pour que la moitié au moins puisse s'y rendre chaque année, et tous, de deux ans l'un.

3^o MM. les Curés et Vicaires pourront se faire remplacer durant la retraite au moyen du binage, que nous accordons à cette fin. Il suffira même que l'on puisse procurer à la paroisse pendant ce temps une seule Messe basse; nous les dispensons de tout le surplus de l'office paroissial. L'édification qui en résultera pour les fidèles et les sentiments de piété dont le Pasteur se

¹ Matth., 15, 14.

² Apocal., 21, 8.

³ Eccl., 7, 6.

montrera animé à son retour, suppléeront avantageusement à cette omission.

4^o Les Vicaires qui n'assisteront pas à la retraite au moins de deux ans l'un, n'obtiendront point la prorogation de leurs pouvoirs sans en faire une en particulier. Pour leur en donner mieux la facilité, MM. les Curés leur tiendront compte de ce qu'ils reçoivent pour leur pension durant le même temps : cette exception est accordée seulement pour les retraites qui se feront au Séminaire du diocèse.

5^o Nous exhortons tous les Ecclésiastiques qui ne pourraient pas assister à la retraite publique, à y suppléer, s'il leur est possible, en faisant, avant ou après, une retraite particulière au Séminaire ; nous les autorisons aussi à se faire remplacer pour cela au moyen du binage.

CHAPITRE II

DE L'HABIT ECCLÉSIASTIQUE

228. Rien ne porte aussi efficacement les fidèles à la piété que la sainteté du Pasteur. Son costume, sa tenue, sa démarche, son langage, tout en lui doit être sacerdotal et digne de celui dont il tient la place ¹. Le rang élevé qu'il occupe dans la paroisse, attire sur lui tous les regards ; toutes ses actions sont minutieusement examinées et jugées avec sévérité au tribunal de chaque famille. Il doit donc bien réfléchir sur ce qu'il est, et sur

¹ II, Cor., 5, 20.

ce qu'il doit être, et ne jamais se permettre une action ni une parole qui ne répondraient pas à la sainteté de son caractère ¹.

229. Nous défendons de prendre ou de porter l'habit ecclésiastique dans notre diocèse sans une permission spéciale de notre part. Nous ordonnons à tous les clercs tonsurés de le porter constamment, tel qu'il est prescrit au Séminaire, et notamment d'avoir toujours : 1^o les cheveux courts ; 2^o la tonsure visible, conforme à l'ordre qu'ils ont reçu ; 3^o la soutane ; 4^o le rabat et la ceinture ; 5^o les bas noirs ; 6^o le chapeau de la forme usitée ².

230. Nous recommandons instamment aux Ecclésiastiques, et spécialement aux Vicaires et aux Séminaristes, d'éviter dans leur vêtement et leur ameublement toute apparence de luxe et de vanité ³ ; de ne point chercher à imiter les usages du monde dans la manière de soigner leurs cheveux, ni dans la forme ou la couleur de

¹ Nihil est quod alios magis ad pietatem et Dei cultum assidue instruat, quam eorum vita et exemplum, qui se divino ministerio dedicarunt. Cum enim à rebus seculi in altiorē sublati locum conspiciantur, in eos, tanquam in speculum, reliqui oculos conjiciunt, ex iisque sumunt quod imitentur. Qua propter sic decet omnino clericos in sortem Domini vocatos, vitam moresque suos omnes componere, ut habitu, gestu, incessu, sermone, aliisque omnibus rebus, nil, nisi grave, moderatum ac religione plenum præ se ferant ; levia etiam delicta, quæ in ipsis maxima essent, effugiant ; ut eorum actiones cunctis afferant venerationem. Conc. Trid., sess. 22, de reform., cap. 1.

² Etsi habitus non facit monachum, oportet tamen clericos vestes proprio congruentes ordini semper deferre ; ut per decentiam habitus extrinseci morum honestatem intrinsecam ostendant. Tanta autem hodie aliquorum inolevit temeritas religionisque contemptus, ut propriam dignitatem et honorem clericalem parvi pendentes, vestes etiam deferant publice laicales, pedes in diversis ponentes, unum in divinis, alterum in carnalibus. Propterea omnes ecclesiasticæ personæ, si postquam ab episcopo suo moniti fuerint, honestum habitum clericalem non detulerint, per suspensionem ab ordinibus, ac officio coerceri possint et debeant. Conc. Trid., sess. 14, de ref., cap. vi.

³ Clericus professionem suam et habitu et incessu probet ; et ideo nec vestibus nec calceamentis decorem quærat. Distinct. 41, cap. viii.

leurs habits, et de ne porter des bottes et des pantalons que dans les cas vraiment utiles. Nous défendons de célébrer avec des pantoufles d'étoffe, à moins qu'elles ne soient entièrement noires. Mais, en même temps, nous leur recommandons aussi d'éviter avec soin la négligence et la malpropreté¹ ; avec le vrai esprit ecclésiastique, on peut facilement allier la pauvreté évangélique et la propreté qu'exige la bienséance chrétienne, et trouver ainsi un juste-milieu également éloigné de tous les excès.

CHAPITRE III

DE L'HABITATION

231. Nous défendons aux Curés de fixer leur demeure ailleurs que dans la maison presbytérale, ou dans l'habitation destinée à en tenir lieu², ainsi que de prendre des laïques en pension sans notre agrément, à moins que ce ne soient des écoliers. Nous défendons aussi aux Vicaires d'habiter ailleurs qu'au presbytère avec le Curé.

232. Les Ecclésiastiques qui ne sont ni Curés, ni Vicaires, devront habiter seuls ou chez leurs proches parents ; nous leur défendons de se mettre en pension chez les séculiers sans notre permission.

233. Nous défendons à tous les Ecclésiastiques qui sont dans les ordres sacrés, de retenir chez eux, soit

¹ Ne in habitu clericali aut studiosius exquisita cultûs elegantia, aut nimis abjecta negligentia et affectatæ sordes appareant. Conc. Med. I, pars I, p. 16.

² Conc. Med. I, pars I, p. 17.

dans la maison où ils sont chefs de famille, aucune femme ou fille, de quelque âge et condition qu'elle soit, en qualité de domestique, ou sous un autre titre quelconque, et cela sous peine de suspense à encourir par le seul fait et spécialement réservée, sauf les personnes et les cas exceptés ci-après.

234. Les personnes permises par le droit et par l'usage de ce diocèse, sont la mère et les autres ascendantes en ligne directe, la belle-mère, la tante, la sœur et la nièce. Nous engageons les Ecclésiastiques à n'user même de cette permission qu'avec un sage discernement. Il ne doit rien y avoir dans un presbytère qui ne soit un sujet d'édification. Une sœur ou une nièce encore jeune, d'un caractère léger, sans prudence et sans piété, peut former dans la paroisse des liaisons dangereuses, et donner ainsi de graves ennuis à un Pasteur. Nous défendons même entièrement à tout Curé qui a un Vicaire, de retenir chez lui une parente qui n'aurait pas l'âge requis pour les domestiques ordinaires ¹.

235. Nous exhortons encore les Curés à ne pas retirer facilement leurs parents chez eux, à moins qu'il ne s'agisse d'un père ou d'une mère à soigner, ou de quelques enfants à instruire. Nous leur défendons de tenir dans leurs maisons les ménages et les petits enfants de leurs parents, même les plus proches ; ils les soulageront plutôt de toute autre manière, s'ils sont dans le besoin.

236. La censure portée à l'art. 228 ci-dessus sera encourue de fait, s'il s'agit d'une personne reçue au presbytère en qualité de domestique, par une habitation

¹ *Const. synod.* du diocèse de Maurienne, art. 166. — *Const. synod.* du diocèse de Tarentaise, II^e partie, II^e sect., chap. iv, art. 5. — *Const. synod.* du diocèse d'Aoste, art. 99.

continué au delà de huit jours sans permission, et s'il s'agit d'une personne honnête qui viendrait faire visite au Pasteur, par un séjour prolongé au delà d'une semaine. On pourra cependant, dans le cas d'un besoin réel, pour raison de maladie, soit du Pasteur, soit de la domestique ou de travaux quelconques, prendre les ouvrières nécessaires, pourvu que ce soient des personnes de bonne réputation, de l'âge requis, s'il se peut, pour quinze jours au plus, sauf les cas de maladie, et pourvu qu'on soit exact à les renvoyer aussitôt que le besoin aura cessé.

237. Lorsqu'un Ecclésiastique désirera prendre une domestique à son service, il nous adressera une supplique, à laquelle il joindra son acte de baptême et un certificat de bonne conduite, délivré par le Curé de la paroisse où elle a demeuré jusqu'alors. Si elle est de sa paroisse, ce certificat sera délivré par l'Archiprêtre. Nous déclarons, à ce sujet : 1^o que nous n'accorderons jamais cette permission pour une personne mariée, ni pour une personne qui n'aurait pas au moins trente ans accomplis, soit qu'il s'agisse d'une première ou d'une seconde domestique ; 2^o que nous ne l'accorderons que par écrit. Celles qui auraient été accordées ou prorogées de vive voix par le passé, cesseront d'avoir leur effet trois mois après la publication des présentes Constitutions ; 3^o que nous ne l'accorderons ordinairement que pour une année. Nous réservons à nous et à nos Vicaires généraux le droit de la proroger. Nous en fixerons généralement le terme au 1^{er} novembre de chaque année, et nous déclarons que, pourvu qu'un Ecclésiastique nous ait adressé son recours avant ledit jour, la permission sera, par là même, censée prorogée jusqu'au 1^{er} janvier suivant.

Sauf le cas d'une autorisation spéciale que nous n'ac-

corderons que très difficilement, la permission, obtenue par un Ecclésiastique de prendre une domestique à son service, cessera de fait lorsqu'il lui devra plus de trois années ou l'équivalent de trois années de salaire, à quelque titre que ce soit.

238. Cette permission est nécessaire, non-seulement pour les personnes que l'on reçoit au presbytère à demeure fixe, mais encore pour celles de la paroisse qui iraient au presbytère pendant le jour, pour un service ordinaire et continu.

239. Nous n'accorderons point aux Curés la permission de recevoir au presbytère les maîtresses d'école, soit pour l'habitation, soit même seulement pour les repas, cela nous paraissant contraire à l'esprit de l'Eglise et peu propre à édifier les fidèles. Cette observation ne concerne point les cas où la domestique ordinaire ferait elle-même l'école aux petites filles, pourvu que cet enseignement ait lieu hors de la maison presbytérale.

240. Nous recommandons à tous les Ecclésiastiques de mettre beaucoup de circonspection dans le choix de leurs domestiques, de surveiller leur conduite avec une grande attention, afin que par leur piété elles puissent toujours servir de modèles aux personnes de leur sexe ; de n'écouter que très difficilement les rapports qu'elles pourraient se permettre sur la conduite des paroissiens ; de les retenir constamment dans les limites de leur devoirs et de leur condition, et, par respect pour leur caractère, ainsi que dans l'intérêt des convenances, de ne jamais les admettre à leur table ; ce que nous défendons absolument. Nous exceptons de cette défense la mère et la sœur du Pasteur, s'il n'a pas de Vicaire, et la mère seulement, s'il en a un. Cet article ne concerne les parentes

que lorsqu'elles demeurent au presbytère en qualité de domestiques.

241. Nous croyons devoir maintenir la défense faite par notre prédécesseur à MM. les Curés ainsi qu'à leurs Vicaires, d'entendre en confession les personnes qui sont en service au presbytère, sauf le cas de maladie. Cependant, eu égard aux difficultés qui existent quelquefois dans les communications, lorsqu'elles se seront confessées une fois dans le mois à un autre prêtre, elles pourront ensuite s'adresser à eux jusqu'à la fin du mois.

CHAPITRE IV

DE LA CONVERSATION

242. Un bon Pasteur doit regarder tous ses paroissiens comme ses enfants, comme des âmes rachetées par le sang de Jésus-Christ, qu'il est chargé de conduire au ciel ; il doit toujours les écouter comme un père, s'intéresser à leur sort et prendre part à toutes leurs peines.

Il évitera avec un soin égal cet air de fierté, qui pourrait faire croire qu'il les méprise, et ces familiarités triviales qui le feraient mépriser lui-même. S'il se permettait de prendre part à leurs jeux, à leurs veillées, à leurs divertissements, il compromettrait son caractère et exposerait son salut ; il lui convient de ne paraître dans les familles que lorsque les fonctions de son ministère l'y appellent.

Jésus-Christ a dit : *Regnum meum non est de hoc mundo* ¹.

¹ Joann., 18, 36.

Toute sa vie a été conforme à cette maxime. Ceux qui continuent son ministère sur la terre, doivent l'imiter, ne point se mêler des affaires politiques, ne jamais en parler en chaire, et conserver aussi sur ce point une grande réserve dans les conversations, parce qu'une seule parole irréfléchie, rapportée par la malveillance et mal interprétée, suffit souvent pour les compromettre et les exposer à de graves désagréments.

243. Les Pasteurs auront toujours pour les personnes constituées en autorité tous les égards convenables, parce qu'il est très avantageux au bien spirituel d'une paroisse d'agir en tout de concert avec elles. Ils doivent renfermer leur zèle dans le cercle des obligations de leur saint état, et ne point se mêler de ce qui concerne l'administration temporelle d'une commune, si ce n'est pour apprendre à chaque fidèle ses obligations à cet égard.

244. S'il existe dans la paroisse quelques personnes peu favorablement disposées envers la religion, ils éviteront de former avec elles des liaisons particulières, qui seraient tout à la fois dangereuses pour eux et peu édifiantes pour les fidèles ; ils conserveront néanmoins envers elles tous les ménagements que doit leur inspirer la charité chrétienne et l'espérance de les ramener, tôt ou tard, à de meilleurs sentiments.

245. Il est des Pasteurs qui ont la parole dure et acerbe ; qui sont trop souvent de mauvaise humeur ; qui, au presbytère, en chaire et au confessionnal, emploient facilement des expressions âpres et rebutantes. Leur ministère n'obtient pas de succès, parce qu'il n'est pas conforme à l'esprit de celui qui a dit : « Apprenez de moi que je suis doux et humble de cœur ¹. » Nous leur recommandons spécialement de ne jamais donner aux enfants des

¹ Matth., 11, 29.

punitions rigoureuses, quelle que puisse être leur indocilité, et surtout de ne jamais en frapper aucun pour quelque motif que ce soit.

246. Rien de plus essentiel pour un Ecclésiastique que d'éviter toute familiarité, tout rapport particulier avec les personnes d'un sexe différent ; il ne doit, pour l'ordinaire, s'occuper de leur salut qu'en chaire et au confessionnal : si, quelquefois, il est obligé de leur parler au presbytère, ce doit être rarement, en peu de mots et avec beaucoup de réserve et de gravité ¹. Nous défendons absolument de faire aller habituellement au presbytère des personnes d'un sexe différent, dans la vue de leur donner des avis de direction ou de leur apprendre à lire, à écrire ou à chanter des cantiques ou, enfin, sous quelque prétexte que ce soit ².

247. Un bon Prêtre aime toujours à fréquenter les bons Prêtres ; ils s'entretiennent ensemble de choses édifiantes, se communiquent leurs réflexions, s'encouragent à faire le bien, et, par là, ils font insensiblement de grands progrès dans l'art si difficile de se sanctifier soi-même et de sanctifier les autres. Sur le nombre, il faut en choisir un qui soit plus particulièrement le confident de nos peines, qui nous aide de ses conseils et qui ait le courage de nous dire la vérité tout entière ; mais, pour cela, il faut aussi que nous soyons disposés à l'entendre. Demandons à Dieu, cet ami fidèle, que l'Écriture appelle un trésor ³ ; écoutons ses avis et mettons-les soigneusement à profit, même quand ils contrarient le plus nos inclinations naturelles.

¹ Tua cum mulieribus colloquia vel nulla sint, vel rarissima et brevissima. S. Basil., const., cap. iv,

² De cohab. cler. et mul., cap. ii.

³ Amicus fidelis protectio fortis ; qui invenit illum, invenit thesaurum. Eccl., 6, 14.

248. Nous recommandons généralement aux Ecclésiastiques de se montrer en toute occasion pleins de prévenance et de charité pour leurs Confrères ¹ ; de respecter en eux le caractère sacerdotal ; de ne jamais se permettre à leur égard aucune mauvaise plaisanterie, aucun propos désobligeant, surtout en présence des laïques ; nous leur défendons absolument de se tutoyer. Nous recommandons particulièrement aux jeunes prêtres de respecter les vieillards du sanctuaire et de ne parler en leur présence qu'avec réserve et modestie ².

CHAPITRE V

DES RÉCRÉATIONS

249. L'esprit du christianisme est essentiellement un esprit de pénitence et de mortification. C'est une obligation pour les Ecclésiastiques d'en donner l'exemple par la pratique d'une constante et sévère tempérance. Nous leur recommandons de ne pas perdre le temps à table en des conversations inutiles, et de se souvenir toujours de ces paroles de saint Paul : « Soit que vous mangiez, soit que vous buviez, et quoi que vous fassiez, faites tout pour la gloire de Dieu ³. » Nous leur recommandons aussi de ne pas donner des repas somptueux et de recevoir toujours leurs confrères d'une manière simple et modeste.

¹ Charitate fraternitatis invicem diligentes, honore invicem prævenientes. Rom., 12, 10.

² Coram cano capite consurge, et honora personam senis. Levit., 19, 32.

³ I. Cor., 10, 31.

250. Si un Ecclésiastique croit quelquefois convenable d'accepter une invitation chez des séculiers, ce qui ne doit avoir lieu que rarement, il s'y conduira avec beaucoup de retenue et tâchera d'inspirer à tous les convives un respect religieux, ne tolérant jamais un propos messéant, ne provoquant personne à chanter, n'applaudissant point à des chansons profanes, ne chantant jamais lui-même ¹, ne demeurant à table que le temps convenable, et récitant à haute voix la prière ordinaire avant et après le repas, s'il le peut convenablement ². Selon l'opinion commune des bons Prêtres, il y a presque toujours plus d'inconvénients que d'avantages à intervenir aux repas de noces ; nous défendons aux Ecclésiastiques d'y assister.

251. Nous recommandons très spécialement aux Vicaires de ne pas se répandre dans le monde, de ne faire des visites dans les familles de la paroisse que lorsqu'ils y sont appelés pour l'exercice de leur ministère, et de n'y accepter aucune invitation, pas même pour déjeuner ou pour goûter, à moins que ce ne soit en la compagnie de M. le Curé.

252. Conformément aux saints canons, nous défendons à tout Ecclésiastique de jouer aux jeux illicites, ainsi que d'y assister pour voir jouer ³. On doit placer au nombre des jeux illicites dans le diocèse les cartes et les loteries ⁴. La défense relative aux loteries ne comprend

¹ Non liceat clerico inter epulas cantare. Conc. Antiss.

² Distinct. 44, cap. VIII.

³ Clerici ad aleas et taxillos non ludant, nec hujusmodi ludis intersint. De vit. et hon. cleric., cap. xv.

⁴ Ab alea, tesseris, chartis, et quovis alio vetito ludo, cum privatim, tum publice, penitus abstineant. Conc. Burdig. ann. 1583. — Ne pagellis pictis aliove hujusmodi ludi genere ludant, aut ludentes spectent. Conc. Aquens. 1585. — Non ludant aleis, tesseris, chartis, aut alio ludo prohibito. Conc. Narbonn., 1607. — Vid. Bened. XIV, de Syn. diœc., 11, 10, 3.

pas celles qui auraient lieu pour quelques objets particuliers, tels qu'un tableau, une montre, etc.

253. Lorsque, pour se procurer un honnête délassément, les Ecclésiastiques se permettront de jouer à quelque jeu non défendu, ils auront soin, 1^o de ne pas jouer en public; 2^o de ne pas jouer avec des laïques, sauf les exceptions commandées par de graves convenances¹; 3^o de ne jouer ni repas, ni argent, ni rien qui soit estimable à prix d'argent, à moins qu'il ne s'agisse d'objets de très peu de valeur²; 4^o de ne pas y employer un temps trop considérable. Un Prêtre, et surtout un Prêtre à charge d'âmes, qui emploierait un temps considérable au jeu, ne serait plus excusable devant Dieu.

254. Nous leur recommandons d'éviter avec soin les courses et les voyages inutiles, de n'en jamais entreprendre que lorsque la gloire de Dieu et le salut des âmes ou des affaires importantes l'exigeront. Dans les voyages nécessaires, ils se conduiront de manière à édifier par leur modestie et leur piété tous ceux qui les verront. Nous leur recommandons aussi de ne paraître aux foires et aux marchés que dans les cas d'une absolue nécessité, et de loger au Séminaire plutôt que partout ailleurs, lorsqu'ils viendront dans notre ville archiépiscopale.

255. Nous leur défendons sévèrement de porter des armes et d'aller à la chasse, parce que cet exercice leur est interdit par les saints canons; il entraîne beaucoup de dissipation; il fait négliger l'étude, la prière, les devoirs de son état, et n'est propre qu'à scandaliser les fidèles³.

¹ Ne clerici publice ludant, maxime cum laicis. Conc. Senon., 1528.

² Nec pecunia intercedat in ludo, nec quidquam quod facile pecunia æstimari possit. Conc. Med. I. part. II, de ludis.

³ Presbyteris atque diaconibus canes ad venandum habere non liceat. Conc. Epaon., can. 4. — Clericorum arma sunt orationes et lacrymæ; idcirco edicimus ne clerici arma conjusvis generis ad offensionem vel etiam ad defensionem ferant. Conc. Med. I, part. I, p. 17.

256. Les Ecclésiastiques de notre diocèse sont trop pénétrés de l'esprit de leur état, pour se laisser aller à des manquements qui y seraient totalement opposés.

Néanmoins, pour prévenir tout abus éventuel, nous leur défendons sévèrement d'assister au spectacle ou au bal, sous quelque prétexte que ce soit. Nous leur défendons absolument aussi l'usage *de la pipe et du cigare*. Il est inconciliable avec les fonctions ecclésiastiques, et surtout avec l'obligation d'entendre les confessions et de visiter les malades ; il scandalise les populations chrétiennes ; il est opposé à l'esprit de mortification et de pauvreté qui doit distinguer la vie du Prêtre.

257. Nous défendons, sous peine de suspense à encourir par le seul fait et spécialement réservée, à tous les Ecclésiastiques de notre diocèse, de boire au cabaret, dans la paroisse ou dans la ville où ils ont leur domicile ordinaire, du vin, de la bière ou autre liqueur enivrante quelconque, sauf les exceptions indiquées ci-après ¹.

258. On doit entendre par *cabaretiers* ceux qui sont reconnus comme tels dans la paroisse, et qui vendent du vin ou d'autres liqueurs enivrantes, à boire chez eux, à tous ceux qui en demandent ; et par *cabarets* tous les endroits dont le cabaretier a l'usage et où il reçoit les étrangers.

259. Nous exceptons, de la défense ci-dessus, 1^o le cas de nécessité qui n'est soumis à aucune loi : ainsi, un Ecclésiastique qui est allé remplir une fonction dans un village éloigné, et qui s'y trouve fatigué au point de ne pouvoir pas facilement revenir chez lui, peut alors prendre un repas au cabaret.

Nous exceptons, 2^o certaines maisons honnêtes où l'on vend quelquefois du vin, mais rarement et seule-

¹ Clerici tabernas prorsus evitent, nisi forte causa necessitatis in itinere constituti. De vit. et hon. cler., cap. xv. Item, distinct. 44, cap. iv.

ment dans des circonstances particulières ; un Ecclésiastique peut y accepter un repas avec les personnes de la famille, pourvu que ce ne soit ni en payant, ni dans les endroits où l'on vend aux étrangers.

Nous exceptons, 3^o le cas où un Ecclésiastique serait invité à prendre un repas dans une auberge par un Evêque, par le Préfet ou par une autre personne de distinction qui se trouverait en voyage.

Nous exceptons, 4^o le cas où un Ecclésiastique serait invité à manger en famille chez un cabaretier, son parent au premier ou au second degré.

CHAPITRE VI

DES AFFAIRES TEMPORELLES

260. Un ministre de Jésus-Christ ne doit pas oublier que celui dont il s'honore d'être le disciple, n'avait pas où reposer sa tête ¹, que les Apôtres ont tout abandonné pour le suivre ², et que lui-même a pris le Seigneur pour son héritage le jour où il est entré dans la cléricature ³ ; Plein de ces nobles sentiments, un bon Prêtre compte le ciel pour tout et la terre pour rien ; sa charité n'a point de vues temporelles ⁴ ; il dit comme le roi de Sodome à Abraham : « Donnez-moi les âmes et gardez le reste ⁵ ; » il dit comme saint Paul aux Corinthiens : « C'est vous que

¹ Luc., 9, 58.

² Luc., 5, 11.

³ Psal., 15, 5.

⁴ Charitas non quærit quæ sua sunt. I. Cor., 13, 5.

⁵ Da mihi animas, cætera tolle tibi. Gen., 14, 21.

je recherche et non vos biens ¹ ; » il ajoute avec le même Apôtre : « Je sacrifierai très volontiers tout ce que j'ai et je me sacrifierai moi-même pour le salut de vos âmes ² ; » et, en effet, s'il ne peut pas faire par lui-même tout le bien désirable, il consacre le peu qu'il possède à le faire faire par d'autres. Que sa paroisse soit agréable ou pénible, riche ou pauvre, pourvu qu'il ait du pain chaque jour et les vêtements nécessaires, il ne désire pas davantage ³ ; le surplus est le patrimoine des pauvres. Afin de maintenir toujours les Ecclésiastiques de notre diocèse dans cet esprit de détachement, nous leur défendons, 1^o d'exercer aucune sorte de négoce, soit par eux-mêmes, soit par des personnes interposées ⁴ ; 2^o d'entrer dans aucune société de commerce ; 3^o de se charger de l'administration des biens de qui que ce soit ; 4^o d'accepter une tutelle sans notre agrément. Nous les exhortons aussi à ne pas s'engager par des cautionnements ; à ne pas marier leurs parents ou parentes dans la paroisse où ils sont placés ; à ne pas y acquérir des immeubles ; à ne pas même y placer des capitaux, à moins qu'il ne s'agisse de quelques prêts de charité, parce qu'au témoignage de l'expérience, toutes ces choses sont nuisibles au succès de leur ministère.

261. Nous défendons à tous les Ecclésiastiques du diocèse d'exercer le magnétisme ⁵, ou la médecine, ou la

¹ Non quæro quæ vestra sunt, sed vos. II. Cor., 12, 14.

² Ego autem libentissime impendam et superimpendar ipse pro animabus vestris. II. Cor., 12, 15.

³ Habentes alimenta, et quibus tegamur, his contenti sumus; nam qui volunt divites fieri, incidunt in tentationem, et in laqueum diaboli, et in desideria multa inutilia et nociva, quæ mergunt homines in interitum et in perditionem; radix enim omnium malorum est cupiditas. I. Tim., 6, 8.

⁴ Nemo militans Deo implicat se negotiis secularibus. II. Tim., 2, 4. — Clerici officia vel commercia secularia non exercent. De vit. et hon. cleric., cap. xv. — Bened. XIV, consc. Apostolicæ, 25 febr. 1741.

⁵ S. C. Inquisitionis, die 21 april. 1841.

chirurgie, notamment en ce qui concerne le rétablissement des membres disloqués, parce que cet exercice leur est interdit par le droit, et ne convient d'ailleurs aucunement à la sainteté de leur état ¹.

262. Le moment de la mort est redoutable pour tous les hommes ; il l'est encore davantage pour les Prêtres, à cause de la grande responsabilité dont ils sont chargés. Isolés dans une campagne, éloignés de leurs confrères, ils sont privés non-seulement des consolations et des avis que les autres malades reçoivent de leur Pasteur, mais souvent même des sacrements, faute de précaution ou de courage de la part de ceux qui les assistent. Nous leur recommandons, 1^o de tenir parfaitement en ordre les diverses comptabilités dont ils peuvent être chargés, soit pour la fabrique, soit pour la congrégation de charité, ou pour les écoles, ou pour les confréries, ou pour les particuliers qui leur auraient confié quelques dépôts, ou pour les services religieux fondés dans la paroisse, ou pour Messes manuelles, afin qu'en cas de surprise, tout se trouve en règle et exactement annoté. Nous leur recommandons, 2^o de faire leur testament de bonne heure ; c'est une prudente précaution pour tous et une obligation de conscience pour plusieurs. Dans les maladies, très souvent on est surpris et on laisse de graves devoirs à remplir. Souvent aussi les Prêtres sont gênés par des parents intéressés qui sollicitent en leur faveur et leur font ainsi oublier les lois canoniques sur la destination des biens ecclésiastiques ². Nous les exhortons

¹ Cap. non magnopere et cap. super specula, tit. 50, ne clerici vel monachi. — Bened. XIV, de Syn. diœc., 13, 10, 5. — Ne clericus artem medendi faciat. Conc. Med. I, de negot. secul., p. 18.

² Quidquid habent clerici, pauperum est. Caus. 16, quæst. 1, cap. LXVIII. — Juxta Ss. Patrum traditionem, novimus res ecclesiæ vota esse fidelium, pretia peccatorum, et patrimonia pauperum. Caus. 16, quæst. 1, cap. LIX. —

aussi à se ressouvenir des établissements du diocèse dans leurs dispositions de dernière volonté, et particulièrement du Séminaire, de l'Œuvre des Missions et de celle des secours à accorder aux Prêtres infirmes. Ceux qui auront profité de ces secours, devront spécialement faire attention à cet avis ; en pareil cas, il ne serait conforme ni à l'esprit ecclésiastique, ni même à l'équité naturelle, de laisser un héritage à ses parents, sans rien restituer à la bourse des prêtres infirmes.

263. En général, les Ecclésiastiques doivent se renfermer dans leurs attributions et ne pas se mêler d'affaires politiques ; cependant ils peuvent, et, dans certains cas, ils doivent exercer les droits que les lois leur accordent. Nous les engageons à se faire inscrire sur les listes électorales et à donner leur suffrage aux élections, lorsque cela paraît utile. Ils peuvent, dans leurs instructions, recommander à leurs paroissiens d'aller aux élections et de ne donner leur voix qu'à des hommes recommandables par leurs principes et par leur doctrine ; mais ils doivent, dans ce cas, mesurer leurs paroles de manière à ne pas se compromettre et s'abstenir de toute personnalité.

Lorsque des élections se trouvent fixées à un jour de dimanche ou de fête, les Curés peuvent d'eux-mêmes avancer l'heure des offices, pour donner à leurs paroissiens la facilité d'y aller. Il faut leur recommander : 1^o de se faire un devoir de voter ; 2^o de nommer des personnes honorables par leur conduite et par leurs principes religieux ; 3^o de voter selon leur conscience et de ne jamais céder à des influences de partis.

Non illa nostra sunt, sed pauperum, quorum procuracionem quodammodo gerimus, non proprietatem nobis usurpatione damnabili vindicamus. Caus. 12, quæst. 2, cap. xxviii. — Episcopus et quilibet prælatus ecclesiasticarum rerum et procurator et non Dominus. De donat., cap. ii.

Ils pourront, dans chaque cas, relire en chaire ces recommandations, sans commentaires, sans prononcer aucun nom propre, et sans faire aucune allusion personnelle.

264. En France, pour déposer devant le juge, les Ecclésiastiques ne sont pas obligés de demander la permission de l'Ordinaire. Ils peuvent prêter serment *tacto pectore* ou *tacto evangelio*, comme le juge le demande. Le témoin qui ne se présente pas spontanément, qui ne dépose que parce qu'il est cité, n'encourt pas l'irrégularité, lorsqu'il y a ensuite condamnation à mort. (*Lig.*, liv. VII, n° 468.) Celui qui se présente spontanément doit déclarer qu'il ne dépose qu'à fins civiles pour éviter l'irrégularité. (*Cap. Prælati, de homicidio*, in-6°.)

265. Lorsqu'il y a changement de Curé dans le courant de l'année, par exemple, le 1^{er} septembre, et qu'il y a quelques fruits d'immeubles à partager, on prélève la moitié de ce produit pour le travail et les fournitures, et on partage le reste à raison du temps. Si le successeur a fait aussi une partie du travail, il faut l'indemniser.

Ce qu'on appelle le produit de la Passion se divise à raison du temps de sa récitation. Dans le cas proposé, le premier aurait quatre-vingt-sept jours et le second quatorze. Si le second a eu la peine de recueillir les offrandes, il faut l'indemniser.

CHAPITRE VII

DU ZÈLE POUR LE SALUT DES AMES

266. Un Curé doit souvent considérer que, s'il y a dans l'Eglise un Souverain-Pontife, dans chaque

diocèse un Évêque, dans chaque paroisse un Pasteur, une église, des fonts sacrés, des confessionnaux, une chaire, un autel, tout cela n'est établi que pour le salut des âmes ; qu'à sa mort, il rendra compte de toutes celles dont il est chargé ¹ ; que sa tâche est grande et difficile ; qu'aucun Pasteur ne peut la remplir entièrement, parce qu'aucun ne parvient à sauver tous ceux qui lui sont confiés, et que cependant Dieu, qui veut le salut de tous ², demande, sans doute, de chacun de ses ministres, la mesure de zèle, de soins et d'efforts dont il est capable.

267. La résidence est le premier devoir d'un Pasteur ; elle est de droit naturel, divin et ecclésiastique. Puisqu'un Prêtre ne peut pas se faire représenter au jugement de Dieu, il ne doit pas non plus se faire représenter dans l'exercice des soins dus à ses paroissiens. Nous ordonnons donc à tous les Curés et Vicaires, de résider personnellement au milieu des fidèles qui leur sont confiés, et de travailler assidûment chaque jour à leur sanctification ³. Lorsqu'ils auront un grave motif de s'absenter au delà des 15 jours que l'Archiprêtre peut autoriser, ils nous l'exposeront, et ne quitteront point leur paroisse sans avoir obtenu notre permission et chargé un autre Prêtre de les remplacer.

268. On manque à la résidence non-seulement par des absences prolongées, mais encore et bien plus ordinairement par de courtes absences trop souvent répétées. Quand on n'aime pas les exercices de piété, quand on n'aime pas l'étude, quand on ne sent pas le poids de la responsabilité sacerdotale, la cellule du presbytère

¹ Hebr., 13, 17.

² I. Tim., 2, 4.

³ De clericis non resid., cap. III. — Conc. Trid., sess. 6, de refor., cap. 1, et sess. 23, de refor., cap. 1.

déplaît¹; on sort trop fréquemment; on fait plusieurs fois par semaine des courses et des visites inutiles; les catéchismes des enfants sont négligés; l'instruction du dimanche est mal préparée; les malades sont abandonnés. Cette malheureuse habitude de dissipation et de voyage annonce un caractère léger, un cœur vide de foi et de piété. C'est dans le souvenir des vérités éternelles et la méditation de ses devoirs, qu'il faut chercher un remède à ce dangereux penchant².

269. Il faut qu'un Pasteur passe souvent en revue, au pied du crucifix, l'ensemble de ses obligations, pour s'assurer s'il n'en néglige aucune. Il doit alors examiner si sa vie est vraiment sacerdotale; s'il s'applique, comme il le doit, à l'étude et aux exercices de piété; s'il célèbre l'office divin avec la décence convenable; s'il prépare bien ses instructions; s'il est assidu au confessionnal; s'il est animé d'un vrai zèle pour surveiller les écoles, pour préparer les enfants à la première communion, pour instruire les ignorants, pour ramener les pécheurs, pour réprimer les scandales, pour soigner les malades, pour sauver, s'il se peut, tous ceux qui lui sont confiés. Quelle vigilance ne doit-il pas avoir pour ne pas laisser périr une seule âme par sa faute pendant toute la durée de son ministère!

270. Il dressera un état exact des fidèles confiés à ses soins. Ce tableau devra présenter la situation de chaque famille et le nombre des personnes dont elle se compose. Il indiquera pour chacun, en autant de colonnes, la date de la naissance, celle de la première communion et celle de la confirmation; il dira s'il est marié, veuf ou domes-

¹ Cella continuata dulcessit, et male custodita tædium generat. De imit. Christ., lib. I, cap. xx, n° 5.

² Dimitte vana vanis; tu autem intende illis quæ tibi præcepit Deus. De imit. Christ., lib. I, cap. xx, n° 9.

tique. Il fera chaque année sur cet état des âmes les additions que les changements survenus exigeront. Il n'y insérera jamais aucune note qui puisse nuire à la réputation de qui que ce soit.

271. Nous recommandons à chaque Pasteur de faire annuellement, s'il se peut, la visite de toutes les familles de sa paroisse. Il s'assurera, en cette occasion, s'il y a dans chaque famille quelques livres de piété, comme *l'Imitation de Jésus-Christ*, *l'Introduction à la vie dévote*, le *Combat spirituel*, *l'Instruction des jeunes gens*, les *Pensées chrétiennes*, le *Pensez-y-Bien*, les *Sages Entretiens*, la *Vie des Saints*, le *Manuel du Pénitent*, le *Catéchisme du diocèse*, etc. Il exhortera les parents à en faire faire la lecture en commun le plus souvent qu'ils le pourront, et surtout les dimanches et fêtes. Il examinera aussi si l'on a dans toutes les familles quelques objets de piété, comme de l'eau bénite, des images, et surtout un crucifix, pour inspirer de salutaires réflexions aux vivants et recueillir le dernier soupir des mourants. Il s'informera si l'on fait la prière en commun au moins le soir ; si l'on envoie à la Messe, à l'école et au catéchisme, tous les enfants qui sont en âge d'y assister ; si les domestiques étrangers à la paroisse sont instruits au moins des principaux mystères ; s'ils fréquentent les sacrements ; s'ils ne seraient point de mœurs suspectes, etc.

272. Il aura soin de tenir une note de toutes les filles de sa paroisse qui sont en service dans des paroisses étrangères, et de s'informer des pères et mères, ou du Curé de la paroisse où elles habitent, si elles sont dans une famille religieuse, si elles fréquentent les sacrements, ou si elles ne se trouveraient point dans quelque occasion prochaine, comme cela n'arrive que trop souvent, dans les villes surtout, et, dans ce cas, il devrait

exhorter et même obliger les parents à les retirer au plus tôt¹.

273. S'il existe parmi ses paroissiens des sujets d'une conduite déréglée et scandaleuse, il emploiera tous les efforts d'un zèle éclairé, prudent et charitable, pour les ramener.

274. Il veillera à ce qu'il n'y ait pas dans la paroisse d'autres cabarets que ceux qui sont dûment autorisés ; et quant à ceux-ci, il s'informera si l'on n'y sert point en gras les jours maigres ; si l'on y reçoit les enfants de famille, les dissipateurs, les ivrognes de profession² ; si on les tient ouverts les dimanches et fêtes durant l'office divin, ou pendant la nuit après l'heure fixée par les règlements. Lorsqu'il ne pourra pas réprimer les désordres qui s'y commettent, il nous en fera part, afin que nous puissions le seconder.

275. Il prendra un soin particulier des ignorants âgés, qui joignent presque toujours l'indifférence ou le libertinage au défaut d'instruction ; des pauvres, que Jésus-Christ nous a si fortement recommandés dans l'Évangile, et des malades, qui sont si près d'aller rendre compte de ce qu'on a fait pour eux. Il les visitera le plus souvent qu'il sera possible, et ne se laissera rebuter ni par leurs mauvaises dispositions, ni par leur grossièreté, ni par le triste état de misère où ils sont souvent plongés.

276. Il ne suffit pas à un Prêtre d'avoir du zèle pour le salut des âmes ; il faut encore l'exercer avec prudence et charité. Celui qui prend avec les fidèles un ton d'empire et de domination, qui leur parle au presbytère et au tribunal avec humeur et dureté, qui fait consister son zèle à déclamer souvent en chaire contre les vices

¹ Il faudrait aussi conserver une note des personnes de la paroisse qui se marient dehors.

² Voy. l'Appendice, n° 35.

et les abus, prouve que l'esprit dont il est animé n'est pas l'esprit de Jésus-Christ. Un zèle amer dénote un Prêtre sans piété et sans humilité; les paroles dures aigrissent les cœurs au lieu de les convertir. Nous lui recommandons de méditer l'Évangile; il y trouvera le vrai caractère du bon Pasteur; il y verra qu'il doit avoir tous les sentiments d'un père; aimer ses paroissiens comme ses enfants; ne pas approuver leurs désordres, mais les en reprendre avec prudence, bonté et charité; ne rien précipiter; attendre le moment favorable; tolérer provisoirement ce qu'on ne peut corriger, et surtout appeler Dieu à son secours par de ferventes prières. L'expérience prouve que cette manière de prendre les hommes est la seule qui réussisse. Un bon Prêtre doit se faire un devoir de rendre le bien pour le mal à tous ceux qui se seraient permis contre lui des procédés déso-bligeants ou même tout à fait hostiles¹.

277. Nous recommandons à MM. les Curés de surveiller avec soin les colporteurs qui répandent de mauvais livres gratuitement ou à bas prix, et introduisent ainsi des principes d'hérésie ou de corruption jusque dans les plus pauvres chaumières. Ce sont le plus souvent des livres protestants, des chansons ou des contes obscènes. Il faut regarder comme protestantes toutes les bibles où ne se trouvent pas les livres de Tobie, de Judith, de la Sagesse, de l'Ecclésiastique et des Machabées.

278. L'œuvre de la Propagation de la Foi est une inspiration du Ciel. Il n'y a pas, dans l'Eglise, d'œuvre plus féconde en heureux résultats. Nous voyons avec consolation qu'elle a pris dans ce diocèse un développement très satisfaisant. Nous exhortons MM. les Curés et les

¹ Benefacite his qui oderunt vos et orate pro persequentibus et calumniantibus vos; ut sitis filii patris vestri qui in coelis est. Matth., 5, 44.

Vicaires à s'en occuper avec zèle et charité. Nous nous ferons présenter chaque année l'état de ce qu'elle aura produit dans le diocèse, pour bien apprécier le concours de chaque paroisse.

279. Par une ordonnance du 31 mars 1865, notre éminent prédécesseur a établi à Chambéry la confrérie du Denier de Saint-Pierre, déjà érigée à Rome le 19 août 1861. Par une ordonnance du 20 juin 1866, elle a été étendue à tout le diocèse. Pour gagner les indulgences accordées aux associés, il faut faire une offrande chaque mois. Si le produit annuel de cette offrande est au moins de 10 centimes pour chacune des personnes formant le total de la population, y compris les enfants, soit de 400 dans une paroisse de 4,000 habitants, MM. les Curés seront dispensés de faire une quête à l'église ; mais on fera cette quête chaque année avec tout le soin possible, un jour de fête solennelle, tandis que le produit annuel de la souscription n'atteindra pas la somme énoncée ci-dessus. On rétablira la quête au besoin dès que la diminution des souscriptions l'exigera.

280. Nous engageons MM. les Ecclésiastiques à ne pas aller dans une paroisse où se fait une mission ou une retraite, sans quelque grave motif, parce que ces visites occasionnent des dépenses et dérangent les exercices.

CHAPITRE VIII

DE L'INSTRUCTION

281. L'instruction des fidèles est la plus importante de toutes les fonctions pastorales ; pour les sauver, il faut

bien leur faire connaître le bonheur qui leur est préparé dans le Ciel et la route qui y conduit ; il faut leur apprendre à distinguer en toutes choses la ligne qui sépare le bien du mal, le juste de l'injuste, le vice de la vertu, et entretenir constamment dans leur esprit le souvenir de ces grandes vérités religieuses qui seules peuvent comprimer les mauvais penchants de l'homme et le retenir sur le bord de l'abîme. Malheur donc au Pasteur qui n'instruit pas ou qui instruit mal¹ ! Tandis qu'il laisse son troupeau dans les ténèbres de l'ignorance, les vices, les passions, profitant de l'obscurité, portent partout leurs tristes ravages².

L'efficacité de l'instruction dépend particulièrement du bon exemple. Celui qui vit saintement persuade aisément aux autres qu'il faut être saint ; la foi qui l'anime donne à ses paroles une onction divine qui pénètre les cœurs. Au contraire, si un Pasteur dit et ne fait pas, on méprise ses paroles et on imite ses actions ; il paraît en vain dans la chaire évangélique, parce que la mauvaise idée qu'on a de sa conduite détruit tout l'effet de ses discours³.

282. Le premier soin de celui qui annonce la parole de Dieu, doit être de purifier son intention de toutes vues humaines ; il ne doit se proposer pour fin que la gloire de Dieu et le salut des âmes. Il se fait dans les chaires chrétiennes beaucoup de sermons inutiles, parce qu'on cherche plutôt à bien parler qu'à édifier. Il faut

¹ Væ mihi si non evangelizavero. I. Cor., 9, 16.

² Posuisti tenebras et facta est nox ; in ipsa per transibunt omnes bestiae sylvæ. Catuli leonum rugientes ut rapiant ; ortus est sol et congregati sunt, et in cubilibus suis collocabuntur. Psalm. 103, 20.

³ Peccatori dixit Deus, quare tu enarras justitias meas et assumis testamentum meum per os tuum ? Ps. 49, 16. — Sic luceat lux vestra coram hominibus ut videant opera vestra bona. Matth., 5, 16. — Liber laicorum vite clericorum. Conc. Turon., ann. 1537.

qu'un Prêtre médite longtemps au pied de la croix sur ce qu'il va dire, afin de s'en bien pénétrer; il faut qu'il appelle les bénédictions du Ciel sur son ministère par des prières ferventes, parce que si Dieu lui-même ne recueille pas les paroles sur ses lèvres pour les porter dans l'âme des auditeurs, ses efforts sont inutiles.

On ne doit jamais faire une instruction, ni un catéchisme, ni même donner un avis, sans préparation. Durant les premières années du ministère, il faut écrire ses instructions en entier et les étudier mot à mot. Lorsque l'exercice a procuré plus de facilité, il faut au moins les écrire en abrégé et étudier avec soin la série des idées. Une exhortation mal préparée n'est pour l'ordinaire qu'un entassement de mots sans liaison et sans but. Si, par négligence ou par paresse, un Pasteur contracte la malheureuse habitude de parler de la sorte, sa paroisse, privée d'instruction, tombera bientôt dans les plus graves désordres.

L'éloquence chrétienne est tout entière dans la force des vérités évangéliques; pour instruire et toucher, il suffit de les présenter aux fidèles telles qu'elles sont, dans un style simple, méthodique et animé par la foi. Les Pasteurs doivent éviter également un langage pompeux et recherché, qui les mettrait au-dessus de la portée de l'auditoire, et toutes ces expressions basses et grossières, qui seraient une profanation de la parole de Dieu.

283. Tous les Prêtres qui ont charge d'âmes doivent faire une instruction aux fidèles qui leur sont confiés, au moins les jours de dimanche et aux principales fêtes de l'année. Le saint Concile de Trente leur en fait une obligation rigoureuse¹. Cette instruction doit se faire

¹ Archipresbyteri, plebani, et quicumque parochiales, vel aliàs curam animarum habentes ecclesias quocumque modo obtinent, per se vel alios ido-

ordinairement à la Messe de paroisse. Nous recommandons aux Pasteurs de faire encore une courte instruction, ou un catéchisme, ou au moins une lecture de piété, tous les dimanches, avant ou après les vêpres.

S'il y a obligation pour les Pasteurs de faire une instruction, à la Messe paroissiale, les jours de dimanche et de fête, il doit y avoir aussi obligation pour les fidèles d'y assister ; il faut les y exhorter souvent ; car l'expérience prouve que ceux qui s'en éloignent tombent peu à peu dans une ignorance déplorable ¹.

Souvent ceux qui n'assistent qu'à une Messe basse le matin n'entendent point d'instruction ; pour obvier à cet inconvénient, nous recommandons aux Pasteurs de faire aussi quelquefois une instruction à la première Messe, au moins pendant l'Avent et le Carême.

284. Les principales instructions que l'on peut faire dans une paroisse sont les catéchismes, les sermons, les homélies et les panégyriques. Les instructions en forme de catéchisme sont les plus importantes et les

neos, si legitime impediti fuerint, diebus saltem dominicis et festis solemnibus plebes sibi commissas pro sua et earum capacitate pascant salutaribus verbis, docendo quæ scire omnibus necessarium est ad salutem ; annuntiandoque eis cum brevitate et facilitate sermonis, vitia quæ eos declinare, et virtutes quas sectari oporteat ; ut pœnam æternam evadere et cœlestem gloriam consequi valeant. Id vero si quis eorum præstare negligat, provida pastoralis episcoporum sollicitudo non desit, ne illud impleatur ; parvuli petierunt panem et non erat qui frangeret eis. Itaque ubi ab episcopo moniti trium mensium spatio muneri suo defuerint, per censuras ecclesiasticas seu alias cogantur ; ita ut etiam, si ei sic expedire visum fuerit, ex beneficiorum fructibus, alteri qui id præstet, honesta aliqua merces persolvatur, donec principalis ipse resipiscens officium suum impleat. Conc. Trid., sess. 5, de reform., cap. II.

¹ Moneant populum ut frequenter ad suas parœcias saltem diebus dominicis et majoribus festis accedant. Conc. Trid., sess. 22, de observ. in celebr. missæ. — Moneat episcopus populum diligenter teneri unumquemque parochiæ suæ interesse, ubi commode id fieri potest, ad audiendum verbum Dei. Sess. 24, de reform., cap. IV.

plus nécessaires. En effet, pour bien instruire les fidèles, il faut leur enseigner tout ce qu'ils doivent croire et pratiquer pour être sauvés, c'est-à-dire qu'il faut leur expliquer en détail tout ce que renferment le Symbole des Apôtres, les commandements de Dieu et ceux de l'Eglise, tout ce qui concerne les péchés à éviter, les vertus à pratiquer, les obligations à remplir et les sacrements à recevoir; la tâche du Pasteur est de leur parler jusqu'à ce qu'il ait procuré à chacun de ses paroissiens toutes ces connaissances, ou du moins toute la partie de ces connaissances dont il est capable.

285. Pour apprendre la théologie, les Séminaristes sont obligés d'étudier une suite de traités pendant plusieurs années; de même, pour instruire les fidèles, il faut leur développer toutes les vérités qu'ils doivent savoir par des explications détaillées, suivies et liées, qui puissent produire sur eux le même effet qu'une suite de traités. Nous ordonnons en conséquence que, dans toutes les paroisses de notre diocèse, il soit fait, chaque dimanche, au moins pendant la plus grande partie de l'année, une instruction en forme de catéchisme ou de leçon de théologie, à la portée du commun des fidèles, et en suivant l'ordre du catéchisme diocésain, en sorte qu'on puisse le parcourir en entier tous les deux ou trois ans. Une expérience constante prouve qu'il n'y a de paroisses bien instruites que celles où la doctrine chrétienne est enseignée de cette manière.

286. Les sermons sont propres à présenter les grandes vérités de la religion d'une manière plus grave et plus solennelle; ils produisent sur les fidèles une impression plus profonde. On aurait grand tort d'en négliger l'usage. Nous recommandons spécialement aux Pasteurs d'en préparer au moins pour les dimanches de l'Avent et du Carême, et pour les principales fêtes de l'année.

Les homélies ou explications de l'Évangile excitent un grand intérêt, quand elles sont bien faites. C'est le meilleur moyen de présenter aux fidèles les leçons et les exemples de Jésus-Christ. On peut quelquefois se borner à lire l'évangile du jour en français avant l'instruction ordinaire, et à en déduire deux ou trois conclusions pratiques en très peu de mots. Nous exhortons les Pasteurs à employer ce moyen pendant le Carême et un ou deux dimanches chaque mois.

Outre les panégyriques qui se font en forme de discours, on peut très utilement choisir l'un des Saints dont on fait l'office pendant la semaine, exposer dans une instruction familière les principaux traits de sa vie et y ajouter un petit nombre de réflexions pieuses. On doit surtout bien faire connaître la vie du Patron de la paroisse et celle des Saints dont le plus grand nombre des fidèles portent le nom.

Il est très utile de faire aussi quelquefois des conférences, quand on le peut aisément. Une suite de demandes et de réponses ménagées à propos et de manière à respecter toutes les convenances, sont très propres à réveiller l'attention et à faire pénétrer l'instruction dans les esprits.

287. Des avis donnés à propos sont encore un grand moyen de sanctification ; ils font souvent plus d'effet qu'un long discours. Nous recommandons aux Pasteurs d'en préparer avec soin pour annoncer les principales circonstances et les principales fêtes de l'année, l'Avent, Noël, le premier jour de l'an, le carnaval, le Carême, le temps pascal, etc. Toutefois, nous recommandons aux Pasteurs de ne pas en abuser, et, quant à MM. les Vicaires, nous les avertissons qu'ils n'ont pas charge de donner des avis, s'ils n'y ont pas été spécialement nvités par leurs Curés. Nous recommandons aussi de

faire publiquement la prière du soir à l'église, surtout pendant l'Avent et le Carême, et d'ajouter à la fin une courte exhortation ou quelques avis.

288. Il faut savoir varier ces différents genres d'instruction pour mieux exciter l'attention et entretenir dans la paroisse le goût de la parole de Dieu. Quand on a fait un sermon à la messe, on réserve le catéchisme pour le soir ; si, au contraire, on fait une instruction en forme de catéchisme le matin, on termine les Vêpres par une courte homélie, une exhortation, une conférence ou des avis. Mais il ne faut pas oublier que toutes ces instructions ne sont utiles qu'autant qu'elles sont bien préparées. On ne doit parler en chaire qu'avec réflexion, poids et mesure, et de manière à ne blesser personne. Quand on aigrit les esprits, on ne convertit pas. *Si quis loquitur, quasi sermones Dei* ¹.

289. Les instructions les plus longues ne sont pas les plus utiles, parce qu'alors la fin fait oublier le commencement et le milieu ; d'ailleurs, elles fatiguent et inspirent du dégoût pour la parole de Dieu. En conséquence, nous recommandons aux Pasteurs de ne donner à l'instruction ordinaire du dimanche que la durée de 25 ou tout au plus 30 minutes. Pour obvier, autant que possible, aux graves désavantages qui résultent pour les fidèles de l'habitude de n'assister qu'à une messe basse le dimanche, nous exhortons vivement MM. les Curés à faire en sorte qu'il y ait une petite instruction, de 10 à 12 minutes, à la première messe, ne fût-ce que l'abrégé de celle qui doit être faite à la messe paroissiale.

290. Il y a presque dans toutes les paroisses quelques abus particuliers et quelques vices dominants, tels que les danses, les courses nocturnes et les veillées, l'im-

¹ I. Petri, 4, 11.

pureté, la fréquentation des cabarets, la profanation des saints jours, etc. Chaque Pasteur doit étudier son peuple et s'appliquer à déraciner ses principaux vices par des avis fréquents mêlés de force et de douceur, et toujours dirigés par la prudence et la charité¹. Il faut instruire et avertir, mais sans employer des paroles irritantes. Quand les fidèles sont prévenus, quand les cœurs sont ulcérés, quand la confiance est perdue, le Pasteur n'est plus écouté et le mal est sans remède. Sanctifier une paroisse est une tâche immense; celui qui, par l'effet de ses paroles et de ses œuvres, aura le bonheur d'y réussir sera grand dans le royaume des cieux².

291. Les Pasteurs s'appliqueront aussi à détruire dans leurs paroisses toute espèce de superstitions. Ils feront comprendre aux fidèles qu'il y a superstition à employer, pour la guérison des maladies, ou pour trouver des objets perdus, ou, pour toute autre fin, des choses qui n'ont pas naturellement, ou par l'institution divine ou celle de l'Eglise, la vertu de produire l'effet qu'on en attend : comme de faire usage de certaines herbes cueillies à certains jours, de certaines paroles, de certains caractères, de certaines prières bonnes en elles-mêmes, mais auxquelles on attache mal à propos une efficacité extraordinaire; d'ajouter foi aux songes; de dire ou de se faire dire la bonne fortune³. Ils combattront surtout le dangereux préjugé de ceux qui attribuent l'origine de certaines maladies à de prétendus maléfices, ce qui donne lieu à de graves calomnies et à des haines implacables. S'il se présentait dans les paroisses quelques-uns de ces aventuriers qui abusent de la

¹ Acta eccl. Med., pars IV, inst. præd. verb. Dei, p. 411.

² Qui fecerit et docuerit, hic magnus vocabitur in regno cœlor. Matth., 5, 16.

³ De sortilegiis, cap. II.

bonne foi des ignorants, pour en obtenir de l'argent par le moyen de quelque pratique superstitieuse, ils s'empresseraient de nous en faire part.

292. Il ne suffit pas d'instruire en chaire, il faut encore s'assurer si l'on a été compris, si l'instruction a produit son effet, et si les avis ont été mis en pratique; sans cette précaution, on s'expose à parler longtemps inutilement. Or, c'est par des interrogations faites à propos au tribunal sacré, qu'un Pasteur peut juger individuellement de la mesure d'instruction de chacun de ses paroissiens; et c'est d'après leurs réponses qu'il peut reconnaître quels sont les points sur lesquels il faut insister et revenir le plus souvent, et quels changements il y aurait à introduire dans sa méthode.

293. Un Pasteur doit, comme saint Paul, se faire tout à tous¹. Il y a presque dans toutes les paroisses un certain nombre de personnes tellement grossières, qu'elles ne comprennent rien aux instructions publiques. C'est une terre qui a besoin d'une culture plus soignée; il y a obligation dès lors pour les Curés et Vicaires de les instruire séparément, en se mettant à leur portée, jusqu'à ce qu'elles aient acquis une connaissance suffisante des principales vérités de la religion et de leurs devoirs. Ces soins particuliers, donnés à des personnes presque totalement dépourvues d'intelligence, sont sans doute pénibles et dégoûtants; mais ils sont nécessaires à leur salut, et dès lors un Prêtre ne doit plus tenir compte de ses fatigues.

294. Les missions sont assurément l'un des meilleurs moyens de ranimer la foi et la piété parmi les fidèles; il serait à désirer que l'on pût en faire une dans chaque paroisse au moins tous les huit ou dix ans. Nous

¹ Omnibus omnia factus sum, ut omnes facerem salvos. I, Cor., 9, 22.

recommandons spécialement aux Curés de procurer cet avantage aux fidèles qui leur sont confiés, toutes les fois qu'ils en auront la possibilité.

295. Les retraites particulières, données aux différentes classes des fidèles, ont peut-être plus d'efficacité encore que les missions. Les essais qui ont été faits depuis, quelques années dans ce diocèse, en ont montré tous les avantages. On divise, à cette fin, une paroisse en quatre classes, et on donne successivement et séparément des exercices religieux pendant une semaine, 1^o aux hommes mariés ; 2^o aux femmes mariées ; 3^o aux garçons ; 4^o aux filles. On peut changer cet ordre à volonté. Dans les petites paroisses, on ne fait pas de division. Nous recommandons cette bonne œuvre d'une manière particulière ; les Pasteurs qui, seuls, ou avec le secours des confrères voisins, pourront l'entreprendre, en retireront certainement les fruits les plus abondants.

CHAPITRE IX

DU CATÉCHISME

296. Il faut donner beaucoup de soin à l'instruction des enfants et à leur préparation à la première communion ; les vérités apprises à cet âge s'impriment au fond du cœur ; les habitudes contractées alors deviennent pour ainsi dire naturelles. Lorsqu'à force de zèle et d'efforts, un Pasteur a pu établir solidement dans la vertu presque tous les enfants de sa paroisse, il peut espérer les plus douces consolations.

297. Les Pasteurs rappelleront souvent aux parents

l'obligation d'élever chrétiennement leurs enfants ; ils les exhorteront à les envoyer à l'école et au catéchisme de bonne heure, régulièrement et sans interruption, à les y faire accompagner au besoin, et à s'assurer par une constante vigilance qu'ils ne s'en absentent jamais.

298. Ils feront le catéchisme aux enfants quatre ou cinq fois par semaine, depuis la Toussaint jusqu'au dimanche de la Passion, et deux fois par semaine, depuis Pâques jusqu'à la Pentecôte. Si les rigueurs de la saison ou l'urgence des travaux obligeaient à le suspendre durant quelques jours, ils y suppléeraient dans un autre temps.

299. Ils feront le catéchisme à l'église, et choisiront l'heure la plus convenable, pour que tous les enfants puissent y assister. L'heure une fois fixée, ils ne la changeront pas sans de graves motifs, parce qu'il se commet souvent beaucoup de fautes durant ces retards. Ils placeront les garçons sur deux lignes du côté du sanctuaire, et les filles à la suite, aussi sur deux lignes, en sorte qu'ils ne soient pas en face les uns des autres. Il serait mieux encore, si on pouvait le pratiquer, de parler assis, et de faire asseoir tous les enfants devant soi sur des banquettes, en plaçant les plus petits aux premiers rangs, en sorte qu'on puisse les voir tous à la fois. On les divisera, au besoin, en deux ou trois classes, selon leur degré d'instruction. Si on fait le catéchisme dans la matinée, il sera précédé de la prière du matin, récitée par l'un des enfants ; si on le fait dans l'après-midi, on récitera, à la fin, la prière du soir ; la durée du catéchisme ne doit pas dépasser une heure. On fera sortir les filles un moment avant les garçons, afin qu'elles puissent se retirer plus librement.

300. Pour mieux établir et conserver l'uniformité dans l'enseignement de la doctrine chrétienne, nous ordon-

nons que l'on enseigne exclusivement aux enfants le catéchisme imprimé par notre ordre à l'usage de ce diocèse. Nous laissons à MM. les Curés la liberté de n'enseigner que le petit aux enfants qu'ils préparent à la première communion, ou d'y joindre encore les principales leçons du grand, selon la capacité de chacun.

301. Pour bien faire le catéchisme, il faut, 1^o faire réciter le chapitre qui a été donné à étudier par plusieurs enfants successivement, afin de s'assurer si tous l'ont parfaitement appris ; 2^o expliquer chaque réponse d'une manière claire et par des expressions qui soient bien à la portée du commun des enfants ; 3^o faire répéter cette explication par plusieurs d'entre eux, jusqu'à ce qu'on ait la certitude que tous ont compris ; 4^o résumer à la fin l'ensemble du chapitre, et faire répéter ce résumé par l'un des plus avancés. Dans ces explications, on se proposera particulièrement de faire aimer l'instruction, de la faire désirer, et en même temps d'inspirer aux enfants les sentiments d'une tendre et solide piété ; il faut, pour cela, leur parler avec affection et charité, et ne pas les rebuter, ni les retenir trop longtemps. On doit faire toutes les explications en français, et ne recourir à l'idiome du pays que dans le cas particulier où l'on ne pourrait pas faire comprendre sa pensée autrement.

302. On aura soin de faire étudier par cœur aux enfants la prière du matin et celle du soir dans le nouveau catéchisme, afin qu'ils prennent l'habitude de la réciter toute leur vie. On les accoutumera aussi, autant qu'il se pourra, à réciter les demandes de chaque chapitre en même temps que les réponses.

303. Après avoir fait le catéchisme aux enfants durant la semaine, il peut être utile d'en faire quelquefois la répétition le dimanche suivant à la Messe paroissiale. On interrogera alors publiquement quelques-uns des

enfants les plus instruits, en cherchant à faire ressortir leurs connaissances, et non à les humilier, pour ne pas les décourager.

304. Nous recommandons d'admettre les enfants à la première communion plutôt un peu de bonne heure, de onze à treize ans, autant qu'il sera possible. Ceux qui, par leur faute, ou par celle de leurs parents, passent l'âge de quinze ans sans y être admis, tombent presque toujours dans un état d'ignorance et de libertinage d'où on ne peut presque plus les retirer. Il ne faut cependant recevoir que ceux qui en sont dignes ; les prières ou les murmures des parents ne doivent point influencer sur la décision du Pasteur. Nous désirons qu'il y ait tous les ans, ou au moins tous les deux ans une première communion générale dans chaque paroisse, et nous exhortons les Curés à mettre à cette cérémonie autant d'appareil qu'ils le pourront, pour la rendre plus solennelle et plus touchante. Les enfants qui ne se trouveront pas suffisamment préparés pour le jour de la première communion générale, pourront ensuite y être admis successivement pendant toute l'année.

305. Il est à propos de placer la première communion chaque année à l'ouverture des Pâques. Les enfants qu'on y admet doivent y être préparés de loin, autant qu'il est possible. Il faut leur faire faire une confession générale au moins trois ou quatre mois avant le temps fixé, et les obliger ensuite à des confessions fréquentes, à des prières, à des lectures et autres pratiques de piété bien déterminées, afin de déraciner leurs mauvaises habitudes et de les former solidement à la vertu. La première communion sera toujours précédée, s'il se peut, d'une retraite de trois jours, pendant laquelle on pourra donner chaque jour la bénédiction du Saint-

Sacrement. On exhortera tous les parents à y assister et à prier pour leurs enfants.

306. MM. les Curés regarderont l'enseignement du Catéchisme comme une de leurs fonctions les plus importantes. Ils n'admettront point à la première communion, ni ne présenteront à la confirmation, des jeunes gens qui n'auraient point été examinés sur la doctrine chrétienne et jugés suffisamment instruits. Ces examens auront lieu un peu avant la première communion. Nous déléguons spécialement pour y assister MM. l'Archiprêtre et le Vice-Archiprêtre, qui s'adjoindront, quand il sera nécessaire, le plus ancien Prêtre du canton. MM. les Archiprêtres nous adresseront ensuite un rapport assez détaillé pour que nous puissions apprécier exactement le degré d'instruction religieuse de chaque paroisse. Nous nous réservons de faire par nous-mêmes, ou par le Grand-Vicaire qui nous accompagnera, un nouvel examen la veille ou le jour de la confirmation.

CHAPITRE X

DES ÉCOLES

307. Pour former un enfant à la vertu, il faut nécessairement parvenir à lui faire comprendre les principaux points du catéchisme en ce qui concerne Dieu, l'homme et sa fin, les commandements de Dieu et ceux de l'Eglise, les péchés à éviter, les vertus à pratiquer, les sacrements à recevoir et les dispositions qu'on doit y apporter. Or, il est extrêmement difficile de faire pénétrer cette instruction dans l'esprit des enfants qui ne

savent pas lire ; pour l'ordinaire, toute leur science se résume en deux ou trois pages mal répétées et mal comprises. Trop souvent même on oublie bientôt après la première communion le peu qu'on a su, et on passe le reste de la vie dans l'ignorance des principaux mystères ; ajoutez à cela qu'ils ne comprennent point les instructions faites en chaire, ni les avis donnés au tribunal, et qu'ils ne peuvent pas profiter des livres de piété. Les Pasteurs doivent donc faire tous leurs efforts pour faire établir des écoles dans les principaux villages de chaque paroisse. Ils pourront conseiller prudemment aux personnes aisées qui n'ont pas de famille, de faire dans leur testament quelques legs en faveur des écoles. Arrivés au terme de leur carrière, ils ne sauraient rien faire de plus utile au salut de leurs paroissiens que de disposer de leurs petites économies pour la même fin, parce que les parents pauvres aiment souvent mieux laisser leurs enfants dans l'ignorance que de faire la plus petite dépense pour leur instruction.

308. Ils auront soin de ne pas laisser enseigner les garçons avec les filles ¹ ; de ne pas laisser enseigner les garçons par une fille, ni les filles par un garçon. Il est même à désirer que l'école des garçons ne soit pas voisine de celle des filles, à cause des inconvénients qui peuvent avoir lieu dans les entrées et les sorties. Nous leur défendons absolument de laisser faire l'école des filles dans une partie quelconque du presbytère.

309. Toute plainte, tout rapport que les Curés auraient à faire au sujet des instituteurs ou institutrices, doivent être adressés à M^r l'Archevêque et non au Préfet.

¹ Règlement du 22 juillet 1822, art. 8. — Voy. l'*Appendice*, n° 18.

CHAPITRE XI

DE L'ÉTUDE

310. Un Pasteur doit joindre la science à la piété, parce que la piété sans science rend inutile, et la science sans piété rend orgueilleux¹. Pour bien expliquer tous les points de la loi de Dieu, pour diriger prudemment les fidèles au tribunal sacré, pour résoudre toutes les difficultés à mesure qu'elles se présentent, sans faire aucun manquement, il faut beaucoup de sagesse, beaucoup d'instruction et beaucoup de connaissances. Nous recommandons, en conséquence, à tous les Ecclésiastiques de ce diocèse, d'employer soigneusement à l'étude la partie de leur temps qui ne sera pas consacrée à la prière et aux fonctions du saint ministère², et de se faire un règlement à ce sujet; sans cela, les bonnes résolutions sont trop facilement oubliées.

311. L'Écriture-Sainte est le dépôt des vérités révélées; tous les Ecclésiastiques doivent en faire le plus constant objet de leurs études³. Pour s'en faciliter l'intelligence, ils se procureront une bonne traduction et quelques-uns des meilleurs commentaires, tels que Calmet, Carrière, Ménochius, Tirin, Cornélius à *Lapide* et Picquigny⁴. Pour profiter de ce travail, il faut lire chaque livre de suite et en entier, de manière à se faire une idée de son ensemble et de ses principaux détails. Il est à propos

¹ Doctrina sine vita arrogantem reddit; vita sine doctrina inutilem facit. S. Isidor., lib. III, sent., cap. xxxvi.

² Distinct. 38, cap. iii.

³ Distinct. 38, cap. i.

⁴ Explication des Épîtres de saint Paul, 4 vol. in-12.

de commencer par les quatre Evangiles et les Epîtres de saint Paul. On parcourra ensuite tout l'Ancien-Testament, selon l'ordre de la Vulgate.

312. La théologie n'est, au fond, qu'un commentaire méthodique des livres saints ; elle est, pour ainsi dire, un grand catéchisme à l'usage des Ecclésiastiques. Un Pasteur y trouve en détail toutes les vérités qu'il doit enseigner aux fidèles et toutes les règles à suivre pour les bien diriger ; il y a donc pour lui obligation rigoureuse d'en acquérir une connaissance approfondie. Il faut, à cette fin, se procurer deux ou trois des théologies les plus usuelles et les plus généralement estimées, et régler son temps de telle sorte qu'on puisse en lire tous les jours au moins quelques pages.

313. Quoique l'étude du droit canon soit un peu moins nécessaire que celle de la théologie, il est néanmoins fort à désirer qu'un Pasteur en ait quelque connaissance, parce que l'administration d'une paroisse offre souvent de graves difficultés qui ne sont traitées que par les canonistes ¹. On peut se procurer, à cette fin, outre le Corps du droit canon, Durand de Maillane ², de Héricourt ³, Cabassut ⁴, Devoti ⁵, Ducasse ⁶, le traité *De Synodo diœcesana*, de Benoît XIV, etc.

314. Les cas de conscience relatifs à la propriété se décident en général d'après le droit civil. Un Curé ne peut pas en faire une étude approfondie ; mais il faut qu'il sache au moins résoudre les questions les plus communes, et douter dans celles qui sont

¹ Distinct. 38, cap. iv.

² Dictionnaire de Droit canonique, 5 vol. in-4°.

³ Lois ecclésiastiques de France, 1 vol. in-folio.

⁴ Juris canonici theoria et praxis, 1 vol. in-4°.

⁵ Joan., Devoti institution. canon., 4 vol. in-8°.

⁶ Pratique de la juridict. ecclésiast., 1 vol. in-4°.

plus épineuses. On peut, à cette fin, se procurer le Code civil et le Code pénal, les Royales Constitutions pour le droit ancien, le Règlement particulier pour la Savoie, Toboni ¹, le *Dictionnaire de la législation des États sardes* ², ou celui de Ferrière ³, le *Code civil expliqué* par Rogron ⁴, le *Droit civil français*, par Toulier ⁵, le *Code civil* commenté par Gousset, etc.

315. Les lois françaises relatives aux fabriques sont très compliquées ; tous les Curés ont un besoin indispensable d'en faire une étude sérieuse. Ils doivent d'abord relire souvent le décret impérial du 30 décembre 1809 ; ils feront bien ensuite de se procurer le *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, par M^{gr} Affre, 1 volume, et le *Guide des Curés dans l'administration des paroisses*, par M. Dieulin, 2 volumes. Ceux qui désireront avoir un ouvrage plus étendu pourront se procurer le *Cours de la législation civile ecclésiastique*, par M^{gr} André, nouvelle édition, à Lyon, chez Gauthier, 1868, 4 volumes.

316. L'étude des choses qui sont d'un usage journalier est la plus nécessaire, et souvent la plus négligée. Nous exhortons tous les Ecclésiastiques à relire fréquemment les *Constitutions du diocèse*, le *Manuel des Confesseurs*, les *Rubriques du Missel*, du *Bréviaire* et du *Rituel*, le *Manuel des cérémonies*, ainsi que les *Traités* de Collet sur le saint sacrifice de la Messe, sur l'office divin et sur les dispenses. La négligence sur ces divers points fait souvent commettre de graves fautes ⁶.

¹ Elementa juris civilis, 2 vol. in-8°.

² Chambéry, chez Puthod, 4 vol. in-8°.

³ Dictionnaire de droit et de pratique, 2 vol. in-4°.

⁴ Le Code civil expliqué, 1 vol. in-12.

⁵ Le Droit civil français, 10 vol. petit in-4°.

⁶ Distinct. 38. cap. v.

317. Nous recommandons aussi la lecture de l'histoire ecclésiastique. Un Prêtre ne saurait être indifférent à ce qui concerne l'établissement de l'Eglise, les persécutions qu'elle a successivement éprouvées et celles qu'elle éprouve encore chaque jour, la constance immuable de sa foi et les variations nécessaires de sa discipline, qui s'est toujours plus ou moins accommodée au temps, aux lieux et au caractère de chaque peuple.

318. Enfin, nous recommandons aux Ecclésiastiques de bien choisir les livres qu'ils sont dans le cas d'acheter ; de ne se procurer, autant qu'ils le pourront, que des ouvrages irréprochables sous tous les rapports et les chefs-d'œuvre dans chaque genre ; de ne point lire, ni conserver dans leur bibliothèque, des livres dangereux.

319. Pour entretenir le goût des études théologiques dans notre diocèse, nous déclarons que tous les jeunes Prêtres devront subir un examen chaque année, pendant les six années qui suivront immédiatement leur ordination, la première exceptée, en sorte qu'ils subiront tous cinq examens chacun, lors même qu'ils seraient déjà nommés Curés. Ceux qui seront employés dans un petit séminaire, ne prendront que quatre examens au lieu de cinq. Les professeurs de philosophie et de théologie en seront exempts, ainsi que les docteurs en théologie.

320. Cet examen se fera pour tous à la fois et par écrit. Il aura lieu chaque année, le premier mardi du mois d'octobre, dans l'une des salles du Grand-Séminaire, à 7 heures du matin, sur le *Manuel des Confesseurs*, et sur un Traité de morale, qui sera indiqué au moins six mois d'avance.

321. Celui qui aura obtenu la première place à un examen, ou comme rédacteur des résolutions des conférences de l'Archiprêtré, sera par là même dispensé de

l'un des examens qui lui restaient à prendre. Celui qui aura été deux fois premier sera dispensé de tout examen ultérieur.

322. Lorsqu'un Vicaire sera nommé Curé il devra nous présenter les sermons, prônes ou instructions qu'il aura composés pendant son Vicariat ¹.

CHAPITRE XII

DES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES

323. Les Conférences ecclésiastiques ont été établies pour développer de plus en plus les connaissances théologiques dans le diocèse, pour maintenir l'uniformité de la discipline et pour entretenir l'union et la charité dans le Clergé. Afin qu'elles produisent toujours les effets désirés, nous ordonnons qu'on y suive avec exactitude le règlement suivant :

RÈGLEMENT DES CONFÉRENCES

ART. 1^{er}. — On fera annuellement sept conférences dans chaque Archiprêtré ; on n'en omettra aucune sans notre permission. La première aura lieu le mardi qui suivra le second dimanche après Pâques et les autres le premier mardi de chaque mois. Lorsque le jour fixé présentera un obstacle, il pourra être changé à la conférence précédente ou par M. l'Archiprêtre dans l'intervalle d'une conférence à l'autre, au moyen d'une lettre d'avis adressée par lui à tous les Ecclésiastiques de l'Archiprêtré.

ART. 2. — Les conférences se feront dans les différentes paroisses de l'Archiprêtré successivement ; les deux premières auront

¹ Statuts synod. du diocèse de Grenoble, tit. I, chap. II, 4^e devoir.

lieu chez l'Archiprêtre et le Vice-Archiprêtre, et les autres chez les Curés, en suivant l'ancienneté d'ordination. Si le tour ne s'achève pas la première année, on le continuera l'année suivante.

ART. 3. — Nous obligeons expressément les Ecclésiastiques de chaque Archiprêtré à assister régulièrement à toutes les conférences ; ils ne s'en absenteront jamais que pour de graves motifs et, dans ce cas, ils écriront une lettre à M. l'Archiprêtre pour l'en prévenir. Le motif de leur absence sera consigné au procès-verbal.

ART. 4. — Nous désirons qu'il n'y ait à chaque conférence que les seuls Ecclésiastiques de l'Archiprêtré. Nous invitons les Prêtres des Archiprêtrés voisins à ne point choisir ce jour-là pour aller faire une visite à leurs confrères.

ART. 5. — Un mois avant chaque conférence, M. l'Archiprêtre désignera trois des Ecclésiastiques de l'Archiprêtré, en commençant par les plus jeunes, pour traiter les sujets proposés, le premier pour l'Ecriture-Sainte, le second pour le Dogme et le troisième pour la Morale. Tous doivent consentir à se charger de ce travail, et M. l'Archiprêtre ne s'en exemptera point lui-même à son tour.

D'ailleurs, tous les Ecclésiastiques, composant la conférence, doivent préparer avec soin tous ces sujets indiqués dans le programme.

ART. 6. — Celui qui aura été chargé d'un sujet commencera par étudier la question dans deux ou trois des meilleurs auteurs qu'il pourra se procurer ; il la traitera ensuite par écrit avec précision, méthode et profondeur, afin que son travail soit vraiment utile pour son instruction et celle de ses confrères.

ART. 7. — Au jour fixé, tous les Ecclésiastiques tâcheront d'arriver avant neuf heures. A neuf heures précises, on chantera le *Veni Creator*, suivi d'une Messe basse et de l'absoute pour les Archevêques et pour tous les Prêtres du diocèse décédés. La Messe sera célébrée par les Prêtres de la conférence successivement, et l'absoute sera toujours faite par l'Archiprêtre.

ART. 8. — La conférence sera présidée par l'Archiprêtre, en

son absence par le Vice-Archiprêtre et, à défaut de celui-ci, par le plus ancien d'ordination, à moins que nous n'ayons désigné un autre Ecclésiastique à cette fin. Elle commencera à dix heures et finira à midi, de sorte qu'elle ne dure jamais moins de deux heures. On récitera le *Veni Sancte*, avec le verset et l'oraison avant, et le *Sub tuum præsidium* après. On consacrerait ordinairement demi-heure au sujet d'Écriture-Sainte, demi-heure à celui de Dogme, et une heure à celui de Morale, comme étant le plus important pour la pratique.

ART. 9. — Les dissertations doivent être rédigées de manière qu'on puisse les lire, celles d'Écriture-Sainte et de Dogme en quinze ou vingt minutes, et celle de Morale en vingt ou vingt-cinq minutes ; si elles sont trop longues, le président fera supprimer la lecture du surplus, afin de réserver toujours au moins la moitié du temps pour conférer.

ART. 10. — Sur chaque partie, on ne commencera aucune discussion que l'article ne soit lu ; dès lors, chacun proposera ses réflexions avec liberté et modestie ; on écoutera toujours avec une déférence particulière les observations des Ecclésiastiques âgés. S'il y a partage d'opinions, le président recueillera les voix, en commençant par celles des plus jeunes. S'il y avait dans la paroisse quelque aspirant à l'état ecclésiastique dans les ordres sacrés, l'Archiprêtre pourrait lui permettre d'assister à la conférence ; mais il ne devrait prendre la parole que dans le cas où il serait interrogé.

ART. 11. — A la première conférence de chaque année, on nommera un secrétaire à la pluralité des voix ; si celui qui est nommé refuse d'accepter, les plus jeunes en feront les fonctions alternativement, chacun pendant une année. Le secrétaire sera dispensé de traiter les sujets par écrit, s'il le demande ; il dressera le procès-verbal de toutes les résolutions de Morale. Il nommera, au commencement du procès-verbal de chaque conférence, les Ecclésiastiques qui s'en seront absentés. Il rédigera les questions en peu de mots, en sorte que la rédaction de chaque conférence ne soit que d'environ trois ou quatre pages. Il n'est pas nécessaire de motiver les réponses. Lorsque les avis seront

partagés, il sera permis aux membres de la minorité de faire mentionner leur opinion à part. Au mois de novembre de chaque année, M. l'Archiprêtre nous fera parvenir une copie de toutes les résolutions de l'année, signée par lui et par le secrétaire.

ART. 12. — Le dîner aura lieu à midi, autant qu'il sera possible. On n'y admettra pas de laïques. On lira au commencement un chapitre de l'épître à Tite, ou des épîtres à Timothée. Cette lecture sera toujours faite par le plus jeune des Ecclésiastiques présents à la conférence.

ART. 13. — Tout dans une conférence doit être un sujet d'édification pour les fidèles de la paroisse où elle a lieu. Rien ne serait plus opposé à l'esprit ecclésiastique et au but de cette institution que de faire des repas somptueux et de longues séances à table. Nous défendons *absolument* de servir en cette occasion plus de cinq plats, soit au dîner, soit au dessert, et nous désapprouvons formellement tous les moyens qui tendraient indirectement à éluder cette règle. On y récitera toujours le *Benedicite* et les grâces, tels qu'ils sont dans le Bréviaire. On ne s'y permettra aucune récréation bruyante ni pendant le repas, ni pendant le reste de la journée.

ART. 14. — Vers les deux heures, on tiendra, s'il est possible, une seconde séance d'environ une heure de temps. On y lira d'abord un chapitre de l'*Imitation de Jésus-Christ* et ensuite les présentes Constitutions, pendant un quart d'heure au moins. On s'occupera, pendant le reste du temps, des cas de conscience qui se présentent le plus communément dans l'exercice du saint ministère, ou des questions relatives aux rubriques et aux cérémonies. Si l'éloignement des paroisses ne permet pas de tenir cette seconde séance, on prolongera celle du matin pour y faire une lecture des présentes Constitutions, au moins d'un quart d'heure.

324. Il serait à désirer que le Prêtre qui dit la Messe le jour de la conférence fût assisté par un autre Prêtre en surplis. Cela donnerait lieu à faire pendant la conférence des observations très utiles sur les Rubriques. Cet usage

existe déjà dans quelques Archiprêtres ; nous verrions avec plaisir qu'il s'établît partout.

Par ce moyen, les Prêtres, charitablement avertis des défauts qui se glissent dans leur manière de célébrer la sainte Messe, se tiendraient en garde contre des habitudes répréhensibles ou des oublis auxquels exposent l'inattention et la routine.

CHAPITRE XIII

DE LA VISITE ÉPISCOPALE

325. Les Évêques ont toujours mis la plus grande importance à faire la visite de leur diocèse. Jésus-Christ lui-même, prince et modèle des Pasteurs, leur en a donné l'exemple ; il parcourait la Judée en consolant les affligés ¹, en chassant les démons ², en guérissant les malades ³, en instruisant les ignorants ⁴. Les Apôtres visitaient aussi les Églises qu'ils avaient fondées, pour instruire les premiers fidèles et les confirmer dans la foi ⁵. Aussi le saint Concile de Trente fait-il aux Evêques un devoir rigoureux de réitérer souvent la visite de leur diocèse. Il leur indique en même temps les principales fins qu'ils doivent s'y proposer ⁶.

¹ Joann., 11, 21.

² Luc., 8, 27.

³ Marc., 6, 56.

⁴ Luc., 4, 15.

⁵ Dixit ad Barnabam Paulus : Revertentes visitemus fratres per universas civitate, in quibus prædicavimus verbum Domini, quomodo se habeant. Act. 15, 36.

⁶ Visitationum autem omnium istarum præcipuus sit scopus, sanam orthodoxamque doctrinam, expulsis hæresibus, inducere, bonos mores tueri, pravos corrigere, populum cohortationibus et admonitionibus ad religionem pacem innocentiamque accendere. Conc. Trid., sess. 24, de reform., cap. III.

326. L'effet d'une visite pastorale dans une paroisse dépend beaucoup de la manière dont les fidèles y sont préparés par le zèle du Pasteur. Dès qu'un Curé aura été prévenu du jour de notre arrivée, il s'empressera d'en donner avis à ses paroissiens ; il les exhortera à s'y disposer par un sincère changement de vie, par une bonne confession et par des prières ferventes, afin d'attirer les grâces de Dieu, en cette occasion, sur eux et sur leur famille. Il prendra les noms de tous ceux qu'il croira pouvoir présenter au sacrement de la confirmation, et s'appliquera avec soin à les instruire, comme nous le dirons en parlant de ce sacrement.

327. C'est toujours une grande consolation pour nous de voir une communion nombreuse le jour de notre visite pastorale ; nous recommandons aux Pasteurs d'y disposer le plus de fidèles qu'ils pourront ; ils les y exhorteront plusieurs fois les dimanches précédents ; ils appelleront, à cette fin, quelques confrères à leur secours ; et s'ils avaient la possibilité de procurer alors une retraite de quelques jours à leur paroisse, nous les engageons beaucoup à employer ce moyen, dont nous avons tant de fois reconnu l'efficacité.

328. Huit ou quinze jours avant la visite, chaque Pasteur nous fera parvenir, sur l'état de sa paroisse, des renseignements exacts et propres à nous faire bien connaître les points sur lesquels il y aurait des avis à donner aux fidèles, des ordonnances à faire ou d'autres mesures à adopter. Il nous exposera en particulier :

1^o Si le cimetière, l'église ou le presbytère ont besoin de quelques réparations considérables ;

2^o Si tous ceux qui ont l'âge requis pour recevoir la confirmation sont assidus à s'y préparer ;

3^o Si les parents ont soin de bien élever leurs enfants ;

s'ils les surveillent ; s'ils leur donnent bon exemple ; s'ils les envoient exactement à l'école et au catéchisme ;

4° Si les dimanches et fêtes sont religieusement sanctifiés ; si les fidèles assistent tous à la Messe de paroisse ; s'ils ne vont point quelquefois dans les paroisses voisines sous prétexte d'affaires ; s'ils sont recueillis dans le lieu saint et attentifs aux instructions ; s'il en est qui soient dans l'habitude de sortir de l'église pendant les offices pour demeurer sur le cimetière ou sur les places publiques, et si l'on travaille quelquefois sans permission durant ces saints jours ;

5° Quel est, dans la paroisse, le nombre des personnes admises à la première communion ; combien il en est de ce nombre qui communient tous les deux à trois mois, ou plus souvent ; combien qui ne communient qu'une fois l'année ; combien qui négligent de remplir le devoir pascal et combien qui ne se présentent pas même au tribunal sacré ;

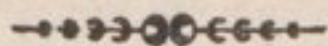
6° Si les jeunes gens des deux sexes ne se permettent point des propos libres et des familiarités dangereuses ; si l'habitude des veillées particulières existe dans la paroisse ; s'il n'y aurait point enfin quelque dérèglement public, quelque inimitié invétérée, quelque cohabitation scandaleuse ou quelques autres vices graves d'un genre quelconque, comme une extrême indifférence pour les devoirs religieux, un attachement excessif aux biens de la terre, des usures, des injustices dans le commerce, dilapidation des forêts, contrats frauduleux au préjudice des créanciers, procès trop fréquents et pour des choses de peu d'importance, etc. Les Curés ne nous parleront cependant de tout cela qu'en général et sans désigner personne. Quant aux dérèglements particuliers, ils se réserveront de nous en entretenir en secret après notre arrivée.

329. Pour notre réception, on s'en tiendra à ce qui est prescrit dans le pontifical, à moins que nous n'ayons donné des ordres différents ¹. A notre arrivée, après avoir adoré le Saint-Sacrement, nous bénirons le peuple. Le même jour, ou le lendemain, nous ferons la visite de l'église, du cimetière et du presbytère. A l'église, nous examinerons le tabernacle, les retables, les tableaux, les pierres sacrées, les fonts baptismaux, les saintes huiles, les confessionnaux, la chaire, les ornements, les missels et les vases sacrés. Au cimetière, nous observerons s'il a une étendue suffisante ; s'il a une croix et s'il a de tout côté la clôture canonique. Au presbytère, nous verrons s'il a besoin de quelque réparation. Nous examinerons aussi d'une manière particulière les registres, les comptes de la fabrique et ceux des confréries, ainsi que le tableau des fondations, pour nous assurer si elles sont fidèlement acquittées. Pour que cet examen soit plus facile à faire, chaque Pasteur aura soin de tout préparer d'avance et, spécialement, de placer tous les linges et ornements de la sacristie sur une table disposée à cette fin. Il préviendra aussi le conseil de la commune et celui de la fabrique de se trouver présents à la visite, s'ils le désirent, et de se réunir ensuite au presbytère, après la cérémonie, pour entendre la lecture du procès-verbal.

330. Avant d'administrer le sacrement de confirmation, nous interrogerons sur le catéchisme tous ou presque tous ceux qui se présenteront pour le recevoir ; nous espérons trouver toujours dans les réponses qui nous seront faites, des preuves consolantes du zèle des Pasteurs à instruire leurs paroissiens et des dispositions de ceux-ci à en profiter.

¹ Voy. l'Appendice, n° 29.

331. Désirant vivement que tout ce qui concerne nos visites pastorales soit réglé d'une manière entièrement conforme à l'esprit de l'Evangile, nous défendons très formellement à MM. les Curés qui voudront bien nous accorder l'hospitalité, de faire servir plus de cinq plats, soit au repas, soit au dessert ; et, en cela même, nous leur recommandons d'éviter toute dépense particulière, comme aussi de ne pas inviter des laïques sans nous en avoir prévenu.



TROISIÈME PARTIE

DES SACREMENTS

CHAPITRE PREMIER

DES SACREMENTS EN GÉNÉRAL

332. Les sacrements sont les dépôts des grâces et des mérites de Jésus-Christ. Ils contiennent des secours appropriés à tous les besoins spirituels de l'homme : les uns effacent le péché, nous rendent amis de Dieu, nous donnent droit au bonheur céleste ; d'autres nous procurent les lumières et les forces nécessaires pour marcher dans la voie du salut ; d'autres enfin confèrent des grâces particulières aux différents états et aux différentes situations de la vie. La distribution de ces trésors célestes est confiée aux Prêtres ; ils doivent en être les fidèles dispensateurs ¹. Heureux ceux qui seront jugés tels lorsqu'ils iront rendre compte à Dieu de leur ministère ² !

333. Tout Pasteur chargé de l'administration des sacrements doit, 1^o acquérir lui-même, par l'étude de la théologie et du droit canon, les connaissances nécessaires pour bien remplir cette fonction importante dans tous les différents cas qui peuvent se présenter ; 2^o expliquer en chaire aux fidèles tout ce qui concerne l'institution, la nécessité, l'efficacité de chaque sacrement, la grâce

¹ I. Cor., 4, 2.

² Luc., 12, 42.

particulière qu'il produit, et les dispositions requises pour le recevoir dignement ; 3^o entretenir dans l'âme de ses paroissiens, par ses exhortations, un constant désir de profiter de ce grand moyen de sanctification, que Jésus-Christ a laissé à son Eglise pour le salut de ses enfants.

334. Outre les instructions données à toute la paroisse en général, il est encore quelquefois à propos de faire une exhortation courte et pathétique au moment même où l'on va administrer un sacrement, dans la vue d'édifier simultanément et ceux qui doivent le recevoir et les assistants. Cela peut se pratiquer particulièrement pour le baptême, le mariage, la pénitence, le saint Viatique et l'extrême-onction. Quelques réflexions touchantes adressées à un mourant et à ceux qui l'environnent, font toujours sur les cœurs une profonde impression ¹.

335. Un Pasteur doit imiter toutes les vertus dont Jésus-Christ nous a donné l'exemple, et particulièrement sa charité ; il doit manifester à ses paroissiens un désir empressé de leur administrer les sacrements toutes les fois qu'ils seront disposés à les recevoir, et surtout les exhorter à recourir à lui sans retard, dans les cas de maladie. Lorsqu'il est appelé auprès d'un malade, il doit s'y rendre aussitôt, sans donner aucun signe d'impatience ou de mécontentement, et sans craindre ni la difficulté des chemins, ni le froid, ni la pluie, ni la neige, ni l'obscurité de la nuit. Si on néglige de l'appeler, dès qu'il apprend qu'un de ses paroissiens est en danger, il doit accourir de lui-même, pour l'aider à bien mourir ².

¹ Act. eccl. Med., pars IV, inst. de sacram. admin.

² Act. eccl. Med., pars IV, inst. de sacram. admin.

336. Il doit mettre toute sa sollicitude à ce qu'aucun des fidèles qui lui sont confiés, ne meure sans recevoir les derniers sacrements. A cette fin, il ne doit jamais s'absenter sans une grave nécessité, et, dans ce cas, il aura soin d'indiquer à ses paroissiens, le dimanche précédent, à qui ils devront s'adresser, au besoin, pendant son absence, ou, du moins, de laisser une personne au presbytère chargée de fournir cette indication.

337. Comme la grâce produite par les sacrements vient de Dieu seul¹, un Prêtre en état de péché mortel peut encore les administrer validement; mais alors il commet, chaque fois, un nouveau péché mortel². Nous recommandons donc à tous les Pasteurs de ne jamais oublier que les choses saintes doivent être traitées saintement. Nous leur recommandons de veiller avec soin sur eux-mêmes, sur leurs pensées, sur leurs paroles, sur leurs actions et sur leurs démarches, afin de se maintenir toujours en état de grâce et prêts à exercer toutes les fonctions du saint ministère³. Sans cette précaution essentielle, ils se procureraient la mort en donnant la vie et se perdraient en sauvant les autres. Ils doivent aussi, avant d'administrer un sacrement, se livrer un moment au recueillement et à la prière

¹ Solus Deus operatur interiorem effectum sacramenti, quia solus Deus illabitur animæ, in qua sacramenti effectus existit. S. Thom., pars III, q. 64, art. 1^o in corp.

² Quia hoc peccatum pertinet ad irreverentiam Dei et contaminationem sacramentorum, quantum est ex parte ipsius peccatoris, consequens est quod ex genere suo sit mortale. S. Thom., pars III, q. 64, art. 6 in corp.

³ Hi probentur primum et sic ministrent, nullum crimen habentes. I. Tim., 3, 10. — Parochus omnisque sacerdos, cujus est sacramenta administrare, meminisse debet se sancta tractare; omnique fere temporis memento paratum esse oportere ad tam sanctæ administrationis munus. Quamobrem maxime studebit ut ipse vitam pure, caste, ac religiose agat, mentemque et animum ab omni peccati labe purum conservet diligenter. Act. eccl. Med., part. IV, de sacram. administr.

afin d'appeler les dons de Dieu sur eux et sur ceux qui vont le recevoir. Enfin, ils doivent veiller à ce que tous les objets qui servent à l'administration des sacrements, soient toujours maintenus dans un état propre et décent.

338. Nous défendons à tous Curés ou Vicaires, 1^o d'administrer les sacrements, hors de leur paroisse, sans la permission du Pasteur respectif, excepté le cas de nécessité ; 2^o de les administrer dans leur paroisse à d'autres qu'à leurs paroissiens, sauf les cas exceptés par le droit ou la coutume ; 3^o d'accorder à des Prêtres étrangers au diocèse la permission d'administrer les sacrements dans leur paroisse sans notre autorisation ; 4^o enfin, de refuser les sacrements à leurs paroissiens sans motifs légitimes et canoniques.

339. Nous ordonnons à tous les Ecclésiastiques qui sont chargés du salut des âmes dans notre diocèse, de lire souvent les rubriques du Rituel romain ; de suivre exactement toutes les cérémonies qui y sont prescrites, sans y rien ajouter ni diminuer¹ ; de réciter les prières avec recueillement et piété, dans la vue d'attirer les grâces de Dieu sur leur ministère et d'édifier les assistants, et surtout de prononcer les paroles qui constituent la forme de chaque sacrement d'une manière grave, bien articulée, et avec l'intention de faire ce que fait l'Eglise².

340. Les dons célestes, reçus gratuitement, doivent être communiqués gratuitement³. En exerçant les fonctions saintes, un Pasteur doit éviter tout soupçon d'attachement aux biens de la terre. Nous défendons d'une manière très particulière de ne jamais rien recevoir pour l'administration des sacrements, sous quelque prétexte

¹ Conc. Trid., sess. 7, de sacram., in gen., can. 13.

² Conc. Trid., sess. 7, de sacram., in gen., can. 11.

³ Gratis accepistis, gratis date. Matth., 10, 8.

que ce soit¹, excepté, pour le mariage après qu'il a été célébré, ce qui se trouve fixé par les règlements du diocèse, ou par un usage constant et approuvé, et, pour le baptême, ce qui serait offert spontanément.

341. Hors le cas de nécessité, les Prêtres n'administreront point les sacrements sans être revêtus des ornements prescrits par le Rituel romain, qui sont le surplis et la barrette pour le sacrement de pénitence, le surplis avec une étole d'une couleur convenable pour le baptême, l'eucharistie, le mariage et l'extrême-onction². Nous tolérons cependant l'usage d'entendre les confessions des Ecclésiastiques sans étole et sans surplis.

CHAPITRE II

DES SAINTES HUILES

342. Dans chaque église paroissiale, on doit avoir trois petites ampoules en argent pour conserver les saintes huiles. Les fabriques qui n'en ont pas encore de ce métal, prendront leurs mesures pour s'en procurer le plus tôt qu'il sera possible. Celle de l'huile des infirmes doit être séparée et les deux autres réunies. On aura soin de les marquer par des lettres bien lisibles, afin d'éviter toute méprise. Outre les ampoules ordinaires en argent, on devra en avoir, dans chaque paroisse, d'autres en étain pour transporter les saintes huiles et les conserver pendant l'année. Dans chaque Archiprêtré, on devra s'en procurer aussi à frais communs qui soient assez

¹ De simonia, cap. ix.

² Const. D. de Rosignan, episc. Maur., anni 1742.

grandes pour toutes les paroisses de l'Archiprêtré. Nous défendons expressément de conserver les saintes huiles dans des vases de verre ou de cuivre.

343. Nous ordonnons que, tous les ans, MM. les Archiprêtres de Saint-François de Sales, de Notre-Dame, de Maché, de Thoiry, de Montmélian, députent chacun un Prêtre de leur Archiprêtré pour assister, le Jeudi-Saint, à la bénédiction des saintes huiles dans notre église métropolitaine, et en emporter ensuite la quantité nécessaire pour toutes les paroisses de la conférence¹. Les Archiprêtres de la Rochette et de Châteauneuf prendront entre eux les arrangements convenables et députeront alternativement un Prêtre pour les deux Archiprêtrés; ceux de Saint-Pierre d'Albigny et de Saint-Vital en enverront un pour les deux Archiprêtrés; ceux du Châtelard et d'Arith en enverront un pour les deux Archiprêtrés; ceux d'Aix et de Ruffieux en enverront un pour les deux Archiprêtrés; ceux de Rumilly, d'Albens et de Saint-Offenge en enverront un pour les trois Archiprêtrés; ceux des Echelles et du Pont-Beauvoisin en enverront un pour les deux Archiprêtrés; ceux de Saint-Genix, d'Yenne et de Novalaise en enverront un pour les trois Archiprêtrés. L'Ecclésiastique député rendra compte à l'Archiprêtre de la dépense qu'il aura faite; celui-ci la divisera entre toutes les paroisses de l'Archiprêtré proportionnellement à la population; chaque Curé lui en remboursera sa quote-part sur les fonds de la fabrique².

344. Les Curés de l'Archiprêtré auront soin de se procurer les saintes huiles nouvellement bénites pour le Samedi-Saint, s'il se peut, et le plus tard dans la semaine de Pâques. Ils iront les recevoir eux-mêmes des mains

¹ De consecr., dist. 4, cap. cxxiii.

² Mandement de M^{sr} le cardinal de Martiniana, du 29 février 1760.

de M. l'Archiprêtre, ou bien ils se les feront apporter par un autre Prêtre ou par un clerc dans les ordres sacrés. Nous défendons absolument de se servir d'un laïque pour le transport des saintes huiles, dans quelque cas et sous quelque prétexte que ce soit.

345. Nous défendons très expressément aussi à tous les Ecclésiastiques du diocèse de se servir des vieilles saintes huiles au delà du dimanche *in albis*¹. On devra alors les brûler au moyen d'un coton imbibé, dont on jettera les cendres dans la piscine.

346. On ne se servira jamais de l'huile ancienne pour la cérémonie du Samedi-Saint; ceux qui ne pourront pas se procurer les huiles nouvellement consacrées avant ledit jour, feront néanmoins la bénédiction de l'eau, en se réservant d'y ajouter les saintes huiles et d'achever la cérémonie, le plus tard dans la huitaine. Il faut, en ce cas, conserver une partie de l'ancienne eau des fonts pour baptiser les enfants qui pourraient être présentés dans l'intervalle².

347. Nous ordonnons que les saintes huiles soient conservées à l'église, près du maître-autel, ou à la sacristie, dans une armoire toujours exactement fermée; on n'en laissera point la clef à la disposition du clerc³. Nous permettons cependant de conserver quelquefois l'huile des infirmes au presbytère, mais seulement pendant la nuit, lorsqu'il y aura dans la paroisse des malades en danger, et sous la condition qu'on se procu-

¹ De consecr., dist. 4, cap. cxxii.

² Si propter locorum distantiam non possint adhuc haberi olea sacra, nullum hinc adhibeatur ad fontes, nec ad baptismum, sed infusio et unctio differatur donec fuerint recuperata; non enim sunt amplius usui post annum elapsum, nisi forte oleum infirmorum ex necessitate pro ministrando sacramento extremæ unctionis infirmis. — BAULDRY, de sabb. sanct., art. iv, n° 9.

³ Statuimus ut in cunctis ecclesiis chrisma sub fideli custodia, clavibus adhibitis, conservetur. De custod. euch. et chrism., cap. i.

rera, à cette fin, une cassette propre, tapissée intérieurement en soie violette et destinée exclusivement à cet usage ¹.

348. Si les saintes huiles viennent à manquer dans quelque paroisse pendant l'année, on pourra en reprendre chez l'Archiprêtre ou à l'Archevêché. On peut aussi, au besoin, avant qu'elles soient épuisées, y ajouter de l'huile d'olive non bénite, pourvu que ce soit toujours en moindre quantité ².

CHAPITRE III

DU BAPTÊME

349. Puisque le baptême efface le péché originel, qu'il nous fait enfants de Dieu et de l'Eglise, qu'il nous ouvre le ciel ³, les Pasteurs ne sauraient prendre trop de soins pour s'instruire de tout ce qui le concerne, pour l'administrer toujours saintement, et pour veiller à ce que personne n'en soit privé par leur faute, ou par celle des parents, dans les paroisses qui leur sont confiées.

350. Quoique, dans le cas de nécessité, le baptême puisse être conféré par toutes sortes de personnes, cependant un clerc doit toujours être préféré à un laïque et un homme à une femme, à moins que la mesure d'instruction, l'expérience et la sûreté du sacrement n'obli-

¹ Conc. Med. III, quæ ad sacr. pertinent, p. 78. — Synod. Novar., ann. 1826, de extr. unct., n° 16.

² De consec. eccles. vel altar., cap. III.

³ Nisi quis renatus fuerit ex aqua et Spiritu Sancto, non potest introire in regnum Dei. Joann., 3, 5.

geassent à intervertir cet ordre ¹. Les pères et mères ne doivent baptiser leurs enfants qu'à défaut de toute autre personne qui puisse le faire avec assurance. S'ils ne le font que dans le cas d'une vraie nécessité ou jugé tel, ils ne contractent pas de parenté spirituelle ².

351. Dans leurs instructions, les Pasteurs auront grand soin d'apprendre aux fidèles tout ce qui concerne la matière et la forme du baptême, la manière de baptiser et l'intention qu'il faut avoir en baptisant, afin que tous puissent l'administrer dans les cas pressants.

352. Comme les femmes mariées ont plus spécialement besoin de savoir baptiser, nous recommandons aux Curés de les réunir une fois l'année pour les y exercer d'une manière particulière, et leur donner des avis appropriés aux circonstances où elles peuvent se rencontrer et aux accidents qui peuvent leur survenir. Ils leur recommanderont surtout de ne jamais omettre de baptiser, ou de faire baptiser sans retard, sous condition, les enfants qui ne donnent aucun signe de vie au moment de leur naissance, à moins qu'ils ne se trouvent dans un état de décomposition tel, qu'on ne puisse plus douter aucunement de leur mort.

353. Il est aussi du devoir des Pasteurs de veiller à ce que les sages-femmes soient instruites de la manière d'administrer le baptême dans les cas difficiles où elles peuvent se trouver ³. Dans les paroisses de la campagne, où il n'est pas toujours possible d'avoir des personnes formées à cette fin, ils auront soin de désigner dans chaque hameau une ou plusieurs femmes prudentes et expérimentées, auxquelles ils apprendront tout ce qui

¹ De consec., dist. 4, cap. xix, xx, xxi. — Act. eccl. Med., pars IV, inst. bapt., p. 423.

² Causa 30, quæst. 1, cap. vii.

³ Ritual. rom., de baptizand. parv.

concerne l'administration du baptême dans les cas de danger. Chaque année, à la fin du temps pascal, ils les réuniront et les interrogeront de nouveau, pour s'assurer si elles n'oublient et ne négligent rien.

354. Pour qu'une sage-femme de profession puisse assister aux cérémonies du baptême, il faut qu'elle n'ait donné lieu à aucune plainte grave par son inconduite et qu'il conste qu'elle sait baptiser.

355. L'eau des fonts doit être bénite deux fois chaque année: le Samedi-Saint et le samedi de la Pentecôte. (*Rituel de Toulon*, du baptême; *Rituel de Langres*, des fonts baptismaux.) On aura soin d'empêcher que la poussière n'y pénètre, et de la conserver toujours dans un état de grande propreté. Si elle vient à se corrompre ou à manquer pendant l'année, on devra ou en prendre à la paroisse voisine, ou en bénir aussitôt de la manière prescrite dans le Rituel romain, à la suite des cérémonies du baptême.

356. Nous défendons de conférer le baptême solennel hors de l'église paroissiale¹; de le différer au delà de trois jours sans notre autorisation par écrit, et de donner l'eau à la maison sans une nécessité réelle ou jugée telle. Si les parents retenaient un enfant chez eux au delà de trois jours sans le faire baptiser, M. le Curé s'empresserait de nous en faire part.

357. Lorsque nous permettrons de différer les cérémonies du baptême, ce qui n'aura lieu que très rarement et pour de graves motifs, l'enfant sera ordinairement porté à l'église. Les cérémonies qui précèdent l'ondoiement et celles qui suivent devront ensuite être suppléées² dans le terme que nous aurons fixé. Dans ce

¹ In Clem., de bapt. et ejus eff., cap. unic.

² Ordo supplendi omissa supra baptizatum. Rituale rom.

cas, l'acte en sera dressé immédiatement. Lorsqu'on aura suppléé les cérémonies, on se bornera à ajouter ces mots à la marge de l'acte : *Les cérémonies différées ont été suppléées le... Signé NN.* L'absence du parrain ou de la marraine n'est pas un motif de différer les cérémonies, parce qu'ils peuvent toujours se faire représenter. C'est le parrain absent, en ce cas, qui contracte la parenté spirituelle, et non le procureur qui le représente.

358. Lorsqu'un enfant aura été baptisé à la maison, à cause du danger où il se trouvait, on devra le baptiser de nouveau à l'église sous condition, à moins que, d'après le rapport de la personne qui a baptisé et d'un ou deux témoins oculaires, il ne reste aucun doute sur la validité du baptême¹. Il est à propos, dans ce cas, de faire répéter la forme du baptême à la personne qui a baptisé, pour s'assurer si elle n'y change rien, à moins qu'on ne l'y eût exercée peu de temps auparavant.

359. On baptisera toujours sous condition les enfants trouvés, alors même qu'un billet particulier attesterait qu'ils ont été baptisés, à moins qu'on ne reconnût au bas de ce billet la signature d'un Ecclésiastique du diocèse. Le billet, dont un enfant trouvé est porteur, doit toujours être conservé avec soin, parce qu'il peut servir dans la suite à le faire reconnaître.

360. On n'admettra jamais une personne quelconque à la première communion, à la confirmation, ni au sacrement de mariage, sans s'être préalablement assuré si elle a été baptisée.

361. Lorsqu'il s'élèvera un doute fondé sur la validité du baptême d'un enfant, s'il se trouve en danger de

¹ De bapt. et ejus eff., cap. II. — Placuit de infantibus quoties non inveniuntur certissimi testes qui eos baptizatos esse sine dubitatione testentur, absque ullo scrupulo eos esse baptizandos, ne ista trepidatio eos faciat sacramentorum purgatione privari. — De consecr., dist. 4, cap. cxi.

mort, on le rebaptisera sur-le-champ sous condition. Si son état le permet, le Pasteur interrogera soigneusement le père et la mère, le parrain et la marraine, et les autres personnes qui pourront lui fournir des renseignements; il nous exposera ensuite les raisons pour et contre, afin que nous puissions juger si le baptême doit être réitéré ou non ¹.

362. Lorsque MM. les Curés auront été par nous autorisés à réitérer le baptême d'une personne, ou à s'assurer de son baptême par des dépositions assermentées, ils auront soin d'en dresser un procès-verbal, dont ils écriront l'original sur le registre particulier des fiançailles, avec une annotation à la marge du registre de la naissance ².

363. On n'omettra aucune des cérémonies du baptême, hors le cas de nécessité. On ne doit point laisser introduire l'enfant dans l'église, jusqu'au moment indiqué par le Rituel, à moins que la rigueur de la saison n'y oblige; et, dans ce cas, on le fera tenir le plus près de la porte qu'il sera possible.

364. On ne conférera point le baptême, sans qu'il y ait au moins un parrain, ou une marraine; on peut se contenter d'un seul; on n'en admettra jamais plus de deux ³. Les Pasteurs recommanderont aux parents de rechercher dans les parrains et marraines les bonnes mœurs et la piété, plutôt que la condition et les richesses, et de choisir des personnages qui, au besoin,

¹ Si nulla exstant indicia inter propinquos, aut familiares, nulla inter clericos aut vicinos, quibus hi, de quibus quæritur, baptizati fuisse doceantur, agendum est ut renascantur, ne manifeste pereant. — De consecr., dist. 4, cap. cxiii.

² Voy. la formule du procès-verbal, n° 4 de l'*Appendice*.

³ De consecr., dist. 4, cap. ci. — Unus tantum sive vir sive mulier, vel ad summum unus et una baptizatum de baptismo suscipiant. Conc. Trid., sess. 24, de ref., cap. ii.

soient vraiment dans le cas de tenir lieu de père et de mère à leurs enfants, et de contribuer à leur éducation et à leur salut, plutôt qu'à leur avancement dans le monde.

365. Nous défendons de recevoir pour parrains ou marraines, 1^o ceux qui ignorent les principales vérités de la religion ; 2^o les clercs qui sont dans les ordres sacrés ; 3^o les religieux et les religieuses ¹ ; 4^o les pécheurs publics ; 5^o ceux qui seraient notoirement reconnus pour ne remplir aucun devoir religieux ; 6^o les incrédules, les hérétiques et les excommuniés. On exigera toujours aussi que l'un au moins des deux ait été admis à la première communion.

366. On ne laissera donner aux enfants et l'on n'inscrira sur les registres que des noms de Saints ou de Saintes, connus et insérés au Martyrologe ; et si les noms sont dénaturés par l'usage, on ne les écrira que selon leur véritable orthographe ².

367. Après le baptême, il faut rappeler au parrain et à la marraine, 1^o que chacun d'eux a contracté une parenté spirituelle, soit avec l'enfant qui vient d'être baptisé, soit avec ses père et mère, laquelle rendrait entre eux tout mariage invalide ; ceux qui n'assistent que lorsqu'on supplée les cérémonies, ne la contractent pas ; 2^o qu'ils ont été établis cautions du salut de cet enfant ; que, si ses parents négligent leurs devoirs, ou s'il vient à les perdre, ils doivent eux-mêmes veiller à son éducation, avoir soin qu'il apprenne à prier, qu'il assiste à l'école, au catéchisme, qu'il fasse sa première communion de bonne heure et qu'il se conduise en tout chrétienne-

¹ De consecr., dist. 4, cap. ciii et civ.

² Ainsi on écrira Élisabeth et non pas Zélie, Françoise et non pas Fanny ou Céline, etc.

ment ¹. Il faut leur recommander aussi d'avertir le père et la mère qu'il leur est rigoureusement défendu de faire coucher l'enfant avec eux durant la première année.

368. Nous défendons aux Pasteurs de conférer le baptême aux enfants qui ne seraient pas de leur paroisse, hors le cas de nécessité ; et dans ce cas même, ils devront, après avoir baptisé, avertir le Curé de la paroisse dans laquelle l'enfant est né. Pour prévenir toute méprise, on ne baptisera jamais un enfant sans avoir demandé dans quel hameau il est né, à quels parents il appartient, s'il a été baptisé à la maison, par qui, et en présence de quelles personnes.

369. Lorsqu'on aura obtenu notre autorisation pour recevoir l'abjuration d'un hérétique, on devra, 1^o se procurer tous les renseignements qu'on pourra obtenir sur la validité de son baptême et les soumettre à notre décision ² ; 2^o nous exposer les raisons particulières qu'il y aurait de lui suppléer ou de supprimer les cérémonies ; 3^o entendre sa confession pour l'exciter à la douleur de ses péchés ³ ; 4^o recevoir son abjuration en la forme usitée ⁴ ; 5^o réitérer le baptême, si cela a été jugé nécessaire, et ensuite lui donner l'absolution sacramentelle.

370. Lorsque une femme enceinte vient à mourir en cet état, 1^o il faut toujours appeler le médecin, pour qu'il procède à l'opération césarienne ; 2^o si l'absence ou l'éloignement du médecin oblige à procéder à l'opération sans son assistance, il faut reconnaître et faire connaître aux personnes présentes les symptômes indicateurs de la mort ; 3^o employer les moyens, sans exercer aucune violence morale, pour obtenir le consentement des plus

¹ De consecr., dist. 4, cap. cv.

² De consecr., dist. cap, xxviii et xli.

³ De consecr., dist. 4, cap. xcvi et xcvii.

⁴ Rituel de Toulon, du sacr. de pénit. ; abjuration d'un hérétique.

proches parents de la défunte ; 4^o faire extraire avec précaution l'enfant par la sage-femme ou tout autre personne capable, et 5^o s'empresser de le baptiser sous formule conditionnelle ou absolue, suivant le degré de vitalité qu'il présente ¹.

371. Nous ordonnons que la bénédiction des femmes, après leurs couches, n'ait lieu que dans l'église paroissiale, et jamais ailleurs ².

372. Nous ordonnons aussi que, chaque année, le dimanche de *Quasimodo*, on fasse publiquement, dans toutes les paroisses du diocèse, le renouvellement des promesses du baptême. Les Pasteurs rappelleront à leurs paroissiens les grâces qu'ils ont reçues au baptême, les engagements solennels qu'ils y ont contractés et la nécessité où ils sont de les observer saintement jusqu'à la mort.

Les personnes qui placent un enfant en nourrice, doivent présenter son acte de baptême au Curé de la paroisse. En cas d'omission, ceux qui sont chargés de l'enfant doivent le réclamer. Les enfants pour lesquels on aurait négligé cette précaution devraient être privés de la sépulture ecclésiastique, en cas de mort, parce qu'il ne consterait pas leur baptême.

¹ La loi civile française édicte les pénalités suivantes contre tout individu qui, n'étant pas chirurgien, ferait même une seule fois l'opération césarienne : Une amende de 16 à 200 fr., un emprisonnement de six jours à deux mois. Il y a aussi des peines portées contre toutes les personnes qui l'assisteraient.

² Conc. Med. III, quæ ad sacr. pertinent, p. 77.

CHAPITRE IV

DE LA CONFIRMATION

373. L'Esprit-Saint est le principe de la vie spirituelle ; c'est de lui que nous viennent toutes les bonnes pensées et les bons sentiments ¹ ; c'est lui qui allume et entretient le feu sacré de la charité dans nos cœurs ² ; on ne peut faire aucune bonne œuvre sans le secours de sa grâce ³ ; il habite dans les justes comme dans un temple ⁴. Or, aujourd'hui, comme au temps des Apôtres, c'est par le sacrement de confirmation que l'Esprit-Saint nous est spécialement communiqué ⁵. Chaque Pasteur doit donc avoir grand soin de faire connaître à ses paroissiens l'excellence de ce sacrement, les effets qu'il produit, le besoin que nous en avons, les dispositions qu'il faut y apporter et le péché dont se rendraient coupables ceux qui négligeraient de le recevoir ou de s'y préparer dignement.

374. Nous n'admettrons *ordinairement* à la confirmation que des enfants au-dessus de neuf ou dix ans, qui aient déjà fait la première communion, ou qui soient dans le cas de la faire dans un temps peu éloigné ; qui soient jugés suffisamment instruits des principales vérités de la religion, et en état de bien apprécier l'excellence et les effets de ce sacrement.

375. Lorsqu'un Pasteur aura été averti du temps où nous

¹ II. Cor., 3, 5.

² Rom., 5, 5.

³ I. Cor., 12, 3.

⁴ I. Cor., 6, 19.

⁵ Tunc imponebant manus super illos et accipiebant Spiritum Sanctum. Act. 8, 17.

nous proposons d'aller donner la confirmation dans sa paroisse, il en préviendra les fidèles le dimanche suivant ; il formera, le plus tôt possible, le tableau de ceux qu'il croira pouvoir présenter à ce sacrement ; et, dès lors, il les réunira à l'église deux ou trois fois par semaine et plus souvent s'il le faut, pour les instruire et leur inspirer tous les sentiments dont ils doivent se pénétrer en cette circonstance.

376. Il leur apprendra à discerner les dons du Saint-Esprit et leur fera comprendre combien ils sont nécessaires à tous les chrétiens ; il leur montrera un grand exemple de l'effet de ce sacrement dans les Apôtres qui, avant de recevoir le Saint-Esprit, craintifs et timides, demeurent renfermés dans le cénacle, tandis qu'après l'avoir reçu, ils se présentent pleins de force et de courage au milieu de Jérusalem, ils se dispersent, ils portent la lumière de l'Evangile chez toutes les nations, et ne craignent plus ni les fatigues, ni les supplices, ni la mort.

377. Quelques jours avant la confirmation, il les examinera tous individuellement, et il ne délivrera ensuite des billets qu'à ceux qu'il aura jugés suffisamment instruits, au moins sur ce qui concerne les principaux mystères et le sacrement de la confirmation. Ceux qui savent lire doivent savoir par cœur en entier les trois chapitres du catéchisme relatifs à ce sacrement.

378. Il préviendra que ceux qui auraient quelques motifs d'ajouter un nom à celui qu'ils ont déjà reçu au baptême, et de choisir ainsi un nouveau protecteur dans le ciel, pourront profiter de cette circonstance pour le faire ¹. Il faut, cependant, ne le faire que rarement, parce que ces noms ajoutés à la confirmation ne peuvent pas être employés dans les actes publics.

¹ Act. eccl. Mediol, pars IV ; instruc. confir., p. 432.

379. Les Pasteurs n'autoriseront jamais un enfant à se présenter pour recevoir la confirmation, avant de s'être assurés s'il s'est confessé ; ils les exhorteront tous à s'approcher de bonne heure du tribunal sacré, afin d'avoir le temps de se corriger de leurs mauvaises habitudes et de faire une confession générale ou une revue, si leur confesseur le juge nécessaire ¹. Ils leur feront bien comprendre que, pour recevoir dignement ce sacrement, il faut avoir reçu l'absolution de ses péchés et être en état de grâce, et que celui qui le recevrait en état de péché mortel se priverait des dons du Saint-Esprit et commettrait un sacrilège. Ils les exhorteront tous à communier le jour de la confirmation, s'il est possible ².

380. Ils leur rappelleront aussi qu'on ne peut recevoir le sacrement de confirmation qu'une seule fois ³ ; que ceux qui le reçoivent, ainsi que celui qui l'administre, doivent être à jeûn, à moins qu'ils n'en soient empêchés par une indisposition, ou quelque raison grave ⁴. Ils leur recommanderont de se présenter avec les cheveux coupés et le front bien lavé, avec des vêtements propres et décents selon leur état, et surtout avec beaucoup de piété, de modestie et de ferveur.

381. Ils les préviendront qu'il ne faut manquer à aucune des trois parties dont se compose la cérémonie de la confirmation, qui sont : l'imposition des mains, l'onction faite sur chacun en particulier et la bénédiction donnée à la fin.

382. Ils inviteront tous les fidèles de la paroisse, et surtout les pères et mères, à faire des prières pour appe-

¹ De consecr., distinct. 5, cap. vi.

² Act. eccl. Med., pars IV ; instr. confir., p. 432.

³ De consecr., distinct. 5, cap. viii.

⁴ De consecr., distinct. 5, cap. vi et vii. — Act. eccl. Med., pars IV ; instr. confir., p. 432.

ler l'Esprit-Saint sur ceux qui se disposent à recevoir la confirmation. A cette fin, trois dimanches avant notre visite, on chantera le *Veni Creator* après l'aspersion, et les trois jours qui précéderont notre arrivée, on donnera, sur le soir, la bénédiction du Saint-Sacrement, avant laquelle on chantera le *Veni Creator* et les litanies de la Sainte-Vierge. On exhortera aussi les pères et mères à assister à toute la cérémonie de la confirmation et à prier avec ferveur pour leurs enfants.

383. Tous ceux qui se présenteront pour être confirmés, devront avoir à la main un billet contenant leurs noms et prénoms, signé de leur propre Curé. Les Curés n'accorderont jamais de billets à cette fin qu'à leurs paroissiens. Nous n'admettrons point à la confirmation les fidèles d'un autre diocèse, à moins qu'ils ne nous présentent une permission de leur Evêque, outre le billet de leur Curé.

384. Après la cérémonie, ceux qui viennent d'être confirmés doivent demeurer quelque temps à l'église dans un profond recueillement. Nous les invitons à réciter ensuite tous les jours le *Veni Creator*, ou bien trois *Pater* et trois *Ave Maria*, pendant huit jours, pour remercier Dieu des grâces qu'ils viennent de recevoir et lui en demander la continuation.

385. Nous ordonnons aux Curés de tenir un registre exact de tous ceux de leurs paroissiens qui auront été confirmés, en indiquant le jour où ils ont reçu ce sacrement et le nom de l'Evêque qui l'a administré.

CHAPITRE V

DU SACREMENT DE L'EUCCHARISTIE

386. C'est par amour pour les hommes que le Fils de Dieu est venu sur la terre, et c'est encore par amour pour eux qu'il a établi le sacrement auguste de nos autels. Aussi peut-on dire avec assurance que rien n'est plus agréable à Dieu que les tendres et pieux sentiments dont les cœurs purs sont pénétrés, lorsqu'ils s'approchent de la table sainte. Ces délicieux rapports avec Dieu, dont l'homme irréligieux ne saurait se former une idée, sont pour le juste un avant-goût et, pour ainsi dire, un commencement du bonheur céleste.

387. Les Pasteurs doivent donc faire tous leurs efforts pour administrer toujours dignement ce sacrement et y disposer saintement les fidèles, afin que tous y apportent une conscience pure et un cœur brûlant d'amour de Dieu ¹.

ART 1^{er}. — *De la sainte Communion.*

388. Sauf le cas d'une permission particulière, la réserve de la sainte Eucharistie ne doit avoir lieu que dans les églises paroissiales qui sont pourvues de Pasteurs, et seulement au maître-autel, la métropole exceptée.

¹ Pour inspirer aux fidèles la dévotion envers le Saint-Sacrement, les Pasteurs doivent en donner l'exemple : préparation avant la Messe et actions de grâces après, toujours faites avec piété et recueillement ; visites fréquentes, génuflexions profondes, silence parfait dans l'église, propreté dans les ornements et les linges sacrés, attention à tenir toujours la lampe allumée, zèle pour les réparations et la décoration des églises ; voilà les signes auxquels on reconnaît les bons prêtres.

389. On doit avoir dans chaque paroisse, 1^o deux ciboires, qui aient au moins la coupe en argent et dorée : l'un pour conserver les hosties, lequel doit être d'une grandeur proportionnée à la population ; l'autre, plus petit, pour porter le saint Viatique aux malades ; 2^o un ostensor pour l'exposition du Saint-Sacrement. Nous exhortons vivement les conseils de fabrique qui n'en auraient pas encore un en argent, à s'en procurer un le plus tôt possible, qui le soit au moins quant à la partie supérieure, et nous interdisons dès à présent ceux qui n'auraient pas au moins le croissant en argent doré.

390. Nous ordonnons qu'il y ait, nuit et jour, une lampe allumée devant le Saint-Sacrement. Pour prévenir toute équivoque, on remplacera désormais par des cierges, les lampes que les fidèles voudraient entretenir par dévotion devant des autels où ne serait pas le Saint-Sacrement ou devant des statues, images, etc.

391. Nous ordonnons qu'il y ait dans toutes les églises paroissiales une table pour la communion, entre le chœur et la nef. On aura soin d'en établir une, le plus tôt possible, dans les endroits où elle n'existe pas encore. Les laïques recevront la communion à la table sainte et les clercs sur les degrés de l'autel ¹. On fera très bien de remplacer les nappes dont on se sert ordinairement pour la communion, par une pale d'environ dix pouces sur huit, conservée dans une boîte de carton, comme on le pratique déjà en plusieurs paroisses, ou mieux encore, si on le peut, par un plateau d'argent ou plaqué en argent. On ne se servira jamais, à cette fin, ni du voile du calice, ni d'aucun autre objet semblable.

392. On ne fera faire les hosties que par des personnes

¹ *Communio clericis ad altare aut in choro præbeatur, populo vero loco à choro altariæ aliquanto remotiori. — Act. eccl. Med., Conc. Prov. IV.*

de confiance et, autant qu'il sera possible, par des prêtres, des religieux ou des religieuses, pour être bien sûr qu'on n'y emploie que la farine du plus pur froment ¹. Les grandes doivent porter l'empreinte d'un crucifix ou d'une résurrection ; il est à désirer qu'il y ait aussi un crucifix ou une autre image pieuse sur les petites. Les hosties destinées pour la communion doivent être rondes, du diamètre de douze à quatorze lignes, et bien coupées, afin qu'il y ait moins de fragments ². On ne doit pas les diviser en deux, hors le cas d'une grande nécessité. Le Prêtre doit aussi consommer lui-même la grande hostie qui a été conservée dans l'ostensoir, et ne pas la diviser pour la donner aux fidèles ³.

393. Il faut employer les hosties aussi fraîches qu'il se peut ; on ne doit pas consacrer celles qui auraient plus d'un mois. Il faut toujours avoir soin aussi de faire consommer les plus anciennes, et les renouveler en entier tous les quinze jours, et même plus souvent, si l'église et le tabernacle sont humides ⁴.

394. Il faut, autant qu'on le peut, administrer la sainte Eucharistie à la Messe, aussitôt après la communion du Prêtre, sans faire exception pour les Messes des morts ⁵.

¹ Vicarius foraneus curet, ut cura conficiendi hostias clericalis ordinis homini committatur. — Act. eccl. Med., Synod. XI.

² Nec hostiis et particulis incongrue incisis cuiquam sacerdoti uti liceat. Act. eccl. Med., Synod. XI.

³ Ne hostiæ magnæ, sive consecratæ, sive non consecratæ, ad usum communionis populi frangantur, nisi ob urgentem necessitatem, sed orbiculatæ parentur. Act. eccl. Med., Synod. XI. — Quod si hostia consecrata ulterius asservanda non erit, sacerdos ipse eam sumat in missa, nec eam populo sumendam tradat. Ibid.

⁴ Hostiæ octavo quoque die renoventur, idque fiat ex hostiis non ante viginti dies ad summum confectis. — Act. eccl. Med., Synod. XI.

⁵ Par décret du 27 juin 1866, la Sacrée Congrégation des Rites a déclaré qu'aux messes des morts, on peut donner la communion aux fidèles, même

395. Si l'on donne la communion hors du saint sacrifice de la Messe, on récitera, étant remonté à l'autel, l'antienne *O sacrum convivium*, avec le verset et l'oraison du Saint-Sacrement, et l'on donnera ensuite la bénédiction ordinaire aux fidèles qui ont communie. Nous ordonnons que l'on tienne toujours à côté du tabernacle un vase propre avec de l'eau et un purificateur. Il faut conseiller aux personnes du sexe de porter un voile, soit au confessionnal, soit à la table sainte ¹.

396. Les Pasteurs doivent aussi recommander aux fidèles, 1^o de ne pas sortir de l'église aussitôt après la communion, et d'y demeurer au moins un quart d'heure en actions de grâces ; il serait même utile de leur indiquer les prières à faire en cette circonstance : aux uns, les actes du catéchisme ou les prières ordinaires après la communion ; aux autres, le chapelet, ou seulement quelques *Pater* et quelques *Ave*, selon la mesure de leur instruction ; 2^o de ne prendre de nourriture qu'une demi-heure ou au moins un quart d'heure après la communion ; 3^o de s'appliquer, d'une manière particulière, à passer le jour de la sainte communion dans le recueillement et le souvenir de la présence de Dieu.

397. Ils regarderont la communion fréquente comme l'un des plus puissants moyens d'exciter et d'entretenir l'esprit de foi, de piété et de ferveur parmi les paroissiens ; ils feront tout ce qui pourra dépendre de leur zèle pour en établir l'usage ; ils recommanderont aux fidèles de communier non-seulement à Pâques, mais encore aux principales fêtes de l'année, avant de partir

avec des hosties consacrées antérieurement, qu'on peut la donner également aussitôt après la messe, et qu'on peut la donner aussi avant de recommencer la messe, lorsqu'il y a nécessité de le faire, comme pour ne pas laisser attendre trop longtemps les fidèles.

¹ I. Cor., 11, 6.

pour un long voyage et à leur retour, au commencement et à la fin d'une entreprise importante, dans les grandes afflictions et dans les succès. Ils engageront les femmes enceintes à le faire quelque temps avant leurs couches. Ils exhorteront particulièrement les personnes pieuses à s'approcher de la table sainte tous les huit ou quinze jours, ou au moins tous les mois. L'Eglise désirerait que ses enfants fussent en état de communier à toutes les Messes auxquelles ils assistent ¹.

398. Ils expliqueront fréquemment aux fidèles les dispositions qu'il faut apporter à la table sainte ; ils leur diront que, pour communier souvent, il faut non-seulement renoncer à tout péché mortel, pardonner à ses ennemis, restituer le bien d'autrui, mais encore travailler sérieusement à réformer son cœur, s'abstenir de toute vanité, de toute fréquentation dangereuse, de toute médisance, obéir à ses parents, corriger son humeur et remplir saintement les devoirs de son état. Communier souvent sans réformer ses vices, sans travailler à acquérir l'humilité, la douceur, la patience et la charité, ce serait une dévotion abusive et mal entendue.

399. En secret, les Prêtres refuseront la communion à tous ceux qu'ils en jugeront indignes, à moins que leurs mauvaises dispositions ne fussent connues que par la confession. En public, ils devront la refuser, conformément à ce qui est prescrit par le Rituel romain ², 1^o aux enfants et aux autres personnes encore non admises à la première communion ; 2^o à ceux qui n'ont pas l'usage de la raison ; 3^o aux pécheurs publics, tels que les usuriers, les ivrognes, les personnes de mauvaise vie, les

¹ Optaret sancta synodus ut in singulis missis fideles adstantes, non solum spirituali affectu, sed sacramentali etiam eucharistiæ perceptione communi-
carent. Conc. Trid., sess. 22, de sacr. missæ, cap. vi.

² Rituel. rom., de sanct. euch. sacram.

concubinaires et les impies notoires, à moins qu'ils n'aient auparavant cessé leurs désordres et réparé leurs scandales. Nous recommandons à cet égard beaucoup de circonspection et de prudence. Si un pécheur dont l'indignité n'est pas de notoriété publique se présente à la table sainte, malgré la conviction du sacrilège qu'il va commettre, on ne doit pas lui refuser la communion.

ART. 2. — *De la Communion pascale.*

400. Eu égard à la pénurie de Prêtres qui existe dans notre diocèse et à la multitude des travaux dont ils sont accablés, le temps de la communion pascale y demeurera fixé, comme par le passé, à quatre semaines ; il se prolongera depuis le dimanche de la Passion inclusivement, jusqu'au second dimanche après Pâques aussi inclusivement ¹.

401. Chaque année, le second dimanche du Carême, les Curés rappelleront à leurs paroissiens l'obligation de la confession annuelle et de la communion pascale. Ils devront, à cette fin, lire et expliquer le décret du saint Concile de Latran, *Omnis utriusque sexûs* ² ; ils avertiront

¹ Fagnanus, in cap. omnis xii, n° 46, de pœnit. et remiss.

Décret du saint Concile de Latran sur la confession annuelle et la communion pascale :

« Que tout fidèle de l'un et de l'autre sexe, arrivé à l'âge de discrétion, confesse fidèlement tous ses péchés à son propre prêtre, au moins une fois l'an ; qu'il tâche, selon son pouvoir, d'accomplir la pénitence qui lui aura été imposée, et qu'il reçoive avec respect, au moins à Pâques, le sacrement de l'Eucharistie, à moins que, de l'avis de son propre prêtre et pour un motif raisonnable, il ne croie devoir s'en abstenir pour un temps ; autrement qu'il soit privé de l'entrée de l'église pendant sa vie et de la sépulture chrétienne après sa mort. Ce décret salutaire doit être fréquemment publié dans les églises, afin que personne ne puisse alléguer son ignorance pour excuse. Si, pour un juste motif, quelqu'un désire se confesser à un prêtre étranger, il doit au préalable obtenir la permission de son propre prêtre, sans laquelle un autre ne peut pas le lier ni le délier. » — De pœnit. et remiss., cap. omnis xii.

que ces deux préceptes obligent l'un et l'autre sous peine de péché mortel. Ils exhorteront les fidèles à commencer leur confession de bonne heure, afin d'éviter tout retard et d'apporter à la table sainte un cœur mieux préparé. Ils répéteront de temps en temps le même avertissement pendant le Carême, et le dimanche de la Passion ils liront une seconde fois le décret précité ¹.

402. Nous recommandons instamment à MM. les Curés d'ouvrir les pâques chaque année dans leur paroisse par une retraite au moins de trois jours, pendant laquelle on fera, chaque jour, un discours sur l'une des grandes vérités et une instruction familière sur les dispositions à la confession et à la communion. Ils prendront d'avance des arrangements avec leurs confrères, afin de pouvoir s'aider réciproquement à cette fin. L'expérience prouve que cette pratique est d'un grand avantage pour déterminer les fidèles à remplir de bonne heure le devoir pascal.

403. Nous rappelons à tous les fidèles de faire la communion pascale dans leur église paroissiale. Ceux qui, sans la permission de leur Curé ou de l'Archevêque, iraient la faire hors du diocèse, ou dans une autre paroisse du diocèse, ou dans leur paroisse, mais ailleurs que dans l'église paroissiale, seront considérés comme n'ayant point satisfait au précepte ecclésiastique ². Ceux

¹ Antérieurement au Concile de Latran, il était ordonné à tous les fidèles de communier au moins trois fois l'année, à Noël, à Pâques et à la Pentecôte, comme on le voit par plusieurs textes du droit canon.

Etsi non frequentius, saltem in anno ter laici homines communicent, in Pascha videlicet, et Pentecoste, et Natali Domini. De consecr., dist. 2, cap. xvi. — Sæculares, qui in Natali Domini, Pascha et Pentecoste non communicaverint, catholici non credantur, nec inter catholicos habeantur. De consecr., dist. 2, cap. xix.

² Non satisfacit huic præcepto, qui in paschate extra parochiam sine consensu pastoris communicat. Liguori, Theol. mor., lib. VI, n° 300. — Bened. XIV, de Synod. diœc., lib. IX, 16, 5. — Fagnanus, in cap. omnis xii, n° 42. De pœnit. et remiss.

qui, durant tout le temps de Pâques, seront absents pour leurs affaires, de bonne foi et sans avoir en vue d'éluder la loi, pourront remplir ce devoir dans le lieu où ils se trouveront, de même que ceux qui n'ont pas de domicile fixe.

404. Le précepte de la communion pascalle oblige aussi les infirmes, les malades et les prisonniers ; les Pasteurs auront soin de les y disposer, et de porter la communion chez eux à tous ceux qui seraient dans l'impossibilité de se rendre à l'église. Pour leur donner toute facilité de remplir ce précepte et celui de la confession annuelle, nous prolongeons le temps pascal en leur faveur jusqu'à l'Ascension.

405. Les pauvres mendiants sont encore, pour l'ordinaire, plus destitués d'instruction, de mœurs et de piété, que de fortune ; les Pasteurs doivent aussi en prendre soin, et leur faire remplir le devoir pascal, s'il est possible.

406. Lorsque le terme fixé sera écoulé, les Pasteurs adresseront de temps en temps des avertissements touchants et paternels aux chrétiens indifférents et aux pécheurs d'habitude, qui auraient négligé de remplir ce devoir sacré, mais avec prudence et sans nommer ni désigner personne ; ils les feront aussi appeler quelquefois pour les exhorter en particulier, avec tendresse et charité, à ne pas demeurer plus longtemps dans l'abîme du péché mortel.

ART. 3. — *De la Communion en viatique.*

407. Il n'y a pas de situation plus grave que celle d'un mourant qui est sur le point d'aller paraître devant Dieu. Le zèle d'un Pasteur doit se ranimer à chaque fois qu'il

voit un de ses paroissiens si près de sa dernière heure. Nous recommandons à tous ceux qui sont chargés du salut des âmes dans notre diocèse, 1^o d'examiner souvent et sérieusement comment ils remplissent leurs devoirs envers les malades ; 2^o de prendre toutes les précautions possibles pour qu'aucun ne meure sans avoir reçu le saint Viatique ; 3^o de les visiter souvent et de les exhorter à recevoir les derniers sacrements de bonne heure, tandis qu'ils sont en pleine connaissance et sans attendre l'extrémité ; 4^o de ne pas porter le saint Viatique avant de s'être assuré de leurs dispositions, à moins que le danger ne soit pressant ou la distance considérable ; 5^o de prévenir ceux qui ont soin du malade, de tenir sa chambre propre, de couvrir son lit avec décence et de préparer, sur une table, près de lui, un crucifix avec deux cierges et les autres objets nécessaires ; 6^o d'exhorter les fidèles et surtout les confrères du Saint-Sacrement, à accompagner le Viatique chez les malades, et de leur rappeler souvent les indulgences accordées par les Souverains-Pontifes en faveur de cette pieuse pratique.

408. Avant d'administrer le saint Viatique, ils adresseront quelques paroles de consolation et d'exhortation aux malades, si leur situation le permet ; eu égard à la gravité de la circonstance, ces avis font souvent plus d'impression encore sur les assistants que sur les malades eux-mêmes. Ils tâcheront surtout de leur inspirer un repentir sincère de tous leurs péchés, une grande confiance en la divine miséricorde, une profonde reconnaissance pour Notre-Seigneur, qui daigne les visiter, un tendre amour de Dieu et une parfaite soumission à sa volonté. Si les malades avaient des inimitiés publiques, ils les engageraient à faire venir leurs ennemis et à se réconcilier publiquement avec eux.

409. On laissera toujours aux malades pleine liberté de faire appeler le confesseur qu'ils voudront, pourvu que ce soit un Prêtre approuvé dans le diocèse. L'administration du saint Viatique appartiendra cependant exclusivement au Curé ou Vicaire. Lorsqu'un autre Ecclésiastique aura entendu la confession d'un malade, il devra en donner promptement avis, de vive voix ou par écrit, et ne pas l'administrer lui-même, à moins que le danger ne soit pressant.

410. Le Prêtre qui porte le saint Viatique doit être revêtu d'un surplis, d'une étole, d'une chape blanche, s'il le peut commodément, et d'un voile de la même couleur. Au chef-lieu, il doit porter le petit ciboire élevé devant sa poitrine et recouvert avec le voile ; pour aller dans les villages éloignés, il le placera dans une bourse, qu'il portera de même. Le Saint-Sacrement doit toujours être accompagné de plusieurs cierges si le malade est du village de l'église, et au moins d'une lanterne s'il est d'un village éloigné ¹.

411. Si l'on porte le saint Viatique à peu de distance, il faut prendre plusieurs hosties, revenir à l'église dans le même appareil et donner la bénédiction avec le ciboire aux fidèles qui ont accompagné le Saint-Sacrement, avant de le renfermer dans le tabernacle. Si on le porte dans un hameau éloigné, on ne prend qu'une hostie ; en sortant du village de l'église, on bénit ceux qui l'ont accompagné jusque-là ; on doit bénir aussi les personnes rassemblées auprès du malade, avant de le communier et se retirer sans appareil. Nous exhortons les conseils de fabrique à se procurer une ombrelle en soie blanche, ornée de franges, pour tenir lieu de dais, quand on porte le saint Viatique.

¹ De celebrat. missar., cap. x. — Ritual. rom., de comm. infirmor.

412. Lorsqu'un malade a communié en Viatique, si le danger se prolonge un peu longtemps ou s'il reparaît après avoir cessé, il peut communier une seconde fois en viatique, même sans être à jeûn, pourvu qu'il y ait l'intervalle voulu entre ces deux communions.

413. Quoiqu'un enfant n'ait pas encore été admis à la première communion, il faut lui administrer le saint Viatique quand il est dangereusement malade, s'il est possible de l'y préparer d'une manière satisfaisante. Il faut aussi exhorter les malades, quoiqu'ils ne soient pas en danger, à communier de temps en temps par dévotion et surtout aux fêtes principales, pourvu qu'ils puissent le faire à jeûn.

ART. 4. — *De l'exposition du Saint-Sacrement.*

414. 1^o Il est permis de donner la bénédiction du Saint-Sacrement, soit avec l'ostensoir, soit avec le ciboire ; mais il est bon de réserver la bénédiction avec l'ostensoir pour les fêtes solennelles et pour les circonstances qui donnent lieu à un grand concours de fidèles ;

2^o Quand on donne la bénédiction avec l'ostensoir, le Saint-Sacrement doit être exposé au trône, sur le tabernacle, et non sur l'autel ; au contraire, si l'on donne la bénédiction avec le ciboire, on l'expose, recouvert du pavillon, sur l'autel et non sur le tabernacle ;

3^o Nous recommandons de ne pas donner la bénédiction du Saint-Sacrement plus d'une fois par jour dans la même église, excepté le jour de la fête du Saint-Sacrement ;

4^o On tiendra toujours au moins quatre cierges allumés pendant l'exposition, et six pendant la bénédiction. On

tâchera de se conformer, dans les principaux points, au cérémonial ci-après :

Au moment de l'exposition, il faut faire le premier encensement et entonner quelques chants en l'honneur du Saint-Sacrement; par exemple : l'*O salutaris*, l'*Ave verum*, l'*Adoro te*, etc.

On peut ensuite chanter d'autres prières tirées de la liturgie ou consacrées par une coutume ancienne, telles que les litanies, le *Te Deum*, le *Miserere*, etc. On peut encore, durant l'exposition, prêcher, faire des recommandations, réciter des prières même en français, et joindre à ces chants, à ces prières, les versets et les oraisons qui y correspondent, à l'exception du verset et de l'oraison *De Venerabili*.

A la fin de l'exposition, on doit chanter le *Tantum ergo*, et aux mots *Genitori genitoque*, on doit faire un second encensement. Cette strophe *Genitori* finie, on ne peut chanter que le seul verset *Panem de cœlo*, etc., suivi de l'oraison *Deus qui nobis*, etc., à laquelle il est facultatif d'ajouter d'autres oraisons; mais la dernière doit toujours se terminer par la petite conclusion qui lui est propre.

Aucun chant n'est permis et ne doit être toléré après ces oraisons, jusqu'à ce que la bénédiction soit donnée.

415. Pour ce qui concerne les autres prescriptions relatives aux vêtements et aux ornements sacrés dont le célébrant doit se servir dans la cérémonie de l'exposition et de la bénédiction, voyez BALDESCHI, *Cérémonial selon le rit romain*.

416. Nous permettons de donner la bénédiction du Saint-Sacrement dans les églises paroissiales :

1^o Aux fêtes solennelles de première et deuxième classe ;

2^o Une fois par jour pendant l'octave du Saint-Sacrement ;

3^o Le premier dimanche de chaque mois, en faveur de la confrérie du Saint-Rosaire, si elle est établie dans la paroisse ;

4^o Le premier vendredi, ou le deuxième dimanche de chaque mois, en faveur de la confrérie du Sacré-Cœur, ainsi que le jour même du Sacré-Cœur, ou le dimanche suivant ;

5^o Le troisième de chaque mois, en faveur de la confrérie du Saint-Sacrement ;

6^o Tous les dimanches de l'Avent et du Carême, si l'on fait une instruction à Vêpres ;

7^o Tous les Vendredis du Carême, après avoir fait publiquement l'exercice du *Via Crucis*, s'il est établi dans la paroisse. Si cette pieuse pratique n'existe pas dans la paroisse, on pourra donner la bénédiction un jour quelconque dans la semaine, pourvu qu'elle soit toujours précédée d'une instruction ;

8^o Le jour de la première communion générale ;

9^o Le dernier jour, ou le dernier dimanche de décembre, pour remercier Dieu des grâces reçues pendant l'année ;

10^o Pendant huit jours consécutifs, pour obtenir la conservation des fruits de la terre, dans le temps de l'année où la récolte paraîtra plus en danger. Les Curés seront libres de les donner séparément, s'ils le jugent plus convenable, pourvu que ce soit pour la même fin ;

11^o Chaque jour, pendant les missions ou les retraites données publiquement à tous les fidèles de la paroisse, ou à une partie considérable d'entre eux ;

12^o Le dimanche et une fois par semaine pendant le Mois de Marie, à condition que l'on fera une instruction chaque fois ;

13^o Après la cérémonie de prise de possession d'un Curé, si les assistants sont assez nombreux.

417. Nous exhortons les Pasteurs à établir dans leur paroisse l'exercice des Quarante-Heures en l'une des trois semaines qui précèdent le Carême, dès qu'ils auront les ressources nécessaires pour en faire les frais. Pour y suppléer en partie, nous accordons la permission de donner la bénédiction du Saint-Sacrement les trois derniers jours du carnaval dans toutes les paroisses où les Quarante-Heures ne sont pas encore établies.

418. L'exposition publique et la bénédiction du Saint-Sacrement ne pourront avoir lieu dans les communautés religieuses, séculières ou régulières, et dans les autres églises de notre diocèse qui ne sont pas paroissiales, qu'à teneur des concessions particulières qui leur auront été faites. Nous déclarons supprimées toutes les concessions de ce genre qui n'auraient pas été accordées par écrit ¹.

419. Comme la nécessité de faire des prières extraordinaires pour obtenir un temps favorable à la récolte n'est pas toujours la même dans tout le diocèse, nous autorisons MM. les Archiprêtres à permettre un *Triduum* à cette fin, avec la bénédiction du Saint-Sacrement chaque jour, lorsqu'ils le jugeront réellement nécessaire, sur la demande de MM. les Curés. Ils pourront aussi, dans le même cas, faire un *Triduum* dans leur paroisse. Hors les cas exprimés ci-devant, on ne pourra jamais faire l'exposition, ni donner la bénédiction du Saint-Sacrement, sans une permission expresse de notre part.

420. Nous défendons de faire des exorcismes sans notre autorisation, soit à l'occasion du mauvais temps, soit pour un autre motif quelconque, excepté ceux qui sont ordonnés par les rubriques du Rituel et du Missel. Nous recommandons aussi aux Pasteurs de ne pas lais-

¹ Bened. XIV, instit. 30, n° 9.

ser sonner les cloches à la volée, dans un temps d'orage, de peur d'attirer la foudre sur l'église.

421. On ne fera jamais l'exposition du Saint-Sacrement pour les prières des Quarante-Heures sans notre permission ; lorsqu'on l'aura obtenue, on pratiquera ce qui suit ¹ :

1^o Le dimanche précédent, on exhortera les fidèles à profiter de ce saint exercice, et on leur fera connaître les indulgences qui y sont attachées ² ;

2^o La veille au soir, on l'annoncera par le son des cloches à la volée, comme on annonce les fêtes solennelles ;

3^o On ne fera l'exposition qu'au maître-autel, la métropole exceptée ; on aura soin de le parer d'avance à cette fin, comme pour les grandes solennités. On ne laissera sur l'autel aucune relique pendant l'exposition ;

4^o Le matin, avant de faire l'exposition, on l'annoncera par le son des cloches, comme la veille ;

5^o Le premier jour, l'exposition sera précédée d'une Messe solennelle votive du Saint-Sacrement, dans laquelle on dira le *Gloria*, le *Credo* et la préface de *Nativitate*, et cela quand même ce serait un dimanche ordinaire ou une fête double. S'il se rencontre ce jour-là une fête de première ou de deuxième classe, ou un dimanche privilégié, on chantera la Messe du jour avec la commémoration du Saint-Sacrement *Sub eadem conclusione* et la préface de Noël, à moins que la fête n'eût une préface propre. On ne célébrera point d'autres Messes au maître-autel pendant l'exposition ³ ;

6^o Il y aura toujours, à la distance convenable de l'au-

¹ Instr. jussu Clem. XI, diei 20 jan. 1705.

² Voy. la *Raccolta di orazione di Luigi Salvioni*, 5^e édit., p. 253.

³ BAULDRY, *Man. cær.*, pars IV, cap. xvi, art. 11, n^{os} 6 et 13.

tel, au moins deux confrères du Saint-Sacrement, revêtus de leur habit de confrérie. On dressera pour cela un catalogue qui demeurera affiché jusqu'à la fin du *Triduum*. Afin qu'il y ait dans l'église un nombre suffisant d'adorateurs, le Pasteur partagera les heures du jour entre les différents hameaux et, au besoin, entre les différentes familles de la paroisse. Il exhortera tous les fidèles à faire régulièrement leur station devant le Saint-Sacrement dans le temps qui leur aura été indiqué ;

7^o On ne chantera point de Messes, ni d'autres prières pour les morts, dans l'église, durant l'exposition. S'il se présente une sépulture, on la fera le matin, avant d'avoir exposé le Saint-Sacrement ou le soir, après l'avoir replacé dans le tabernacle ; ou, si on la fait pendant le jour, on se bornera à réciter les prières du Rituel, à voix médiocre, sans chanter, en se réservant de faire les autres prières ordinaires après le *Triduum* ;

8^o A toutes les Messes qui seront célébrées aux autres autels de l'église pendant l'exposition, on ajoutera la commémoration du Saint-Sacrement, après les autres oraisons prescrites, à moins qu'on n'eût, ce jour-là, un office de première ou de deuxième classe. On ne doit pas laisser sonner la clochette aux Messes particulières durant ce même temps ;

9^o Chacun des trois jours pendant lesquels l'exposition du Saint-Sacrement durera, on fera sur le soir une instruction aux fidèles, on donnera la bénédiction solennelle et on renfermera ensuite le Saint-Sacrement dans le tabernacle ;

10^o Le troisième jour, on chantera les litanies des Quarante-Heures, avant de donner la bénédiction ¹. L'ex-

¹ Les litanies des Quarante-Heures se trouvent à la fin du livre imprimé à Turin, pour la bénédiction du Saint-Sacrement ; ceux qui ne les auraient pas chanteront les litanies des Saints à la place, excepté qu'ils supprimeront l'oraison *Fidelium*, et ajouteront celle du Saint-Sacrement avant toutes les autres.

position devra durer environ douze ou treize heures par jour.

ART. 5. — *Du saint sacrifice de la Messe.*

422. Avant de célébrer le saint sacrifice de la Messe, le Prêtre doit se retirer quelque temps à l'écart pour se recueillir ; il doit alors considérer qu'en allant à l'autel, il représente le Sauveur montant sur le Calvaire : il est chargé de sa croix ; il agit en son nom et en vertu de son autorité ; il va renouveler son sacrifice. Il doit considérer encore qu'en célébrant la sainte Messe, il aura le bonheur de communier, de recevoir Jésus-Christ dans son cœur, de s'unir intimement à lui. Il doit considérer en troisième lieu que, dans cette fonction plus qu'en toute autre, il est ministre de l'Eglise, médiateur entre Dieu et les hommes, chargé de réconcilier les fidèles avec Dieu et de faire descendre les grâces de Dieu sur les fidèles. Sous tous ces rapports, cette fonction sublime demande de lui un profond recueillement, une tendre piété, un ardent amour de Dieu, et surtout une grande pureté de conscience. Avant de se revêtir des ornements sacerdotaux, il doit faire un sérieux retour sur lui-même et sur ses dispositions intérieures ¹.

423. Nous recommandons aux Prêtres de diriger toujours leur intention avant de monter à l'autel, et d'appliquer dès lors les fruits du saint sacrifice aux personnes pour lesquelles ils doivent prier. Ils pourront, par exemple, l'offrir en particulier, 1^o pour les personnes dont ils auraient reçu une rétribution ; 2^o pour eux-mêmes ; 3^o s'ils sont Curés ou Vicaires, pour la paroisse qui leur est confiée, et spécialement pour ceux qui sont en état de péché mortel, pour les malades et pour les défunts ; 4^o pour leurs

¹ Probet autem se ipsum homo, et si pane illo edat, et de calice bibat ; qui enim manducat et bibit indigne, judicium sibi manducat et bibit, non dijudicans corpus Domini. I. Cor., 11, 28.

parents, amis et bienfaiteurs ; 5^o pour l'Archevêque et pour le clergé du diocèse ; 6^o pour le Souverain-Pontife et pour toute l'Eglise. Quelques courtes réflexions sur ses besoins personnels et sur ceux des personnes pour lesquelles on doit prier, sont très propres à exciter la ferveur.

424. Nous leur recommandons encore de ne pas célébrer comme par coutume ¹, de s'appliquer au contraire à prononcer toutes les paroles avec attention et piété, et à faire toutes les cérémonies avec un grand esprit de foi : en se frappant la poitrine, par exemple, ils doivent s'exciter intérieurement à une sincère contrition de leurs péchés ; en faisant une gémflexion, ils doivent avoir l'intention d'adorer Dieu et de s'humilier profondément devant lui ; s'ils élèvent leurs yeux au ciel, ils doivent y élever en même temps leur esprit et leur cœur ; s'ils bénissent le peuple du haut de l'autel, ils doivent appeler les bénédictions célestes du fond du cœur sur toutes les familles de la paroisse.

425. Nous défendons à tout Prêtre, sous peine de suspension, de célébrer la sainte Messe, dans le lieu de sa résidence, sans avoir au moins une soutane privée de ses manches. Les Curés sont chargés de faire observer ce point de discipline chacun dans leur église.

426. On ne commencera point la Messe avant cinq heures en hiver, ni avant l'aurore dans les autres saisons de l'année ². On ne la commencera point non plus après midi, hors le cas où une cérémonie solennelle aurait causé un retard imprévu ³. En vertu d'un indult aposto-

¹ Missa celebretur, non quasi ex consuetudine, sed magna cum attentione et devotione, sedate, tranquille, leniter, ut spiritualem ac divinam rem agi omnes cognoscant. Act. eccl. Med., pars III. — Décr. vis Apost., p. 399.

² De consecr., dist. 1, cap. LI.

³ In septim., lib. III, tit. VIII, cap. I. — Rubr. Miss., pars I, tit. XV. — COLLET, *Traité des saints Mystères*. ch. II, § 2.

lique du 12 novembre 1874, nous autorisons tous les Prêtres de ce diocèse à dire une Messe la nuit de Noël. C'est la première des trois messes assignées par le Missel, *Missa in media nocte*. On ne célébrera qu'une Messe dans chaque église, à Noël, pour l'office de minuit. Les Messes privées sont défendues les trois derniers jours de la Semaine-Sainte.

427. Nous interdisons les calices qui n'auraient pas au moins la coupe et la patène en argent et dorés ¹. Nous recommandons de faire réparer le plus tôt possible ceux dont l'usage aurait détruit la dorure. Nous interdisons également ceux dont la coupe serait percée ou fendue au bord à une certaine profondeur, ou mal assurée sur son pied ².

428. On ne doit faire usage, pour le saint sacrifice de la Messe, que du vin du pays, d'une qualité reconnue, qui ne soit aucunement altéré, et non d'un vin étranger, qui pourrait être artificiel.

429. Nous ordonnons qu'on ne se serve que de cire à l'autel ; on allumera toujours deux cierges pour les Messes basses, et quatre ou plus pour les grandes Messes, au moins les jours de dimanche et fête.

430. Nous défendons de célébrer, 1^o sans avoir au moins un servant de Messe ; 2^o avec des ornements déchirés ou malpropres ³ ; 3^o dans un lieu exposé à un courant d'air ; 4^o à un autel où il n'y aurait pas un crucifix en relief, assez grand pour être vu du Prêtre et des fidèles ⁴, et cela même lorsque le Saint-Sacrement est exposé ; 5^o s'il n'y a pas sur l'autel trois nappes, ou deux au moins, dont l'une serait doublée, et une pierre sacrée, dont les

¹ De consecr., dist. 1, cap. XLIV et XLV.

² De consecr., dist. 2, cap. XII.

³ Exod., 28, 2.

⁴ Cærem. episc., lib. I, cap. XII.

reliques ne soient pas enlevées, et qui demeure assez grande pour contenir l'hostie et le calice. Nous recommandons aux Pasteurs de choisir dans leur paroisse quelques jeunes gens pieux et modestes, et de les former avec un soin particulier à bien servir la Messe.

431. Nous leur recommandons aussi, 1^o de ne point célébrer la sainte Messe, sans avoir auparavant récité Matines et Laudes, hors les cas extraordinaires exceptés par les théologiens ¹; 2^o de préparer dans le Missel la Messe et toutes les commémoraisons à faire, avant de monter à l'autel; 3^o de parcourir les rubriques du Missel au moins une fois l'année; de relire, avant chaque solennité, le chapitre du cérémoniaire qui y est relatif, et de s'appliquer à faire toutes les cérémonies avec exactitude, gravité et piété; 4^o de ne célébrer ni avec trop de précipitation, ni avec trop de lenteur, en sorte qu'on ne demeure jamais à l'autel moins de vingt minutes, ni plus de trente, pour la Messe basse²; 5^o de réciter les différentes prières de la Messe à voix haute, médiocre ou basse, selon que les rubriques l'exigent.

432. Le droit canon interdit sévèrement aux Prêtres de célébrer sans avoir la tête découverte ³. Nous défendons donc absolument de faire usage d'une perruque ou d'une calotte à l'autel, sans avoir obtenu une permission spéciale à cette fin, laquelle ne doit être demandée que dans le cas d'une grave nécessité. Nous défendons de plus à ceux qui auraient obtenu la permission de se

¹ COLLET, *Traité des saints Mystères*, ch. II, § 2. — Sacerdos celebraturus missam, saltem matutino cum laudibus absoluto. Rubrica miss., tit. I, de præp. sacerdotum. — Si celebrans saltem matutinum cum laudibus non dixerit. Ib., de defect., n° 10. — Lig., lib. VI, n° 347.

² Bened. XIV, inst. 34, n° 30. — De imit. Christ., lib. IV, cap. IV, n° 8.

³ Nullus presbyter, ad solemnias missarum celebranda, presumat, velato capite, altario Dei assistere; et qui temere præsumpserit, communione privetur de consecr., dist. I, cap. LVII.

servir de la calotte, de la porter depuis les secrètes jusqu'à la communion ¹.

433. Lorsqu'on chante une grand'Messe, les choristes et le célébrant doivent également se conformer aux rubriques. On n'en chantera point sans avoir un ou plusieurs chantres, qui soient en état d'y répondre convenablement. Le célébrant ne doit point continuer la Messe à voix basse, tandis que le chœur chante le *Gloria*, le *Credo* ou le *Dies iræ*. Si la rubrique exige que le Prêtre récite le *Dies iræ*, le chœur doit le chanter en entier sans interruption, et ne pas en renvoyer la moitié après le *Sanctus* pour finir plus tôt. Les abréviations ou transpositions de ce genre ne conviennent point à la dignité du saint Sacrifice.

434. Nous défendons de commencer une Messe basse dans une église, tandis qu'on y fait une instruction, ou qu'on y chante la Messe paroissiale, ou que l'Archevêque lui-même célèbre la sainte Messe ². Nous rappelons aussi que, d'après le droit canon, lorsque l'Archevêque a officié pontificalement à un autel, on ne doit y célébrer aucune autre Messe ce jour-là ³.

435. Un Prêtre retiré dans une paroisse, où il n'est ni Curé ni Vicaire, ne pourra jamais célébrer la sainte Messe, les jours de dimanche et de fête, dans les chapelles rurales, ni dans celles des hameaux, sans notre permission ou celle du Curé, afin de ne pas détourner les fidèles de l'office paroissial ⁴.

436. On ne permettra point à un prêtre étranger de célébrer dans le diocèse, à moins qu'on ne le connaisse

¹ De Synod. diœc., lib. XI, cap. IX. — COLLET, *Traité des saints Mystères*, ch. VI, n° 8. Item, 3^e dissert., § 3, n° 16.

² Act. eccl. Med., pars III, decr. vis. apost., p. 399.

³ In altari in quo episcopus missam cantavit, presbyter eodem die aliam celebrare non præsumat. De consecr., distinct. I, cap. xcvi.

⁴ De consecr., distinct. I, cap. LII.

personnellement, ou à moins qu'il ne présente une permission de son Evêque, reconnue par nous ou notre Vicaire général ¹. Nous autorisons toutefois MM. les Archiprêtres à accorder cette permission pour une semaine, dans le cas où les lettres qu'un Prêtre aurait à présenter ne leur laisserait aucun motif de doute.

437. Nous défendons aux Prêtres, nouvellement ordonnés, de célébrer leur première Messe ailleurs qu'au Séminaire, sans notre permission.

438. Nous défendons à tous les Prêtres qui n'ont aucun emploi ecclésiastique dans le diocèse, ni pouvoir de confesser, sous peine de suspense à encourir par le seul fait, de célébrer la sainte Messe sans avoir obtenu de nous ou de nos Vicaires généraux, une permission par écrit à cette fin, soit un *celebret*, lequel devra être renouvelé tous les ans, et sera toujours révocable. Ceux qui se trouveront dans le cas précité, à la publication des présentes Constitutions, et, dans la suite, ceux qui cesseront d'occuper des emplois ecclésiastiques, auront un délai de trois mois pour se procurer ladite permission.

439. Nous défendons de célébrer deux Messes le même jour, Noël excepté, sans une permission expresse de notre part ². Nous autorisons les Curés, supposé qu'ils ne puissent pas se procurer un prêtre libre, à se faire remplacer au moyen du binage, les dimanches et fêtes de précepte, dans les cas suivants :

1^o Pour assister à la retraite ecclésiastique générale, ou pour venir faire une retraite particulière dans notre Séminaire, ou chez les Missionnaires du diocèse.

¹ Conc. Trid., sess. 22, in decret. de observ. et evit. in sacr. missæ. — Item, sess. 23, de ref., cap. xvi.

² De celebr. missar., cap. iii. — Non modica res est unam missam facere, et valde felix est qui unam digne celebrare potest. De consecr., distinct. 1, cap. liii.

2^o Lorsqu'ils iraient coopérer aux travaux d'une mission ou d'une retraite, ou s'aider à faire remplir le devoir pascal dans une paroisse du diocèse.

3^o Dans une circonstance imprévue, qui ne leur laisserait ni le temps de demander la permission, ni le moyen de se procurer un Prêtre libre.

4^o Dans les cas de maladie, pour une fois seulement. Si la maladie se prolonge, la permission de biner est accordée à l'Ecclésiastique qui aura été désigné à cette fin par M. l'Archiprêtre, lequel doit aussitôt nous avvertir de son choix. Dès la mort du Curé, le binage cesse, sauf le cas d'une concession spéciale. Le Prêtre député pour la desserte de la paroisse doit se borner à l'administration des sacrements et aux sépultures. Nous lui accordons cependant la juridiction curiale, et par conséquent les pouvoirs nécessaires pour le devoir pascal et la célébration des mariages; mais à condition qu'il s'adressera à nous sans retard, pour obtenir un titre d'économe. Nous nous réservons de fixer le traitement qui devra lui être alloué pour sa desserte pendant la vacance¹.

440. Les Curés et économes desservants doivent appliquer la Messe pour les paroissiens, toutes les fois que ceux-ci sont tenus d'y assister².

441. Nous recommandons à tous les Prêtres du diocèse, 1^o de tenir une note exacte des rétributions qu'ils recevront, de diriger leur intention, avant de célébrer, d'une manière bien déterminée³, et d'annoter chaque

¹ Conc. Trid., sess. 24, cap. xviii.

² Bened. XIV, de Synod. diœc., 6, 8, 2.

³ « Cette intention ne doit pas être vague et indéterminée : il faut qu'elle soit formelle. Il n'est pas nécessaire cependant qu'elle soit actuelle ; une intention prise la veille et non rétractée, une intention même habituelle d'acquitter les messes qu'on a reçues, par rang d'ancienneté ou d'inscription dans le registre qu'on doit avoir pour les noter, peut être regardée comme suffisante. » Instruct. et ordonn. de M^{gr} l'Evêque de Valence, II^e part., tit. IV, sect. 7.

jour celles qu'ils auront acquittées, de peur qu'en cas de mort, les héritiers ne sachent à quoi s'en tenir, et ne laissent plusieurs Messes à acquitter; 2^o de ne point différer la célébration des Messes dont ils se seraient chargés pour un besoin pressant; 3^o de n'en accepter que ce qu'ils prévoient pouvoir acquitter dans l'espace d'environ deux à trois mois, à moins qu'on ne leur accorde expressément un temps plus étendu; 4^o de faire passer à notre chancellerie les rétributions de Messes qu'ils auraient reçues au delà du nombre qu'ils peuvent célébrer eux-mêmes, afin qu'elles soient distribuées aux Prêtres du diocèse qui n'en auraient pas. Nous défendons d'en donner à des Prêtres étrangers et d'en envoyer hors du diocèse, sans notre permission.

ART. 6. — *Des Messes des Morts.*

442. Les rubriques laissant quelque incertitude relativement aux jours auxquels on peut célébrer des Messes des morts, nous croyons devoir fixer l'usage de notre diocèse sur ce point de la manière suivante:

1^o On peut célébrer une Messe de *Requiem, præsente corpore*, tous les jours de l'année, excepté, 1^o les jours de Noël, de l'Épiphanie, de Saint-Maurice, de Saint-François de Sales, de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, de la Fête-Dieu, de saint Pierre et saint Paul, de l'Assomption, de la Toussaint, de la Dédicace, et, pour chaque paroisse, le jour du patron principal; 2^o les trois derniers jours de la Semaine-Sainte;

2^o On peut célébrer une Messe solennelle de *Requiem absente, sed insepulto corpore*, 1^o aux jours doubles de 2^e classe qui ne sont pas de précepte; 2^o à toutes les fêtes de précepte qui ne sont pas de 1^{re} ou de 2^e classe. Cette Messe se dit *ut in die obitûs*;

3^o Si la Messe de *Requiem* n'a pu être célébrée le jour de la sépulture, on peut la dire les jours suivants, *ut in die obitûs*, aux doubles majeurs et aux mêmes jours où il est permis de faire les anniversaires fondés ;

4^o On peut chanter une Messe de *Requiem* pour un anniversaire aux doubles majeurs et aux jours d'un rit inférieur qui ne sont pas de précepte, pourvu que cet anniversaire soit fondé par le défunt, et qu'on le célèbre le jour même de son décès ¹. Sont exceptés, 1^o les dimanches et toutes les fêtes de précepte ; 2^o les jours qui excluent les offices doubles, qui sont la veille de Noël et de la Pentecôte, le Mercredi des Cendres, toute la Semaine-Sainte, et les cinq octaves privilégiées, qui sont celles de Noël, de l'Epiphanie, de Pâques, de la Pentecôte et de la Fête-Dieu ;

5^o Si un anniversaire fondé n'a pu être célébré le jour même du décès, à cause d'un autre office de rit majeur ou privilégié, on doit le transférer ou anticiper, et le célébrer ainsi avec le même privilège et la même solennité, pourvu que ce soit au premier jour libre, ou le plus rapproché du jour même du décès ;

6^o Quand on apprend la mort d'une personne, on peut dire pour elle une grand'Messe aux mêmes jours que pour les anniversaires fondés ; mais il faut que cette Messe soit célébrée aussitôt qu'on a reçu la nouvelle ; si la rubrique ne le permet pas pour ce jour-là, on peut la transférer comme les anniversaires ; on dit alors la Messe *ut in die obitûs* ;

7^o Les 3^e, 7^e et 30^e jours, *a die obitûs seu depositionis*, ont les mêmes privilèges que les anniversaires fondés ; soit que la grand'Messe à célébrer auxdits jours ait été ordonnée par le défunt ou demandée par les parents.

¹ Bened. XIV, inst. 34, n^o 24.

On dit ces jours-là la Messe *ut in die obitus*, avec l'oraison propre ;

8° Toutes les Messes de fondation *pro defunctis* ont les mêmes privilèges que les anniversaires fondés, et peuvent être célébrées aux mêmes jours, pourvu que ce soient des grand'Messes, célébrables annuellement et à jour fixe, fondées par le défunt et non par d'autres. Ces Messes peuvent être transférées ou anticipées, comme les anniversaires fondés. On dit alors la Messe *quotidienne*, avec la prose et une seule oraison propre au défunt ;

9° Les anniversaires demandés par les parents ou amis du défunt peuvent être célébrés aux doubles mineurs, pourvu que ce soit exactement le jour anniversaire de la mort ou de la sépulture. On dit alors la Messe *pro anniversario*, avec une oraison propre au défunt, au lieu de celle de cette Messe. Ces anniversaires ne peuvent pas être transférés à un autre jour double ;

10° Dans tous les cas énoncés ci-devant, les privilèges ne sont que pour une seule messe chantée. Toutes les autres Messes, grandes ou basses, qui seraient demandées pour le même jour, doivent se dire selon la rubrique ; cependant, si on manquait absolument de chantres dans la paroisse, on pourrait profiter du privilège, en disant une Messe basse, au lieu d'une grand'Messe ;

11° Les Messes privées *pro defunctis* ne peuvent être célébrées qu'aux jours simples ou semi-doubles. Elles sont prohibées aux dimanches et aux fêtes de précepte, aux vigiles de Noël, de l'Épiphanie et de la Pentecôte, le jour des Cendres, toute la Semaine-Sainte et aux cinq octaves privilégiées.

12° Quand on a une Messe pour un défunt à acquitter, il est à propos de dire une Messe des morts, si la rubrique le permet ; cependant on satisfait à l'obligation en disant

la Messe du jour¹ ; Par rescrit du 12 novembre 1874, la Sacrée-Congrégation des Rites accorde à tous les Curés de ce diocèse la permission, pour deux fois par semaine, de chanter une Messe de *Requiem* ordinaire aux jours d'office double, à l'exception des fêtes de première et de seconde classe, des fêtes de précepte, des fêtes, des vigiles et des octaves privilégiés.

13° Celui qui dit la Messe à un autel privilégié, ou qui a un privilège personnel pour certains jours, ne peut gagner l'indulgence applicable aux défunts qu'en célébrant une Messe de *Requiem*. (S. Congr. de indulg., die 11 aprilis 1840.) La confession prescrite pour gagner les indulgences un jour de fête, peut se faire huit jours avant la fête. (Même Congr., 12 juin 1822.)

14° Toutes les Messes de *Requiem* qui n'appartiennent pas à la classe des Messes privées, sont considérées comme solennelles de première classe, et n'ont qu'une oraison ; les Messes privées en ont toujours trois. Quand on célèbre pour les défunts en général, on dit les trois oraisons de *Missa quotidiana* ; si on célèbre pour un défunt en particulier, la première et la troisième oraison ne changent pas, la deuxième seule est *ad libitum*. (Décr. de la Cong. des Rites.) On peut en dire plus de trois, pourvu qu'elles soient en nombre impair ;

15° La prose *Dies iræ* est de précepte quand on ne dit qu'une oraison ; elle est *ad libitum* si l'on en dit trois ;

16° On ne doit faire aucune sépulture le jour de Pâques. On ne peut pas faire de sépultures solennelles les trois derniers jours de la Semaine-Sainte ; on se contente alors de réciter les prières à basse voix et sans chant ;

17° Par décret du 27 juin 1868, la Sacrée-Congrégation

¹ S. Congreg. Indulgentiarum, die 11 aprilis 1840.

des Rites a déclaré qu'aux Messes de mort on peut donner la communion aux fidèles même avec des hosties consacrées antérieurement, qu'on peut la donner également aussitôt après la Messe, et qu'on peut la donner aussi avant de commencer la Messe, lorsqu'il y a nécessité de le faire, comme pour ne pas laisser attendre trop longtemps les fidèles.

CHAPITRE VI

DU SACREMENT DE PÉNITENCE

443. Si Dieu était inflexible dans le temps comme il le sera dans l'éternité, celui qui aurait le malheur de commettre un péché mortel n'aurait plus d'espoir, son sort serait affreux comme celui des réprouvés ; mais il est, au contraire, plein de miséricorde pour les hommes pendant leur pèlerinage sur la terre. Quel que soit le nombre de leurs iniquités, il est toujours dans la disposition de pardonner si l'on revient sincèrement à lui ¹. C'est pour donner un plus libre accès au repentir que Jésus-Christ a communiqué à ses Apôtres et à leurs successeurs le pouvoir de remettre les péchés, lorsqu'il a dit : *Accipite Spiritum Sanctum, quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, et quorum retinueritis, retenta sunt* ². Le Prêtre assis au tribunal sacré doit donc constamment se rappeler qu'il tient la place de Jésus-Christ au milieu des hommes, et qu'il est dépositaire de son autorité pour leur réconciliation. Il doit considérer qu'avant de dire :

¹ Isaïe, 1, 17.

² Joann., 20, 21.

Quorum remiseritis peccata, le Sauveur a dit : *Accipite Spiritum Sanctum*, pour lui faire comprendre qu'il ne peut remplir cette fonction sublime que sous la direction du Saint-Esprit.

ART. 1^{er}. — *De la Juridiction.*

444. Pour absoudre validement, outre le pouvoir de l'ordre, les Prêtres ont encore besoin d'un pouvoir de juridiction. Il y a deux sortes de juridictions, l'une ordinaire, l'autre déléguée. La première est celle qu'on possède en vertu d'un titre auquel le soin des âmes est attaché ; la seconde s'exerce en vertu d'une commission particulière, révocable de sa nature.

445. D'après la discipline de ce diocèse, les Curés et les Desservants jouissent d'une juridiction ordinaire¹ ; les Vicaires et autres Prêtres approuvés pour les confessions, d'une juridiction déléguée. Il suit de là qu'en cessant d'être chargés d'une paroisse, les Curés perdent toute juridiction dans le diocèse, et qu'ils ne peuvent plus confesser sans avoir obtenu une nouvelle approbation.

446. Les Vicaires et les autres Prêtres du diocèse qui ne sont pas Curés, n'auront le pouvoir de confesser qu'en vertu des lettres d'approbation obtenues de nous ou de nos Vicaires généraux. Ces lettres ne seront ordinairement accordées que pour un an ; afin de prévenir tout oubli, nous nous proposons d'en fixer généralement le terme au 1^{er} novembre de chaque année. Cependant, si un Prêtre oubliait de bonne foi que le terme de son approbation est fini ou près de l'être, nous entendons lui continuer les mêmes pouvoirs, 1^o pendant la durée de

¹ *Rituel de Belley*, III^e part., tit. V, sect. 1. — BOUVIER, de pœnit., cap. VII, art. 2, § 2. — VERNIER, n^o 92.

l'oubli ; 2^o durant un mois au delà du jour où il s'en sera aperçu, afin qu'il ait le temps de recourir pour les faire renouveler.

447. Les Vicaires et les autres Prêtres approuvés peuvent exercer valablement leur juridiction pour la confession dans tout le diocèse, en vertu de leur admission ; les Curés le peuvent également, en vertu d'une approbation tacite ; mais nous défendons rigoureusement aux uns et aux autres d'entendre les confessions hors de leur paroisse, sauf dans les cas de nécessité, sans la permission du Pasteur respectif. Il faut que cette permission soit expresse ; on ne doit jamais la présumer.

448. En danger de mort et en l'absence d'un Prêtre approuvé, tout Prêtre, fût-il d'ailleurs hérétique, schismatique ou excommunié, a les pouvoirs nécessaires pour absoudre valablement, même de tout péché et de toute censure réservée ¹. Par danger de mort, nous entendons tout péril d'une mort prochaine, probable en lui-même ou jugé tel.

449. Tous les confesseurs doivent constamment faire attention de ne pas dépasser les limites de leur approbation, et ne jamais accorder une absolution avec une juridiction douteuse. Nous décernons la peine de suspension à encourir de fait contre celui qui, *de propos délibéré et avec une pleine connaissance*, donnerait l'absolution d'un péché mortel dont il n'aurait pas le pouvoir d'absoudre.

Pour ce qui regarde les aumôniers, ils ont généralement une juridiction quasi-curiale, sous certains rapports ; mais comme chaque établissement, pourvu d'un aumônier, a des besoins et des usages spéciaux selon sa

¹ Conc. Trid., sess. 14, cap. vii. — Rit. rom., de sacram. pœnit.

destination, il y aura un appendice au règlement particulier pour chacun d'eux.

Lorsque nous accordons à un Curé la permission d'avancer ou de prolonger le temps pascal, les pouvoirs énoncés à l'art. 194 du *Manuale Confessariorum* (édité en 1843), sont par là même censés accordés pour lui et pour les confesseurs qu'il appelle à son secours pour tout ledit temps.

D'après notre intention, la permission de dispenses *ad effectum*, etc., comprend toujours le pouvoir d'absoudre *ab incestu*, lors même que cela n'est pas exprimé.

ART. 2. — *Des Cas réservés.*

450. Le Pape et les Evêques sont dans l'usage de se réserver un certain nombre de cas ; ils se proposent en cela, 1^o de faire mieux comprendre aux pécheurs l'énormité de leurs fautes et de les en détourner plus efficacement ; 2^o de confier le soin des grandes maladies à des médecins plus habiles et plus en état d'éclairer les pénitents sur les dangers de leur situation, et de leur donner les avis dont ils ont besoin. Dès qu'un cas est réservé, les confesseurs ordinaires ne peuvent plus en absoudre validement, à moins qu'ils n'aient reçu un pouvoir spécial à cette fin ¹.

451. Un confesseur à qui on aura accusé un péché réservé fera bien quelquefois, quoique muni des pouvoirs suffisants pour absoudre, de renvoyer néanmoins son pénitent au supérieur, surtout lorsque ses dispositions ne lui paraîtront pas suffisantes.

452. Les confesseurs doivent remarquer, 1^o que celui qui aurait reçu le pouvoir d'absoudre d'un cas réservé

¹ Conc. Trid., sess. 14, cap. vii.

au Pape, peut toujours absoudre en même temps du cas et de la censure, attendu que, s'il y a une censure annexée au cas, ce n'est qu'à raison de la censure que le cas est réservé ; 2^o que, pour les cas réservés à l'Evêque, quoique la réserve tombe quelquefois simultanément sur le cas et sur la censure, la permission d'en absoudre comprend toujours l'un et l'autre, à moins que le contraire ne soit exprimé ; 3^o que le pouvoir d'absoudre du cas réservé et de la censure ne comprend point celui de dispenser de l'irrégularité, si elle a été encourue, ni celui de dispenser *ad effectum petendi debitum* ; ces deux pouvoirs doivent toujours être demandés à part ; 4^o qu'au moyen des facultés requises, on peut commencer par absoudre un pénitent des censures qu'il a encourues.

453. Pour tout ce qui concerne le tableau des cas réservés dans le diocèse, les explications relatives à chacun en particulier, les conditions qui doivent concourir pour que la réserve existe, les circonstances dans lesquelles elle cesse d'avoir lieu, on consultera le *Manuel des Confesseurs*. Nous ordonnons à tous les confesseurs de l'étudier avec soin, afin de pouvoir toujours reconnaître sur-le-champ et avec précision si un cas est réservé ou non.

ART. 3. — *De la Confession annuelle.*

454. L'obligation de se confesser est de droit divin, parce qu'un Prêtre ne peut pas juger s'il faut remettre ou retenir les péchés sans les connaître. Ce précepte oblige particulièrement ceux qui sont en danger de mort, et ceux qui, étant en état de péché mortel, veulent se disposer à recevoir un sacrement des vivants, comme l'eucharistie, la confirmation, le mariage ¹.

¹ Causa 33, q. 3. — De pœnitent., dist. 1, cap. xxxviii et xxxix.

455. Le Concile de Latran a ordonné à tous les fidèles de l'un et de l'autre sexe , qui ont atteint l'âge de discrétion, de se confesser au moins une fois l'année ¹ : le sentiment commun des théologiens et les peines portées par ce décret prouvent qu'il oblige sous peine de péché mortel. Nous croyons devoir laisser pour son accomplissement toute la latitude qu'accorde le saint Concile de Trente ². A cette fin, l'année ecclésiastique sera censée finir, dans ce diocèse, à l'expiration du temps fixé pour la communion pascale.

456. Désirant accorder aux fidèles une entière liberté de conscience, nous déclarons qu'à l'avenir la confession annuelle pourra se faire à tout Prêtre approuvé dans le diocèse ou même hors du diocèse ; mais la communion pascale devra toujours se faire exclusivement à la paroisse ³. Nous recommandons de faire faire la confession annuelle aux enfants qui n'ont pas encore été admis à la première communion, dès le commencement du Carême.

457. Parmi ceux qui vont se confesser hors de leur paroisse, il en est qui ont de justes motifs de changer de confesseur ; il faut les entendre avec charité et les aider à réparer les mauvaises confessions qu'ils pourraient avoir faites. Il en est qui ne sont déterminés que par quelques préventions ; il faut les entendre une fois avec prudence, et leur représenter ensuite qu'il sera beaucoup plus utile pour eux de continuer à se confesser à celui qui sera dans le cas probablement de les assister à l'heure de la mort. Il en est qui ne vont au loin que pour

¹ Voy. ci-devant le n° 399.

² Conc. Trid., sess. 14, de pœnit., cap. v.

³ In his regionibus consuetudo jam invaluit, ut quilibet fidelis, cui confessorio approbato libuerit, confiteatur : imo etiamsi extra suam diœcesim confiteatur, præcepto satisfacit. Cuniliati, tract. 12, cap. II, § 2, n° 1. — Bened. XIV, de Synod. diœc., 11, 14, 2.

tromper plus facilement et obtenir un billet de confession dont ils puissent abuser ; il faut s'en défier, les interroger avec soin et tâcher de ne pas se laisser surprendre. Dans tous les cas, les confesseurs ont un grand besoin d'être aidés des lumières du Saint-Esprit.

ART. 4. — *De la science et de la piété nécessaires au Confesseur.*

458. Au tribunal sacré, un confesseur doit se regarder comme père, comme médecin et comme juge : comme père, il doit se souvenir qu'il tient la place de Jésus-Christ, se pénétrer de ses sentiments, ne refuser personne, accueillir tous ses pénitents comme le père de l'Enfant prodigue accueille son fils, supporter leurs défauts, leur ignorance, avec une tendre charité, et les aider de tous ses moyens à faire une bonne confession ; comme médecin, il doit examiner avec soin la nature, le caractère, la durée, la gravité, la complication et les suites probables de la maladie, choisir et employer les remèdes qui conviennent le mieux à la situation de chaque malade, mêlant à propos le vin et l'huile, ménageant la faiblesse humaine, sans cependant négliger d'appliquer les moyens douloureux lorsque l'intérêt du salut l'exige ; comme juge, le confesseur doit porter, au nom de Dieu et en vertu de son autorité, une sentence qui sera aussitôt revue dans le ciel. Toutes ces fonctions exigent de sa part une science étendue, une conscience pure, des intentions droites et une grande piété.

459. L'administration du sacrement de pénitence suppose en effet une connaissance exacte de toute la théologie. Comment peut-on aller s'asseoir au tribunal sacré si l'on ne sait pas distinguer, au moins approximativement, les péchés mortels des péchés véniels ; si l'on ne

connaît pas les limites de sa juridiction, les cas réservés au Pape, ceux qui le sont à l'Evêque, ceux auxquels une censure est attachée, ceux qui font tomber dans l'irrégularité; si l'on ignore les empêchements qui rendent les mariages nuls et la manière de les réhabiliter, surtout au for interne; les circonstances dans lesquelles il faut absoudre et celles dans lesquelles il faut refuser ou différer l'absolution? Si un aveugle se charge d'en conduire un autre, ils périssent ensemble. Celui qui ne connaît pas les chemins ne peut pas servir de conducteur. Celui qui ignore les principes ne saurait les appliquer; il se fait une morale de son invention: il tombe dans un relâchement excessif, ou dans un rigorisme outré, selon la trempe de son caractère. Il oblige à la restitution celui qui n'y est pas tenu; il en dispense celui dont les injustices crient vengeance; il lie quand Dieu absout; il absout sur la terre celui qui demeure lié dans le ciel. Pour le moment, toutes ces iniquités restent inconnues; mais, au jour du jugement tout sera mis à découvert. Nous recommandons donc instamment aux confesseurs d'étudier assidûment surtout la théologie morale, non-seulement pour ne pas oublier les principes appris au Séminaire, mais encore pour les étendre, pour acquérir chaque jour de nouvelles connaissances, propres à servir de règles dans la direction des consciences.

460. Une conscience pure est aussi nécessaire au tribunal qu'à l'autel; avec elle les affections sont pures, les paroles sont pures; tout respire la sainteté, tout l'inspire au pénitent. Si malheureusement, au contraire, un confesseur administrait ce sacrement en état de péché mortel, en brisant les chaînes des pécheurs, il aggraverait les siennes; en leur ouvrant le ciel, il se précipite-

rait dans l'abîme, supposé encore qu'il ne les entraînat pas dans sa chute.

461. Un confesseur ne doit avoir en vue que la gloire de Dieu et le salut des âmes : guérir les maladies spirituelles de ses pénitents, les rendre chastes, humbles, justes, charitables, leur apprendre à remplir saintement les devoirs de leur état, à souffrir les peines de la vie, à aimer Dieu, à mériter le ciel, voilà le seul but qu'il doit se proposer. Pour y parvenir, il doit pratiquer lui-même le premier ce qu'il enseigne aux autres, et surtout lire de bons livres, méditer les grandes vérités de la religion et se tenir habituellement en la présence de Dieu, afin d'entretenir toujours dans son cœur les sentiments d'une tendre piété. En vivant saintement, il peut espérer tout succès, parce que l'Esprit-Saint se plaît à bénir le ministère des bons Prêtres ; il est avec eux au tribunal ; il éclaire leur esprit ; il purifie, il réchauffe leur cœur ; il parle par leur bouche ; il suit leurs paroles dans l'âme des pénitents ; il leur donne une force, une onction, auxquelles nul endurcissement ne peut résister.

ART. 5. — *De la manière d'entendre les Confessions.*

462. Nous rappelons la disposition du Rituel romain défendant d'entendre les confessions hors de l'Eglise ou de la sacristie, à moins qu'il n'y ait nécessité ou motif grave de les entendre ailleurs ; celles des Ecclésiastiques sont exceptées. Si l'on place un confessionnal sur la tribune, il ne devra jamais servir que pour les hommes. Nous permettons cependant de confesser dans les chapelles les vieillards et les infirmes qui ne peuvent pas se rendre à l'église. On cessera toujours d'entendre les confessions des femmes, depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, à 7 heures du soir au plus tard, et, dans les

autres temps de l'année, à l'arrivée de la nuit, excepté durant les retraites, les missions et la veille des grandes fêtes ; si l'on reste plus tard au confessionnal, que ce ne soit que pour les hommes. Si quelquefois nous permettons d'entendre les personnes du sexe ailleurs que dans l'église, on devra toujours disposer à cette fin un confessionnal pourvu d'une grille canonique. Nous accordons à tout Prêtre approuvé dans le diocèse la permission d'entendre les personnes du sexe dans la sacristie, dans le cas où le Curé a appelé des Prêtres étrangers à son secours, s'il n'y a pas dans l'église des confessionnaux pour tous.

463. Confirmamus sub pœna suspensionis prohibitionem audiendi in sacrario confessionnes mulierum, excepto necessitatis casu, surditatis scilicet, alteriusve infirmitatis, sive ex parte confessarii, sive ex parte pœnitentis, et in eo casu janua est aperienda, cratesque inter confessarium et pœnitentem omnino adhibenda, nisi talis sit surditas aliave infirmitas, ut necessario claudenda sit janua et crates amovenda. In ipsa quoque ecclesia, si quando, nocte superveniente, mulierum confessiones audiantur, semper lumen adhibeatur. Item, dum mulieris quæ domi infirmitate detinetur, auditur confessio, cubiculi ostium prudenter teneatur, sub-aper-tum, si status languentis id permiserit, *ut is qui ex ad-verso est vereatur, nihil malum habens dicere de nobis*¹.

464. Les Pasteurs n'ont pas de plus puissants moyens à leur disposition, pour la sanctification de leur paroisse que la confession fréquente. Ils feront tous leurs efforts pour en établir l'usage, surtout parmi les jeunes personnes de l'un et de l'autre sexe ; ils les exhorteront à se confesser tous les quinze jours, ou tous les mois, ou les deux

¹ Tit., 2, 8.

mois, ou du moins aux principales fêtes de l'année. Ils doivent travailler avec une sollicitude particulière à ramener à Dieu les ignorants, les indifférents, les libertins, les usuriers, les plaideurs et les ivrognes, qui croupissent quelquefois si longtemps dans l'habitude du péché mortel, loin des sacrements. Il ne faut pas les laisser en paix dans leurs désordres; il faut, pour ainsi dire, s'entendre avec leurs remords, s'ils ne sont pas éteints, et agir dans le même sens, les faire appeler successivement, tantôt les uns, tantôt les autres; leur donner en particulier des avis paternels, leur faire bien connaître le triste état où ils se trouvent et le terme fatal où cette route aboutit.

465. L'un des meilleurs moyens que l'on puisse employer pour déterminer les fidèles à se confesser souvent, est de ne jamais faire attendre. Il faut pour cela :

1^o Ne pas craindre les fatigues du confessionnal; s'y rendre de grand matin les jours de dimanche et de fête; ne pas abréger les séances, ne pas les interrompre sans de graves motifs, de peur que les pénitents, renvoyés d'un jour à l'autre, ne finissent par ne pas revenir de longtemps;

2^o Ne pas craindre à l'excès les dangers du tribunal : un Prêtre trop méticuleux néglige le ministère de la confession, de peur d'offenser Dieu en donnant quelques absolutions hasardées; mais ne doit-il pas craindre de l'offenser beaucoup plus gravement en laissant ainsi ses pénitents dans l'habitude du péché mortel?

3^o Mettre de l'ordre dans ses devoirs; distribuer les jours entre les différentes sections de sa paroisse, surtout avant les grandes solennités et au temps de Pâques; assigner aux hommes, qui montrent pour l'ordinaire plus d'impatience et moins d'empressement, un temps particulier réservé pour eux seuls, et se rendre tou-

jours exactement à l'église à l'heure qui aura été fixée ;

4^o Ne pas perdre son temps mal à propos avec deux ou trois pénitents, et obliger ainsi tous les autres à se retirer sans confession, après avoir longtemps attendu. Pour éviter cet inconvénient, lorsqu'un confesseur voit auprès de son tribunal un concours considérable, il doit 1^o donner quelques avis à tous en commun en peu de mots, les exhorter à un examen soigneux, à un repentir sincère, à une entière conversion ; 2^o obliger les personnes pieuses, dont les dispositions sont bien connues, à se confesser en peu de mots, ou à aller communier sans absolution ; 3^o faire deux ou trois questions à ceux qui sont dans l'habitude du péché, pour connaître leur état présent, les renvoyer à un jour fixe et peu éloigné, et leur indiquer ce qu'ils doivent faire en attendant. On pourra par ce moyen avancer le travail et se procurer la consolation d'avoir ce jour-là une communion nombreuse.

466. Lorsqu'il est appelé pour aller confesser, un prêtre doit, 1^o se conduire avec beaucoup de gravité, en sorte qu'il n'y ait rien dans sa démarche ni dans ses paroles, qui ne convienne à un homme qui tient la place de Jésus-Christ ; 2^o s'humilier dans son cœur de ses propres péchés, et se rappeler qu'il va exercer cette fonction sublime en la présence de celui qui le jugera, ainsi que ses pénitents, qui sont peut-être plus innocents que lui¹ ; 3^o ne pas s'asseoir au tribunal sacré,

¹ Cum ad audiendam confessionem vocabitur, ita se geret, ut neque in incessu, neque in gestu, motuve alio corporis videatur, nec in ejus voce quidquam audiatur, quod non deceat virum gravem atque adeo sanctum, quique meminerit se tenere locum Dei. Intime vero atque in corde suo humiliter de se sentient, ita ut tanquam in Dei conspectu, cum reverentia et timore sancto ministerium audiendæ confessionis peragat: et animo usque adeo demittat, sancteque adjiciat, ut pœnitentes quorum confessionem audit, se meliores putet. Acta eccl. Med., pars IV, instr. pœnit., p. 441.

sans avoir invoqué l'Esprit-Saint, en récitant au moins la prière *Veni Sancte Spiritus*, avec le verset et l'oraison *Deus qui corda fidelium*, afin d'attirer les grâces de Dieu sur lui-même et sur ses pénitents. Pendant la confession, il faut de temps en temps, et surtout lorsqu'on éprouve le plus de dégoût, de difficulté ou de danger, élever son cœur vers Dieu, et lui adresser quelques-unes de ces courtes et ferventes prières dont l'Écriture sainte est remplie : *Deus in adiutorium meum intende*¹ ; *Cor mundum crea in me Deus*² ; *Eripe me, Domine, de luto, ut non infigar*³ ; *Domine, salva nos, perimus*⁴.

467. Il n'y a pas de fonction qui exige plus de charité que la confession : il faut écouter le pénitent avec une attention soutenue, avec tranquillité ; ne laisser apercevoir aucun signe d'impatience, quelles que soient la gravité de ses péchés, la grossièreté de ses expressions, ou sa prolixité ; il faut le laisser parler librement, ne pas l'interrompre sans nécessité et alors même ne le faire qu'en peu de mots ; ne point parler à haute voix, ne point gronder, ne donner les avis qu'à la fin, et les donner toujours avec une bonté paternelle ; se tenir en garde contre le sommeil, le dégoût et l'ennui ; offrir de temps en temps à Dieu ses peines et ses fatigues, et les adoucir en pensant que l'on travaille pour sa gloire et pour le salut des âmes.

468. Il y a obligation pour le confesseur d'aider le pénitent à faire une bonne confession, et par conséquent de l'interroger, si sa déclaration paraît insuffisante. Avant la confession, on peut demander son âge, sa profession, s'il est marié, s'il a des enfants à élever, depuis com-

¹ Ps. 69, 1.

² Ps. 50, 12.

³ Ps. 68, 15.

⁴ Matth., 8, 25.

bien de temps il ne s'est pas confessé, s'il a reçu l'absolution, s'il a fait sa pénitence. Pendant la confession, il faut se borner à un petit nombre de questions monosyllabiques sur quelques circonstances principales, sur quelques articles de restitution, que l'on craindrait d'oublier. A la fin, il faut faire des interrogations plus ou moins nombreuses, en proportion des omissions présumées. Il faut en général s'assurer, 1^o si le pénitent est suffisamment instruit des principales vérités de la religion ; 2^o s'il n'aurait point de confession antérieure à réparer ; 3^o s'il connaît et remplit les devoirs de son état. Quant aux habitudes invétérées, il faut en connaître la durée, les variations, accroissement, diminution, promesses faites en confession, amendement temporaire, rechutes, moyens employés pour se corriger, prières, jeûnes, méditations, etc. Quant aux péchés contre le sixième commandement, il faut mettre beaucoup de réserve et de prudence dans les interrogations à faire, surtout envers les personnes d'un âge peu avancé, afin de ne pas scandaliser par des questions trop minutieuses ou indiscrètes, ceux qui ont eu le bonheur de vivre jusque-là dans l'innocence. C'est surtout en traitant cette matière qu'un confesseur doit se rappeler la présence de Dieu et la sainteté de son ministère.

469. Il est des pénitents qui sont incapables de faire l'examen et la déclaration de leurs fautes ; il faut y suppléer par des interrogations ; il faut que le confesseur fasse, pour ainsi dire, lui-même toute leur confession. A cette fin, tout Prêtre doit avoir dans sa mémoire une série de questions disposées selon l'ordre des commandements de Dieu et de l'Eglise, des péchés capitaux, et des principales obligations de chaque état, pour en user au besoin. En faisant le catéchisme aux enfants, il faut les habituer à faire leur examen et leur accusation

dans le même ordre ; ils acquerront par là plus de facilité pour reconnaître et déclarer leurs péchés.

470. Il est défendu de demander aux pénitents le nom de leurs complices, et de faire aucune question tendant à obtenir d'eux cette déclaration ¹.

471. Les confessions générales sont quelquefois nécessaires pour réparer des sacrilèges certains ou probables : il faut alors les ordonner ; elles sont quelquefois utiles pour dissiper des inquiétudes et exciter à la contrition : il faut alors les permettre ou même les conseiller ; elles peuvent quelquefois entretenir des scrupules, ou rappeler des idées qu'il convient d'oublier : il faut alors les interdire. Elles sont particulièrement utiles dans les missions et les retraites, où les cœurs sont remués par de solides instructions. Dans certains cas douteux et pressants, on peut faire faire au pénitent une revue ou une confession générale, abrégée par une série de questions faites à propos. Il faut cependant exiger, quand on le peut, que le pénitent déclare lui-même ses péchés.

472. Lorsqu'un pénitent est plongé depuis longtemps dans des habitudes criminelles, on doit pour l'ordinaire le soigner pendant quelque temps, et faire cesser les péchés mortels, avant qu'il commence sa confession générale ; il faut cependant la faire commencer tout de suite, 1^o lorsque les circonstances sont pressantes, comme dans une maladie, ou dans une mission ; 2^o lorsqu'il annonce des dispositions un peu extraordinaires ; 3^o lorsque cet examen détaillé de toute sa vie paraît nécessaire, pour lui inspirer l'horreur du péché et faire cesser l'habitude.

473. Les confesseurs s'assureront avec soin de l'ins-

¹ Liguori, Theol. mor., lib. VI, n^o 491. — Bened. XIV, const. *Ubi primum*, 2 junii 1746.

truction de leurs pénitents, surtout en ce qui concerne les principaux mystères. Souvent on laisse faire beaucoup de confessions nulles, faute d'interroger sur ce point. S'ils les trouvent dépourvus de cette connaissance, ils leur enjoindront de se faire promptement instruire dans leur famille, ou ils les feront instruire par quelques personnes pieuses, ou ils les instruiront eux-mêmes. Et si, comme il arrive quelquefois aux vieillards, la faiblesse de leur mémoire est telle qu'ils ne puissent pas retenir ces explications, ils auront soin qu'ils les comprennent au moins au moment de l'absolution.

474. Les soins donnés aux enfants décident pour l'ordinaire du reste de leur vie ; nous désapprouvons totalement l'usage de ne pas les absoudre avant l'époque de la première communion ; si on ne les en trouve pas capables, c'est, pour l'ordinaire, parce que l'on ne travaille point assez à les y disposer. Il faut les faire confesser de bonne heure et souvent ; ensuite, lorsqu'ils ont une connaissance suffisante des principaux mystères et de la distinction du bien et du mal, s'ils commencent à concevoir quelques sentiments de contrition et d'amour de Dieu, il est très utile et très à propos de les absoudre de temps en temps, pour mieux les disposer à la première communion et à la confirmation.

475. Ceux qui sont plus ou moins idiots forment une classe qui est, pour l'ordinaire, beaucoup trop négligée ; ils ont cependant une âme à sauver, et les Pasteurs répondront aussi devant Dieu de ce qu'ils auront fait pour leur salut. Si on les abandonne à eux-mêmes, leur vie devient purement animale ; ils ont assez de malice pour faire le mal ; ils se livrent à leurs penchants et commettent de graves désordres. Pour en tirer quelque parti, il faut les instruire et entretenir dans l'habitude de la confession tous ceux d'entre eux qui ne sont pas entièrement

dépourvus de raison. Au moyen de beaucoup de soins, quelques-uns pourront être admis de temps en temps aux sacrements ; ceux auxquels on n'oserait pas accorder l'absolution pendant la vie, pourront au moins la recevoir avant de mourir. Quoiqu'il ne puisse pas les absoudre, un Pasteur zélé ne laissera pas de les confesser quelquefois, et, au moyen de ses avis souvent répétés, il fera entrer les vérités de la foi assez avant dans leur esprit pour régler leur conduite et arrêter leurs passions.

476. Les malades demandent encore plus de soins que ceux qui sont en santé, parce qu'ils sont plus près du moment décisif. Les Pasteurs savent par expérience que l'issue des maladies est presque toujours incertaine, et qu'il n'est rien de plus commun que les surprises de la mort. Ils doivent donc exhorter les fidèles à les faire appeler de bonne heure dans leurs indispositions, et accourir auprès d'eux avec empressement dès qu'ils sont avertis. Ils ne mettront aucune différence entre le riche et le pauvre, parce que toutes les âmes sont d'un prix égal devant Dieu. Ils s'assureront avant tout si le malade est instruit des principaux mystères, et, s'il a besoin de faire une confession générale, ils l'aideront à faire son accusation avec plus ou moins de détails, selon que son état pourra le permettre. S'il est tenu à quelques restitutions, il les feront faire sur-le-champ, s'il se peut, ou du moins ils exigeront qu'il y pourvoie de quelque manière, sans se diffamer, dans son testament, ou dans un codicille, ou dans un acte notarié fait séparément, ou du moins dans un billet sous seing privé, en présence de deux témoins, si on ne peut faire mieux. Ils ne se contenteront de la promesse des héritiers, qui demeure presque toujours sans exécution, que lorsque les moyens indiqués ci-dessus seront impraticables. Ils exhorteront

les malades à régler leurs affaires temporelles de bonne heure et de manière à laisser après eux la paix dans leur famille. Ils ne se mêleront point de diriger leurs testaments et encore moins de les écrire ; ils ne chercheront point à influencer sur leurs volontés, pas même pour leur faire faire des œuvres pies. Les legs qui excitent des murmures sont plus nuisibles qu'utiles à l'Eglise. Si on leur demande conseil, ils n'approuveront pas, sans de très graves motifs, la disposition des parents à favoriser quelques-uns de leurs enfants au préjudice des autres, parce que, en agissant ainsi, ils leur lèguent, pour l'ordinaire, des procès ruineux et des haines interminables.

477. Si un Pasteur vient à rencontrer un malade qui refuse les derniers sacrements, il doit, 1^o le visiter souvent, avec empressement et charité ; 2^o lui adresser les exhortations les plus touchantes, les plus capables de faire impression sur son cœur ; 3^o s'il ne manifeste ses dispositions qu'au for interne, ou en secret, il faut ensevelir le tout dans un silence absolu et ne faire aucun éclat ; 4^o si, après les avis les plus prudents et les plus paternels, et sans avoir donné auparavant aucune preuve de folie, le malade persiste obstinément dans son refus, en présence de plusieurs témoins, on ne lui accordera point la sépulture ecclésiastique après sa mort, sans nous avoir consulté.

478. Pour donner à chaque pénitent les avis qui lui conviennent, il faut être instruit. Nous recommandons à tous les confesseurs de lire assidûment, 1^o des livres de théologie, pour bien décider les cas de conscience ; 2^o des livres de piété, pour se tenir toujours eux-mêmes pénétrés de sentiments religieux et en état d'en inspirer aux autres ; 3^o des livres de direction spirituelle, pour mieux apprendre à convertir les pécheurs et à faire

avancer les âmes pieuses dans les voies de cette haute perfection où Dieu les appelle quelquefois.

479. Les Pasteurs ne défendront jamais à leurs pénitents de changer de confesseurs ; ils leur laisseront à cet égard une entière liberté. En agissant différemment, ils pourraient faire commettre beaucoup de sacrilèges. S'ils reviennent à eux après les avoir quittés, ils les recevront avec la même charité qu'auparavant, et sans leur donner aucun signe de mécontentement. Ils traiteront tous leurs pénitents comme il convient à un ministre de Jésus-Christ, évitant également de rebuter ceux qui sont fatigants et grossiers, et de donner des marques de prédilection à ceux dont les qualités sont plus intéressantes.

480. Un Pasteur qui connaît extérieurement la conduite de ses paroissiens, est plus en état de les diriger. L'usage de faire venir des confesseurs étrangers n'est pas totalement exempt d'inconvénients ; mais il a aussi des avantages importants. On peut, par ce moyen, empêcher bien des confessions sacrilèges, ou fournir l'occasion de les réparer. Nous croyons donc devoir ordonner que chaque Pasteur procure, une fois l'année, cette facilité à ses paroissiens, vers la fin du temps pascal, ou dans un autre temps convenable. A cette fin, il appellera au moins deux autres confesseurs à son secours pendant quelques jours, et il aura soin d'en donner avis à l'église le dimanche précédent.

481. Lorsqu'un pénitent va se confesser hors de la paroisse, sauf les cas de quelques graves scandales, il n'est pas prudent d'avertir son confesseur, 1^o parce que, en agissant ainsi, on communique ses propres préventions, qui ne sont pas toujours justes ; 3^o parce que si le pénitent s'aperçoit de cet avertissement, il en conçoit une peine qui l'éloigne quelquefois des sacrements pour toujours. Il vaut mieux ordinairement l'abandonner à sa cons-

science et à l'action de la grâce ; tant pis pour lui s'il abuse d'une liberté qui lui est accordée en vue d'un plus grand bien.

ART. 6. — *De l'imposition de la Pénitence.*

482. Nous exhortons les confesseurs à méditer les sages avis que donne le saint Concile de Trente, relativement à l'imposition de la pénitence ¹. Ils auront toujours égard à la gravité des péchés et aux facultés du pénitent ; ils prendront garde de ne pas se charger eux-mêmes des fautes d'autrui, en traitant les pécheurs avec trop d'indulgence, et en n'imposant que des pénitences légères pour de graves égarements. Ils se rappelleront que la pénitence doit avoir pour effet tout à la fois de punir le pécheur des fautes qu'il a commises et de l'en détourner à l'avenir. Ils liront aussi de temps en temps les anciens canons pénitentiaux, pour bien connaître quel était sur ce point l'esprit de la primitive Eglise, et, au besoin, ils les citeront aux fidèles, pour les déterminer plus facilement à accepter les œuvres prescrites ².

483. Les pénitences que l'on impose doivent être simples et sans complication ; si elles sont composées de plusieurs pratiques différentes, on les oublie presque toujours en tout ou en partie.

Il faut rarement en prescrire qui s'étendent au delà

¹ Debent ergo sacerdotes Domini quantum spiritus et prudentia suggerit, pro qualitate criminum et pœnitentium facultate, salutare et convenientes satisfactiones injungere, ne si forte indulgentius cum pœnitentibus agant, levissima quædam opera pro delictis gravissimis injungendo, alienorum peccatorum participes efficiantur. Habeant præ oculis ut satisfactio, quam imponunt, non sit tantum ad novæ vitæ custodiam, sed etiam ad præteritorum peccatorum vindictam, et castigationem. — Sess. 14, de pœnit, cap. viii. — De pœnit. et remiss., cap. viii.

² Voy. le *Rituel de Toulon*, tom. I, du sacrem. de pénit — Extrait des anciens canons pénitentiaux.

d'une année, sauf quelques cas extraordinaires ; autrement, on les confond avec celles des confessions suivantes, et on finit par les négliger.

On ne doit pas prescrire à une personne qui est sous la puissance d'autrui, des œuvres qui l'empêcheraient de remplir ses devoirs.

On peut quelquefois n'imposer qu'une pénitence médiocre, ou même légère, à un pécheur qui, à raison de ses crimes, en mériterait une beaucoup plus grave, si on s'aperçoit qu'il n'aurait pas encore assez de force pour l'exécuter ; mais on se réserve alors d'y suppléer dans les confessions suivantes, lorsque ses bonnes dispositions seront plus développées. Il faut, en ce cas, le prévenir que, s'il vient à changer de confesseur, il devra faire connaître cette circonstance à celui qu'il choisira.

Lorsqu'on rencontre des personnes qui auraient besoin de faire de grandes pénitences, et qui, à raison de leurs infirmités, ne peuvent presque en faire aucune, il faut leur recommander d'y suppléer par des prières ferventes, par des gémissements habituels devant Dieu, par le désir de faire quelque chose de plus à l'avenir, et par leur attention à gagner les indulgences accordées par l'Eglise quand elles en ont l'occasion.

On peut prescrire des œuvres déjà ordonnées d'ailleurs : comme de jeûner en Carême, de ne plus entrer dans une maison où l'on trouve une occasion prochaine de péché ; mais il faut alors y ajouter quelques pratiques auxquelles le pénitent ne soit pas encore obligé.

Quand les fidèles ont déjà fait d'eux-mêmes plusieurs pénitences volontaires pour expier leurs fautes, on doit y avoir égard et diminuer proportionnellement la pénitence sacramentelle. Après avoir indiqué une pénitence, il faut s'assurer si on l'accepte ; car, si on ne s'en ac-

quitte pas, elle est inutile et devient même l'occasion d'un nouveau péché.

Lorsqu'on a prescrit quelques œuvres peu pénibles, on peut recommander au pénitent d'y en ajouter ensuite quelques-unes de lui-même, par manière de supplément, s'il le peut. Quand il reviendra se confesser, on lui demandera compte de ce qu'il a fait, et on pourra au moins par là juger de sa bonne volonté.

484. Chaque pénitent a ses vices dominants ; il faut les discerner avec soin, et lui imposer, autant qu'on le peut, des pratiques qui y soient opposées. Ainsi on peut prescrire :

Aux personnes qui sont sujettes à la vanité et qui aiment les danses, de renoncer à l'usage de leurs vêtements de luxe ; de renouveler à l'église les promesses de leur baptême et de méditer sur la manière dont elles les ont observées jusqu'alors ;

A ceux qui sont esclaves du respect humain, de passer, tous les dimanches, une demi-heure à l'église, hors le temps des offices ; de se confesser et de communier publiquement une fois par mois ; d'assister à la Messe de paroisse dans un lieu bien visible ; d'entrer les premiers, de sortir les derniers ; d'avoir toujours un livre de prières à la main ; de servir eux-mêmes la sainte Messe, etc. ;

Aux avares, de méditer sur ce qu'ils emporteront avec eux à la mort ; de faire les dépenses nécessaires pour s'habiller plus proprement ; de mettre à part une certaine somme chaque mois, pour la distribuer aux pauvres, etc. ;

A ceux qui sont trop attachés aux jeux et aux divertissements, même permis, de s'en priver deux à trois jours par semaine, ou plus souvent, selon les cas ;

Aux impudiques, de se lever tous les jours de grand matin et à une heure réglée ; de jeûner une fois par

semaine, ou une fois par mois ; de s'abstenir de vin à certains jours, d'y mettre la moitié d'eau ; de se confesser tous les huit à quinze jours ; de méditer tous les jours pendant un quart d'heure sur ce qu'ils voudront avoir fait dans leur dernière maladie, lorsqu'ils recevront l'extrême-onction, lorsqu'on leur fera la recommandation de l'âme ;

Aux hommes sensuels, de ne jamais boire ni manger en particulier ; de s'en tenir exactement aux repas ordinaires de la famille ; de jeûner, en d'autres temps, avant ou après la saison des travaux, autant de jours qu'ils en ont omis en Carême par leur faute, etc. ;

Aux ivrognes, de ne jamais demeurer plus d'une heure à table ; de ne plus entrer au cabaret sans nécessité ; de mêler à leur vin une moitié d'eau ; de jeûner une fois par semaine, etc. ;

Aux rancuniers, de méditer tous les jours sur ces paroles de l'oraison dominicale : *Pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons* ; de saluer leurs ennemis les premiers, de leur rendre quelque service, de prier tous les jours pour eux, etc.

485. De toutes les pénitences médicinales que l'on puisse imposer, les plus utiles sont :

1^o De prier beaucoup, de prier souvent, d'adresser fréquemment à Dieu quelques courtes oraisons jaculatoires ;

2^o De méditer chaque jour un quart d'heure, ou plus longtemps, sur les grandes vérités de la religion ;

3^o De faire une lecture de piété tous les jours, ou du moins deux ou trois fois par semaine ;

4^o De se confesser régulièrement tous les mois, ou plus souvent ;

5^o De faire une retraite au moins de trois à quatre

jours, pendant lesquels on s'occupera uniquement de l'affaire du salut.

Ces pénitences étant de nature à faire réfléchir le pécheur, à le faire rentrer en lui-même, à lui faire comprendre tout le danger de son état, il faut les imposer de préférence à tous ceux qui peuvent s'en acquitter utilement.

486. Il faut engager aussi les pénitents à offrir à Dieu, en satisfaction de leurs péchés, leurs travaux, les maux qu'ils endurent, les maladies, la pauvreté, la rigueur des saisons, les persécutions, les médisances, les calomnies et toutes les misères de la vie, et même les sacrifices qu'ils sont obligés de faire pour se convertir, fuir les occasions, réformer leurs habitudes, ou renoncer à un profit illicite : c'est l'intention de l'Eglise, comme on le voit par les prières qui suivent l'absolution : *Quidquid boni feceris et mali sustinueris*, etc.

487. Les confesseurs n'imposeront aux malades que des pénitences courtes et faciles, comme des actes de foi, d'espérance, de charité, de contrition, de résignation, d'union de leurs souffrances à celles de Jésus-Christ, ou quelques autres prières, selon leur état. Ils leur indiqueront cependant ce qu'ils devront faire lorsqu'ils auront recouvré la santé.

488. Ils n'imposeront jamais de pénitences publiques sans notre permission ; ils pourront cependant prescrire quelquefois, à ceux dont les dérèglements auront été entièrement notoires, des pratiques extérieures propres à réparer leurs scandales : comme de faire des visites au Saint-Sacrement, de passer un temps un peu plus considérable à l'Eglise, soit pendant la semaine, soit les dimanches et fêtes, hors le temps des offices ; de rendre publiquement quelque service à ceux avec lesquels ils ont eu des inimitiés.

489. Ils ne changeront les pénitences qui auraient été imposées par d'autres confesseurs, qu'avec réserve et circonspection, et seulement après avoir pris quelque connaissance des fautes pour lesquelles elles auraient été prescrites.

490. Ils ne se proposeront jamais d'autres vues que celles de procurer la gloire de Dieu et le salut des âmes; ils écarteront avec soin toute idée d'intérêt temporel; ils n'accepteront point de rétributions de Messes au confessionnal; s'ils prescrivent des aumônes, ils ne chercheront point à les faire appliquer à leur église ou à d'autres bonnes œuvres de leur choix; s'ils se chargent de quelques restitutions à faire pour obliger les pénitents et mettre leur honneur à couvert, ils auront grand soin d'exiger un reçu et de l'exhiber ensuite, afin de ne jamais donner prise à la censure.

ART. 7. — *De l'Absolution.*

491. De toutes les fonctions du confesseur, la plus importante comme la plus difficile est de juger si le pénitent doit ou non recevoir l'absolution; il est presque aussi dangereux de ne pas la donner à ceux qui la méritent, que de l'accorder à ceux qui en sont indignes. Si l'on absout un pécheur qui n'a pas les dispositions requises, il commet deux sacrilèges, l'un au tribunal, l'autre à la table sainte, et redevient ensuite plus que jamais l'esclave de ses passions; si l'on éprouve trop longtemps ses pénitents, si on les renvoie plusieurs fois sans nécessité, on les prive de la grâce des sacrements, on les rebute; ils se livrent au découragement et retombent dans leurs désordres. Il faut donc se défier beaucoup de soi-même et demander à Dieu le don de conseil chaque fois que l'on va confesser.

492. On convient qu'il faut refuser l'absolution, 1^o à ceux qui ignorent les choses dont la connaissance est nécessaire de nécessité de moyen : comme l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme, les peines et les récompenses futures, les mystères de la sainte Trinité, de l'Incarnation et de la Rédemption, et ce qui concerne les sacrements qu'on se dispose à recevoir. Dans la pratique, les confessions faites avec cette ignorance doivent être supposées nulles et réparées par une confession générale.

2^o A ceux qui ignorent les choses nécessaires de nécessité de précepte : comme les actes de foi, d'espérance, de charité et de contrition ; l'Oraison dominicale, le Symbole des Apôtres, les Commandements de Dieu et de l'Eglise. Une négligence grave à s'instruire de ces vérités doit être regardée comme une habitude de péché mortel ; cependant, dans un cas plus ou moins pressant, on peut absoudre, une première fois celui qui les ignore, pourvu qu'il promette de s'en instruire au plus tôt.

3^o A ceux qui ignorent les devoirs de leur état, ou ne les remplissent pas : ce qui regarde particulièrement les pasteurs, les confesseurs, les pères et mères, les hommes d'affaires, les médecins, les juges, les notaires, et, en général, tous ceux qui exercent un emploi public.

4^o A ceux qui, ayant vécu jusque-là dans l'habitude du péché mortel, ne sont pas sincèrement disposés à changer de vie : tels sont les blasphémateurs, les ivrognes, les impudiques ; ceux qui travaillent les dimanches et fêtes, ceux qui violent les lois de l'abstinence et du jeûne ; les aubergistes et les cabaretiers, qui favorisent ces désordres, etc.

5^o A ceux qui vivent dans l'occasion prochaine et volontaire du péché mortel : à ceux, par exemple, qui

lisent de mauvais livres, qui entretiennent des fréquentations criminelles ; aux filles de service qui demeurent dans des maisons où elles ont déjà commis des fautes graves.

6° A ceux qui négligent de restituer le bien d'autrui, ou de réparer les dommages qu'ils ont causés, lorsqu'ils en ont la possibilité : tels sont ceux qui ont porté préjudice au prochain par des médisances ou des calomnies ; qui ont commis des vols, ceux qui retiennent les choses trouvées, s'ils en connaissent le maître, ou s'ils négligent de faire les recherches nécessaires pour le découvrir ; ceux qui ont soutenu des procès injustes, qui ont trompé dans les marchés, qui ont vendu à faux poids ou à fausse mesure, qui ont arraché des arbres, etc. *Non remittitur peccatum, nisi restituatur ablatum* ¹.

7° A ceux qui nourrissent des haines et des inimitiés, et ne font point ce que l'on est en droit d'exiger d'eux pour se réconcilier.

493. On est d'accord sur ces principes ; la difficulté est d'en faire toujours une prudente application, et de discerner, dans chaque circonstance particulière, si les dispositions du pénitent sont, ou ne sont pas suffisantes. Dans les cas ordinaires, avant d'absoudre, le confesseur doit avoir, sur la sincérité de la contrition, une mesure de probabilité qui approche de la certitude : ce jugement est relatif aux dispositions présentes des fidèles, et non à leur persévérance future, parce que l'homme est faible ; celui qui prend les plus fortes résolutions aujourd'hui peut néanmoins retomber demain. Dans les cas pressants, par exemple, d'un départ prochain, d'un mariage à célébrer, d'une mission qui va finir, on peut donner un peu plus d'étendue à l'indulgence ; il

¹ S. August., epist. 153, ad Macedonium.

faut cependant que le confesseur puisse encore juger raisonnablement que son pénitent est converti, et qu'en ce moment il est réellement dans l'intention de changer de vie. A l'article de la mort, on ne refuse l'absolution que lorsque l'on est complètement certain que le pénitent en est indigne¹.

494. Il est à propos de différer l'absolution pendant quelque temps, lorsque les dispositions des pénitents, sans être absolument vicieuses, laissent cependant encore beaucoup à désirer. Il convient d'en agir ainsi, 1^o avec ceux qui ne sont venus se confesser qu'à la suite des sollicitations de leurs parents ; 2^o avec ceux qui, antérieurement, ont déjà promis des restitutions ou des réconciliations qu'ils n'ont point exécutées ; 3^o avec ceux qui se présentent sans examen, qui excusent leurs fautes, qui annoncent peu d'humilité et de contrition ; 4^o avec ceux qui négligent facilement leurs exercices de piété et les pénitences qui leur sont imposées ; 5^o avec ceux qui, ayant déjà fait quelques efforts pour se corriger, ont encore besoin d'une plus longue épreuve. Mais ces délais, utiles en eux-mêmes, deviennent dangereux lorsqu'ils sont trop multipliés. Il faut regarder ceux qui sont dans cet état comme des malades en convalescence ; leur situation exige des ménagements ; il faut quelquefois se contenter de dispositions médiocres,

¹ Si quis positus in ultima necessitate ægritudinis suæ voluerit accipere pœnitentiam et accipit, et mox reconciliatur, et hinc vadit ; fateor vobis, non illi negamus quod petit ; sed non præsuminumus, quod bene hinc exit : si securus hinc exierit, ego nescio : pœnitentiam dare possumus, securitatem autem dare non possumus ; numquid dico, damnabitur ? sed non dico, liberabitur. Vis ergo a dubio liberari ? vis, quod incertum est, evadere ? age pœnitentiam, dum sanus es. Si sic agis, dico tibi quod securus es. Si autem vis agere pœnitentiam, quando jam peccare non potes, peccata te dimiserunt, non tu illa. Causa 33, quæst. 3, de pœnitentia, dist. 7, cap. II, ex Homilia 41 sancti August.

afin de les encourager et de les fortifier par la grâce des sacrements.

495. Lorsqu'un confesseur croira devoir refuser ou différer l'absolution à un pénitent, il aura grand soin de lui faire comprendre qu'il n'en agit ainsi que pour son avantage et dans l'intérêt de son salut ; il l'exhortera à revenir dans un temps peu éloigné, lui donnera les avis dont il a besoin, et lui prescrira tout ce qu'il doit faire dans l'intervalle, pour perfectionner ses dispositions et achever sa conversion.

ART. 8. — *De ce que le Confesseur doit faire après avoir entendu les confessions.*

496. Au sortir du tribunal, le confesseur doit se prosterner au pied du saint autel, pour remercier Dieu des grâces qu'il a daigné répandre sur lui et sur ses pénitents, et demander humblement pardon des fautes qu'il peut avoir commises en ne remplissant pas cet auguste ministère avec assez de prudence et de sainteté. Il doit dès lors prendre un intérêt particulier au salut de ceux qui lui ont donné leur confiance, les regarder comme ses enfants spirituels¹, et prier pour eux chaque jour, surtout au saint sacrifice de la Messe et dans la récitation de l'office divin.

497. Nous rappelons à tous les confesseurs d'avoir toujours le plus grand respect pour le sceau de la confession² ; ils prendront garde qu'aucune parole indiscrete ne leur échappe à ce sujet ; ils parleront peu de leurs pénitents ; ils éviteront d'en louer quelques-uns de préférence, de peur que leur silence ne soit défavo-

¹ Philem., 10.

² Sacerdos ante omnia caveat, ne de his, qui ei confitentur peccata, alicui recitet ; nam si hoc fecerit, deponatur. De pœnitentia, distinct. 6, cap. II. Causa 33, quæst. 3.

nable aux autres ; ils ne relèveront pas même les imperfections qui pourraient leur être connues d'ailleurs ; ils ne se permettront point de plaisanter des inepties qui peuvent échapper à la simplicité de quelques personnes ; ils ne feront aucun signe, au tribunal, qui puisse faire soupçonner à ceux qui sont présents que le pénitent accuse des fautes considérables, ou que l'absolution lui est refusée. Si un pénitent, pour de graves motifs, leur accorde la permission de parler de ce qui concerne sa confession, ils n'en useront qu'avec beaucoup de réserve et de circonspection. Ils ne parleront pas même en général des vices dominants dans une paroisse, lorsqu'ils ne les connaîtront que par cette voie. Si un pénitent leur demande un billet après sa confession, que l'absolution ait été accordée ou non, ils l'accorderont dans les termes suivants : *Præsentium latorem* (ou *latricem*) *audivi sacramentaliter confitentem*, sans y ajouter aucune observation. Lorsqu'ils seront dans le cas de consulter, ils auront grand soin de ne rien dire qui puisse faire reconnaître le pénitent ; ils varieront au besoin les circonstances accidentelles, pour écarter tout soupçon. Pour le même motif, le Curé et le Vicaire ne doivent que rarement se consulter l'un l'autre. En général, un Prêtre prudent ne plaisante point sur la confession ; il n'en parle jamais sans une absolue nécessité, ni devant les laïques, ni devant les Ecclésiastiques.

498. Nous exhortons les confesseurs à garder un silence prudent et charitable à l'égard des autres confesseurs. Ils s'abstiendront de censurer leur conduite, et laisseront à Dieu le soin de juger chacun selon ses mérites. S'ils diffèrent entre eux d'opinion sur quelque point, ils en conféreront sans amertume, avec humilité et charité, et consulteront au besoin leurs supérieurs.

ART. 9. — *Des Vœux.*

499. Les vœux sont un grand moyen de salut quand ils sont faits à propos : ils obtiennent à ceux qui les font des grâces très particulières ; mais ils sont aussi sujets à de nombreux inconvénients lorsqu'ils sont faits imprudemment. Les Pasteurs recommanderont souvent aux fidèles, dans leurs instructions, de ne point en faire, surtout en matière grave, sans avoir consulté leur confesseur. Ils n'en permettront jamais eux-mêmes sans avoir bien examiné les besoins, le caractère et les forces du pénitent. Ils mettront encore plus de réserve et de circonspection à les conseiller.

500. Il ne faut que très difficilement permettre le vœu de chasteté perpétuelle, surtout à des personnes d'un âge peu avancé, parce que souvent, dans la suite des années, la situation et les dispositions d'un pénitent changent d'une manière totalement imprévue. On peut permettre de faire un vœu de ce genre, d'abord pour trois mois, ensuite pour six mois ou pour une année ; mais ce n'est qu'après une longue épreuve et de mûres réflexions qu'on doit se décider à le laisser faire pour toute la vie.

501. Si une personne se trouve engagée imprudemment par une promesse illimitée, il faut examiner soigneusement si elle a fait vœu de *chasteté perpétuelle*, ou seulement *de ne pas se marier*. Pour faire ce discernement, il faut moins avoir égard à ses paroles qu'à son intention ; dans le doute, on peut quelquefois juger de l'intention par les motifs qui l'ont déterminée : si c'est, par exemple, l'infidélité d'un parti ou le spectacle d'une union mal assortie, qui lui ont inspiré cette résolution, on peut plus facilement présumer qu'elle a entendu faire

vœu de ne pas se marier. Si, au contraire, c'est directement le désir d'arriver à une plus haute perfection, l'amour de la pureté, ou l'exemple de la sainte Vierge et des Saints, il faut communément supposer qu'elle a voulu faire vœu de chasteté perpétuelle.

502. Les vœux de pèlerinage sont sujets à plusieurs inconvénients, surtout de la part des jeunes personnes des deux sexes : nous recommandons aux confesseurs de ne les permettre qu'avec beaucoup de circonspection, et dans le cas seulement où ils y verraient une vraie utilité pour leurs pénitents.

503. Nous recommandons à tous les fidèles de notre diocèse de ne faire aucun pèlerinage de dévotion les jours de dimanche ou de fête, sans en avoir obtenu la permission de leur Pasteur respectif; et nous recommandons aux Curés de n'accorder que très difficilement des permissions de ce genre. Ils ne permettront pas non plus qu'un pénitent fasse vœu de leur obéir en tout, ou de ne pas changer de confesseur. Ces vœux seraient imprudents et même ordinairement invalides, comme n'étant pas *de meliori bono*.

504. Les confesseurs ne doivent pas oublier, 1^o que le vœu suppose une promesse réelle et délibérée, et que, par conséquent, une simple résolution n'est pas un vœu; 2^o que si une personne fait un vœu personnel pour une autre, par exemple une mère pour sa fille, celle-ci n'est pas tenue en conscience à l'accomplir, à moins qu'elle ne l'ait ratifié; 3^o que l'obligation du vœu personnel s'éteint avec celui qui l'a fait, tandis que celle du vœu réel passe aux héritiers; 4^o que celui qui a reçu le pouvoir de commuer un vœu ne peut pas en dispenser; 5^o que par respect pour la promesse faite à Dieu, quels que soient les pouvoirs qu'on ait obtenus, on ne doit jamais commuer un vœu, ni en dispenser, sans avoir sérieusement examiné

les motifs allégués par le pénitent ¹. Lorsque nous accordons le pouvoir de dispenser des vœux non réservés au Pape, nous entendons toujours excepter les vœux simples de pauvreté, de chasteté et d'obéissance faits dans une congrégation religieuse.

505. Il existe en quelques paroisses de ce diocèse des pratiques établies en exécution d'anciens vœux faits par toute la communauté ; nous recommandons aux Curés d'en rechercher l'origine, des'assurer si ces vœux étaient certains et perpétuels, s'ils sont constatés par des actes notariés, afin que nous puissions juger s'ils sont encore actuellement obligatoires. Nous leur recommandons aussi, pour l'avenir, de ne pas consentir à ce qu'une paroisse s'engage par un vœu perpétuel sans nous avoir consulté, à moins que ce ne fût dans une calamité pressante, qui ne laisserait pas le temps de recourir : on aurait soin de nous prévenir ensuite en ce cas, aussitôt qu'il serait possible ².

ART. 10. — *Des Indulgences.*

506. Si les fidèles ne profitent point assez des indulgences qui ont été accordées par l'Eglise dans la suite des temps, c'est peut-être parce qu'on ne leur donne pas toujours sur ce point des instructions suffisantes. Nous recommandons aux Pasteurs de leur en parler plus souvent qu'on ne le fait ordinairement ; de leur en expliquer avec soin la nature et les effets ; de leur faire au moins bien connaître celles qu'ils peuvent gagner plus facile-

¹ Sunt quædam, quæ etiam non voventes debemus ; quædam etiam, nisi voverimus, non debemus ; sed postquam ea Deo promisimus, necessario reddere constringimur. — Voventibus virginitatem non solum nubere, sed etiam velle, damnabile est. Causa 17, quæst. 1, cap. i et ii.

² Conc. Med. V, de votis, p. 183.

ment ¹, et de leur indiquer les conditions qu'il est nécessaire de remplir à cette fin. Ils leur feront comprendre aussi que les indulgences ne sont, dans les vues de l'Eglise, qu'un moyen d'exciter plus efficacement à la piété, et de suppléer à l'impuissance où se trouvent la plupart des hommes d'expié en ce monde toute la peine temporelle due à leurs péchés, et que, par conséquent, elles ne les dispensent point de faire pénitence et de pratiquer, selon leurs moyens, les œuvres de mortification qui leur sont d'ailleurs ordonnées ou conseillées.

507. Pour gagner une indulgence, il faut, 1^o être en état de grâce, c'est-à-dire avoir un sincère repentir au moins de ses péchés mortels et en avoir reçu le pardon, parce que la peine due au péché n'est jamais remise que le péché ne soit pardonné ; 2^o faire exactement toutes les œuvres prescrites dans le temps et de la manière indiquée par celui qui les accorde. On ne gagne donc pas l'indulgence plénière si on ne prie pas pour les besoins de l'Eglise, selon l'intention du Souverain Pontife, comme cela est ordonné ; 3^o se proposer d'obtenir telle indulgence en particulier, ou du moins, en général, de gagner toutes les indulgences attachées aux bonnes œuvres que l'on fait.

508. Il n'est pas nécessaire d'accomplir toutes les œuvres prescrites en état de grâce, mais il faut y être au moins en faisant la dernière, parce que c'est alors que l'indulgence produit son effet ². Si la confession est au nombre des œuvres prescrites, ceux qui se trouvent

¹ Voy. *Traité des indulgences, des confréries et du jubilé*, par M. J. BOUVIER, 1826. — *Raccolta di orazioni e pie opere per le quali sono state concedute dai Sommi Pontefici le S. Indulgenze*. Roma, SALVIONI, 1832. — Instructions pratiques sur les indulgences et les confréries. Lyon, 1837.

² Bened. XIV, const. *Inter præteritos*. — Liguori, lib. VI, n^o 534.

déjà en état de grâce n'en sont pas pour cela dispensés ¹. Celui qui est en usage de se confesser une fois par semaine peut gagner toutes les indulgences occurrentes sans une nouvelle confession, pourvu qu'il ne soit pas retombé en péché mortel ². On peut obtenir plusieurs indulgences, même plénières, par exemple, l'une pour soi et l'autre pour les défunts, le même jour ou deux jours de suite, au moyen de la même confession et de la même communion, pourvu qu'on accomplisse d'ailleurs toutes les autres œuvres prescrites ³. La confession et la communion requises pour gagner une indulgence attachée à un jour de fête, peuvent être faites la veille de cette solennité ⁴; et même la confession faite dans le courant de la semaine qui précède la solennité, suffit dans les endroits où la rareté des confesseurs ne laisse pas à tous les fidèles la facilité de se confesser le jour ou la veille de cette fête ⁵. Lorsque le bref ordonne la communion et la visite d'une église, il n'est pas nécessaire que la communion soit faite dans cette même église. Lorsqu'une fête est transférée à un autre jour, l'indulgence n'est pas transférée ⁶. S'il y a un autel privilégié dans une église, on peut y gagner l'indulgence plénière applicable aux défunts, en disant la Messe du jour, même quand la rubrique permet de dire la Messe des morts ⁷. Le 2 novembre, jour de la Commémoration des Morts, toutes les Messes sont assimilées à celles que l'on célèbre aux autels privilégiés. Tout Prêtre peut donc gagner ce

¹ S. C. Indulg. decret. 19 martii 1759.

² Decret. 9 decem. 1763.

³ FERRARIS, *Bibl. can.*, verbo *Indulgentia*, art. 3, n° 30.

⁴ Decret. 11 junii 1822.

⁵ Decret. 11 junii 1822.

⁶ Decret. S. R. C., 10 junii 1690.

⁷ S. C. Indulg., 11 aprilis 1840.

jour-là une indulgence plénière applicable aux défunts ¹.

509. Nous défendons de publier aucun bref d'indulgences dans le diocèse avant d'avoir obtenu, à cette fin, notre autorisation par écrit. Quant aux indulgences anciennes sur l'authenticité desquelles on aurait un doute fondé, on ne les annoncera point à l'avenir sans nous avoir consulté.

CHAPITRE VII

DE L'EXTRÊME-ONCTION

510. Beaucoup de choses rendent la situation d'un malade triste et affligeante : les souffrances l'accablent et lui laissent à peine la force de penser à Dieu et à son salut ; les regrets de la vie, le souvenir de ses péchés, la crainte de la mort, la terreur des jugements de Dieu, le troublent et le déconcertent, surtout quand il pense combien il a peu fait pour son éternité jusque-là. Il s'agit en tous sens, il se livre aux soupçons, à l'impatience, aux murmures, au désespoir ; trop souvent le démon, qui connaît ses faiblesses, profite encore du moment pour lui occasionner de graves tentations, *circuit quærens quem devoret* ². En cet état, on a sans doute besoin de grands secours spirituels ; Dieu nous les a préparés particulièrement dans le sacrement de l'extrême-onction.

511. Nous recommandons donc aux Pasteurs de bien instruire les fidèles sur tout ce qui concerne ce sacre-

¹ Clemens XIII, 19 mai 1761.

² I. Petri, 5, 8.

ment, son institution, sa nature, ses effets, le soulagement spirituel et même corporel qu'ils peuvent en attendre, le temps auquel on doit le recevoir et les dispositions qu'il faut y apporter. Ils leur apprendront aussi tout ce qu'ils doivent faire lorsqu'ils ont un malade dans la famille : zèle pour prévenir le Pasteur de bonne heure, pour soigner le malade, pour l'avertir à propos du danger de sa position, pour lui inspirer de bons sentiments, pour tourner ses pensées vers le ciel, pour le déterminer à se confesser, pour l'aider à faire son examen, pour préparer dans la maison tout ce qui sera nécessaire au moment de l'administration des sacrements ; voilà ce qu'il faut leur inspirer, en leur faisant bien comprendre que le sort éternel d'un mourant dépend fort souvent des soins de ceux qui l'environnent dans ses derniers moments.

512. Nous recommandons encore aux Pasteurs, 1^o de relire, au moins une fois l'année, les excellentes instructions contenues dans le Rituel romain, relativement au sacrement de l'extrême-onction ; 2^o de réfléchir quelquefois sur les avis les plus convenables à donner aux mourants, dans la diversité des situations où ils peuvent se trouver ; 3^o d'avertir les malades de leur position lorsqu'ils paraissent en danger, avec charité et ménagement, à la vérité, mais sans retard ni respect humain, quels que soient leur état et leur condition ; 4^o de rappeler aux personnes présentes combien un malade a besoin de prières, et de les exhorter à intercéder pour lui avec ferveur pendant la cérémonie.

513. Hors le cas d'une pressante nécessité, les Curés et Vicaires, et les Prêtres délégués par eux, devront seuls administrer le sacrement de l'extrême-onction aux fidèles qui leur sont confiés. Lorsqu'il apprendra la maladie d'un de ses paroissiens, le Pasteur n'attendra pas qu'on

vienne l'appeler; il se rendra auprès de lui avec empressement, et fera tous ses efforts pour le disposer à recevoir saintement les derniers sacrements et pour l'aider à bien mourir.

514. Il ne faut donner l'extrême-onction qu'aux personnes dangereusement malades, et après qu'elles auront reçu le saint Viatique, si elles peuvent communier; on exhortera cependant les fidèles à ne pas attendre l'extrémité, et à demander plutôt ce sacrement tandis qu'ils sont encore en pleine connaissance, afin de le recevoir avec plus de piété et plus de fruit. On doit en particulier l'administrer :

1^o Aux enfants, lorsqu'ils paraissent avoir assez de raison pour être capables d'offenser Dieu, ce qu'on peut apprendre de leurs parents ;

2^o Aux vieillards infirmes, qui sont menacés d'une mort prochaine, quoique sans maladie particulière ;

3^o A ceux qui sont tombés dans la démence, s'il n'y a pas péril d'irrévérence, et si, avant de perdre l'usage de la raison, ils ont donné des preuves de religion ;

4^o Aux sourds-muets et aux faibles d'esprit qui paraissent avoir été capables de péché pendant leur vie, quand même on ne les aurait pas jugés en état de recevoir les autres sacrements ;

5^o A ceux qui se trouvent sans connaissance à l'arrivée du Pasteur, pourvu qu'ils aient donné des preuves de foi et de religion avant de tomber dans cet état, et pourvu que l'accident ne les ait pas saisis au moment où ils commettaient un péché mortel ;

6^o Dans le doute, si un malade est vivant, on lui administre ce sacrement sous condition.

515. On doit refuser l'extrême-onction :

1^o A ceux qui n'ont jamais eu l'usage de la raison ;

2^o A ceux qui vont être conduits au dernier supplice ;

3^o Aux inconnus qui ont perdu la parole, et sur lesquels on ne trouve pas de preuves qu'ils aient professé la religion catholique, à moins que le costume et les autres circonstances n'établissent une forte probabilité en leur faveur ;

4^o A ceux qui ont perdu la connaissance au moment où ils commettaient un péché mortel ;

5^o A ceux qui, avant de perdre l'usage de la raison, faisaient notoirement profession d'irréligion et d'impiété.

516. Avant de donner l'extrême-onction à un malade, il faut lui demander s'il a encore quelques fautes à déclarer et lui réitérer l'absolution au besoin ; il faut ensuite l'exhorter en peu de mots à faire, au moins de cœur, un acte de foi de toutes les vérités de la religion, à détester de nouveau ses péchés, à mettre sa confiance en Dieu seul et à se soumettre à sa volonté avec une entière résignation. Si le danger était pressant, on omettrait tout ce qui précède les onctions ; il faudrait même, au besoin, se borner à une seule. Dans ce cas, on la fera de préférence sur l'un des sens de la tête, par exemple aux yeux, en ajoutant aux paroles relatives à ce sens une formule générale de la manière suivante : *Per istam sanctam unctionem et suam piissimam misericordiam indulgeat tibi Dominus quicquid per visum et per omnes sensus deliquisti*. Si le malade survit, on fera ensuite les autres onctions et on reprendra les prières omises. On ne doit pas oublier que l'onction des mains aux Prêtres se fait en dehors et non en dedans. En général, on doit toujours donner l'absolution avant l'extrême-onction, même à ceux qui sont totalement hors d'état de se confesser, comme les sourds-muets, les faibles d'esprit, ceux qui sont dans un état de démence et ceux qui ont perdu la connaissance avant l'arrivée du Pasteur.

517. On peut administrer plusieurs fois ce sacrement à la même personne en des maladies différentes. On le peut encore dans la même maladie si elle est de longue durée, et si, après une sorte de convalescence, le malade retombe dans le même danger qu'auparavant ¹.

518. Si, par erreur ou par nécessité, un Prêtre avait administré l'extrême-onction avec une autre huile que celle des infirmes, il devrait ensuite, le plus tôt possible, répéter toutes les onctions et les paroles qui y correspondent ². En revenant d'administrer un malade, on ne fera point porter par un laïque la bourse qui contient le ciboire et le corporal, non plus que les saintes huiles.

519. Un bon Pasteur ne se persuadera pas qu'il ait tout fait lorsqu'il aura administré l'extrême-onction à un mourant : il doit continuer à le visiter le plus souvent qu'il lui sera possible, écarter ce qui pourrait le troubler, l'entretenir dans des sentiments de foi, d'espérance, d'amour de Dieu, de contrition et de résignation, par de pieuses exhortations. Si le danger augmente, il lui appliquera l'indulgence plénière ³, et récitera lui-même les litanies de la recommandation de l'âme, après avoir exhorté les assistants à prier avec lui pour le moribond. Si la distance des lieux et les autres fonctions du ministère ne permettent pas au Pasteur de remplir ce religieux

¹ Conc. Trid., sess. 14, de extrem. unct., cap. III.

² Act. eccl. Med., pars IV; instr. extr. unct, p. 463.

³ En vertu d'un bref apostolique, du 26 juillet 1873, nous accordons pour tout le temps pendant lequel Dieu nous laissera l'administration du diocèse de Chambéry, à tous les Curés et Vicaires, aux Supérieurs des grand et petits Séminaires, aux Aumôniers des communautés religieuses et, en cas d'empêchement de leur part, au Prêtre par eux spécialement délégué *ad actum*, le pouvoir de donner la bénédiction apostolique aux malades, et de leur appliquer l'indulgence plénière *in articulo mortis*, selon la formule prescrite par Benoît IV, imprimée à la fin du *Rituel romain*.

devoir par lui-même, il en confiera le soin à quelque personne pieuse et lui donnera toutes les instructions nécessaires à cette fin.

520 Nous permettons de donner la bénédiction du Saint-Sacrement pour les malades qui sont à l'agonie, lorsqu'on le demandera. On chantera le *Tantum ergo*, l'oraison du Saint-Sacrement, celle de la sainte Vierge et celle de saint Joseph. On pourra réciter auparavant les litanies des agonisants.

521. Nous recommandons à MM. les Archiprêtres de veiller avec un soin particulier à ce que tous les Ecclésiastiques de leur arrondissement soient exacts à administrer les malades. S'ils s'apercevaient que, dans une paroisse de leur ressort, quelqu'un est décédé sans recevoir les derniers sacrements, par la faute du Pasteur, ils s'empresseraient de nous en faire part ¹.

CHAPITRE VIII

ADDITION AU CHAPITRE DES SÉPULTURES

522. Les cérémonies religieuses qui ont lieu à l'occasion des sépultures devraient toujours inspirer un profond respect aux fidèles qui y assistent. La vue d'un cercueil à quelque chose de si grave, elle provoque des réflexions si sérieuses, qu'on ne devrait jamais en approcher qu'avec un saint recueillement. Nous voyons avec affliction qu'il se passe quelquefois à ces cérémonies des choses peu convenables et peu conformes aux sentiments que le souvenir de la présence de Dieu et la pensée

¹ Conc. Med., pars IV, quæ pertinent ad extr. unct.

de la mort doivent inspirer. Dans la vue de prévenir ces irrévérences, nous croyons devoir ordonner ce qui suit.

1^o Aux sépultures, personne ne pourra porter les corps des défunts, excepté les porteurs ordinaires, à moins qu'on n'en obtienne la permission de M. le Curé ou de celui qui le représente. On accordera facilement cette permission quand on n'y verra aucun inconvénient;

2^o Le Curé seul ou son Vicaire pourra déterminer la route par laquelle la procession devra passer ;

3^o Tous ceux qui assistent à une sépulture doivent garder respectueusement le silence et s'abstenir de toute irrévérence pendant la cérémonie ;

4^o Personne ne pourra demeurer la tête couverte en assistant à une sépulture, à moins qu'à raison du froid, de la pluie ou du soleil, M. le Curé, ou celui qui le représente, n'en ait accordé la permission. S'il s'y commet quelque irrévérence, M. le Curé nous en fera aussitôt son rapport¹.

CHAPITRE IX

DU SACREMENT DE L'ORDRE

523. Puisque tout Prêtre catholique tient la place de Jésus-Christ sur la terre, qu'il agit en son nom, qu'il est investi de son autorité, qu'il continue l'exercice de son ministère ; puisque la fin de ce ministère est de rendre les hommes vertueux, de les sanctifier, de les conduire

¹ Code pénal, art. 165.

au ciel, il n'y a pas sans doute de fonctions plus importantes ni plus élevées que celles du sacerdoce ; il n'y a pas d'état qui exigent de plus saintes dispositions ; il n'y a rien, par conséquent, de plus essentiel pour le bien de la religion dans un diocèse que la bonne éducation ecclésiastique.

524. Nous exhortons les Pasteurs à remarquer dans leur paroisse respective les enfants qui annonceraient des dispositions particulières pour l'état ecclésiastique. Ils observeront à cette fin, en faisant la préparation à la première communion, ceux qui leur paraîtront réunir le plus de qualités avantageuses, une bonne santé, un heureux caractère, une piété solide, beaucoup d'intelligence et un goût prononcé pour les études. Lorsqu'ils auront rencontré un bon sujet, ils en prendront un soin particulier, soit pour le mieux former à la vertu, soit pour l'aider à commencer ses classes, en l'instruisant eux-mêmes durant quelques années, s'il se peut, ou en lui procurant quelques secours, pour qu'il puisse entrer dans un petit séminaire.

525. Il ne suffirait plus aujourd'hui de commencer l'éducation ecclésiastique peu d'années avant la prêtrise ; la corruption est si générale dans le monde, qu'un jeune homme abandonné à lui-même ne pourrait que bien difficilement se préserver du désordre ; et, sauf le cas d'une conversion extraordinaire, celui dont le cœur a été flétri par le vice n'est plus propre au sacerdoce. Nous désirons donc bien vivement que tous ceux qui se destineront à cet état puissent demeurer dans un petit séminaire pendant tout le cours de leurs études ¹. Par ce moyen, élevés au milieu des exercices religieux, loin des mauvais exemples, ils pourront se disposer à entrer dans le sanc-

¹ Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. xviii.

tuaire avec des vertus solidement établies et passées en habitude ; ils porteront un jour au saint autel l'innocence de leur baptême ; ils élèveront vers le ciel des mains pures et en feront descendre d'abondantes bénédictions sur eux et sur les fidèles.

526. Afin d'aider les étudiants pauvres, nous leur accorderons chaque année tous les secours dont l'administration de notre séminaire pourra disposer en leur faveur ; mais nous déclarons que ces secours ne seront jamais accordés, 1^o à ceux qui ne donneraient pas un espoir fondé de vocation à l'état ecclésiastique ; 2^o à ceux qui ne seraient pas en pension au grand ou dans un de nos petits séminaires, et au moins en sixième ; 3^o à ceux qui ne satisferaient pas leurs maîtres par leur piété, leur application et leurs progrès ; 4^o à ceux qui auraient été reçus à la classe des humanités sans avoir fait leur première communion.

527. Pour que les secours dont nous pourrions disposer soient toujours distribués exactement, en proportion des besoins, chaque fois qu'un aspirant au sacerdoce se présentera pour être reçu au grand ou dans un des petits séminaires, nous recommandons au Curé de sa paroisse de nous procurer des renseignements précis sur la situation de sa famille, en nous exposant à cette fin, 1^o si ses père et mère sont encore vivants ; 2^o quel est le nombre de leurs enfants ; 3^o quelle est approximativement la valeur de leurs biens ; 4^o quelle est leur profession ; 5^o s'ils jouissent de quelque aisance dans leur état, s'ils ont des créances ou des dettes.

528. Nous recommandons instamment aux Pasteurs de surveiller avec soin les aspirants à l'état ecclésiastique, durant le séjour qu'ils feront dans leur paroisse respective, surtout pendant les vacances, et de nous rendre un compte exact et impartial de leur conduite, au moment

de leur retour au séminaire. Outre le certificat ostensible qu'ils remettront à l'aspirant, ils adresseront encore à son sujet, à nous, ou à M. le supérieur du grand ou du petit séminaire, une attestation confidentielle, dans laquelle ils auront soin d'exposer en détail, 1^o si, pendant les vacances, il a assisté aux offices de la paroisse avec exactitude et piété ; 2^o s'ils ont connaissance qu'il se soit présenté au tribunal de la pénitence dans la paroisse ou ailleurs, et combien de fois ; 3^o s'ils l'ont vu à la Table sainte, et combien de fois ; 4^o s'il n'aurait point fréquenté des compagnies dangereuses pour lui, et en particulier des personnes d'un sexe différent. Ils seraient très coupables devant Dieu, si, par une indulgence déplacée, dans la crainte de porter quelque préjudice aux aspirants de leur paroisse, ou de déplaire à leurs parents, ils nous dissimulaient une partie de la vérité ; ils s'exposeraient par là à causer à l'Eglise un dommage irréparable, en contribuant à faire entrer un mauvais Prêtre dans le sanctuaire.

529. En annonçant le jeûne des Quatre-Temps, le dimanche qui les précède, ils rappelleront à leurs paroissiens les principaux motifs pour lesquels il a été institué ; ils leur feront surtout comprendre combien il est important pour la religion que Dieu ne donne jamais à son Eglise que des Prêtres selon son cœur ¹. Ils leur recommanderont quelquefois de prier durant la semaine pour ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique, et spécialement pour ceux qui doivent recevoir les ordres à la prochaine ordination.

530. Durant tout le cours de leurs études, les aspirants doivent s'appliquer sérieusement à l'examen de leur vocation ; ce serait un grand malheur pour eux d'entrer dans

¹ Jerem., 3, 15.

l'état ecclésiastique sans y être appelés de Dieu. Tous les maux qu'un mauvais Prêtre attire sur lui et sur les fidèles qui lui sont confiés, sont souvent les suites d'une illusion de ce genre. Les marques ordinaires d'une vocation divine sont, 1^o l'absence des irrégularités établies par le droit canon ; 2^o des talents reconnus suffisants ; 3^o l'innocence du baptême, soigneusement conservée ou recouvrée par une sincère conversion ; 4^o des inclinations constantes et bien prononcées pour les études ecclésiastiques, pour les fonctions du saint ministère, pour les exercices de piété, tels que la prière, la méditation, la fréquentation des sacrements, la lecture des bons livres et surtout de l'Écriture sainte ; 5^o enfin, des intentions pures, consistant à ne se proposer dans le choix de cet état que la gloire de Dieu, son salut et celui du prochain. Ceux qui n'auraient d'autres signes de vocation que le désir empressé de leurs parents et la difficulté de parvenir à un autre état, ne seraient certainement pas appelés. C'est aux supérieurs du séminaire, et surtout au directeur spirituel, qu'il appartient spécialement d'apprécier ces dispositions ; les aspirants doivent se découvrir à eux avec une entière sincérité, et suivre docilement leur décision.

531. Les aspirants à l'état ecclésiastique qui seront dans le cas de profiter de l'exemption du service militaire, devront nous faire parvenir leur demande à cette fin, dans le courant du mois de juillet de chaque année ; ils y joindront, 1^o un extrait authentique de leur acte de baptême ; 2^o un certificat relatif à leur application et à leurs progrès dans les études, délivré par leur professeur ; 3^o un certificat de bonne conduite, délivré par le supérieur du Séminaire où ils étudient, ou par le Curé de la paroisse de leur domicile actuel ; 4^o une déclaration, signée de leur main, constatant qu'ils continuent leurs

études dans l'intention d'embrasser l'état ecclésiastique. Ils rempliront de nouveau les mêmes formalités chaque année, jusqu'à leur promotion au sous-diaconat, sauf pour ce qui concerne l'acte de baptême, qu'il suffira d'envoyer la première fois.

532. Les petits séminaires doivent être une préparation éloignée, et le grand une préparation prochaine au sacerdoce. Ceux qui seront admis dans cette dernière maison doivent particulièrement se proposer de former leur esprit par l'acquisition de toutes les connaissances, et leur cœur, par l'acquisition de toutes les vertus nécessaires à un ministre des saints autels. Nous leur recommandons vivement de consacrer tout ce temps au recueillement, à l'examen et à la réforme de leurs inclinations, à la méditation des grandes vérités de la religion, ainsi qu'à l'étude de la théologie et de l'Écriture sainte. Ils devront aussi s'exercer au chant et à la prédication¹. Nous leur recommandons également de suivre toujours le règlement du séminaire avec exactitude et ponctualité, et de professer un grand respect pour les supérieurs chargés de leur instruction et de leur direction.

533. La rentrée du séminaire aura lieu chaque année le 18 octobre, ou le 19 si le 18 est un dimanche. La sortie aura lieu le 20 juillet, ou le 21 si le 20 est un dimanche. Ceux qui se présenteront pour être reçus en philosophie ou en théologie, y seront examinés le lendemain de leur rentrée, à huit heures du matin. Cet examen roulera sur toute la philosophie. Pour y être admis, ils devront être pourvus, 1^o des certificats de leur professeur de rhétorique et de philosophie, constatant qu'ils ont suivi ces deux cours en entier avec application et succès ; 2^o d'un certificat du supérieur du petit séminaire où ils ont étu-

¹ Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. XVIII.

dié, qui fasse connaître quelle a été jusque-là la régularité de leur conduite et leur assiduité à fréquenter les sacrements ; 3^o d'un certificat du Curé de leur paroisse, relatif à leur conduite pendant les dernières vacances. S'ils avaient passé les vacances en différentes paroisses, ils devraient obtenir de chaque Pasteur un certificat relatif au temps passé dans sa paroisse. Ceux qui n'arriveront pas à temps pour l'examen ne seront pas reçus.

536. Aucun sujet ne doit prendre l'habit ecclésiastique sans notre permission. Celui qui cesserait de le porter après l'avoir pris, ne pourra pas le reprendre sans une nouvelle autorisation. Tous ceux qui sont reçus en théologie doivent le prendre la première année, avant le 1^{er} février. Pour des motifs fondés, M. le supérieur pourra accorder quelques dispenses particulières, mais seulement pour jusqu'à Pâques de la même année, et non au delà.

537. Les élèves du Séminaire feront une retraite de huit jours, 1^o chaque année, quelques semaines après la rentrée ; 2^o avant l'ordination de la prêtrise. Ils feront une retraite au moins de trois jours, 1^o avant toutes les autres ordinations ; 2^o chaque année, avant de partir pour les vacances. Ils regarderont le temps des retraites comme le plus important et le plus précieux du Séminaire, temps pendant lequel ils doivent spécialement faire provision de lumières spirituelles, de sentiments de piété et de bonnes résolutions pour toute la vie.

538. Nous nous proposons de n'admettre aucun sujet au sacerdoce, qu'il n'ait suivi au moins pendant quatre années les cours de théologie et tous les exercices religieux du grand séminaire. Lorsque, d'après le résultat des examens et les relations de MM. les supérieur, directeur et professeurs, les sujets en seront jugés dignes ¹, nous les admettrons ordinairement à la tonsure et aux

¹ Conc. Trid., sess. 23, de refor., cap. vii. — Distinct. 24, cap. v, quando episcopus.

ordres mineurs la seconde année de théologie ; au sous-diaconat, la troisième année ; au diaconat, à la fin de la troisième année ou au commencement de la quatrième, et à la prêtrise, à la fin de la quatrième année. Nous recommandons aux aspirants de ne montrer ni empressement ni éloignement pour les ordinations, de se maintenir à cet égard dans une sainte indifférence, et de suivre avec docilité les avis du supérieur du séminaire et de leur directeur spirituel.

539. Entre les différentes ordinations, on gardera exactement les interstices, tels qu'ils sont prescrits par le Concile de Trente ¹, à moins qu'on n'en ait expressément demandé et obtenu dispense.

540. Avant de commencer la retraite des ordinations, les ordinants devront déposer entre les mains de M. le supérieur du séminaire, savoir :

1^o Ceux qui sont appelés à recevoir la tonsure, leur acte de baptême et un certificat constatant qu'ils ont reçu la confirmation ;

2^o Ceux qui sont appelés aux ordres mineurs, leurs lettres de tonsure ;

3^o Ceux qui sont appelés au sous-diaconat, leurs lettres d'ordres mineurs et leur titre clérical, dûment homologué ;

4^o Ceux qui sont appelés au diaconat, leurs lettres de sous-diaconat ;

5^o Ceux qui sont appelés à la prêtrise, leurs lettres de diaconat ².

Les étrangers exhiberont en outre leurs lettres dimissoriales. S'ils sont réguliers, ils devront faire conster de leur obéissance ³ et de leur profession, et subir un

¹ Conc. Trid., sess. 23, cap. xi, xiii, xiv, de reform.

² Conc. Trid., sess. 23, cap. xiii.

³ Cap. nullus, dist. 58.

examen, si d'ailleurs nous n'avons des preuves suffisantes de leur capacité. Ils devront faire constater aussi de l'empêchement de leur Ordinaire, parce que, s'il confère les ordres dans son diocèse, ils doivent les recevoir de lui et non d'un autre ¹.

539. Avant chaque ordination, le supérieur du séminaire aura soin de s'assurer, de notre part, à l'égard de ceux qui sont appelés à la tonsure, 1^o s'ils sont baptisés et s'ils ont reçu la confirmation ² ; 2^o s'ils ne sont liés d'aucune irrégularité, et, en particulier, s'ils sont nés d'un mariage légitime. A l'égard de ceux qui sont appelés aux ordres mineurs, ou à l'un des ordres sacrés, il s'assurera, 1^o s'ils ont l'âge requis ³ ; 2^o s'ils ont gardé l'interstice, ou s'ils ont des motifs pour en être dispensés. Il nous rendra ensuite compte de cet examen, et nous présentera toutes les pièces à l'appui.

540. Dans notre diocèse, le titre clérical doit être au moins d'un revenu net de cent livres. Ce revenu doit être assuré par un acte notarié et établi sur un fonds libre ; il peut être constitué ou par l'ordinand lui-même, sur ses propres fonds, ou par ses parents, ou par des étrangers. Nous n'admettons point les titres cléricaux dans lesquels on aurait stipulé que le cens annuel fixé serait sujet à la prescription, dans un terme moindre d'une année après son échéance. Le titre clérical doit être publié au prône, trois jours de dimanche ou de fête, dans la paroisse où l'ordinand a son domicile, et dans celle où la propriété est située. On fait cette publication pour s'assurer si les biens appartiennent en propre à celui qui a constitué le titre, si le sujet est libre, et s'il n'y a aucun obstacle à son ordination. Les publications étaient faites,

¹ Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. x.

² Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. iv.

³ Conc. Trid., sess. 23, de ref., cap. iv.

le Curé en délivrera un certificat vingt-quatre heures après. Ceux qui ont constitué le titre clérical doivent de plus faire paraître par-devant M. l'Archiprêtre deux témoins dignes de foi, lesquels déclareront avec serment, prêté entre ses mains, que les biens-fonds désignés dans l'acte leur sont connus, qu'ils sont du revenu annuel de cent livres, tous frais de culture prélevés, et qu'il n'est pas en leur connaissance qu'ils soient grevés d'aucune hypothèque. Nous autorisons MM. les Archiprêtres à recevoir le serment dans le cas dont il s'agit. Après avoir reçu cette déclaration, ils en dresseront un procès-verbal, signé par eux et par les témoins, s'ils savent signer. L'ordinand nous présentera ensuite son titre avec les deux certificats ci-dessus, et une supplique sur papier timbré, aux fins d'en obtenir l'homologation, après laquelle il aura soin de le faire inscrire au bureau des hypothèques.

Le titre clérical pourra être suppléé par la souscription à la caisse de retraite établie dans le diocèse, approuvée (et fortement encouragée) par nous. Quoique la mise de fonds imposée à chaque souscripteur soit de 400 fr., il suffira que le clerc appelé aux ordres ait fait un versement provisoire de 200 fr., et présente le reçu de cette somme, délivré par le trésorier de ladite caisse avant sa promotion au sous-diaconat. »

(Dans ce cas) l'annonce au prône de cette procuration pourra se faire aux termes ci-après : « M. l'abbé NN., fils légitime de NN., etc., de cette paroisse clerc minoré est appelé par M^{gr} l'Archevêque à recevoir l'ordre du sousdiaconat à la prochaine ordination. Je vous en donne connaissance pour satisfaire aux lois de l'Eglise et aux règlements du diocèse.

541. Avant d'être promus à un ordre supérieur, tous les ordinands, excepté les exorcistes, devront exercer

les ordres qu'ils ont reçus. Nous défendons aux diacres d'administrer le sacrement de l'eucharistie, si ce n'est pour porter le saint Viatique à un malade, par commission spéciale du Curé, dans le cas seulement où celui-ci se trouverait malade lui-même et dans l'impossibilité de se faire remplacer par un Prêtre; nous leur défendons aussi de prêcher, sans une permission spéciale de notre part. Cette permission ne sera point accordée aux sous-diacres ¹.

CHAPITRE X.

DU MARIAGE.

544. Le mariage étant tout à la fois un contrat naturel, un contrat civil, un contrat religieux et un sacrement, les Pasteurs doivent connaître toutes les lois qui le concernent, afin de veiller à ce que leurs paroissiens n'en contractent jamais qui ne soient valides et licites, sous tous ces rapports. Rien n'est plus nuisible au bien spirituel d'une paroisse que les mauvais mariages. Peu sont bénis de Dieu, parce que peu sont faits chrétiennement. On passe la jeunesse d'une manière licencieuse; on décide de sa vocation au gré des passions; on va se présenter au pied des autels sans conversion; on reçoit ainsi un sacrement des vivants dans un état de mort; et si le premier pas que l'on fait dans cette carrière est un sacrilège, on ne doit pas être surpris de voir ensuite la malédiction divine s'appesantir sur sa famille. Dans la vue de remédier à ce désordre, autant qu'il est pos-

¹ Act. eccl. Med., instruct. præd. verb. Div., p. 403.

sible, nous recommandons aux Curés et Vicaires, 1^o de faire tous leurs efforts pour bien instruire les enfants pour les préparer à faire saintement la première communion, et ensuite pour les maintenir dans ces bonnes dispositions jusqu'à l'époque de leur mariage, si Dieu les y appelle ; 2^o de travailler à supprimer totalement dans leur paroisse, s'il se peut, l'abus des courses nocturnes, celui des veillées secrètes et la fréquentation, toujours si dangereuse, entre personnes de sexe différent. A cette fin, ils refuseront inexorablement l'absolution aux jeunes gens qui mépriseront leurs avis sur ce point, ainsi qu'aux pères et mères qui ne s'y opposeront pas de tout leur pouvoir ; 3^o de faire chaque année, le second dimanche après l'Epiphanie, une instruction aux fidèles, sur la sainteté de ce sacrement, sur les grâces qui y sont attachées, sur les obligations qu'il impose, sur les dispositions qu'il exige, sur la préparation éloignée et la préparation prochaine qu'il faut y apporter pour le recevoir dignement. Ils exhorteront les jeunes gens à ne se faire aucune promesse sans y avoir mûrement pensé, sans avoir consulté Dieu, leurs père et mère, et leur directeur spirituel. Cette instruction doit être faite avec beaucoup de gravité, de décence et de réserve dans les expressions.

ART. 1^{er}. — *Des Fiançailles.*

545. Nous ordonnons que les fiançailles soient toujours célébrées à l'église avant la publication des bans et en présence de deux témoins. On en dressera un acte qui devra être signé par le Curé, par les témoins, par les fiancés et par leurs père et mère, s'ils sont présents. L'original de cet acte sera écrit sur un registre que chaque Pasteur tiendra à cette fin. Les fian-

çailles privées ne laissent pas que d'être valides ; elles obligent en conscience et produisent l'empêchement d'honnêteté publique ; mais on n'y aura égard au for externe qu'autant qu'elles seront prouvées ou avouées par les parties. Si un individu doit se marier en pays étranger, on peut faire les publications sans avoir connaissance des fiançailles, et même sans savoir le nom de la personne qu'il doit épouser.

544. Nous défendons d'admettre aux fiançailles, 1^o les impubères, soit les garçons qui n'auraient pas quatorze ans accomplis, et les filles qui n'en auraient pas douze ; 2^o les enfants de famille, sans le consentement de ceux sous la puissance desquels ils sont ; 3^o ceux qui ne seraient pas suffisamment instruits des principales vérités de la religion ; 4^o ceux qui n'auraient pas été admis à la première communion, à moins qu'ils ne soient disposés à la faire avant la célébration du mariage ; 5^o ceux qui n'auraient pas satisfait au devoir pascal, s'ils ne présentent auparavant un billet de confession ; 6^o ceux qui, étant liés de quelque empêchement, n'en auraient pas encore obtenu dispense ; 7^o ceux qui auraient fait des fiançailles antérieures, qui n'auraient pas été résolues, ou par le désistement de la partie intéressée, ou par sentence du juge ecclésiastique.

545. Nous défendons aux fiancés, sous peine d'excommunication, d'habiter sous le même toit, soit dans le même appartement ; et si, après avoir été avertis, ils refusent d'obéir, le Curé suspendra les publications jusqu'à soumission de leur part, et nous donnera connaissance de leur mauvaise conduite¹.

546. Si les fiancés viennent d'un consentement mutuel déclarer leur désistement, en présence de deux

¹ Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. 1.

témoins et du Curé, celui-ci en dressera un procès-verbal, qu'il écrira sur le registre même des fiançailles, et qu'il fera signer par les fiancés et par les témoins, et dès lors il pourra regarder leurs fiançailles comme résolues sans autre formalité. Si l'un des fiancés vient à contracter mariage avec une autre personne, ou à faire profession dans une religion approuvée, ou à recevoir les ordres sacrés, le Curé regardera aussi les fiançailles comme dissoutes par rapport à l'autre, lorsqu'on lui en présentera la preuve authentique. En tout autre cas, la dissolution des fiançailles doit être prononcée ou reconnue par le juge ecclésiastique.

ART. 2. — *Du consentement des Parents.*

547. On ne célébrera pas les fiançailles, sans avoir obtenu le consentement des parents, ou tout au moins celui du père; après le décès du père, celui de la mère suffit. S'ils sont décédés l'un et l'autre, on exigera celui des ascendants les plus proches (aïeuls et aïeules). En cas de minorité, et à défaut d'ascendants, on exigera le consentement du conseil de famille dont il devra toujours conster par écrit. Le consentement du tuteur ne suffit pas.

On se conduira prudemment en ne faisant rien de contraire à l'art. 73 du Code civil et en attendant que les formalités légales aient été remplies à la mairie.

Cependant, quelles que soient les mesures prises par l'autorité civile pour établir la liberté des contractants et le consentement des parents, MM. les Curés ne doivent pas se dispenser d'observer, de leur côté, tout ce qui est prescrit à cet égard par les lois canoniques.

Ils feront bien comprendre aux fidèles que le mariage civil ne règle que les intérêts temporels, et que le ma-

riage ecclésiastique seul lie les consciences devant Dieu d'un lien indissoluble, d'après ces paroles du Sauveur : *Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni* ; et que, par conséquent, ceux qui cohabitent, sans être mariés à l'Eglise, sont dans un état habituel de fornication et de péché mortel.

ART. 3. — *De la préparation au Mariage.*

550. La préparation au mariage est une des fonctions qui offrent le plus de difficultés et le moins de consolation aux Pasteurs. Nous leur recommandons beaucoup de faire toujours une instruction aux époux au moment des fiançailles ; de leur représenter tous les malheurs qu'ils attireraient sur eux et sur leur famille, s'ils recevaient la bénédiction nuptiale en état de péché mortel, de leur faire sentir tout le prix du temps qui leur reste pour réparer les fautes de la jeunesse, et revenir sincèrement à Dieu, dans un moment si propre à leur inspirer de sérieuses réflexions. Ils les exhorteront à éviter entre eux toute familiarité capable de nuire à leurs dispositions, au lieu de les améliorer ; à se confesser au plus tôt, s'ils ne l'ont pas encore fait ; à faire une revue de la vie passée, ou une confession générale, si leur directeur le juge convenable, et à adresser à Dieu de ferventes prières pour faire descendre ses bénédictions sur eux dans la carrière où ils vont entrer.

550. Les Curés ne nous demanderont jamais aucune dispense de publications, sans être assurés que les deux parties se sont déjà confessées l'une et l'autre, et sans faire mention de cette circonstance dans la lettre qu'ils nous écriront à cette fin.

551. Au for interne, lorsqu'on dirige une personne qui est sur le point de se marier, il faut s'assurer par des

interrogations faites avec prudence et discrétion, selon que les cas paraissent l'exiger, 1^o si elle consent bien librement à l'union projetée ; 2^o si, par le passé, elle n'a jamais pris aucun engagement qui puisse nuire à sa liberté, par vœu ou autrement ; 3^o si elle n'aurait point commis avec les proches parents du futur époux quelques-unes de ces fautes qui seraient de nature à produire un empêchement ; 4^o dans les cas où l'on aurait obtenu dispense d'un empêchement, il faut s'assurer si la conduite des époux entre eux ne l'aurait point rendue invalide, à cause de la clause ordinaire : *Modo nulla inter eos*, etc.

553. Beaucoup de personnes profanent l'état conjugal par une infinité de péchés : on obéit aveuglément à ses passions, sans penser au compte qu'il faut rendre à Dieu au moment de la mort¹. Afin de prévenir ces désordres, il faut profiter de la confession que l'époux fait la veille de ses noces, pour lui tracer les règles qu'il ne saurait dépasser sans péché mortel. On doit ordonner à l'épouse de se représenter au tribunal quelque temps après le mariage et lui donner alors les mêmes avis.

554. Lorsqu'un confesseur rencontre un pénitent qui est près de se marier, et qui a vécu jusque-là dans le désordre, eu égard à sa position, il doit, pour l'absoudre, se contenter des dispositions qui sont absolument indispensables. Pour qu'on puisse les juger telles, il faut que l'habitude du péché mortel ait cessé depuis quelque temps, à moins que le pénitent ne donne des signes d'une contrition un peu extraordinaire. Si le dérèglement continue jusqu'à la veille du mariage, si alors le confesseur se voit forcé de refuser l'absolution, ou il y a

¹ Hi namque, qui conjugium ita suscipiunt, ut Deum à se et à sua mente excludant, et suæ libidini ita vacent, sicut equus et mulus, quibus non est intellectus, habet potestatem dæmonium super eos. Tob. 6, 17.

espoir d'obtenir un délai, et durant ce délai un sincère amendement, ou non : dans le premier cas, il faut y engager le pénitent, en lui représentant vivement l'énormité du sacrilège qu'il commettrait en se mariant ainsi, et les malheurs qui en seraient la suite ; dans le second, il ne serait pas prudent de lui donner des avis qui n'auraient pour effet que de le rendre plus coupable. Le confesseur ne peut cependant lui donner ni le conseil, ni la permission de se marier en cet état ; il se bornera à l'exhorter à la contrition de ses péchés.

553. Lorsqu'on accorde l'absolution à un fiancé, dont les dispositions sont si peu satisfaisantes, il est à propos de ne pas lui permettre de communier ; on l'exhorte alors à s'y préparer de plus en plus, et à se représenter, à cette fin, dans un temps peu éloigné.

554. Si l'un des deux époux avoue comme commises ensemble des fautes dont l'autre ne parle pas, il faut néanmoins ne faire à ce dernier que les interrogations ordinaires. On ne peut pas même, dans ce cas, lui différer l'absolution, s'il n'y a rien dans sa déclaration qui exige ce délai. Il ne faut pas se départir de ce principe, que ce qui n'est su que par la confession est ignoré.

555. Si les époux s'adressent, au tribunal de la pénitence, à tout autre Prêtre qu'à celui qui est chargé de célébrer le mariage, celui-ci ne doit pas leur donner la bénédiction nuptiale, sans que chacun d'eux lui présente un billet de confession. S'ils s'adressent à lui-même, il serait inutile de le demander.

ART. 4. — *Des Publications.*

556. Les fiançailles étant faites, on publiera les bans à la Messe de paroisse, trois jours de dimanche ou de fête de précepte, en observant de laisser au moins un jour

d'intervalle entre deux des publications ¹. On désignera les noms et prénoms des époux, ceux de leurs pères et mères, et ceux des personnes avec lesquelles ils ont été mariés, s'ils sont veufs ; on indiquera aussi la paroisse de la naissance et celle du domicile actuel.

557. Dans le cas où, par oubli, le Pasteur aurait omis de faire une publication à la Messe de paroisse, si le mariage ne peut pas être différé sans inconvénient, nous permettons de la faire à Vêpres, pourvu toutefois que les parties n'aient pas obtenu dispense de deux bans ; car, si l'on ne fait qu'une seule publication, nous exigeons absolument qu'elle soit faite à la Messe de paroisse.

558. Les publications doivent se faire, 1^o dans la paroisse de chacun des époux, s'ils ne sont pas de la même paroisse ; 2^o dans celle du domicile actuel, quand même ils n'y seraient établis que depuis peu de temps ; 3^o dans celle du dernier domicile, s'ils ont changé de paroisse, c'est-à-dire dans celle où ils auraient fait récemment un séjour plus considérable, et au moins d'une année ; 4^o les publications des mariages des veufs seront faites dans les paroisses où ils ont habité pendant leur dernier mariage et pendant leur viduité. Quand une paroisse est vacante et privée de l'office divin, les publications doivent se faire dans la paroisse du Curé voisin auquel elle est confiée.

559. Nous n'accorderons ordinairement des dispenses de publication qu'à la demande du Pasteur, ou sur une attestation de sa part. Si l'on obtient dispense d'un ou de deux bans, on avertira, en publiant, que c'est pour la première, seconde, ou troisième publication, en faisant mention de la dispense obtenue.

¹ Conc. Trid., sess. 24, de refor. matr., cap. 1.

562. On ne pourra délivrer le certificat des publications que vingt-quatre heures après que la dernière aura été faite.

563. Si, après les publications, le mariage est différé au delà de quatre mois, on fera de nouveau une publication avant de le célébrer ; s'il est différé au delà d'une année, on fera trois publications, comme la première fois.

ART. 5. — *Des Empêchements.*

564. Si les fidèles ignoraient les empêchements canoniques, il serait presque inutile de faire des publications ; les Pasteurs auront soin de les leur expliquer de temps en temps, et particulièrement ceux de consanguinité et d'affinité, qui se rencontrent plus souvent, et ceux de parenté spirituelle et d'honnêteté publique, qui sont moins connus.

565. Si l'on vient révéler un empêchement, le Curé suspendra aussitôt les publications ; si, après un mûr examen, il reconnaît avec certitude que ce prétendu empêchement n'existe pas réellement, il pourra reprendre les publications et faire le mariage ; dans le doute, il devra s'adresser à nous et attendre notre décision.

566. Lorsque deux personnes liées d'un empêchement demanderont à se marier, le Pasteur doit les en détourner et les exhorter à respecter les lois de l'Eglise, à moins que leur demande ne lui paraisse fondée sur de graves raisons. On exige des motifs beaucoup plus considérables pour le second degré de consanguinité ou d'affinité, que pour les degrés inférieurs ¹. Si le Pasteur croit devoir entrer dans les vues de ses paroissiens et

¹ In secundo gradu nunquam dispensetur, nisi inter magnos principes et ob publicam causam. Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. v.

favoriser leur désir, il examinera d'abord si cet empêchement est du for externe ou du for interne.

Les empêchements sont du for externe : 1^o toutes les fois qu'ils sont publics de fait; 2^o lorsque, étant occultes, ils sont de nature à pouvoir être prouvés par titre ou par témoins, et n'ont rien d'infamant. Il sont du for interne lorsqu'ils sont occultes et produits par une action infamante.

565. Si, par sa nature, l'empêchement est du for externe, avant d'en demander dispense, le Curé procèdera à sommaire-apprise pour constater la vérité de l'exposé; à cette fin, les époux, assistés de leurs pères et mères, s'il se peut, feront paraître devant lui deux témoins connus et dignes de foi. Il les fera déposer, sans cependant exiger le serment : 1^o sur le fait même de l'empêchement et sur la généalogie des deux familles; 2^o sur la vérité des motifs exposés pour en obtenir dispense, selon leur connaissance; 3^o sur la fortune des suppliants, s'ils sont *sui juris*, et sur celle de leurs parents, s'ils sont enfants de famille. Le procès-verbal de cette sommaire-apprise sera signé par le Curé et par les deux témoins, s'ils savent écrire. En nous l'adressant, il nous fera connaître si, en son particulier, il juge cette dispense utile au salut des suppliants et au bien spirituel de sa paroisse. Si l'empêchement se trouvait accompagné de quelque circonstance diffamatoire, on ne ferait pas de sommaire-apprise.

ART. 6. — *De la liberté des Parties.*

566. On n'admettra jamais une personne à contracter mariage sans avoir lu son acte de baptême, ou sur les registres de la paroisse, s'il s'y trouve, ou sur l'extrait authentique qu'elle devra elle-même en présenter. Si cet

acte ne se trouve pas, on ne procèdera point à la bénédiction nuptiale, sans avoir pris toutes les mesures nécessaires pour constater la réalité et la validité du baptême.

567. Si les enfants de famille insistent à vouloir se marier, sans avoir pu obtenir le consentement de leurs parents, le Pasteur tâchera de les en détourner, en leur représentant tout ce qu'ils doivent à leurs pères et mères, et même les difficultés et les peines temporelles auxquelles ils s'exposeraient en se mariant malgré eux ¹. Si, de leur côté, les parents paraissent refuser leur consentement sans motifs raisonnables, le Pasteur leur fera comprendre les suites fâcheuses qui pourraient résulter de leur refus, et le danger de s'opposer à la volonté de Dieu en contrariant ainsi la vocation de leurs enfants.

568. Si la liberté des parties laisse quelque doute, on ne procèdera point au mariage qu'elle ne soit pleinement constatée.

Si elles ont toujours habité dans le diocèse, le certificat des publications délivré ou par l'Evêque diocésain, ou par les Curés des paroisses où elles ont habité, et dûment légalisé par l'Ordinaire, suffira pour l'établir.

S'il s'agit de personnes étrangères au diocèse, ou de personnes du diocèse qui aient demeuré ailleurs, elles devront présenter un certificat de liberté, délivré ou par leur Evêque diocésain, ou par le Curé de la paroisse où elles ont habité, et dûment légalisé par l'Ordinaire. Toutes ces pièces devront ensuite être reconnues par nous ou l'un de nos Vicaires généraux.

Les veufs devront toujours produire l'acte de décès de la personne avec laquelle ils ont été mariés, et une attes-

¹ Cap. *Honorantur*, 13, caus. 32, quæst. 2. — Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. 1.

tation constatant qu'il n'ont pris aucun engagement depuis sa mort, le tout dûment légalisé ¹.

569. Nous défendons de marier les veuves avant dix mois de viduité.

570. On n'admettra jamais au mariage, ni même aux fiançailles, sans nous avoir consulté, les passants, les voyageurs et les vagabonds qui n'ont point de domicile fixe ², ni les ouvriers qui ont travaillé en beaucoup d'endroits différents.

Avant de marier les étrangers, il faut : 1^o s'assurer de leur âge et de leur religion par l'examen de leur acte de baptême ; 2^o annoter par écrit toutes les localités qu'ils ont successivement habitées et le temps passé dans chaque endroit ; 3^o leur indiquer par écrit tous les papiers qu'ils doivent produire, pour prouver leur liberté et le consentement des parents.

571. Les dépositions assermentées pour constater la liberté des personnes qui désirent se marier, se feront ordinairement par-devant M. l'Official. MM. les Curés ne doivent exiger aucun serment sans notre autorisation. Lorsqu'ils auront reçu une commission à cette fin, ils observeront ce qui suit : 1^o ils ne recevront pas la déposition d'un témoin sans s'être bien assurés de sa probité ; 2^o avant le serment, ils rappelleront au témoin que, s'il avait le malheur de faire un parjure, il attirerait sur lui la malédiction divine et les plus terribles châtiments pour cette vie et pour l'autre ; 3^o le témoin se mettra à genoux et dira, en plaçant la main sur l'Evangile : *Je jure devant Dieu de dire la vérité sur les questions qui me seront proposées*. Pour inspirer au témoin plus de respect pour le serment, ils pourront placer devant lui un crucifix et

¹ Cap. *In præsentia*, 19, de sponsal. et matr.

² Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. vii.

deux cierges allumés, s'ils le jugent nécessaire. Ils poseront ensuite les questions d'une manière claire et précise. S'il s'agit de constater la liberté d'un individu, ils demanderont au témoin : 1^o s'il le connaît, comment, et depuis combien de temps ; 2^o s'il ne s'est point aperçu qu'il ait contracté un mariage ecclésiastique, ou un mariage civil, ou des fiançailles à l'église ou devant un notaire, et enfin, s'il connaît quelque empêchement au mariage proposé. Ils dresseront ensuite un procès-verbal de cette déposition sur le registre même des fiançailles, et le feront signer par le témoin. On n'interrogera jamais le témoin en présence de la personne dont il s'agit d'établir la liberté. S'il y a deux témoins à entendre, on les interrogera séparément, et l'on dressera deux procès-verbaux.

572. Celui qui sera admis à prêter le serment supplétif pour constater sa propre liberté, devra, au préalable, indiquer bien en détail tous les endroits où il a habité depuis l'âge de puberté, et combien de temps il a demeuré dans chaque endroit. Lorsqu'il aura prêté serment, on lui fera les questions nécessaires, et on adressera le procès-verbal comme dans le cas précédent. En dressant l'acte de mariage, on indiquera dans l'espace qui reste libre, si les époux, ou l'un d'eux, ont prouvé leur liberté par serment, par témoin, par acte notarié, ou par acte sous seing privé.

573. On ne mariera pas non plus, sans avoir pris notre avis, les personnes que l'on soupçonnerait avoir été ravies ou qui se seraient enfuies de la maison paternelle par l'effet d'une séduction ou autrement ¹.

574. Celui qui veut mettre opposition à un mariage doit présenter requête à l'Official, obtenir son décret et le faire signifier au Curé. Celui-ci suspendra alors les

¹ Conc. Trid., sess. 24, de reform., cap. vi.

publications et attendra que les parties se soient pourvues par-devant qui de droit. Si l'opposition est mise seulement devant deux témoins et par écrit, le Curé suspendra encore les publications provisoirement et ne fera point le mariage sans nous avoir consulté. Si l'opposition nous paraît fondée, les parties se pourvoiront comme dans le cas précédent. Si l'on met opposition à un mariage par un simple exposé fait verbalement au Pasteur, il n'y aura égard que lorsqu'il verra dans cette déclaration la manifestation d'un empêchement.

575. Lorsqu'on demandera à un Curé un certificat de liberté pour une personne de sa paroisse établie en pays étranger, il aura soin : 1^o de ne pas délivrer ce certificat sans faire les trois publications, à moins qu'on n'eût obtenu quelque dispense ; 2^o de ne comprendre dans le certificat que le temps précis pendant lequel le sujet aura demeuré dans sa paroisse. A cette fin, il exprimera exactement la date de sa naissance et l'époque de son départ, afin que l'on voie clairement combien d'années comprend ce témoignage. Si son habitation dans la paroisse a été interrompue, il indiquera le nombre et la durée de ces interruptions. Le Pasteur chargé de faire le mariage devra s'assurer de sa liberté pour le temps passé hors de sa paroisse natale, et non compris dans le certificat ci-dessus.

ART. 7. — *De la célébration du Mariage.*

576. Nous défendons de célébrer les mariages sans une permission spéciale de notre part : 1^o avant 5 heures en hiver, avant l'aurore dans les autres saisons de l'année, ou après midi ; 2^o les dimanches ou les fêtes de précepte ; 3^o le jour ou le lendemain de la dernière publication ; 4^o ailleurs que dans l'église paroissiale.

577. Nous ordonnons que les mariages soient célébrés devant le propre Curé des époux, ou son Vicaire, ou devant un autre Prêtre *spécialement* commis pour y assister. Si les parties sont de différentes paroisses, elles se marieront devant le Curé de l'une avec la permission de l'autre. Cette permission sera censée accordée par la remise du certificat des publications. Nous recommandons cependant qu'on se conforme, autant que possible, à la louable coutume de célébrer le mariage dans la paroisse de l'épouse¹.

578. Nous défendons, sous peine de suspense encourue par le seul fait, et spécialement réservée à l'Ordinaire du Curé qui aurait dû faire le mariage, à tous Curés et autres Prêtres séculiers ou réguliers, de marier ceux qui ne seraient pas leurs vrais paroissiens².

579. Les Pasteurs pourront cependant marier ceux qui habitent leur paroisse depuis moins d'une année, pourvu : 1^o qu'ils y aient fixé leur domicile de bonne foi, publiquement, et avec l'intention d'y demeurer ; 2^o qu'ils présentent un certificat de publication délivré par le Curé de leur précédent domicile.

Quoique, d'après les théologiens les plus autorisés, le quasi-domicile strictement requis pour la validité du mariage s'acquière par la simple résidence dans un lieu, avec l'intention d'y demeurer tout le temps nécessaire pour l'acquérir, et que, par suite de ce principe, on doive regarder comme valide un mariage contracté dans un

¹ On peut bénir les mariages à la table de la communion ou au pied de l'autel ; mais l'usage, une fois reçu, doit être le même pour tous les paroissiens sans distinction.

² Si quis parochus, vel alius sacerdos, sive regularis, sive sæcularis sit, alterius parochiæ sponso, sine illorum parochi licentia, matrimonio conjungere aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tamdiu suspensus maneat, quamdiu ab ordinario ejus parochi qui matrimonio interesse debebat, absolvatur. — Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. 1.

lieu où l'une des parties contractantes a un mois de séjour; les Pasteurs auront soin néanmoins de ne pas marier ceux qui n'auraient acquis qu'un quasi-domicile dans la paroisse, avant qu'ils y aient séjourné au moins quatre mois. Ils exigeront en outre qu'on présente le certificat des publications faites dans le lieu du domicile proprement dit. Ceux qui sont dans ce cas pourront aussi être mariés dans le lieu de leur vrai domicile.

580. Les enfants de famille émancipés, ou considérés comme tels, ne pourront plus contracter mariage devant le Curé de la paroisse où demeurent leurs parents, lorsqu'ils auront acquis un domicile proprement dit dans une autre paroisse, par un séjour de plus d'une année.

581. Nous décernons la peine d'excommunication, encourue de fait et spécialement réservée, contre ceux qui auraient la témérité de surprendre leur Pasteur à l'église, ou ailleurs, pour se marier devant lui, sans assentiment de sa part, ainsi que contre les témoins qui auraient consenti à y assister; et, le cas échéant, nous défendons au Curé de rédiger l'acte de ce mariage.

582. Conformément à l'ancien usage de ce diocèse, nous défendons de faire aucun mariage durant l'Avent et le Carême, sans une permission spéciale de notre part. Lorsque nous accorderons cette permission, elle sera toujours censée renfermer les deux conditions suivantes, savoir : 1^o que le mariage se fera sans appareil et sans festin de noces; 2^o qu'on ne donnera point la bénédiction nuptiale, c'est-à-dire qu'on ne célébrera point la Messe *pro sponso et sponsa*, qu'on n'en fera point commémoration et qu'on ne récitera pas non plus les autres bénédictions qui y sont jointes dans le Missel ¹.

¹ Conc. Trid., sess. 24, de ref. matr., cap. x. — Bened. XIV, instit. 80.

Hors le temps prohibé, on devra toujours célébrer le mariage au commencement de la Messe, et réciter ensuite les prières de la bénédiction nuptiale sur les époux, à moins que la femme n'ait déjà été mariée, ou qu'elle n'ait mené notoirement une mauvaise conduite.

583. On doit dire la Messe *pro sponso et sponsa* toutes les fois qu'on célèbre un mariage, excepté : 1^o les cas énoncés dans l'article précédent; 2^o les dimanches, les fêtes de précepte et les jours de première ou seconde classe, même non de précepte¹. On la dit sans *Gloria* ni *Credo*, avec trois oraisons, le *Benedicamus Domino* et l'évangile de saint Jean à la fin. La seconde oraison doit être celle de l'office du jour, et la troisième *a cunctis*, ou une autre selon le temps, à moins qu'il n'y ait encore quelque commémoration à faire. Si l'on obtient la permission de bénir un mariage un jour de dimanche ou de fête de précepte, on dira la Messe du jour avec la commémoration de la Messe *pro sponso et sponsa* et les autres prières de la bénédiction nuptiale².

584. Les Pasteurs ne permettront, à l'occasion des mariages, ni musique, ni bruit d'armes à feu; ils exhorteront les époux et leurs parents à ne pas profaner ce jour par des danses ou des excès d'intempérance; à le passer, au contraire, d'une manière religieuse et chrétienne, afin d'attirer les bénédictions du ciel sur eux et sur leur famille. Le mariage est saint, il doit être célébré saintement³.

585. Nous défendons, sous peine d'excommunication,

¹ S. R. C., 3 mars 1761; — 20 décembre 1783; — 28 février 1818.

² Ex rubrica Missalis. — Gavant., pars IV, tit. XVII, n° 22. — Bened. XIV, instit. 80, n° 10.

³ Ut nuptiæ ea qua decet modestia et honestate fiant, curabunt : sancta enim res et matrimonium et sancte tractandum. — Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. x.

les vexations que l'on fait quelquefois souffrir aux époux, et surtout aux veufs, pour en obtenir de l'argent, ou pour tout autre motif. Les Pasteurs s'élèveront fortement dans leurs instructions contre cet abus, également opposé à la justice et à la sainteté du mariage, et ils ne donneront point l'absolution, au tribunal de la pénitence, à ceux qui y auront pris part, avant qu'ils n'aient restitué ce qu'ils auraient reçu, s'ils sont en état de le faire.

586. Si l'on vient à découvrir un empêchement après la célébration du mariage, le Pasteur examinera avec soin s'il est du for interne ou du for externe. S'il est du for interne, et si, au moment de la célébration, on a observé toutes les formalités prescrites, il suffira, après que la dispense aura été obtenue, que les époux renouvellent leur consentement seuls et en secret ; s'il est du for externe, le mariage doit être réhabilité devant le Curé et deux témoins de la manière prescrite par le Concile de Trente. Les époux pourront, dans ce cas, renouveler leur consentement *quocumque loco vel hora*, mais toujours devant le propre Curé et deux témoins. On dressera l'acte de cette réhabilitation en dues formes sur le registre courant, et l'on fera une annotation ou renvoi à la marge du premier acte.

587. Si les époux ignorent de bonne foi un empêchement qui rend leur mariage nul, il est quelquefois prudent de les laisser dans leur ignorance, sans les avertir, jusqu'à ce qu'on ait obtenu la dispense, ou même jusqu'au jour où la réhabilitation pourra s'effectuer : c'est lorsque leurs dispositions donnent lieu de craindre que cette manifestation ne serve qu'à leur faire commettre plusieurs péchés mortels.

588. Si les personnes légitimement mariées viennent à se séparer, sans avoir obtenu à cette fin une sentence

du juge ecclésiastique, le Pasteur leur exposera les motifs religieux les plus propres à rétablir entre elles l'union et la charité. Si les efforts de son zèle demeurent sans succès, il nous en donnera connaissance avant de les admettre aux sacrements, pour avoir notre avis sur la conduite à tenir à leur égard.

589. D'après la loi du 18 germinal an x, art. 54, MM. les Curés ne peuvent donner la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifient avoir contracté mariage devant l'officier civil. D'après le Code pénal, art. 199, un Prêtre qui bénit un mariage avant le contrat civil est passible d'une amende de 16 à 100 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

On ne peut voir qu'avec tristesse que, dans un pays où l'on prône tant la liberté des cultes, l'Eglise ne soit pas libre d'administrer les sacrements à ses enfants, quand elle les trouve bien disposés, sauf à eux à se mettre en règle pour ce qui concerne leurs intérêts civils.

CHAPITRE XI

DES REGISTRES

590. Il est d'une extrême importance pour le bien de la religion et de la société, qu'on l'on puisse constater en tout temps qu'un enfant a été validement baptisé, qu'un mariage a été légitimement contracté, qu'une personne est décédée tel jour et à telle heure précise. Les incertitudes qui s'élèvent quelquefois sur ces points causent, pour l'ordinaire, dans l'ordre spirituel, de graves difficultés, et, dans l'ordre temporel, des procès ruineux.

Aussi, l'Eglise a-t-elle toujours recommandé aux Pasteurs d'apporter le plus grand soin à la rédaction et à la conservation des registres ¹.

Nous ordonnons à tous les Curés de tenir les registres de naissance, de baptême, de mariage et de décès, avec une grande exactitude.

591. On doit toujours avoir soin de rédiger les actes immédiatement après avoir fait un baptême, un mariage, ou une sépulture ; de se servir d'une bonne encre ; de les écrire avec attention, d'une manière nette et bien lisible, en se souvenant que ce sont des actes publics et qu'une fois signés, on ne peut plus rien y changer. Ils demanderont les nom et prénoms de chaque personne avec exactitude, et les écriront correctement comme ils sont écrits par les personnes les plus instruites de chaque famille ; ils écriront aussi les surnoms, lorsque cela paraîtra nécessaire pour bien distinguer les familles.

592. On ne réunira jamais deux baptêmes, ni deux mariages, ni deux décès, dans un même acte, lors même qu'il s'agirait de deux jumeaux ou de plusieurs personnes victimes d'une même catastrophe. Lorsqu'on aura baptisé deux jumeaux, on inscrira le premier celui qui est né le premier.

593. Lorsqu'on aura baptisé un enfant illégitime, on ne fera aucune mention de la paternité dans l'acte public, à moins que le père ne se présente lui-même pour le reconnaître. S'il s'agit d'un enfant adultérin, on ne fera pas mention du père, lors même qu'il le demanderait. Cependant, comme il importe à l'Eglise de connaître les empêchements de parenté, si la mère déclare devant deux témoins à qui cet enfant appartient, on devra

¹ Conc. Trid., sess. 24, de reform. matr., cap. 1 et II. — Ritual. rom., formula scribendi, etc.

dresser un procès-verbal particulier de cette déclaration, le faire signer par les témoins et le conserver en secret.

594. Si un enfant baptisé à la maison meurt avant de pouvoir être présenté l'Eglise, sur la déclaration qui lui en sera faite, le Curé dressera l'acte de la naissance et du baptême ; il dressera ensuite l'acte de décès séparément.

595. Dans le doute, si un enfant est né vivant, en rédigeant l'acte de naissance, le Pasteur exprimera consciencieusement comme certain ce qui est certain, et comme douteux ce qui est douteux. S'il ne peut juger que sur le rapport des témoins, il les interrogera avec soin et exigera qu'ils signent l'acte avec lui. Les personnes qui ne savent pas signer feront leur marque, et l'on aura toujours soin d'écrire à côté ces mots : *Marque de NN*. S'il en est qui diffèrent ou qui refusent de signer, on nous en donnera connaissance sans délai ¹.

596. On écrira sur la marge du registre, pour les baptêmes, les nom et prénoms de l'enfant ; pour les mariages, les noms et prénoms des deux époux, et pour les décès, les nom et prénom du défunt.

597. S'il y a plusieurs baptêmes, ou plusieurs mariages, ou plusieurs décès le même jour, on aura soin d'inscrire le premier celui qui aura lieu le premier, sans jamais laisser aucune formule intermédiaire en blanc et sans interversion dans l'ordre des numéros.

598. Lorsqu'on aura dressé un acte de baptême, mariage, ou décès, relatif à une personne étrangère à la paroisse, si les parents le demandent, on leur en délivrera copie au moyen du droit fixé par l'usage ou le tarif, afin qu'ils puissent le faire annexer au registre du lieu de leur domicile.

¹ Ce serait un abus de faire signer la plupart des actes par le clerc.

599. On insérera chaque année, à la fin des registres : 1^o les jugements de rectification qui auraient été portés par l'autorité compétente ; 2^o les actes relatifs aux personnes de la paroisse, dressés hors du diocèse, pourvu qu'ils soient légalisés par l'Evêque diocésain, et que sa signature ait été reconnue par nous ou par nos Vicaires généraux ; 3^o les actes relatifs aux personnes de la paroisse, dressés dans une autre paroisse du diocèse. En ce cas, il n'est pas nécessaire qu'ils soient légalisés.

600. Si l'on présente deux copies du même acte, elles seront : l'une, insérée à la suite du registre paroissial ; l'autre, réservée pour le registre de la chancellerie. Si l'on ne présente qu'une copie, on en fera une autre pour notre chancellerie. Dans tous les cas, on fera mention au registre-courant de la réception desdits actes ¹. Chaque acte sera annexé à la fin du registre de l'année de la réception, et non à la fin du registre de l'année à laquelle il se rapporte, sauf pour les jugements de rectification, qui seront toujours insérés à la fin du registre de l'année à laquelle ils se rapportent.

601. Les actes insérés à la fin de chaque registre devront être numérotés dans l'ordre de leur réception, cousus ensemble à la fin de l'année, et cousus au registre, de manière à ne pouvoir pas en être séparés.

602. Pour la copie destinée à être conservée aux archives de la chancellerie archiépiscopale, on se procurera, aux frais de la fabrique, du papier imprimé à cette fin. On nous les enverra en trois cahiers, couverts chacun d'une feuille à titre imprimé, et non en feuilles séparées. S'il n'y a point de mariages dans la paroisse pendant l'année, on enverra à la chancellerie la couverture à titre

¹ Relativement à l'insertion des actes dressés hors de la paroisse, on ne suit plus les articles 17 et 19 des royales patentes.

imprimé, avec un procès-verbal négatif à la fin. On ajoutera à chaque cahier la copie des actes insérés à la suite du registre paroissial, le tout dûment certifié conforme ¹.

603. Pour que les registres soient toujours tenus avec la régularité requise, nous nous croyons obligés de décerner la peine de suspension contre tout Curé ou Vicaire qui aurait négligé pendant plus d'un mois d'inscrire un acte de baptême, mariage ou décès, ou qui, à l'époque de la première conférence ecclésiastique, n'aurait pas envoyé à notre chancellerie la copie qui doit y être conservée.

604. Avant de faire l'envoi des registres de l'année, on aura toujours soin : 1° de rédiger le procès-verbal de clôture en due forme ; 2° de vérifier tous les actes pour s'assurer s'il n'y resterait point quelques lacunes, ou s'il n'y manquerait point quelques signatures, soit du rédacteur, soit des intervenants.

605. L'expédition des actes pourra être faite, soit sur papier libre, soit sur papier marqué, selon que les parties le désireront, au moyen du droit fixé par l'usage. Les extraits demandés par le gouvernement ou pour le service militaire seront délivrés gratis.

606. Les Curés dépositaires des registres de l'état civil ne les laisseront jamais sortir de leur presbytère sans

¹ Au lieu de copier la signature des intervenants, on se bornera à clore les copies de la manière suivante :

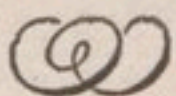
1° *Baptêmes*. — Signés à l'original : NN. requérant ; NN. Curé ou Vicaire. — Certifié conforme : NN. Curé ou Vicaire.

2° *Mariages*. — Signés à l'original : NN. époux ; NN. épouse, qui n'a fait que sa marque ; NN. et NN. consentants ; NN. premier témoin : NN. second témoin, qui n'a fait que sa marque ; NN. Curé ou Vicaire. — Certifié conforme : NN. Curé ou Vicaire.

3° *Décès*. — Signés à l'original : NN. premier témoin ; NN. second témoin, qui n'a fait que sa marque ; NN. Curé ou Vicaire. — Certifié conforme : NN. Curé ou Vicaire.

une permission spéciale de notre part. Ils les communiqueront à M. le syndic et à M. le secrétaire de la commune pour les recherches relatives à la levée militaire, mais sans déplacement, et, autant qu'il leur sera possible, ils seront présents à ces recherches. Ils doivent conserver avec soin les anciens registres de leur paroisse; ils prendront garde de ne pas enlever les feuillets restés en blanc et de n'y rien écrire.

607. Un Curé qui sera dans le cas de changer de paroisse, ne pourra remettre les registres qu'à son successeur ou à l'économe chargé de desservir la paroisse pendant la vacance, ou à l'Archiprêtre. Au décès d'un Curé, l'Archiprêtre et, à son défaut, le Prêtre qui fera la sépulture, devra s'emparer de tous les registres, anciens ou nouveaux, pour empêcher qu'ils ne tombent entre les mains des héritiers; il les enfermera sous clé, en lieu sûr, et ne les remettra qu'à son successeur ou à l'économe provisoire.



PROCÈS-VERBAL

DES

ACTES ET DÉCRETS DU SYNODE DIOCÉSAIN

Tenu à Chambéry les 1, 2 et 3 septembre 1877,

SOUS L'AUTORITÉ ET LA PRÉSIDENCE DE

S. G. M^{gr} PIERRE-ANASTASE PICHENOT,

ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY

I

§ 1. Le 30 juin 1877, par une lettre-circulaire adressée au clergé de son diocèse, M^{gr} l'Archevêque a solennellement annoncé qu'à l'issue de la retraite ecclésiastique de la même année, devra s'ouvrir le Synode diocésain. Résumant en peu de mots et l'obligation de tenir les Synodes diocésains et les avantages qui en découlent, Sa Grandeur indique l'objet du prochain Synode qui sera la révision des *Constitutions et Statuts du diocèse*.

L'ouverture du Synode coïncidera avec la clôture de la retraite ecclésiastique, le 1^{er} septembre, au matin.

Sont appelés au Synode tous les Prêtres du diocèse ayant charge d'âmes, *nemine excepto*. Sont convoqués spécialement MM. les Vicaires généraux, les Chanoines effectifs et honoraires, les Archiprêtres et Vice-Archiprêtres, les Curés en titre, et, au moins, un autre Ecclésiastique parmi les Curés desservants, Aumôniers, Vicaires ou Prêtres habitués de chaque Archiprêtré, et au choix de la Conférence.

Sont invités aussi en particulier le Révérend Père Provincial, les Gardiens et les Lecteurs des Capucins de Chambéry et d'Yenne, les Prieur et Sous-Prieur d'Hautecombe, les Prieur et Sous-Prieur de Tamié, le Supérieur des Missionnaires de Myans, le R^d

P. Provincial des Somasques, les Supérieurs et Professeurs du Grand-Séminaire, les Supérieurs des trois petits Séminaires.

§ 2. Une Commission, nommée et présidée par Monseigneur, s'occupe activement de la révision des Statuts et des travaux préparatoires qui seront mis sous les yeux du vénérable Chapitre, avant de passer au Synode et d'être communiqués au Clergé.

§ 3. Afin de prendre une connaissance plus sûre et plus détaillée des modifications utiles à introduire dans les *Constitutions* révisées, Monseigneur a voulu que le Clergé tout entier prit part, d'une manière très active et très libre, aux travaux préparatoires du Synode. C'est pourquoi, dès l'année précédente 1876, par une circulaire jointe au programme des Conférences, Sa Grandeur a invité tous les Prêtres à étudier les *Constitutions synodales* rédigées par M^{gr} Billiet, en 1842, qui, depuis ce temps, ont régi le diocèse, et à proposer en Conférences cantonales les observations auxquelles elles donneront lieu. Ces observations, recueillies par le Secrétaire de la Conférence et transmises à l'Archevêché, éclaireront la Commission préparatoire.

Même un programme de questions ayant trait à tous les points des anciennes *Constitutions* qui paraissent susceptibles de modifications, a été proposé à l'étude des Conférences. Toutes les réponses transmises à l'Archevêché, dans le courant de novembre 1876, ont été l'objet d'un exposé synoptique, à la faveur duquel la Commission préparatoire a eu constamment sous les yeux, dans toutes les questions, les diverses opinions de tous le Clergé diocésain.

Le Chapitre métropolitain, consulté sur le travail préparatoire, y a donné sa plus complète approbation.

§ 4. Le Synode devant tenir ses séances au Grand-Séminaire, où les Prêtres se trouvent réunis pour les exercices de la retraite, le 31 août, le décret d'ouverture est affiché aux portes de la chapelle et de la grande salle des exercices, et le Clergé est informé des heures et des lieux tant des séances solennelles, que des congrégations générales et particulières.

II

Le samedi 1^{er} septembre, l'oraison du matin étant achevée, la cérémonie d'ouverture du Synode commence à six heures et demie.

Monseigneur à son trône revêt les ornements pontificaux pour la célébration de la messe *De Spiritu Sancto*. Il est assisté d'un Prêtre en chape, de deux Diacres d'honneur, d'un Diacre et d'un Sous-Diacre d'office, des autres ministres inférieurs et des porte-insignes. La messe est chantée solennellement : tous les Prêtres présents y reçoivent la sainte Communion de la main du Pontife.

La messe célébrée, Monseigneur quitte la chasuble et revêt la chape. On chante, conformément aux prescriptions du pontifical : l'antienne *Exaudi nos...*, avec le psaume *Salvum me fac* ; l'oraison *Adsumus Domine...* ; les litanies des Saints, le Diacre chante l'Evangile ; le Pontife entonne le *Veni Creator*, qui est continué par l'assistance ; puis, ayant, de son siège, placé sur le marche-pied de l'autel, harangué le Clergé, ordonne la lecture des décrets relatifs à la tenue du Synode.

Le Secrétaire, montant à l'ambon, lit :

1^o Le décret de l'ouverture du Synode ;

2^o Le décret *De Modo vivendi, Synodi tempore* ;

3^o Le décret nommant les officiers du Synode :

Promoteur, Révérend Léon-Vincent ROSSET, Vicaire général,

Secrétaire, Révérend Louis VIVIEN, Vicaire général,

Notaire, Révérend Jean-Bruno FRANCOZ, Aumônier,

Maîtres des cérémonies, Révérend Louis VARET, Chancelier archiépiscopal ;

Juges des plaintes et des excuses, Révérend Joseph GUILLET, Vicaire général, Révérend Jean FARNIER, Chanoine titulaire, Révérend Pierre CHARBONNIER, Chanoine titulaire ;

4^o Le décret *De non præjudicando per assignatum cuique in Synodo sedendi et procedendi locum* ;

5^o Le décret *De non discedendo* ;

6^o Le décret de la formation des Congrégations particulières.

Ce décret partage en quatre Congrégations les Membres du Synode : la première, sous la présidence de M^{gr} l'Archevêque, se compose de MM. les Vicaires généraux, les Chanoines titulaires, les Supérieurs des Séminaires, les Professeurs du Grand-Séminaire et les Révérends religieux présents au Synode ; Monseigneur conférera avec eux sur l'ensemble des travaux du Synode et sur les matières qu'il s'est réservées. La seconde, sous la présidence de Révérend Tiollier, Chanoine honoraire, Curé-Archiprêtre des Echelles, se composera des Prêtres, des Archiprêtres de la Métropole, Notre-Dame, Maché, les Echelles, la Motte, Saint-Pierre

d'Albigny, Montmélian. Elle s'occupera de la première partie des *Constitutions*, c'est-à-dire du *Culte divin*. La troisième, sous la présidence de Révérend Pavy, Chanoine honoraire, Curé-Archiprêtre d'Aix-les-Bains, se composera des Prêtres des Archiprêtres d'Aix-les-Bains, Albens, Arith, Châteauneuf, le Châtelard, Novallaise, Pont-de-Beauvoisin, la Rochette et Chindrieux. Elle s'occupera de la seconde partie des *Constitutions*, c'est-à-dire des *Personnes*. La quatrième sous la présidence de Révérend Mareschal, Chanoine honoraire, Curé-Archiprêtre de Rumilly, se composera des Prêtres des Archiprêtres de Rumilly, Saint-Genix, Saint-Offenge, Saint-Jean de Chevelu, Saint-Vital, Thoiry et Yenne. Elle s'occupera de la troisième partie des *Constitutions*, c'est-à-dire des *Sacrements*.

A chacun des Présidents des trois dernières Congrégations est remis un exemplaire des travaux de la Commission préparatoire pour servir de matière aux études et aux observations des Membres.

7^o Sur la demande du Promoteur, Monseigneur ordonne que tous les Membres présents, qui n'ont pas encore pris part à un Synode, émettent la profession de foi selon la formule de Pie IV, avec l'addition relative au sacré Concile du Vatican. Le secrétaire proclame le décret *De imittendâ professione fidei*; ensuite la formule est lue à haute voix; puis tous les Membres se présentent, deux par deux, au pied de l'autel, et, la main droite placée sur le livre des Evangiles que deux Clercs tiennent sur les genoux du Pontife, prononcent les paroles suivantes :

Ego N., recipio, promitto, spondeo, profiteor, detestor, anathematizo, voveo et juro, ut in decretis et formulâ professionis fidei et bullâ modo lectis, singula singulis referendo : sic me Deus adjuvet, et hæc sancta ejus Evangelia.

8^o le Promoteur se présente de nouveau devant le Pontife, et demande l'appel nominal de tous les Prêtres qui, ayant été ou désignés par Monseigneur, ou délégués par les Conférences cantonales, ne se sont pas fait légitimement dispenser, et doivent être présents au Synode. Monseigneur ordonne que l'appel nominal soit fait; et le Secrétaire, montant à l'ambon, lit à haute voix les noms des Membres, notant ceux qui ne répondent pas à l'appel.

MM.

ROSSET Léon-Vincent, Vicaire général, Membre de la Commission préparatoire.

- VIVIEN Léon, Vicaire général, Membre de la Commission préparatoire.
- GUILLET Joseph, Vicaire général, Membre de la Commission préparatoire.
- DESCOTES Éloy, Chanoine, Doyen du Chapitre, Vicaire général honoraire.
- MERMILLOD François-Marie, Chanoine.
- BOISSAT Jean-Claude, Chanoine pénitencier.
- CROISOLLET Joseph-François, Chanoine.
- Dunand Joseph, Chanoine¹.*
- CHARBONNIER Pierre, Chanoine, Membre de la Commission préparatoire.
- FARNIER Jean, Chanoine, Membre de la Commission préparatoire.
- VARET Louis, Chanoine honoraire, Chancelier de l'Archevêché.
- TISSOT Jean-François, de la Compagnie de Jésus, Recteur du Grand-Séminaire.
- PEYSSARD Adrien, de la Compagnie de Jésus, Économe du Grand-Séminaire.
- VIÉRIN Bernard, de la Compagnie de Jésus, Professeur de Théologie morale.
- BOYSSOU Antoine, de la Compagnie de Jésus, Professeur de Théologie dogmatique.
- BERTHET Louis, Chanoine honoraire, Supérieur du Petit-Séminaire du Pont-de-Beauvoisin.
- GEX François, Supérieur du Petit-Séminaire de Saint-Pierre d'Albigny.
- DUCRET Joseph, Supérieur du Petit-Séminaire de Rumilly.
- Révérendissime Père LAURENT, Provincial des Capucins.
- Révérendissime Père CASIMIR, Gardien du Couvent des Capucins de Chambéry.
- Révérendissime Père ATHANASE, Cistercien, Prieur du Monastère d'Hautecombe.
- Révérendissime Père EPHREM, Trappiste, Prieur du Couvent de Tamié.
- Révérendissime Père Louis-Jérôme GASPARI, Provincial des RR. PP. Somasques.
- Tournier Pierre, Chanoine honoraire, Archiprêtre de la Métropole.*
- BOUVIER Benoît, Chanoine honoraire, Aumônier de la Visitation.

¹ Les noms des absents sont imprimés en lettres *italiques*.

Goddard Claude, Chanoine honoraire, Aumônier du Sacré-Cœur.

MARESCHAL Joseph, Chanoine honoraire, Aumônier de la Cour d'appel.

Dunand Jean-François, Chanoine honoraire, Aumônier de l'Asile de Bassens.

DE CHEVILLY Jean-Baptiste, Chanoine honoraire, Aumônier du Lycée.

Chaffard Honoré, Chanoine honoraire.

FRANCOZ Jean-Bruno, Aumônier des Sœurs de Saint-Joseph, Membre de la Commission préparatoire.

VANNI Adam, aumônier des Frères des Écoles chrétiennes.

LACOMBE François, Aumônier du Château.

Dompmartin Jean-François, Aumônier de l'Hôtel-Dieu.

TREPIER François, Aumônier de l'Hôpital militaire.

MONACHON Henri, Aumônier des Orphelines.

SIMONOD Georges, Aumônier de la Charité.

BELVILLE François, Curé de Barberaz.

GEORGES Pierre-François, Curé de Jacob, Membre de la Commission préparatoire.

MARTIN Anthelme, Curé de Saint-Baldoph.

VIBOUD Joseph, Curé de la Ravoire.

LEVET Claude, Curé de Barby, Vice-Archiprêtre.

GRIMONET Jean-Marie, Curé de Vérel-Pragondran.

RIONDY Gaspard, Curé de Lémenc.

Perrier Gaspard, Curé de Saint-Alban.

TRAVERS Jean, Curé de Sonnaz.

MORAND Jean, Curé-Archiprêtre de Maché.

MORAT Jean, Curé de Saint-Sulpice.

PETIT Hippolyte, Curé de Cognin.

PAVY Lucien, Chanoine honoraire, Curé-Archiprêtre d'Aix-les-Bains.

BEAUCHAMP Jean-Pierre, Curé de Tresserve.

FLORET Jean-Baptiste, Curé de Méry.

GUICHERD Anthelme, Curé de Pugny.

LACOMBE Hyacinthe, Curé de Saint-Innocent.

LEMOINE Joseph, Curé-Archiprêtre d'Albens.

GERBELOT Anthelme, Curé de Saint-Girod.

FERROUD Jean-François, Curé de Bellecombe.

BRUNIER Maurice, Curé de Jarsy.

PETIT-BARAT Antoine, Curé de Doucy.

- CARLE Jean-Baptiste, Curé-Archiprêtre de Saint-Pierre de Soucy.
PAJEAN François, Curé de Villard'Héry.
LANSARD François, Curé de Coise.
PICOLLET Flavien, Curé d'Hauteville.
TIOLLIER Charles, Chanoine honoraire, Curé - Archiprêtre des
Échelles.
Thiévenaz Pierre, Curé de la Grotte.
JARGOT Victor, Curé d'Oncin.
RIVOIRE Athanase, Curé-Archiprêtre de la Motte-Servolex.
FARNIER Ferdinand, Curé de Saint-Ombre.
CANET Pierre, Curé de Voglans.
CHAISAZ François, Aumônier du Pensionnat des Frères de la Motte.
BURDIN Marc, Curé-Archiprêtre de Montmélian.
VIONNET Claude, Curé des Marches.
BIGUET Jean-Marie, Curé de Francin.
PICOLLET Constant, Curé de Planaise.
BONTRON Gaspard, Curé-Archiprêtre de Novalaise.
BLANC Jean-Baptiste, Curé de Saint-Alban de Montbel.
DOMENGET Gaspard, Curé-Archiprêtre de Pont-de-Beauvoisin.
CUSIN Jean-Baptiste, Curé de la Bridoire.
COTTIN Marie, Curé de Domessin.
RAMAZ François, Curé de Saint-Beron.
BRAISSAND François, Curé de Lépin.
RIVE Antoine, Aumônier des Saintes-Augustines.
CACHOUD Henri, Curé-Archiprêtre de la Rochette.
VALLET Henri, Curé d'Arvillard.
VERNAY Léon, Curé de la Trinité.
CURTET Antoine, Curé de la Chapelle-Blanche.
Thouvard François, Curé-Archiprêtre de Chindrieux.
DUROCHAT André-Théophile, Curé de Ruffieux.
POGUET Antoine, Curé de Saint-Pierre de Curtille.
MARESCHAL Camille, Chanoine honoraire, Curé-Archiprêtre de
Rumilly.
DIJOUR Fabien, Curé de Saint-Félix.
DÉPRIMOZ Victor, Curé de Moye.
CHAVANEL Charles, Aumônier de l'École normale de Rumilly.
BOVAGNET Henri-Pierre, Curé de Marigny-Saint-Marcel.
BOUCHAGE Basile-Léon, Vicaire de Rumilly.
MAILLAND Joseph, Curé-Archiprêtre de Saint-Genix.
DE ROLLAND Auguste, Curé de Sainte-Marie d'Alvey.

DUMOND François, Curé-Archiprêtre de Montcel.
DUCREZ Joseph-Marie, Curé de Saint-Offenge-Dessous.
DUCHESNE Charles-François, Curé de Cusy.
VIBOUD Anthelme, Curé-Archiprêtre de Saint-Pierre d'Albigny.
PERRIN Benoît, Curé de Grésy-sur-Isère.
CUBIT Donat-François, Curé de Fréterive.
COUDURIER Jules, Curé de Montaille.
MILLIET Jean, Curé-Archiprêtre de Saint-Jean de Chevelu.
BESSON Jean-Baptiste, Curé de Billième.
VEUILLET Jean-Marie, Curé de Jongieux.
CATTIN Jean-Louis, Curé du Mont-du-Chat.
BÉRENGER François, Curé-Archiprêtre de Verrens.
MANSOZ Alphonse, Curé de Saint-Vital.
MICHAUD Claude, Curé-Archiprêtre de Thoiry.
BASSAT Jean-Baptiste, Curé de Curienne.
CHEVRON Joseph, Curé de Saint-Jean d'Arvey.
CALLOUD Jean-Baptiste, Chanoine honoraire, Curé - Archiprêtre d'Yenne.
GENTIL Antoine, Curé de Saint-Paul.
BERLIOZ François, Curé de Meyrieux.

9^o Alors, l'heure étant avancée, sur la demande du Promoteur, Monseigneur, après avoir donné sa bénédiction, congédie l'assemblée, qui s'éloigne, tandis que Sa Grandeur et les Ministres sacrés déposent les ornements.

III

§ 1. A neuf heures et demie du matin, les Congrégations particulières se réunissent dans les salles qui leur ont été assignées ; les Présidents donnent lecture des modifications proposées par la Commission préparatoire sur la partie des *Constitutions* que chacune d'elles a charge d'étudier. Un Secrétaire, dans chaque Congrégation, prend note des observations qui méritent d'être soumises à M^{gr} l'Archevêque. — La séance ne se termine qu'à midi.

A deux heures de l'après-midi, après la récitation des Vêpres, la Congrégation générale se tient à la grande salle des exercices, sous la présidence de Monseigneur. Elle commence par la prière : *Adsumus, Domine....*

Monseigneur se réjouit de voir ses Prêtres réunis autour de lui et de pouvoir conférer avec eux de ce qui intéresse le plus la gloire

de Dieu, le bien des âmes et leur propre sanctification. Il rappelle et applique à son Clergé ces belles paroles d'un ancien évêque de Vérone, citées par Benoît XIV : *Mihi certe nullus dies die Synodi jucundior. Nam eo die videor videre oculos meos, aures meas, pedes meos.* Sa Grandeur dit ce qu'est un Synode d'après les lois de l'Eglise, ses droits, ses devoirs et sa raison d'être.

Monseigneur expose ensuite que son intention, en convoquant un Synode et en proposant la révision des *Constitutions diocésaines*, est de conserver de ces *Constitutions*, qui régissent le diocèse depuis trente-cinq ans, tout ce qui n'a pas cessé d'être conforme, soit aux besoins nouveaux des peuples, soit au droit ecclésiastique, nécessairement modifié par les actes intervenus dans une si longue période, et particulièrement par les décisions du saint Concile du Vatican ; soit enfin à la Législation française, devenue, depuis l'annexion, la Législation de la Savoie. Il s'agit donc, comme le Clergé le sait déjà très bien, par les communications qui lui ont été faites et les questions sur lesquelles il a été appelé à donner son avis, non point de composer des *Constitutions* nouvelles en annulant les anciennes ; mais de conserver les anciennes dans l'ensemble de leurs dispositions et dans l'ordre de leur rédaction, en y introduisant quelques réformes et quelques changements rendus nécessaires par les nouvelles exigences des lois canoniques et civiles, et par les besoins toujours changeants des populations.

Ce principe posé et accueilli avec reconnaissance par l'assemblée synodale, la parole est donnée aux Présidents des Congrégations particulières, qui successivement exposent les observations proposées dans leurs réunions respectives. Ces observations sont l'objet d'explications, qui élucident les points obscurs, dissipent les difficultés et préparent à la rédaction définitive une expression plus précise et plus nette.

L'assemblée se continue jusqu'à cinq heures et demie, et ne se sépare que pour la récitation des Matines, le sermon du soir et la bénédiction du Très-Saint-Sacrement.

§ 2. Le dimanche 2 septembre, les exercices spirituels du matin commencent à cinq heures et demie : Prière vocale, oraison, célébration de la sainte Messe, à laquelle communient de la main de Monseigneur les Prêtres qui n'ont pas pu offrir le saint sacrifice ; enfin, récitation des petites heures.

A neuf heures et demie, les Membres du Synode se réunissent

en Congrégations particulières et reprennent le travail commencé la veille. — La séance se prolonge jusqu'à midi.

A deux heures et demie, après la psalmodie des Vêpres, s'ouvre, à la grande salle des exercices, la Congrégation générale; elle commence par la prière : *Adsumus, Domine...* MM. les Présidents des Congrégations particulières ont la parole et exposent successivement les observations proposées dans leurs Congrégations respectives : des explications sont échangées et dissipent toutes les objections et toutes les obscurités. L'assemblée se rend exactement compte des changements que subissent les *Constitutions diocésaines*, non-seulement quant aux grandes lignes, déterminées par les besoins nouveaux des temps, mais encore quand à quelques points particuliers, qui ont été l'objet d'explications et de discussions plus prolongées.

Avant de clore la séance, Monseigneur propose la nomination des Juges synodaux et des Examineurs synodaux. Le Secrétaire donne lecture des décrets du saint Concile de Trente, relatifs à l'obligation de nommer, en Synode diocésain, les juges et les examineurs aux fonctions qu'ils ont à remplir, et aux qualités requises en ceux qui peuvent être nommés. Sa Grandeur fait connaître les noms qu'elle propose au choix du Synode pour les fonctions des Juges synodaux et pour les fonctions d'Examineurs synodaux; et le Synode, accueillant avec faveur et sans objection les noms proposés, Monseigneur remet à la cérémonie de clôture la lecture du décret de leur nomination. — La séance est levée à cinq heures et demie.

On récite les Nocturnes et les Laudes; on entend le sermon du soir, et la bénédiction du Très-Saint-Sacrement clôt les travaux de la journée.

IV

Le lundi 3 septembre, les exercices spirituels du matin commencent à cinq heures et demie; après l'oraison et la psalmodie de prime, Monseigneur revêt les ornements pontificaux de couleur blanche, et, assisté comme pour la messe solennelle d'ouverture, commence la messe chantée *De Ss. Trinitate*.

La messe terminée, Sa Grandeur revêt les ornements de couleur rouge : on chante les versets, psaumes, hymnes et oraisons prescrits dans le pontifical; puis, Monseigneur, assis sur le marchepied de l'autel, adresse à l'assistance une allocution, dans la-

quelle il bénit Dieu de l'heureuse réalisation de ce Synode, si longtemps désiré, et maintenant heureusement terminé; il remercie son Clergé de l'esprit vraiment sacerdotal qui n'a cessé de régner dans l'assemblée, et qui a facilité les solutions les plus favorables; il se félicite lui-même des joies qu'il a goûtées au milieu de ses Prêtres si dociles à sa parole et si empressés à accueillir les nouvelles règles imposées à leur obéissance.

Quand Sa Grandeur a fini de parler, le Promoteur se présente et demande qu'il soit fait lecture des décrets synodaux: Monseigneur répond en ordonnant la lecture; le Secrétaire monte à l'ambon et lit:

1^o L'acte de promulgation des décrets dogmatiques du très saint Concile du Vatican:

DECRETUM PRIMUM.

Promulgatio Decretorum dogmaticorum sacro sancti Concilii Vaticani.

Decreta illa certissime, eorum factâ in urbe promulgatione, statim omnes et singulos ligarunt ad quos eorundem notitia quoquo modo pervenit. Verum antiquissima est non Galliæ tantum, sed et totius orbis catholici Ecclesiarum consuetudo, romanorum Pontificum Constitutiones et conciliorum generalium decreta, in diœcesanis Synodis promulgari.

Itaque Nos Petrus-Anastasius Pichenot, archiepiscopus Camberiensis, tam laudabili catholici orbis Ecclesiarum consuetudini inhærere cupientes, ad hoc ut magis ac magis plane aperteque omnibus patescat nostræ, ven. fratrum nostrorum Metropolitanæ Ecclesiæ canonicorum, totius cleri, omniumque hujusce archidiœcesis fidelium, universis et singulis Concilii Vaticani plena firmaque mentis adhæsiō;

Declaramus ac decernimus Vaticani Concilii Constitutiones dogmaticas *de Deo rerum omnium creatore, de revelatione, de fide, de fide et ratione*; et præsertim illam quæ incipit his verbis pastor æternus, in qua vera et catholica doctrina *de apostolici primatûs in Beato Petro institutione, de perpetuitate primatûs B. Petri in romanis Pontificibus, de vi et ratione primatus. Romani Pontificis, de romani Pontificis infaillibili magisterio*, docetur ac definitur, publicatas ac promulgatas existere, universosque et singulos nostræ archidiœcesis fideles, ad veram sinceramque mentis obedientiam prædictis Constitutionibus præstandam omnino teneri.

2^o Le décret touchant l'honoraire des messes:

DECRETUM SECUNDUM.

D'après les décisions et les réponses les plus formelles de la Sacrée-Congrégation des Rites, les vrais principes du droit canon et de la théologie, les honoraires des messes, quels qu'ils soient, appartiennent exclusivement à celui qui les acquitte et doivent lui être remis en entier. Les messes de fon-

dation elles-mêmes n'échappent point à cette règle. Le Curé qui en est chargé n'en peut rien prélever pour lui ni pour ses œuvres, sauf les frais de gestion que nous fixons à 5 % des revenus ordinaires, s'il n'y a pas été pourvu autrement.

Il y a néanmoins à ce principe général et incontesté quelques exceptions qui le confirment et que nous rappellerons ici.

Celui qui reçoit un honoraire de messe peut garder ce qui excède le taux commun du diocèse, quand il a pour cela *un titre extérieur* au saint sacrifice lui-même.

Ainsi, 1° lorsqu'il s'agit de messes dites bénéficiales, attachées à une dotation faite dans le but d'entretenir un Ecclésiastique ayant diverses fonctions à remplir, sans qu'aucun honoraire fixe ait été déterminé pour la célébration de chaque messe en particulier (il faut ranger dans cette catégorie les messes que MM. les Curés acquittent *pro populo* et MM. les Chanoines *pro benefactoribus*).

2° Lorsque les honoraires se trouvent compris dans un legs général d'une valeur supérieure, sous forme de charge viagère en faveur d'un Ecclésiastique nommément déterminé.

3° Lorsqu'il est moralement certain qu'un plus fort honoraire a été donné *intuitu personæ*, c'est-à-dire, non-seulement à cause des messes à célébrer, mais encore par égard pour la pauvreté d'un Prêtre ou par des motifs d'amitié, de reconnaissance, de parenté.

4° Lorsqu'un Prêtre offrirait *de lui-même* de se charger d'intentions, se contentant d'un honoraire inférieur à celui qui a été donné, et déclarant qu'il y renonce au profit de telle personne ou de telle œuvre.

5° Enfin, lorsqu'il s'agit de messes dont les Curés peuvent revendiquer l'excédant des honoraires à titre de *droit d'étole*, par exemple les messes de mariage, de baptême ou de sépulture. Ce surplus est alors censé faire partie du casuel. Car ce n'est pas seulement comme Prêtres, c'est comme Pasteurs qu'ils exercent ces fonctions et administrent ces sacrements. La Sacrée-Congrégation a répondu à l'Archevêque de Cologne, qui l'avait consultée sur ce point : *Cum agatur de juribus stolæ, satis esse si parochus retribuat celebranti eleemosynam ordinariam*.

Parmi ces exceptions doivent figurer, comme nous l'avons dit, les messes que les Curés sont tenus d'appliquer à leurs paroissiens les jours de dimanches et de fêtes conservées ou supprimées. Cette obligation est personnelle, il est vrai, et les Curés doivent, autant que possible, les dire eux-mêmes. Mais lorsqu'ils ne le peuvent pas et qu'ils sont dans la nécessité de se faire remplacer, ils peuvent se contenter de l'honoraire d'une messe basse, surtout quand il s'agit d'un Vicaire qui est là pour le suppléer.

Il faut bien remarquer, du reste, que, dans tous les cas où il y a lieu à une légitime retenue, cette retenue ne doit comprendre que la partie de l'honoraire qui excède le taux du diocèse, tant pour les messes basses que pour les grand'messes, ce taux ne pouvant jamais être soumis à aucune réduction.

Comme ce règlement améliore un peu la position de MM. les Vicaires, et diminue d'autant celle de leurs Curés, nous voulons rétablir l'équilibre, en augmentant dans la même proportion la pension des Vicaires ; ainsi, les vrais principes du droit et de la discipline au sujet des honoraires de messes seront sauvegardés et les intérêts des Curés n'en souffriront pas. Nous croyons que 50 fr. d'augmentation suffisent, et nous ordonnons qu'il en soit ainsi. Cependant nous permettons à chacun de MM. les Curés de s'entendre à l'amiable avec son Vicaire et d'opter entre ce supplément que nous avons fixé, ou la continuation des usages antérieurs. *Scienti et volenti non fit injuria.*

Nous défendons à MM. les Curés, Vicaires ou Aumôniers et Prêtres habitués du diocèse, de disposer eux-mêmes, au moins en dehors du diocèse, des intentions de messes qu'ils auraient reçues et qui ne pourraient être acquittées par eux et dans leurs paroisses. Après avoir pourvu à leurs besoins et à ceux de leur Clergé, après avoir assuré le lendemain par une réserve convenable (les plus larges donnent trois mois), ils transmettront à l'Archevêché l'excédant de leurs messes. Nous nous empresserons de les distribuer nous-mêmes aux Prêtres moins favorisés, soit pour la caisse des Prêtres infirmes, soit autrement, et aux diocèses ou communautés qui en manquent. L'administration supérieure est plus à même de se renseigner et d'agir avec prudence et sûreté.

3^o Le décret touchant la nouvelle édition des Statuts synodaux :

DECRETUM TERTIUM.

De Statutis synodalibus.

Statuta synodalia a predecessore nostro felicis et venerandæ memoriæ, cardinali Billiet edita et promulgata, auctoritate nostra. Confirmamus et fideliter servari præcipimus, exceptis articulis quorum annexio Sabaudia ad Galliam, Congregationum sanctarum responsiones, decreta summorum Pontificum, Concilii Vaticani definitiones, necessitates temporum, emendationem aut mutationem exigunt, sicut in Congregationibus generalibus sancitum est et promulgabitur in novis Constitutionibus, vel potius in nova veterum editione, tum circa administrationem bonorum Ecclesiæ, jejunia et abstinentias, communionem paschalem de manu propria Parochi, etc.... Tum circa casus reservatos summo Pontifici, vel ordinario ; indicem jurium cleri parochialis et stipendia ; sollemnis processions fieri solitæ in Nativitate B. M. V. ad Assumptionis ejusdem diem translationem.

Prædictis ergo et aliis quibusdam similibus exceptis, sancita et auctoritate nostra confirmata manent dicta statuta synodalia.

Sic ergo statuimus, decernimus, et servari ab omnibus jubemus.

4^o Le décret nommant les Juges synodaux, qui ont été présentés à la Congrégation générale du jour précédent, et approuvés par l'assemblée synodale.

Sont nommés Juges synodaux :

MM. ROSSET Léon-Vincent, Vicaire général.

VIVIEN Léon, Vicaire général.

GUILLET Joseph, Vicaire général.

DESCOTES Éloy, Doyen du Chapitre, Vicaire général honoraire.

DUBOIS François, Prévôt du Chapitre.

BOISSAT Jean-Claude, Chanoine pénitencier.

5^o Le décret nommant les examinateurs synodaux, qui ont été présentés à la Congrégation générale du jour précédent, et approuvés par l'assemblée synodale.

Sont nommés Examineurs synodaux :

MM. ROSSET Léon-Vincent, Vicaire général, Docteur en Théologie.

VIVIEN Léon, Vicaire général, Docteur en Théologie.

TOURNIER Pierre, Curé-Archiprêtre de la Métropole, Docteur en Théologie.

FARNIER Jean-Claude, Chanoine, Docteur en Théologie.

DUNAND Jean-Marie, Chanoine.

Les RR. Recteurs et Professeurs de Théologie et de Philosophie du Grand-Séminaire

Sur la demande du Promoteur et l'ordre du Révérendissime Archevêque, les examinateurs nommés, à l'exception de R. Tournier, Curé-Archiprêtre, absent, se présentent au pied de l'autel, et, à genoux, la main sur le saint Évangile, prêtent serment d'accomplir avec fidélité et droiture la charge qui leur est confiée.

Alors M^{gr} l'Archevêque monte lui-même à l'ambon, et, la mitre en tête et la crosse en main, pour professer solennellement sa soumission et la soumission de tous les Prêtres et les fidèles de son diocèse aux décrets du sacré Concile du Vatican, lit d'une voix vibrante les canons de ce saint Concile : *De Deo rerum omnium Creatore*, — *De Revelatione*, — *De Fide*, — *De Fide et Ratione*, — *De Apostolici primatûs in Beato Petro institutione*, — *De Perpetuitate primatûs B. Petri in Romanis Pontificibus*, — *De Vi et Ratione primatûs Romani Pontificis*, — *De Romani Pontificis infallibili magisterio*.

Monseigneur étant descendu de la chaire et ayant repris place sur son siège, on lit :

6^o Le décret qui nomme MM. les Vice-Archiprêtres, dans l'ordre suivant :

Aix, Vice-Archiprêtre, M. le Curé de Clarafond.
Albens, Vice-Archiprêtre, M. le Curé de Saint-Germain.
Arith, M. le Curé de Bellecombe
Châteauneuf, M. le Curé de Villard'Héry.
Le Châtelad, M. le Curé de Jarsy.
Les Échelles, M. le Curé de la Grotte.
La Motte, M. le Curé du Trembley.
Maché, M. le Curé de Saint-Sulpice.
Montmélian, M. le Curé des Marches.
Notre-Dame, M. le Curé de Barby.
Novalaise, M. le Curé d'Ayn.
Pont-Beauvoisin, M. le Curé de la Bridoire.
La Rochette, M. le Curé de la Chapelle-Blanche.
Chindrieux, M. le Curé de Ruffieux.
Rumilly, M. le Curé de Saint-Félix.
Métropole, M. le Curé de Barberaz.
Le Montcel, M. le Curé de Saint-Offenge-Dessous.
Saint-Genix, M. le Curé de Grésin.
Saint-Pierre d'Albigny, M. le Curé de Grésy-sur-Isère.
Saint-Jean de Chevelu, M. le Curé de Billième.
Saint-Vital, M. le Curé de Plancherine.
Thoiry, M. le Curé de Curienne.
Yenne, M. le Curé de Saint-Paul.
7^e Le décret qui élève à la dignité de Chanoines honoraires :
MM. GEX François, Supérieur du Petit-Séminaire de St-Pierre
d'Albigny ¹.
FRANCOZ Jean-Bruno, Aumônier des Sœurs de Saint-Joseph,
membre de la Commission préparatoire et notaire du
Synode ²
GEORGES Pierre-François, Curé de Jacob, membre de la
Commission préparatoire ³.

¹ Pour le récompenser de ses longs et bons services et donner aux petits Séminaires en général une nouvelle preuve de l'intérêt que l'administration leur porte et de son parfait dévouement.

² Deux fois supérieur de petits Séminaires et deux fois archiprêtre sous l'administration de M^{gr} le cardinal Billiet.

³ Monseigneur veut par là reconnaître le bien qu'il a fait et qu'il continue dans son modeste poste, son bon esprit, son amour pour la beauté et la maison de Dieu, etc. Il a aussi l'intention d'honorer le corps si méritant et si respectable de ceux que la loi appelle *desservants*, mais qui pour l'administration sont et seront de vrais *Curés*. Monseigneur voudrait que le camail et le manteau de ce nouveau Chanoine fussent assez grands pour les envelopper tous.

Le Promoteur se présente devant Sa Grandeur et demande qu'elle ordonne la lecture du décret de clôture du Synode. Sur l'ordre de Sa Grandeur, le Secrétaire lit :

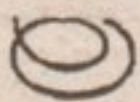
8^o Le décret, qui met fin au Synode.

Puis, l'assemblée s'étant levée, le Secrétaire lit à haute voix, et les choristes répètent, les acclamations : A la très sainte et indivisible Trinité, — au Sacré-Cœur de Jésus, prêtre et victime, — à la Bienheureuse Vierge Marie, conçue sans péché, patronne de l'Église, de la France et de la Savoie, — au très doux et très glorieux saint François de Sales, gloire de la Savoie, et docteur de l'Église universelle, — aux grands saints Pierre de Tarentaise et Anthelme de Belley, dont le culte revit de plus en plus dans ces contrées qu'ils ont illustrées, — au très saint Pontife Pie IX, qui gouverne l'Église avec tant de prudence, de force et de douceur, — à l'illustre et très pieux Archevêque, à qui le diocèse doit les fruits précieux de ce Synode, — aux Prêtres et aux Religieux qui ont apporté à cette assemblée le concours de leur présence, de leurs lumières et de leur zèle, — aux Fidèles, dont les intérêts sacrés ont été l'objet de ces saints travaux, — enfin, à notre pays si éprouvé par les ennemis du dehors et du dedans, et toujours si confiant dans le prochain secours de Dieu.

Le Secrétaire exprime à l'assemblée les dernières exhortations, et les derniers souhaits du Pontife.

Le Promoteur requiert le notaire de dresser acte authentique de tout ce qui s'est accompli dans le Synode, et le notaire promet de s'acquitter sans délai de ce devoir. — On entonne le *Te Deum*, en action de grâces ; puis, Monseigneur ayant donné solennellement la bénédiction à l'assemblée, le Diacre chante : *Recedamus in pace*. — L'assistance répond : *In nomine Christi*. — Et, pendant que Monseigneur se dépouille des ornements pontificaux, les Membres du Synode sortent en bon ordre du lieu saint.

Le Synode est terminé.

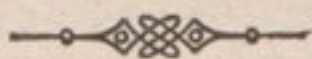


APPENDICE

AUX

CONSTITUTIONS SYNODALES

DU DIOCÈSE DE CHAMBÉRY



N° 4.

Prise de possession d'un Curé.

Le Prêtre délégué pour mettre en possession un Curé se rend au pied de l'autel en aube, étole et chape. Le nouveau Pasteur lui ayant présenté son titre de nomination, il le revêt du surplis et de l'étole pastorale. On chante le *Veni, Creator*, l'oraison du Saint-Esprit, l'antienne et l'oraison du patron. Celui qui est installé prononce à genoux la profession de foi de PIE IV, si déjà il ne l'a prononcée à l'Archevêché. On le conduit ensuite successivement au maître-autel, où il ouvre le tabernacle et le referme après avoir touché les vases sacrés ; à la porte de l'église, qu'il ferme et rouvre ; aux fonts baptismaux, qu'il ouvre et referme après avoir touché les ampoules des saintes huiles ; au confessionnal et en chaire, où il s'assied ; au bas du clocher, où il sonne quelques coups. Il est très à désirer qu'il y ait en cette occasion une instruction, ou du moins quelques avis. On termine ensuite la cérémonie par le *Te Deum* et la bénédiction du Saint-Sacrement.

Le procès-verbal de la prise de possession sera inséré dans le registre particulier de la paroisse.

N° 2.

Procès-verbal d'installation.

L'an..... et le..... du mois de....., nous soussigné, Archiprêtre-Curé de....., délégué par M^{gr} l'Archevêque pour procéder à l'installation de R. N., nommé Curé de la paroisse de....., nous sommes transporté au presbytère de ladite paroisse, où nous avons trouvé R. N., Curé de la paroisse de....., R. N., Curé de....., M. le Maire de la commune, et MM. N. et N., conseillers de la fabrique. Nous nous sommes rendu en chape au pied de l'autel, où R. N. nous a exhibé le titre de sa nomination, délivré par M^{gr} l'Archevêque, sous date du.... Nous l'avons revêtu du surplis et de l'étole pastorale ; après le chant du *Veni Creator*, il a prononcé à genoux la profession de foi de PIE IV. Nous avons ensuite procédé à son installation avec toutes les cérémonies ordinaires, en présence des témoins soussignés.

Fait au presbytère de....., les an et jour que dessus ¹.

Signé : N., Curé. N., Archiprêtre.

N° 3.

Profession de foi

Tirée de la Bulle de PIE IV, de l'année 1564 ².

Ego N....., firma fide credo et profiteor omnia et singula quæ continentur in symbolo fidei, quo sancta romana Ecclesia utitur, videlicet : credo in unum Deum Patrem omnipotentem ; factorem coeli et terræ ; visibilium omnium et invisibilium. Et in unum Dominum Jesum Christum Filium Dei unigenitum. Et ex Patre

¹ Le procès-verbal de la prise de possession doit être transcrit au registre particulier de la paroisse.

² Celui qui fait la profession de foi doit être à genoux. En prononçant les dernières paroles : *Ego idem.... spondeo, voveo et juro ; sic me Deus*, etc., il met la main droite sur l'Évangile.

natum ante omnia secula : Deum de Deo, lumen de lumine, Deum verum de Deo vero ; genitum non factum, consubstantialem Patri, per quem omnia facta sunt. Qui propter nos homines, et propter nostram salutem descendit de cœlis ; et incarnatus est de Spiritu Sancto, ex Maria Virgine, et homo factus est ; crucifixus etiam pro nobis sub Pontio Pilato, passus et sepultus est : et resurrexit tertia die secundum scripturas ; et ascendit in cœlum, sedet ad dexteram Patris ; et iterum venturus est cum gloria judicare vivos et mortuos ; cujus regni non erit finis. Et in Spiritum Sanctum Dominum, et vivificantem ; qui ex Patre Filioque procedit ; qui cum Patre et Filio simul adoratur et conglorificatur ; qui locutus est per Prophetas. Et unam sanctam catholicam, et apostolicam Ecclesiam. Confiteor unum baptisma in remissionem peccatorum. Et exspecto resurrectionem mortuorum ; et vitam venturi seculi. Amen.

Apostolicas et ecclesiasticas traditiones, reliquasque ejusdem Ecclesiæ observationes et constitutiones firmissime admitto et amplector. Item sacram Scripturam, juxta eum sensum, quem tenuit et tenet sancta mater Ecclesia, cujus est judicare de vero sensu et interpretatione sacrarum Scripturam, admitto ; nec eam unquam nisi juxta unanimem consensum Patrum accipiam et interpretabor. Profiteor quoque septem esse vere et proprie sacramenta novæ legis à Jesu Christo Domino nostro instituta, atque ad salutem humani generis, licet non omnia singulis, necessaria ; scilicet baptismum, confirmationem, eucharistiam, pœnitentiam, extremam unctionem, ordinem et matrimonium ; illaque gratiam conferre. Et ex his baptismum, confirmationem et ordinem sine sacrilegio reiterati non posse. Receptos quoque et approbatos Ecclesiæ catholicæ ritus in supradictorum omnium sacramentorum solemnī administratione recipio et admitto. Omnia et singula quæ de peccato originali, et de justificatione in sacrosancta Tridentina Synodo definita et declarata fuerunt, amplector et recipio. Profiteor pariter in missa offerri Deo verum, proprium, et propitiatorum sacrificium pro vivis et defunctis, atque in sanctissimo eucharistiæ sacramento esse vere, realiter et substantialiter corpus et sanguinem una cum anima et divinitate D. N. Jesu Christi, fieri quæ conversionem totius substantiæ panis in corpus, et totius substantiæ vini in sanguinem. Quam conversionem catholica Ecclesia transubstantiationem appellat : fateor etiam sub altera tantum specie totum, atque integrum Christum

verumque sacramentum sumi. Constater teneo purgatorium esse, animasque ibi detentas fidelium suffragiis juvari. Similiter et sanctos una cum Christo regnantes, venerandos et invocandos esse, eosque orationes Deo pro nobis offerre, atque eorum reliquias esse venerandas. Firmissime assero imagines Christi, ac Deiparæ semper virginis, necnon aliorum sanctorum habendas et retinendas esse, atque eis debitum honorem ac venerationem impertiendam. Indulgentiarum etiam potestatem à Christo in Ecclesia relictam fuisse, illarumque usum christiano populo maxime salutarem esse affirmo. Sanctam catholicam et apostolicam romanam Ecclesiam, omnium Ecclesiarum matrem et magistram agnosco ; romanoque Pontifici beati Petri, apostolorum principis successori, ac Jesu Christi vicario veram obedientiam spondeo ac juro. Cætera item omnia à sacris Canonibus et œcumenicis Conciliis, ac præcipue à sacrosancta Tridentina Synodo tradita, et ab œcumenico Concilio Vaticano tradita, definita et declarata præsertim de Romani Pontificis primatu et infallibili magisterio indubitanter recipio atque profiteor ; simulque contraria omnia atque hæreses quascumque ab Ecclesia damnatas, rejectas et anathematizatas, ego pariter damno, rejicio et anathematizo.

Hanc vero catholicam fidem extra quam nemo salvus esse potest, quam in præsentī sponte profiteor, et veraciter teneo, eandem integram et inviolatam usque ad extremum vitæ spiritum constanter, Deo adjuvante, retinere et confiteri, atque à meis subditis, vel illis quorum cura ad me munere meo spectabit, teneri, doceri et prædicari, quantum in me erit curatorum, ego idem N..... spondeo, voveo et juro. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia.

N^o 4.

Procès-verbal

D'une information faite pour constater un baptême non consigné dans les registres.

Je soussigné N. , Curé de la paroisse de N. , procédant en exécution de l'ordonnance de Monseigneur l'Archevêque

de ce diocèse du 25 avril dernier, pour constater le baptême de N., fils de N., menuisier, et de N., sa femme légitime, tous deux de cette paroisse, ai fait appeler par-devant moi N., fils de N., âgé de 48 ans, de la paroisse de N., et N., fils de N., âgé de 55 ans, de cette paroisse, lesquels, après avoir prêté serment sur les saints Évangiles de dire la vérité, m'ont déclaré qu'il est parfaitement en leur connaissance que ledit N. a été baptisé le jour même ou le lendemain de sa naissance, soit le 1^{er} juillet 1827, par R. N., pour lors Recteur de cette paroisse, ce qu'ils savent, le sieur N. pour avoir tenu ledit enfant sur les fonts sacrés en qualité de parrain, et le sieur N. pour s'être trouvé présent à ce baptême en sa qualité de clerc. En foi de cette déposition, ils ont signé avec moi le présent procès-verbal, fait au presbytère de cette paroisse le vingt février mil huit cent quarante-un.

N° 5.

Acte de baptême conféré sous condition.

Je soussigné Curé de la paroisse de N., ayant reconnu, après plusieurs recherches. que le baptême de N., fils légitime de N. et de N., né dans cette paroisse le 20 juin 1810, ne peut être constaté ni par l'exhibition d'un acte authentique, ni par témoins, lui ai conféré le baptême sous condition aujourd'hui, avec la permission de Monseigneur l'Archevêque de ce diocèse et la dispense des cérémonies ordinaires, en présence de N., qui a fait les fonctions de parrain.

En foi de quoi j'ai signé le présent à N., le 30 novembre 1841.

N., *Curé de N.*

N° 6.

Actes de fiançailles.

L'an mil huit cent quarante-un et le premier décembre, par-devant nous, Curé soussigné, en l'église paroissiale de ce lieu

ont comparu N., fils de N. et de N., et N., fille de N. et de feu N., de cette paroisse. Lesquels assistés, le premier de ses père et mère, ici présents, et la seconde de son père seulement, sa mère étant décédée, ont promis de se prendre en légitime mariage, en observant religieusement tout ce qui est prescrit à cette fin par le saint Concile de Trente, à moins qu'on ne vienne à découvrir quelque empêchement. Témoins N. et N., qui ont signé avec nous ou fait leur marque, ainsi que les deux fiancés et leurs pères et mères.

Fait à....., les an et jour que dessus.

N., *Curé.*

N° 7.

Acte de désistement des fiançailles.

L'an mil huit cent quarante-deux et le dix janvier, par-devant nous Curé [soussigné, ont comparu N., fils de N., et N., fille de N., de cette paroisse, lesquels nous ont déclaré que le premier décembre dernier ils ont promis publiquement, par-devant nous, de se prendre en légitime mariage, mais que, pour des raisons qu'ils nous ont exposées et dont nous avons reconnu la gravité, ils se désistent aujourd'hui mutuellement et volontairement de ladite promesse, de manière à se rendre l'un et l'autre une entière liberté. En foi de quoi ils ont signé avec nous au bas du présent, ainsi que les sieurs N. et N., témoins de ce désistement.

Fait à....., les an et jour que dessus.

N., *Curé.*

N° 8.

Sommaire-apprise

Pour demander dispense d'un empêchement public.

Par-devant moi N., Curé de la paroisse de....., diocèse de..., ont comparu le sieur N., fils de Laurent N. et de Françoise N.,

âgé de 30 ans, et Louise, fille de Claude N. et de Marie N., âgée de 28 ans, tous natifs et habitants de cette paroisse, lesquels m'ont prié de procéder à sommaire-apprise sur l'empêchement du troisième au quatrième degré de consanguinité qui obste au mariage qu'ils se proposeraient de contracter, et sur les motifs qu'ils ont à exposer pour en obtenir dispense, qui sont, suivant la déclaration desdits comparants et de leurs pères et mères, ici présents, de l'autorité et consentement desquels ils agissent : 1^o la petitesse du lieu ; 2^o l'âge de la fille ; et pour établir la vérité de ce qu'ils exposent, ils m'ont produit les sieurs N., âgé de 50 ans, et N., âgé de 65 ans, témoins dignes de foi, qui m'ont déclaré bien connaître les suppliants et l'empêchement du troisième au quatrième degré de consanguinité qui existe entre eux, conformément à la généalogie dressée ci-après. Les témoins nous ont de plus assuré la vérité des motifs allégués : attendu, quant au premier, que la population de cette paroisse n'est que de 500 âmes, et que les suppliants y sont liés de parenté avec un grand nombre de familles ; et, quant au deuxième, il est notoire que la fille est âgée de 28 ans. Il n'est pas en leur connaissance qu'elle soit actuellement demandée en mariage par aucune autre personne. Quant à la fortune, ils ont déclaré savoir que la dot de ladite Louise est fixée à...., que sa légitime pourra être à peu près de...., et que les biens du sieur N., père du futur époux, dont la famille est composée de six enfants, trois garçons et trois filles, sont à peu près de la valeur de..... Ledit sieur N. exerce la profession de...., afin de pourvoir plus facilement à l'entretien de sa famille. Sur ce, les suppliants recourent à S. G. Monseigneur l'Archevêque, aux fins d'obtenir la dispense dudit empêchement ; de tout quoi je leur ai donné acte. Fait à...., le...., et ai signé avec les témoins.

N^o 9.

Demande de dispense d'un empêchement occulte.

Reverendissime Domine,

Supplex exponit Titius quod in matrimonium Bertham ducere cupiat. Obstat vero ipsius voto impedimentum primi affinitatis gra-

dus proveniens ex copula illicita cum matre dictæ Berthæ ab eo prius habita, de quo multum dolet. Impedimentum est occultum ; peccatum fuit commissum longe post Berthæ nativitatem. Non est habitaturus post nuptias in domo prædictæ matris. Omnia ad matrimonium parata sunt. Jam inchoatæ sunt bannorum publicationes. Nec matrimonium differri potest absque periculo scandali donec a S. Sede obtenta fuerit dispensatio. Quare ab Amplitudine tua humiliter petit orator ut sibi super hoc de opportuno remedio providere dignetur.

Il n'est pas besoin d'avertir qu'on ne prend, dans cette formule et dans toutes les autres du même genre, que les paroles nécessaires pour exprimer ce qui existe réellement. — Si le mariage est déjà contracté, la supplique pourra être dressée de la manière suivante :

Reverendissime Domine,

Supplex exponit Titius quod in matrimonium Bertham ducere cupiat, cum qua nullitur nuptias attentavit ob impedimentum primi affinitatis gradus, quo sunt innodati, proveniens ex cupola illicita cum sorore memoratæ Berthæ prius habita ; impedimentum est occultum et occasio remota. Quare cum citra grave scandalum ab ea discedere nequeat, humiliter petit ab Amplitudine tua ut sibi super hoc de opportuno remedio providere dignetur.

Nº 10.

Demande d'une dispense d'un ou deux bans.

Je soussigné, Curé de la paroisse de N. atteste que N. et N., mes paroissiens, sont suffisamment instruits des vérités et des devoirs de la religion ; qu'ils se sont présentés au tribunal de la pénitence pour se disposer au sacrement de mariage ; que leurs pères et mères y donnent leur consentement, et qu'il ne paraît pas qu'il y ait aucun inconvénient à ce que la dispense d'un (ou de deux) bans, qu'ils m'ont prié de solliciter pour eux, leur soit accordée. Ils exposent pour raison que...., et cette raison me paraît en effet fondée. En foi de quoi j'ai signé le présent à N., le...., etc.

N° 11.

Certificat de publications de bans.

Je soussigné, Curé de la paroisse de...., diocèse de...., certifie avoir publié le mariage proposé entre N., fils de N. et de N., de cette paroisse, d'une part, et N., fille de N. et de N., de la paroisse de...., d'autre part, pendant trois dimanches, à la Messe paroissiale, savoir : le...., le...., et le.... du mois de...., sans qu'on ait découvert aucun empêchement ni fait aucune opposition ; j'atteste encore que N., mon paroissien, est suffisamment instruit des vérités et des devoirs de la religion, et qu'il s'est approché du tribunal de la pénitence. En foi de quoi j'ai signé le présent à...., le...., etc.

N., Curé.

N° 12.

Certificat de liberté.

Je soussigné Curé de la paroisse de...., diocèse de...., certifie : 1° que le sieur Pierre, fils de Laurent N. et de Louise N., est né en cette paroisse le 20 novembre 1820 ; 2° qu'il y a habité sans interruption jusqu'au mois de novembre 1840, soit jusqu'à l'âge de vingt ans (*si son habitation dans la paroisse a souffert quelque interruption, on aura soin d'en faire connaître l'époque et la durée*) ; 3° que pendant ce temps il n'y a formé aucun engagement qui puisse l'empêcher de contracter mariage, attendu qu'ayant fait les publications requises les dimanches 15, 22 et 29 du courant, il ne m'est parvenu aucune réclamation contraire à sa liberté. En foi de quoi, etc.

N° 13.

Procès-verbal de serment

Pour constater la liberté d'un individu.

L'an mil huit cent quarante-deux et le quinze février, par-devant nous N., Archiprêtre-Curé de N., spécialement délégué par Monseigneur l'Archevêque de ce diocèse pour constater la liberté du sieur François Bonello, a comparu le sieur Louis Duplan, menuisier, de cette paroisse, lequel, après avoir prêté serment de la manière prescrite par les Constitutions de ce diocèse, nous a déclaré : 1° qu'il connaît depuis dix ans ledit François Bonello, natif de la paroisse de Sospello, en Piémont, pour avoir eu avec lui des relations habituelles ; 2° que, durant tout ce temps, il ne s'est jamais aperçu qu'il ait contracté ni mariage ni fiançailles, et qu'il ne connaît d'ailleurs aucun empêchement au mariage qu'il se propose de contracter maintenant. En foi de quoi il a signé le présent avec nous à N., les an et jour que dessus.

N., Archiprêtre-Curé.

N° 14.

Procès-verbal de serment

Prêté par un individu pour établir sa propre liberté..

L'an, et le du mois de, par-devant nous N., Archiprêtre-Curé de la paroisse de N., spécialement délégué par M^{gr} l'Archevêque de ce diocèse pour constater la liberté du sieur François Bonello, a comparu ledit François Bonello, fils de Joseph, natif de la paroisse de Commandone, diocèse de Bielle, domicilié en cette ville depuis trois ans, lequel, après avoir prêté serment entre nos mains de la manière prescrite par les Constitutions de ce diocèse, nous a déclaré : 1° qu'il est maintenant âgé de quarante ans, étant né le 1^{er} décembre 1801 ; 2° que, pour jusqu'en 1821, sa liberté est prouvée par le certificat de M. le Vicaire général de Bielle qu'il nous a présenté ; 3° que, depuis lors, il a passé huit

ans au service de Sa Majesté dans la brigade de Coni, et qu'ensuite il a travaillé de son état de menuisier trois ans à Turin, deux ans à Aiguebelle, six mois à Grenoble, dix-huit mois à Lyon, une année à Paris, une année à Genève et trois ans en cette ville ; 4^o que, ne pouvant présenter aucun témoin qui l'ait suivi dans ces diverses stations, il déclare lui-même, sous la foi du serment qu'il vient de prêter, que, durant tout cet espace de vingt ans, il n'a jamais contracté ni mariage civil, ni mariage ecclésiastique, ni fiançailles, ni pris aucun autre engagement qui puisse nuire à sa liberté. En foi de quoi il a signé le présent avec nous, les an et jour que dessus.

N., *Archiprêtre-Curé.*

N^o 15.

Certificat de bonne conduite.

MM. les Curés doivent attacher une grande importance aux certificats qu'ils délivrent et ne rien affirmer qui ne soit vrai et bien connu.

Première formule.

Je soussigné certifie que le sieur N., de cette paroisse, est de probité et de bonnes mœurs, qu'il assiste aux offices de la paroisse, fréquente les sacrements et jouit de l'estime et de la confiance de tous les gens de bien. En foi de quoi, etc.

Seconde formule pour les personnes moins connues.

Je soussigné déclare que N. a demeuré dans ma paroisse pendant....., et que je n'ai rien appris sur sa conduite qui soit contraire à la probité et aux bonnes mœurs.

N° 16.

Formule du procès-verbal

Que doit dresser celui qui a été commis pour une information.

L'an..... et le..... du mois de... .., par-devant nous François N., Commissaire nommé par M^{gr} l'Archevêque (ou par M. l'Official) de ce diocèse, par décret du....., a comparu le sieur N., lequel nous a requis de procéder en exécution de ladite commission, et d'ouïr, sur le contenu en sa requête, les sieurs N. et N., qu'il nous a produits, et de recevoir leur serment ; à quoi adhérant, après dues remontrances faites auxdits témoins sur l'importance du serment, et les peines qu'encourent les parjures selon les lois divines et humaines, ils ont promis et juré sur les saintes Écritures, entre nos mains touchées, en présence dudit requérant, de dire la vérité en tout ce sur quoi ils seraient par nous interrogés ; et ledit requérant s'étant retiré, nous avons reçu la déposition desdits témoins séparément, écrivant sous notre dictée M^e Laurent N., notaire, choisi pour notre greffier en cette cause, lequel a aussi prêté serment entre nos mains et signera le présent procès-verbal. *(Lorsqu'il ne s'agit pas d'une information judiciaire, il n'est pas nécessaire que le secrétaire soit notaire.)*

N., fils de N., natif et habitant de la paroisse de....., premier témoin produit, après avoir entendu la lecture de la requête du sieur N. du....., a déposé comme suit :

Je dis et rapporte, 1^o que, etc. *(Il faut écrire tout au long la déclaration et les causes de science du témoin, qui doit toujours parler à la première personne.)*

Sur les généraux interrogats, a répondu : Je suis âgé de....., de telle profession, mes biens valent environ....., je ne suis point parent, allié, créancier, débiteur ni domestique des parties. Lecture ayant été faite audit N. de sa déposition, et l'ayant invité à déclarer, s'il veut y changer, ajouter ou diminuer, il a répondu : J'y persiste sans y rien changer, et signerai. *(Ici doivent signer le témoin, le commissaire et le greffier. On procède de la même manière pour chacun des autres témoins.)*

N° 17.

Attestation

*En faveur d'un aspirant à l'état ecclésiastique qui retourne
au grand ou au petit Séminaire, après les vacances.*

Je soussigné Curé de la paroisse de..... atteste que M. N., étudiant au grand (ou au petit) Séminaire de....., a passé dans cette paroisse la totalité (ou une telle partie) des vacances qui viennent de s'écouler; qu'il m'a présenté le règlement du Séminaire à son arrivée, et qu'il s'y est toujours exactement conformé; qu'il a constamment porté l'habit ecclésiastique; qu'il a régulièrement assisté à la Messe paroissiale et aux Vêpres, les jours de dimanche et de fête, avec piété et édification; qu'il s'est confessé quatre fois durant ce temps, comme il en conste par les billets de confession qu'il m'a présentés; qu'il s'est approché trois fois de la table sainte dans cette paroisse; qu'il ne s'est jamais permis aucune fréquentation qui ne convienne pas à son état; qu'il s'est montré empressé à servir la Messe et à arranger la sacristie; que tout dans sa conduite fait présumer qu'il est appelé à l'état ecclésiastique; qu'il en honorera le caractère et en remplira saintement les fonctions. En foi de quoi j'ai signé le présent, etc.

MM. les Curés ne doivent prendre dans la formule ci-dessus que ce qui est exactement vrai; leur silence sur quelques points fera comprendre que l'omission a été jugée nécessaire, Ils seraient responsables devant Dieu des suites de leur témoignage, s'il n'était pas en tout conforme à la vérité. Ils adresseront ce certificat par la poste à M^{gr} l'Archevêque ou à M. le Supérieur du Séminaire, et ne le remettront point à l'élève.

N° 18.

Formule de titre clérICAL.

L'an. et le..... du mois de....., par-devant moi N., notaire, assisté des témoins ci-après nommés, s'est personnellement

ment présenté le sieur N., natif et habitant de la commune de....., lequel, désirant seconder le pieux dessein que le sieur N., son fils, d'ici absent, a formé de recevoir les ordres sacrés sous l'agrément de M^{gr} l'Archevêque de ce diocèse, lui a constitué par le présent acte, à l'acceptation de moi notaire, la rente annuelle et viagère de cent livres, pour lui servir de titre clérical, à courir dès le jour de son ordination au sous-diaconat, et payable dès lors au 1^{er} janvier de chaque année, sous la réserve que cette rente sera prescrite, lorsqu'on aura laissé passer plus d'une année, depuis le jour de son échéance, sans en faire la demande. *(Si l'on réduisait ce temps à moins d'une année, le titre ne serait pas approuvé.)*

Pour la sûreté de cette rente, ledit sieur N. affecte spécialement les immeubles désignés ci-après, situés sur le territoire de la commune de....., qu'il affirme lui appartenir en toute propriété, être libres de toute hypothèque, et du revenu net de cent livres, tous frais de contributions et de culture prélevés, savoir : 1^o une pièce de pré, située, etc.

Fait et prononcé à....., en présence de....., etc.

Si l'ordinand se constitue lui-même la pension requise pour son titre, l'acte pourra être rédigé ainsi :

S'est personnellement présenté M. N., fils de N., natif de la commune de....., domicilié à....., lequel ayant formé le pieux dessein de recevoir les ordres sacrés sous l'agrément de....., etc., s'est constitué par le présent acte, à l'acceptation de moi notaire, la rente annuelle et viagère de cent livres, pour lui servir de titre clérical, pour la sûreté de laquelle il affecte spécialement les immeubles désignés ci-après, situés sur la commune de....., qu'il affirme lui appartenir en toute propriété, etc.

N^o 49.

Procès-verbal de l'Archiprêtre.

L'an....., sont comparus par-devant nous N., Archiprêtre-Curé de....., les sieurs N. et N., experts produits par le sieur N., lesquels, après avoir prêté serment sur les saintes Écritures,

entre nos mains touchées, et, après dues remontrances à eux faites sur l'importance du serment, et les peines portées contre les parjures par les lois divines et humaines, interrogés s'ils connaissent la situation et contenance des biens spécialement affectés au titre clérical du sieur N. du, dont la lecture leur a été faite, s'ils les savaient appartenir au constituant, être du revenu annuel de cent livres, toutes charges prélevées, et libres de toute hypothèque, ont répondu séparément : Nous connaissons la situation et contenance des biens dont il s'agit; ils appartiennent réellement au constituant; ils peuvent bien produire le revenu annuel de cent livres, toutes charges déduites, et nous n'avons pas connaissance qu'ils soient hypothéqués pour d'autres dettes. En foi de quoi, lesdits experts ont signé le présent avec nous.

N° 20.

Certificat de publication d'un titre clérical.

Je soussigné N., Curé de la paroisse de, certifie avoir publié trois fois à la Messe paroissiale le titre clérical de M. l'abbé N., de cette paroisse, sans recevoir aucune opposition ni contre lui personnellement, ni relativement aux biens hypothéqués audit acte.

Donné à, le

N° 21.

Formule

De la demande à faire par les conseils de fabrique pour être autorisé au placement d'un capital.

A Sa Grandeur M^{gr} l'Archevêque de

Expose le conseil de fabrique de la paroisse de, réuni aux personnes de, disant qu'il se trouve dans le cas de placer en rente constituée la somme de; que la demande en a été faite

par le sieur N., de la paroisse de.....; qu'il offre pour caution le sieur N., de la paroisse de.....; que, d'après l'attestation ci-jointe du syndic de la commune de....., la valeur des biens du sieur N. est de....., et celle des biens de la caution de.....; que, d'après les certificats ci-joints du conservateur des hypothèques de la province, le montant des inscriptions prises contre le sieur N. est de....., et celui des inscriptions prises contre la caution de.....; que, d'après les renseignements particuliers que le conseil de fabrique s'est procurés d'ailleurs, le sieur N. est un homme qui dirige bien ses affaires et offre une garantie personnelle satisfaisante.

En conséquence desdites preuves de solvabilité, il supplie Sa Grandeur de vouloir bien autoriser ledit placement. Fait à....., le... ., etc.

Lorsqu'un conseil de fabrique obtient l'autorisation de placer un capital sans caution, il doit exiger une hypothèque d'une valeur plus élevée.

N° 22.

Indulgences accordées par les Souverains Pontifes,

Et notamment par le Pape PAUL V, dans sa bulle du 3 novembre 1606, aux Confrères et Sœurs du Saint-Sacrement.

La Congrégation des Indulgences a déclaré, le 15 février 1608, que toutes les Confréries du Saint-Sacrement érigées ou à ériger dans un pays quelconque, participent à toutes les Indulgences accordées, ou qui seront accordées à l'avenir à l'Archiconfrérie de la Minerve établie à Rome, du moment où l'érection en a été faite par l'autorité de l'Ordinaire. FERRARIS, *Bibl. canon.*, verb. Confrat., art. 1^{er}, n° 45.

Les principales Indulgences accordées aux membres de ladite Confrérie sont les suivantes :

1° Indulgence plénière pour le jour de leur entrée dans la Confrérie, pourvu qu'ils aient reçu les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie avec les dispositions requises ;

2° Indulgence plénière à tous les Confrères et Sœurs qui, confessés et communés, assisteront dévotement à la procession qui

se fait par la Confrérie dans l'octave de la fête du Saint-Sacrement, pourvu qu'ils prient pour l'exaltation de l'Église, l'extirpation des hérésies, et la paix entre les princes chrétiens. Ceux qu'un motif légitime empêcherait d'assister à la procession, gagneront la même Indulgence, pourvu qu'ils accomplissent les autres conditions exigées ;

3^o Indulgence plénière à tous les Confrères et Sœurs qui, à l'heure de la mort, confessés et communisés, invoqueront le saint nom de Jésus, de bouche, s'ils le peuvent, ou du moins de cœur ;

4^o Indulgence de sept ans et autant de quarantaines aux Confrères et Sœurs qui, confessés et communisés, prieront le jour de la Fête-Dieu selon les intentions du Souverain Pontife, comme il a été dit ;

5^o Indulgence de sept ans et autant de quarantaines aux Confrères et Sœurs qui, confessés et communisés, assisteront à la procession faite par la Confrérie le troisième Dimanche de chaque mois ;

6^o Même Indulgence, et sous les mêmes conditions, aux membres de la Confrérie qui assisteront à la procession du Jeudi-Saint. Les fidèles non inscrits dans la Confrérie, qui, confessés et communisés, assisteront à la même procession, gagneront une indulgence de deux cents jours ;

7^o Indulgence de cent jours à tous ceux de la Confrérie qui, le Jeudi-Saint, feront une visite au Saint-Sacrement et prieront selon les intentions du Souverain Pontife, comme il a été dit.

N^o 24.

Les principales Indulgences accordées à la Confrérie du Saint-Rosaire sont les suivantes :

1^o Indulgence plénière pour tous les Confrères, le jour de leur entrée dans la Confrérie, pourvu qu'étant confessés, ils communient à la chapelle du Rosaire, récitent une fois le chapelet, et prient pour la paix de l'Église. PIE V, Const. *Consueverunt*, du 17 septembre 1569.

2^o Indulgence plénière pour les Confrères qui, étant confessés et ayant communiqué, assistent à la procession du premier dimanche

de chaque mois, GRÉG. XIII, *Const. Pastoris æterni*, du 5 mai 1580.) Ceux qui n'auraient pas la possibilité d'assister à ladite procession, ou de se confesser, pourront gagner la même indulgence en récitant le Rosaire, ou bien, s'ils sont malades, ou autrement légitimement empêchés, la troisième partie du Rosaire, pourvu qu'ils aient un ferme propos de se confesser lorsqu'ils le pourront. SIXTE V, *Const. Dum ineffabilia*, du 30 janvier 1586.

3^o Indulgence plénière pour les Confrères qui, étant confessés et ayant communie, assistent à la procession du Saint-Rosaire les jours de la Purification, de l'Annonciation, de l'Assomption, de la Nativité et de la Conception de la sainte Vierge. (GRÉG. XIII, *Const. Cupientes*, du 24 décembre 1585.)

4^o Même indulgence pour les Confrères qui, étant confessés et ayant communie, visitent la chapelle du Rosaire les cinq fêtes de la sainte Vierge, depuis les premiers Vêpres, et les premières dimanches du mois, et cela pour chacun desdits jours (PIE IV, *Const. Dum præclara*, du 28 février 1561.)

5^o Indulgence plénière pour tous les Confrères à l'article de la mort, pourvu qu'ils reçoivent le sacrement de Pénitence et le saint Viatique avec les dispositions requises. (PIE V, *Const. Consueverunt*.)

6^o Les Confrères qui, conformément aux statuts de la Confrérie, récitent le Rosaire une fois par semaine, gagnent une indulgence de sept ans, et autant de quarantaines, pour chaque troisième partie dudit Rosaire, soit pour chaque chapelet. (SIXTE IV, *Const. Ea quæ*, du 9 mai 1479. — CLÉM. VII, *Const. Etsi temporalium*, du 8 mai 1534. — PIE V, *Const. Consueverunt*, du 17 septembre 1569.)

N^o 24.

Les principales indulgences accordées aux membres de la Confrérie de Notre-Dame des Carmes sont les suivantes :

1^o Indulgence plénière pour le jour de leur entrée dans la Confrérie, pourvu qu'ils aient reçu les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie avec les dispositions requises ;

2^o Même Indulgence pour les Confrères qui, étant confessés et communies, prieront, le jour de Notre-Dame du Mont-Carmel,

pour l'exaltation de l'Eglise, la destruction des hérésies et la paix entre les princes chrétiens ;

3^o Même indulgence pour les Confrères qui, confessés et communifiés, assisteront à la procession qui se fait par la Confrérie une fois chaque mois, et prieront comme il a été dit. Ceux qu'un motif légitime empêcherait d'assister à la procession, gagneront la même indulgence, pourvu qu'ils visitent ce jour-là la chapelle de la Confrérie et accomplissent les autres conditions exigées ;

4^o Même indulgence, à l'article de la mort, à tous les Confrères qui, étant confessés et communifiés, invoqueront le nom de Jésus de bouche, s'ils le peuvent, ou du moins de cœur

5^o Indulgence de cinq ans et autant de quarantaines pour les Confrères qui, revêtus du scapulaire, se confessent et communient une fois le mois, et prient selon l'intention du Souverain Pontife, comme il a été dit ;

6^o Indulgence de trois ans et autant de quarantaines pour les Confrères, à chaque fois qu'ils accompagnent le saint Viatique, et prient pour les malades ;

7^o Même indulgence pour les Confrères qui, étant confessés, communient dans la chapelle de la Confrérie, aux fêtes de la sainte Vierge, et prient selon l'intention du Souverain Pontife, comme il a été dit ;

8^o Indulgence de trois cents jours pour les Confrères qui s'abstiennent de manger de la viande les mercredis où l'usage en est permis, pourvu qu'ils prient, etc. ;

9^o Indulgence de cent jours pour les Confrères, à chaque fois qu'ils logent les pauvres, ou leur font l'aumône, ou les instruisent, ou leur donnent de bons conseils ; toutes ces indulgences sont applicables aux défunts.

N^o 25.

Objets à préparer pour la consécration d'une église.

On fait ordinairement la consécration du maître-autel en même temps que celle de l'église. Il faut pour cela que la base de l'autel soit en maçonnerie, surmontée d'une table de pierre, bien unie et marquée de cinq croix, dont une au milieu et les autres à cha-

que coin. On pratique à la partie antérieure de la base, à 3 ou 4 pouces au-dessous de la table, une caselle ou tombeau pour les reliques, d'environ 4 pouces d'entrée sur 6 ou 8 de profondeur.

On fait peindre douze croix sur les murs intérieurs de l'église, 6 de chaque côté, à la hauteur de 9 ou 10 pieds. On place au-dessus de chaque croix un clou recourbé, propre à supporter un cierge. Le Pontifical Romain dit qu'il faut inviter le clergé et le peuple de la paroisse à jeûner la veille de la consécration.

Avant la cérémonie, il faut préparer :

1° Les reliques de trois saints au moins ; une boîte en fer-blanc, pour les contenir ; un ruban et de la cire d'Espagne, pour la sceller, de la chaux et du sable, pour fermer le tombeau ; une lisière de parchemin, pour l'inscription ;

2° Une petite chapelle en dehors de l'église ou dans le village, à peu de distance, pour y déposer les reliques pendant la nuit ;

3° Un Pontifical noté pour les chantres ;

4° Deux livres d'encens, la moitié pulvérisé et la moitié en grains ;

5° Douze cierges d'environ 4 ou 5 à la livre, pour placer au-dessus de chaque croix ;

6° Deux échelles, pour faire les onctions aux croix, et du coton cardé, pour les essuyer ;

7° Le Saint-Chrême et l'huile des catéchumènes en quantité suffisante ;

8° Deux bénitiers portatifs et un aspersoir fait avec de l'hysope ;

9 Cinq petites croix faites avec de la bougie ;

10° Une quarte ou deux de cendres bien nettoyées ;

11° Une couverture de toile cirée, pour couvrir la table de l'autel après la consécration.

N° 26.

Prières pour les personnes mises à l'Annuel.

Si l'on est en usage de nommer les personnes mises à l'Annuel on le fera avant l'absoute de la manière suivante :

Nous allons prier pour tous les défunts de cette paroisse en général, et pour ceux qui sont mis à l'Annuel en particulier, qui sont N., N. N. N., etc.

On chante l'Absoute pour tous les défunts de la paroisse.

Libera me, Domine, etc.

Kyrie eleison, etc. Pater noster, etc.

Oremus, Fidelium Deus, etc.

On psalmodie le *De profundis* pour toutes les personnes mises à l'Annuel en général. On récite ensuite pour chacune en particulier les prières ci-après :

Requiem æternam dona ei, Domine;

Et lux perpetua luceat ei.

Domine, exaudi orationem, etc. Dominus vobiscum, etc.

(Pour un homme.) OREMUS.

Absolve, quæsumus, Domine, animam famuli tui N. ab omni vinculo delictorum, ut in resurrectionis gloria inter sanctos et electos tuos resuscitatus respiret. Per Christum, etc.

(Pour une femme.) OREMUS.

Quæsumus, Domine, pro tua pietate miserere animæ famulæ tuæ N., et a contagiis mortalitatis exutam in æternæ salvationis partem restitue. Per Christum, etc.

On répète ces prières autant de fois qu'il y a de personnes à l'Annuel. Si le nombre en était trop considérable, on réciterait seulement six oraisons pour les six qui sont décédées les dernières. On dirait ensuite au pluriel, pour toutes les autres en général, l'oraison ci-dessus : *Absolve, quæsumus, Domine, animas famulorum famularumque tuarum ab omni vinculo, etc.*

Il faut écrire les noms des personnes mises à l'Annuel, afin de pouvoir les insérer dans chaque oraison. On peut exhorter les parents à envoyer chaque dimanche une personne à la table de la communion pour assister à ces prières. Lorsqu'il n'y a personne à l'Annuel, on supprime le *De profundis* et les prières qui suivent.

N° 27.

Extrait du Pontifical romain sur la visite pontificale.

Cum Pontifex diœcesim visitaturus aliquam parochiam ingre-

ditur, processio ex more loci ordinata cum cruce procedit illi obviam; et cum ille advenerit, Parochus, superpelliceo, stolâ et pluviali indutus, offert venienti crucem osculandam, quam prælatus super tapetem stratum genuflexus devote osculatur; tum cantores incipiunt antiph. ton. 2, *Sacerdos et Pontifex et virtutum opifex, Pastor bone in populo, sic placuisti Domino*. Incepta antiphona, processio ordine suo progreditur usque ad portam Ecclesiæ cantando hymnum Patroni, aut *Veni Creator*, vel *Ave, maris stella*. Tum Parochus, detecto capite, offert illi aspersorium cum aqua benedicta, qua seipsum Pontifex et alios aspergit. Deinde Pontifex imponit incensum in thuribulum, quo accepto Parochus incensat eum stantem cooperto capite; tum procedunt ad altare majus et ibi orat Prælatus. Interim Parochus stans in cornu epistolæ detecto capite dicit:

Ÿ. *Protector noster, aspice, Deus,*
 R. *Et respice in faciem Christi tui.*
 Ÿ. *Salvum fac servum tuum,*
 R. *Deus meus, sperantem in te.*
 Ÿ. *Mitte ei, Domine, auxilium de sancto,*
 R. *Et de Sion tuere eum.*
 Ÿ. *Nihil proficiat inimicus in eo,*
 R. *Et filius iniquitatis non apponat nocere ei.*
 Ÿ. *Domine, exaudi orationem meam,*
 R. *Et clamor meus ad te veniat.*
 Ÿ. *Dominus vobiscum,*
 R. *Et cum spiritu tuo.*

OREMUS.

Deus, humilium visitor, qui eos paterna dilectione consolaris, prætende societati nostræ gratiam tuam, ut per eos, in quibus habitas, tuum in nobis sentiamus adventum. Per Christum Dominum nostrum. Amen.

Dicta oratione, cantatur in choro antiphona de sancto Patrono cum versiculo; Prælatus stans dicit ejusdem orationem, tum ascendit ad altare, osculaturque illud in medio et ibidem populo solemniter benedicit. Si prohibente Prælato non fiat processio, Parochus superpelliceo, stola et pluviali indutus, recipit eum ad portam Ecclesiæ, et cætera fiunt ut supra dictum est.

N° 28.

Réduction des livres de Savoie en livres nouvelles.

Pour opérer cette réduction, il faut convertir : 1° la livre ancienne en livre tournois, en y ajoutant le 5^e ; 2° la livre tournois en franc ou livre nouvelle de Piémont, en retranchant le 81^e. — La réduction prescrite par la Royale Chambre des Comptes, le 22 mars 1826, n'est en usage que pour les amendes et droits dus au fisc en livres anciennes.

LIVRES ANCIENNES		LIVRES NOUVELLES			LIVRES ANCIENNES		LIVRES NOUVELLES		
Livres.	Sous.	Livres.	Cent.	Millièm.	Livres.	Sous.	Livres.	Centim.	Millièm.
»	1	»	5	925	25	»	29	62	97
»	2	»	11	851	30	»	35	55	56
»	3	»	17	777	35	»	41	48	15
»	4	»	23	703	40	»	47	40	74
»	5	»	29	629	45	»	53	33	33
»	10	»	59	259	50	»	59	25	93
1	»	1	18	518	55	»	65	18	52
2	»	2	37	037	60	»	71	11	11
3	»	3	55	556	65	»	77	03	70
4	»	4	74	074	70	»	82	96	29
5	»	5	92	593	75	»	88	88	88
6	»	7	11	111	80	»	94	81	49
7	»	8	29	629	85	»	100	74	08
8	»	9	48	148	90	»	106	66	67
9	»	10	66	667	95	»	112	59	26
10	»	11	85	186	100	»	118	51	86
11	»	13	03	69	200	»	237	03	71
12	»	14	22	21	300	»	355	55	57
13	»	15	40	76	400	»	474	07	42
14	»	16	59	27	500	»	592	59	26
15	»	17	77	78	600	»	711	11	12
16	»	18	96	29	700	»	829	62	98
17	»	20	14	80	800	»	948	14	84
18	»	21	33	41	900	»	1.066	66	70
19	»	22	51	92	1.000	»	1 185	18	56
20	»	23	70	37	2.000	»	2.370	37	12

RÉDUCTION des pieds linéaires en mètres, et des mètres en pieds, pouces, lignes et décimales de la ligne.						RÉDUCTION des pieds carrés en mètres carrés, et des mètres carrés en pieds carrés.			
PIEDS	MÈTRES	MÈTRES	PIEDS	POUCES	LIGNES	PIEDS CARRÉS	MÈTRES CARRÉS	MÈTRES CARRÉS	PIEDS CARRÉS
1	0.32484	1	3	0	11.296	1	0.1055	1	9.48
2	0.64968	2	6	1	10.593	2	0.2110	2	18.95
3	0.97452	3	9	2	9.888	3	0.3166	3	28.43
4	1.29936	4	12	3	9.184	4	0.4221	4	37.91
5	1.62420	5	15	4	8.480	5	0.5276	5	47.38
6	1.94904	6	18	5	7.776	6	0.6331	6	56.86
7	2.27388	7	21	6	7.072	7	0.7386	7	66.34
8	2.59872	8	24	7	6.368	8	0.8442	8	75.81
9	2.92355	9	27	8	5.664	9	0.9497	9	85.29
10	3.24839	10	30	9	4.960	10	1.0552	10	94.77
20	6.49679	20	61	6	9.920	20	2.1104	20	189.54
30	9.74518	30	92	4	2.880	30	3.1656	30	284.30
40	12.99358	40	123	1	7.840	40	4.2208	40	379.07
50	16.24197	50	153	11	0.800	50	5.2760	50	473.84
60	19.49037	60	184	8	5.076	60	6.3312	60	568.61
70	22.73876	70	215	5	10.072	70	7.3864	70	663.38
80	25.98715	80	246	3	3.068	80	8.4417	80	758.15
90	29.23555	90	277	0	8.064	90	9.4969	90	852.93
100	32.48394	100	307	10	1.060	100	10.5521	100	947.68
200	64.96789	200	615	8	3.020	200	21.1042	200	1895.36

N° 29.

**Abrégé des attributions légales reconnues aux Curés pour
la surveillance des écoles,**

Par M. l'abbé DOYOTTE, délégué du Conseil départemental de la Meurthe.

1° Le Curé est inspecteur de l'école primaire. Voici le texte de la loi du 15 mars 1850 :

« ART. 8. — L'inspection des établissements d'instruction publique ou libre est exercée par le Maire et le Curé, en ce qui concerne l'enseignement moral et religieux, dans les écoles de la paroisse. »

2° Le Curé est directeur de l'enseignement moral et religieux dans les écoles de la paroisse.

L'ART. 44 de la loi précitée ne laisse aucun doute à cet égard. Le voici :

« Les autorités légales préposées à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement primaire sont pour chaque école le Maire et le Curé.... Les ministres des différents cultes sont spécialement chargés de surveiller l'enseignement religieux dans l'école. L'entrée de l'école leur est toujours ouverte.

« ART. 21. — Les classes sont toujours précédées et suivies d'une prière : celle du matin commencera par la prière du matin, et celle du soir sera terminée par la prière du soir, contenue dans le catéchisme du diocèse.

« ART. 22. — L'instituteur conduira les enfants aux offices, les dimanches et fêtes conservés, à la place qui leur a été assignée par le Curé. Il est tenu de les y surveiller.

« ART. 23. — Toutes les fois que la présence des élèves sera nécessaire à l'église, et principalement à l'époque de la première communion, l'instituteur devra les y conduire ou les y faire conduire.

« ART. 24. — L'instituteur veillera particulièrement à la bonne tenue des élèves, pendant les prières et les exercices de religion ; il les portera au recueillement par son exemple.

« ART. 26. — L'enseignement religieux comprend les prières, la lecture du catéchisme et les éléments de l'histoire sainte. On y joindra chaque jour une partie de l'évangile du dimanche, qui sera récité en entier le samedi. Il y aura une leçon de catéchisme chaque jour, même pour les enfants qui ont fait leur première communion. Les leçons d'instruction religieuse sont réglées sur les indications du Curé. »

3° Le Curé, de concert avec le Maire, dresse la liste des enfants admis gratuitement à l'école.

Ainsi dispose l'art. 45 de ladite loi du 15 mars 1850 :

« Le Maire dresse, chaque année, de concert avec les ministres des différents cultes, la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques. Cette liste est approuvée par le Conseil municipal, et définitivement arrêtée par le Préfet. »

4° Le Curé est surveillant de la conduite des Maîtres. D'après la loi organique, le Curé et le Maire sont les surveillants légaux des écoles de la commune. Ils doivent donc exercer leur contrôle

sur les instituteurs. C'est logique. (Note de l'abbé Doyotte, p. 25.)

5° Il a le droit de visiter les livres employés dans les écoles. Ce droit s'appuie sur l'art. 42 du règlement du 29 juillet 1850, dont voici la teneur :

« Les personnes chargées de l'inspection, en vertu de l'art. 18 de la loi organique, dressent procès-verbal de toutes les contraventions qu'elles reconnaissent. Si la contravention consiste dans l'emploi d'un livre défendu, l'ouvrage est saisi et envoyé avec le procès-verbal au Préfet, qui soumet l'affaire au Conseil départemental. Or, le Curé est inspecteur de droit. » (Art. 18 de la loi.)

6° Le Curé a le droit de visiter la bibliothèque scolaire. L'art. 8 du décret d'organisation des bibliothèques scolaires porte ce qui suit :

« L'instituteur communal tiendra trois registres : 1° le catalogue des livres ; 2° etc.... Ces registres seront communiqués aux autorités scolaires à toute réquisition.

7° Il a droit de visiter les cours d'adultes.

8° Il a le droit de veiller à l'exécution du règlement des écoles ; et cela, d'après l'art. 46 du règlement type des écoles, qui s'exprime ainsi :

« Les autorités préposées à la surveillance de l'instruction primaire sont chargées de l'exécution du règlement. »

9° Il correspond en franchise avec les autorités suivantes : Préfet, Curé, Inspecteur d'académie, Sous-Préfet, Inspecteur primaire, délégués cantonaux et délégués communaux.

10° Il est invité à faire deux examens avec le Maire : le premier, dans la seconde quinzaine de décembre ; le deuxième, dans la seconde quinzaine de mai. (Circulaire ministérielle du 16 mai 1855.)

N° 30.

Règlement pour le casuel des Curés du diocèse de Chambéry.

1° Les paroisses du diocèse sont divisées en trois classes : la première comprend les paroisses de la ville de Chambéry, celles de Rumilly et d'Aix-les-Bains ; la seconde, celles d'Yenne, de Saint-Genix, du Pont-de-Beauvoisin, des Échelles, de Montmélian, du

Châtelard, de Saint-Pierre d'Albigny et de la Rochette ; la troisième, toutes les autres paroisses du diocèse.

2° Les oblations pour les baptêmes et les relevailles sont laissées à la pitié des fidèles. Si on ne fait point d'offrande aux baptêmes, on pourra exiger pour la rédaction de l'acte.....

1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
CLASSE	CLASSE	CLASSE
fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 »	» 75	» 50

3° Pour l'expédition de chaque acte de baptême, mariage ou décès, outre le prix du timbre.....

1 »	1 »	1 »
-----	-----	-----

4° La rétribution ordinaire des Messes manuelles est fixée à.....

1 50	1 50	1 50
------	------	------

Mais nous défendons d'exiger rigoureusement cet honoraire et de refuser celui qui ne serait que d'un franc, jusqu'à nouvel ordre.

5° Les grand'Messes de dévotion sont fixées à.....

5 »	4 »	3 »
-----	-----	-----

Avec Diacre et Sous-Diacre, à.....

6 »	5 »	4 »
-----	-----	-----

6° Les grand'Messes de *Requiem*, à.....

3 »	3 »	3 »
-----	-----	-----

Avec Diacre et Sous-Diacre, à.....

6 »	5 »	4 »
-----	-----	-----

7° Pour l'assistance des Prêtres qui font Diacre ou Sous-Diacre, qui chantent la Messe ou sont invités par le Curé, de la part des familles.....

1 50	1 50	1 50
------	------	------

8° L'absoute après les grand'Messes est comprise dans la rétribution de ces Messes. Si on la fait séparément ou à la suite d'une Messe basse, la rétribution en sera de.....

1 »	» 75	» 50
-----	------	------

9° Pour le certificat de publication de mariage.....

3 »	2 50	2 »
-----	------	-----

10° Pour la célébration des mariages.....

6 »	5 »	4 »
-----	-----	-----

11° Pour la Messe du mariage, si elle est appliquée aux époux.....

2 »	2 »	2 »
-----	-----	-----

12° Pour les sépultures avant la première communion et au-dessous de quatorze ans, le droit du Curé, outre le cierge.....

5 »	4 »	3 »
-----	-----	-----

Et après la première communion, outre le cierge.....

6 »	5 »	4 »
-----	-----	-----

Pour chaque Prêtre assistant, outre le cierge

2 »	2 »	2 »
-----	-----	-----

Les assistants qui feraient Diacre, Sous-Diacre ou Chapiers, pourront recevoir en sus comme à l'article 7, chacun.....

CLASSE		CLASSE		CLASSE	
fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1	»	1	»	1	»

Les pauvres seront enterrés gratuitement et toujours accompagnés au cimetière par un Prêtre, avec au moins deux cierges fournis par la fabrique.

13° Les Curés ne sont pas tenus d'aller prendre le corps à la maison, hors du village de l'église ; s'ils y vont à la prière des parents, ils recevront partout.....

4	»	4	»	4	»
---	---	---	---	---	---

Relativement au drap qui couvre la bière, on se conformera à l'usage local.

14° Quant au luminaire : 1° chaque Ecclésiastique a droit au cierge qu'il porte à la main ; 2° les Curés ont droit aussi au tiers de tout le surplus du luminaire qui entre dans l'église. Les deux autres tiers se distribuent entre la fabrique et les confréries, de la manière fixée par les Constitutions du diocèse. Les cierges offerts aux premières communions, à la bénédiction du pain et aux relevailles, appartiennent exclusivement au Curé.

15° Si la sépulture ne se fait pas dans la paroisse où le décès a eu lieu, les Curés des deux paroisses percevront leurs droits en conformité du présent tarif. Chacune des deux fabriques percevra aussi ses droits, à raison de son tarif particulier. On ne changera jamais le drap mortuaire en route ; le droit qui y est relatif sera divisé entre les deux fabriques.

16° Si le transport d'une paroisse à l'autre se fait en corbillard, sans aucune autre cérémonie religieuse, les Curés et la fabrique des paroisses situées sur la route n'auront aucun droit à exiger. Si le transport se fait en cérémonie, le Curé de chaque paroisse pourra percevoir la rétribution de 4, ou 5, ou 6 fr., selon la classe où il se trouve, pour accompa-

gner le convoi sur le territoire de la paroisse. Il n'aura aucun droit au luminaire, excepté au cierge qui lui sera donné personnellement.

17° Pour la mise à l'Annuel, soit pour les prières qui se font pendant l'année du décès, lorsque les parents le demandent.....

Dans la seconde année et les suivantes....

CLASSE	CLASSE	CLASSE
fr. c.	fr. c.	fr. c.

8 »	7 »	6 »
-----	-----	-----

4 »	3 50	3 »
-----	------	-----

18° Les droits à percevoir par les fabriques seront fixés par un tarif particulier, pour lequel on demandera l'approbation de l'Ordinaire. Il serait bon que pour se créer des ressources, chaque église pût se procurer des ornements noirs plus riches, des tentures, un catafaque, des flambeaux particuliers et autres insignes funèbres, afin d'établir des sépultures de différentes classes. Les paroissiens feraient un choix en raison de leur rang et de leur fortune ; ce qui satisferait les familles et procurerait aux fabriques quelques ressources de plus.



BREVE DOCUMENTUM
DE
CASIBUS RESERVATIS

De fide est Summum Pontificem, in universa ecclesia, et Episcopos, in sua quemque diœcesi, habere jus quosdam casus graves sibi reservandi, ita ut ipsi soli, vel ab ipsis delegati eorum absolutionem in foro conscientiae, valide dare possint.

Igitur duplex existit reservationis genus. Alia est Pontificalis et alia Episcopalis. Ut autem peccatum sive Summo Pontifici, sive Episcopis reservetur, quinque requiruntur conditiones :

1º Debet esse externum, nam Ecclesia peccata mere interna non reservat, attamen non requiritur ut aliquis illud cognoscat, sed sufficit ut exterius verbo, actu vel signo prodeat : v. g. blasphemia secreto prolata, lectio sine testibus, etc.

2º Debet esse mortale, peccata enim venialia non reservantur, et debet esse mortale, in quantum est externum, nam si actus exterior non esset in materia gravi, etiamsi intentio esset mortaliter mala, non existeret reservatio.

3º Debet esse consummatum in specie reservata nisi lex aliter statuerit ; unde reservato homicidio, non ideo reservatur attentatio homicidii cum intentione occidendi, nisi de illa fiat mentio expressa.

4º Debet esse certum : 1º Certitudine facti, juxta omnes ; unde in dubio an peccatum fuerit commissum, an si mortale defectu materiae vel advertentiae, non est reservatio ; 2º certitudine juris, juxta plures, unde in dubio circa existentiam legis vel ejus extensionem ad hunc casum, haberi debet tanquam non reservatum, et sic statuimus quoad casus nobis reservados.

5º Ordinarie debet esse a pubere commissum, ante pubertatem patratum non reservatur, etiamsi reus illud post pubertatem con-

fiteatur; excipitur gravis percussio clerici vel monachi, quæ licet ab impubere commissa, habetur ut reservata, sed Episcopo solummodo.

Notandum est quod in interpretatione casuum reservatorum, verba sunt stricte sumenda, nec extendi debent, ex his juris regulis: *Odia sunt restringenda, favores ampliandi.*

Ex concilio tridentino, « ne occasione reservationis aliquis pe-
« reat, semper in Ecclesia Dei custoditum fuit ut nulla sit reser-
« vatio in articulo mortis: atque ideo omnes sacerdotes quoslibet
« pœnitentes a quibusvis peccatis et censuris absolvere possunt » in illo periculo. Sed si agatur de casibus Summo Pontifici speciali modo reservatis, firma remanet, quoad absolutos in periculo mortis, obligatio standi mandatis Ecclesiæ, si convaluerint, ex declaratione expressa Pii IX. (*Constit. Apost. Sedis.*)

Excipi debet casus decimus Papæ speciali modo reservatus, in quo adimitur sacerdoti facultas absolvendi complicem in peccato turpi contra sextum decalogi præceptum, etiam in articulo mortis, si haberi potest sine scandalo vel infamia, alius sacerdos, etiam non approbatus ad confessiones audiendas. Valida tamen futura est absolutio, ne aliquis pereat, dummodo ex parte pœnitentis dispositiones a Christo Domino requisitæ non defuerint (Bened. XIV).

Extra quem articulum mortis, cum nihil possint sacerdotes in casibus reservatis, pœnitenti persuadere nitantur ut ad superiores iudices pro absolutione accedat, vel postulet confessarius licentiam absolvendi, quæ ei non denegabitur.

Casus reservari possunt sive Summo Pontifici, sive Episcopo duplici modo: simpliciter scilicet vel specialiter. Quando specialiter reservantur, facultas ab illis absolvendi non includitur in concessione generali absolvendi a casibus reservatis, sed requiritur ad hoc specialis delegatio.

Casus Summo Pontifici reservati ad Episcopum devolvuntur quando sunt occulti, exceptis casibus speciali modo reservatis qui, etiam occulti, Pontificales remanent; et qui obtinuerunt potestatem absolvendi a casibus pontificalibus in genere, non eo ipso a casibus specialiter reservatis absolvere possunt, sed facultate speciali indigent.

Omnes autem casus summo Pontifici sive simpliciter sive specialiter reservati, ad Episcopum devolvuntur quoties est magna difficultas ad Papam recurrenti.

Impedimentum ad Papam recurrenti potest esse ad breve tempus vel perpetuum ; si sit ad breve tempus, suspenditur obligatio, sed non tollitur et reviscit, cessante impedimento. Si autem sit perpetuum, cessat omnino obligatio ; censetur vero perpetuum impedimentum, si durat per decennium, et juxta plures per quinquennium¹ ; et *qui non potest adire Romam personaliter, non tenetur adire per litteras.*

Declaramus quoad casus Papales, facultatem a nobis concessam absolvendi a casibus reservatis in genere, extendi ad illos casus Papales, in iis circumstantiis in quibus ad nos devolvuntur. A tali concessione excluduntur, pro casu decimo specialiter reservato, neopresbyteri qui nondum examini per quinquennium requisito satisfecerunt.

Declaramus quoad casus nobis reservatos, ne reservatio in animarum detrimentum evadat, nos concedere omni sacerdoti ad confessiones simpliciter approbato in Dioecesi, facultatem ab eis absolvendi :

1^o Pueros et puellas qui ad primam communionem vel ad confirmationem disponuntur.

2^o Fideles qui ad matrimonium contrahendum parantur.

3^o Graviter ægrotantes.

4^o Mulieres gravidas.

5^o Carcere detentos.

6^o Eos qui faciunt confessionem sive generalem seu totius vitæ, sive extraordinariam, reparantes confessiones nullas vel dubias plurium annorum (decem vel octo), modo in utroque casu ad seriam vitæ emendationem confiteantur.

Declaramus insuper valere absolutionem datam à sacerdote pro reservatis non approbato et cessare reservationem, quoties pœnitens in bona fide confessus fuerit ; item si pœnitens peccata reservata inculpabiliter confiteri omiserit. Confessio ex parte pœnitentis voluntarie nulla, non tollit peccata nec reservationem ; in dubio validitatis confessionis cessat reservatio ; ignorantia, negligentia, aut culpa sacerdotis, pœnitenti bonæ fidei, quoad reservationem non nocebit.

Casus reservari possunt cum censura vel sine censura. Ordinarie, casus Papales cum censura et præcipue ratione censuræ reservantur, et ideo quidquid excusat a censura, excusat a reserva-

¹ S. Ligorio.

tione, et qui potest absolvere à peccato, pariter a censura absolvit. Secus autem, si agatur de casibus Episcopis reservatis qui non principaliter propter censuram reservantur, ac proinde facultas absolvendi a peccato, non importat facultatem absolvendi a censura.

Nos autem volumus quod, in nostra Diœcesi omnis sacerdos qui potest absolvere ab aliquo peccato reservato, insimul absolvat a censuris huic peccato annexis. Volumus insuper quod, qui habet facultatem generalem absolvendi a peccatis reservatis, ab omnibus censuris reservatis quæ a nostro iudicio pendent, sive annectantur sive non annectantur peccato reservato, absolvere valeat, exceptis tamen eis *ab homine* per sententiam particularem latæ fuerunt.

Facultas dispensandi ab irregularitatibus specialiter reservatur. Attamen si quis sacerdos aut clericus in sacris constitutus, in censuram reservatam, vel in irregularitatem occultam (excepta ea quæ provenit ex homicidio voluntario), inscius inciderit, vel post unam aut plures confessiones se incidisse adverterit, a quovis confessario simpliciter approbato, poterit absolvi vel dispensari; poterit etiam absolvi vel dispensari a quovis confessario sacerdos vel clericus qui in censuram reservatam vel in irregularitatem occultam scienter inciderit, si vocatur ad exercendas functiones sui ordinis, priusquam sacerdotem ad hoc sufficienter approbatum adire queat.

SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI

PII

DIVINA PROVIDENTIA PAPÆ IX

CONSTITUTIO

QUA LIMITANTUR

CENSURÆ ECCLESIASTICÆ LATÆ SENTENTIÆ

PIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Apostolicæ Sedis moderationi convenit, quæ salubriter veterum canonum auctoritate constituta sunt, sic retinere, ut, si temporum rerumque mutatio quidpiam esse temperandum prudenti dispensatione suadeat, eadem Apostolica Sedes congruum supremæ suæ potestatis remedium ac providentiam impendat. Quamobrem cum animo Nostro jampridem revolvemus ecclesiasticas censuras, quæ per modum latæ sententiæ ipsoque facto incurrendæ, ad incolomitatem ac disciplinam ipsius Ecclesiæ tutandam, effrenemque improborum licentiam coercendam et emendandam, sancte per singulas ætates indictæ ac promulgatæ sunt, magnum ad numerum sensim excrevisse; quasdam etiam, temporibus moribusque mutatis, a fine atque causis, ob quas impositæ fuerant, vel a pristina utilitate atque opportunitate excidisse; eamque ob rem non infrequentes oriri sive in iis quibus animarum cura commissæ est, sive in ipsis fidelibus dubietates, anxietates, angoresque conscientiæ; Nos ejusmodi incommodis occurrere volentes, plenam earundem recensionem fieri, Nobisque proponi jussimus, ut diligenti adhibita consideratione, statueremus, quasnam ex illis servare ac retinere oporteret quas vero moderari, aut abrogare congrueret. Ea igitur recensione peracta, Venerabilibus Fratribus, Nostris S. R. E. Cardinalibus in negotiis Fidei, Generalibus Inquisitoribus per universam Christianam Rempublicam deputatis in consilium

adscitis, reque diu ac mature perpensa, motu proprio, certa scientia, matura deliberatione Nostra, deque Apostolicæ Nostræ potestatis plenitudine, hac perpetuo valitura Constitutione decernimus, ut ex quibuscumque censuris sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti, quæ per modum latæ sententiæ, ipsoque facto incurrendæ, hactenus impositæ sunt, non nisi illæ, quas in hac ipsa Constitutione inserimus, eoque modo, quo inserimus, robur exinde habeant: simul declarantes, easdem non modo ex veterum Canonum auctoritate, quatenus cum hac Nostra Constitutione conveniunt, verum etiam ex hac ipsa Constitutione Nostra, non secus ad si primum editæ ab ea fuerint, vim suam prorsus accipere debere.

*Excommunicationes LATÆ SENTENTIÆ speciali modo
Romano Pontifici reservatæ.*

Itaque excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ subjacere declaramus:

I

Omnes a christiana fide apostatas et omnes ac singulos hæreticos, quocumque nomine censeantur, et cujuscumque sectæ existant, eisque credentes, eorumque receptores, fautores ac generaliter quoslibet illorum defensores.

II

Omnes et singulos scienter legentes sine auctoritate Sedis Apostolicæ libros eorundem apostatarum et hæreticorum hæresim propugnantes, nec non libros cujusvis auctoris per Apostolicas litteras nominatim prohibitos, eosdemque libros retinentes, imprimentes et quomodolibet defendentes.

III

Schismaticos et eos qui a Romani Pontificis, pro tempore existentis, obedientia pertinaciter se substrahunt, vel recedunt.

IV

Omnes et singulos, cujuscumque status, gradus seu conditionis

fuerint, ab ordinationibus seu mandatis Romanorum Pontificum pro tempore existentium ad universale futurum concilium appellantes, nec non eos quorum auxilio, consilio, vel favore appellatum fuerit.

V

Omnes interficientes, mutilantes, percutientes, capientes, carcerantes, detinentes, vel hostiliter insequentes S. R. E. Cardinales, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, Sedisque Apostolicæ Legatos, vel Nuncios, aut eos a suis diœcesibus, territoriis, terris seu dominiis ejicientes, nec non ea mandantes, vel rata habentes, seu præstantes in eis auxilium, consilium vel favorem.

VI

Impedientes directe vel indirecte exercitium jurisdictionis ecclesiasticæ sive interni, sive externi fori, et ad hoc recurrentes ad forum sæculare ejusque mandata procurantes, edentes, aut auxilium, consilium vel favorem præstantes.

VII

Cogentes, sive directe, sive indirecte, judices laicos ad trahendum ad suum tribunal personas ecclesiasticas, præter canonicas dispositiones: item edentes leges vel decreta contra libertatem aut jura Ecclesiæ.

VIII

Recurrentes ad laicam potestatem ad impediendas litteras vel acta quælibet a Sede Apostolica, vel ab ejusdem legatis aut delegatis quibuscumque profecta; eorumque promulgationem vel executionem directe vel indirecte prohibentes; aut eorum causa sive ipsas partes, sive alios, lædentes vel perterrefacientes.

IX

Omnes falsarios Litterarum Apostolicarum, etiam in forma Brevis, ac supplicationum gratiam vel justitiam concernentium per Romanum Pontificem, vel S. R. E. Vice-Cancellarios seu Gerentes vices eorum aut de mandato ejusdem Romani Pontificis signatarum. Nec non falso publicantes Litteras Apostolicas, etiam in forma Brevis, et etiam falso signantes supplicationes hujusmodi sub nomine Romani Pontificis seu Vice-Cancellarii aut Gerentis vices prædictorum.

X

Absolventes complicem in peccato turpi etiam in mortis articulo, si alius Sacerdos, licet non approbatus ad confessiones, sine gravi aliqua exorbitura infamia et scandalo, possit excipere morientis confessionem.

XI

Usurpantes aut sequestrantes jurisdictionem, bona, redditus ad personas ecclesiasticas, ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertinentes.

XII

Invadentes, destruentes, detinentes per se vel per alios civitates, terras, loca aut jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia; vel usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis; nec non ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præbentes.

A quibus omnibus excommunicationibus huc usque recensitis absolutionem Romano Pontifici pro tempore speciali modo reservatam esse et reservari: et pro ea generalem concessionem absolventi a casibus et censuris, sive excommunicationibus Romano Pontifici reservatis nullo pacto sufficere declaramus, revocatis insuper earumdem respectu quibuscumque indultis concessis sub quavis forma et quibusvis personis etiam Regularibus cujuscunque ordinis, congregationis, societatis, et instituti, etiam speciali mentione dignis et in quavis dignitate constitutis. Absolvere autem præsumentes sine debita facultate, etiam quovis prætextu, excommunicationis vinculo Romano Pontifici reservatæ, innodatos se sciant, dummodo non agatur de mortis articulo, in quo tamen firma sit quoad absolutos obligatio standi mandatis Ecclesiæ, si convaluerint.

*Excommunicationes LATÆ SENTENTIÆ Romano Pontifici
reservatæ.*

Excommunicationi latæ sententiæ Romano Pontifici reservatæ subjacere declaramus :

I

Docentes vel defendentes, sive publice, sive privatim, propositiones ab Apostolica Sede damnatas sub excommunicationis poena latae sententiae; item docentes vel defendentes tanquam licitam praxim inquirendi a poenitente nomen complicitis, prouti damnata est a Benedicto XIV in Const. *Suprema* 7 julii 1746, *Ubi primum* 2 junii 1746, *Ad eradicandum* 28 septembris 1746.

II

Violentas manus, suadente diabolo, injicientes in clericos, vel utriusque sexus monacos, exceptis quoad reservationem casibus et personis, de quibus jure vel privilegio permittitur, ut Episcopus aut alius absolvat.

III

Duellum perpetrantes, aut simpliciter ad illud provocantes, vel ipsum acceptantes, et quoslibet complices vel qualemcumque operam aut favorem praebentes; nec non de industria spectantes, illudque permittentes vel quantum in illis est, non prohibentes, cujuscumque dignitatis sint, etiam regalis vel imperialis.

IV

Nomen dantes sectae *Massonicae* aut *Carbonariae*, aut aliis ejusdem generis sectis quae contra Ecclesiam vel legitimas potestates, seu palam, seu clandestine machinantur, nec non iisdem sectis favorem qualemcumque praestantes; earumve occultos coryphaeos ac duces non denunciantes, donec non denunciaverint.

V

Immunitatem asyli ecclesiastici violare jubentes, aut ausu temerario violantes.

VI

Violantes clausuram monialium, cujuscumque generis aut conditionis, sexus vel aetatis fuerint, in earum monasteria absque legitima licentia ingrediendo; pariterque eos introducentes vel admittentes; itemque moniales ab illa exeuntes extra casus ac formam a S. Pio V, in Const. *Decoris* praescriptam.

VII

Mulieres violantes regularium virorum clausuram, et superiores aliosve eas admittentes.

VIII

Reos simoniæ realis in beneficiis quibuscumque et eorum complices.

IX

Reos simoniæ confidentialis in beneficiis quibuslibet, cujuscumque sint dignitatis.

X

Reos simoniæ realis ob ingressum in religionem.

XI

Omnes qui quæstum facientes ex indulgentiis aliisque gratiis spiritualibus excommunicationis censura plectuntur in Constitutione S. Pii V, *Quam plenum*, 2 januarii 1554.

XII

Colligentes eleemosynas majoris pretii pro missis, et ex iis lucrum captantes, faciendo eas celebrari in locis ubi missarum stipendia minoris pretii esse solent.

XIII

Omnes qui excommunicatione mulctantur in Constitutionibus S. Pii V, *Admonet nos*, quarto kalendas aprilis 1567; Innocentii IX, *Quæ ab hac sede*, pridie nonas novembris 1591; Clementis VIII, *Ad Romani Pontificis curam*, 26 junii 1592, et Alexandri VII, *Inter ceteras*, nono kalendas novembris 1660, alienationem et infeudationem civitatum et locorum S. R. E. respicientibus.

XIV

Religiosos præsumentes clericis aut laicis extra casum necessitatis sacramentum Extremæ Unctionis aut Eucharistiæ per viaticum ministrare absque parochi licentia.

XV

Extrahentes, absque legitima venia, reliquias ex sacris cœme-

teriis sive catacumbis urbis Romanæ ejusque territorii, eisque auxilium vel favorem præbentes.

XVI

Communicantes cum excommunicato nominatim a Papa, in crimine criminoso, ei scilicet impendendo auxilium vel favorem.

XVII

Clericos scienter et sponte communicantes in divinis cum personis a Romano Pontifice nominatim excommunicatis et ipsos in officiis recipientes.

Excommunicationes LATÆ SENTENTIÆ Episcopis sive Ordinariis reservatæ.

Excommunicationi latæ sententiæ Episcopis sive Ordinariis reservatæ subjacere declaramus :

I

Clericos in sacris constitutos vel regulares aut Moniales post votum solemne castitatis matrimonium contrahere præsumentes; nec non omnes cum aliqua ex prædictis personis matrimonium contrahere præsumentes.

II

Procurantes abortum, effectu secuto.

III

Litteris apostolicis falsis scienter utentes, vel crimini ea in re cooperantes.

Excommunicationes LATÆ SENTENTIÆ nemini reservatæ.

Excommunicationi latæ sententiæ nemini reservatæ subjacere declaramus :

I

Mandantes seu cogentes tradi ecclesiasticæ sepulturæ hæreticos notorios, aut nominatim excommunicatos vel interdictos.

II

Lædentes aut perterrefacientes Inquisitores, denuntiantes, testes, aliosve ministros S. Officii, ejusve sacri Tribunalis scripturas diripientes, aut comburentes, vel prædictis quibuslibet auxilium, consilium, favorem præstantes.

III

Alienantes et recipere præsumentes bona ecclesiastica absque beneplacito Apostolico, ad formam Extravagantis *Ambitosæ*, de reb. eccl. non alienandis.

IV

Negligentes sive culpabiliter omittentes denunciare infra mensem, confessarios sive sacerdotes a quibus sollicitati fuerint ad turpia in quibuslibet casibus expressis a Gregorio XV, Constit. *Universi*, 20 augusti 1622; et Benedicto XIV, Constit. *Sacramentum poenitentiae*, 1 junii 1741.

Præter hos hactenus recensitos, eos quoque quos Sacrosanctum Concilium Tridentinum, sive reservata Summo Pontifici aut Ordinariis absolute, sive absque ulla reservatione excommunicavit, nos pariter ita excommunicatos esse declaramus; excepta anathematis poena in decreto Sess. IV *de editione et usu sacrorum Librorum* constituta, cui illos tantum subjacere volumus, qui libros de rebus sacris tractantes sine Ordinarii approbatione imprimunt aut imprimi faciunt.

Suspensiones LATÆ SENTENTIÆ Summo Pontifici reservatæ.

I

Suspensionem ipso facto incurrunt a suorum beneficiorum perceptione ad beneplacitum S. Sedis capitula et conventus ecclesiarum et monasteriorum aliique omnes, qui ad illarum seu illorum regimen, et administrationem recipiunt Episcopos aliosve Præla-

tos de prædictis ecclesiis seu monasteriis apud eandem S. Sedem quovis modo provisos, antequam ipsi exhibuerint Litteras Apostolicas de sua promotione.

II

Suspensionem per triennium a collatione Ordinum ipso jure incurrunt aliquem ordinantes absque titulo beneficii, vel patrimonii, cum pacto ut ordinatus non petat ab ipsis alimenta.

III

Suspensionem per annum ab ordinum administratione ipso jure incurrunt, ordinantes alienum subditum, etiam sub prætextu beneficii statim conferendi, aut jam collati, sed minime sufficientis, absque ejus Episcopi litteris dimissorialibus, vel etiam subditum proprium qui alibi tanto tempore moratus sit, ut canonicum impedimentum contrahere ibi potuerit, absque Ordinarii ejus loci litteris testimonialibus.

IV

Suspensionem per annum a collatione ordinum ipso jure incurrunt, qui excepto casu legitimi privilegii, ordinem sacrum contulerit, absque titulo beneficii vel patrimonii, clerico in aliqua congregatione viventi, in qua solemnis professio non emittitur, vel etiam religioso nondum professo.

V

Suspensionem perpetuam ab exercitio ordinum, ipso jure incurrunt, Religiosi ejecti, extra Religionem degentes.

VI

Suspensionem ab ordine suscepto ipso jure incurrunt, qui eundem ordinem recipere præsumpserunt ab excommunicato vel suspenso, vel interdicto nominatim denunciatis, aut ab hæretico vel schismatico notorio: eum vero qui bona fide a quopiam eorum est ordinatus, exercitium non habere ordinis sic suscepti, donec dispensetur, declaramus.

VII

Clerici sæculares exteri, ultra quatuor menses in Urbe Roma commorantes, ordinati ab alio quam ab ipso suo Ordinario absque

licentia Card. Urbis vicarii, vel absque prævio examine coram eodem peracto, vel etiam a proprio Ordinario postea quam in prædicto examine rejecti fuerint; nec non clerici pertinentes ad aliquem e sex episcopatibus suburbicariis, si ordinentur extra suam diœcesim, dimissorialibus sui Ordinarii ad alium directis quam ad Card. Urbis vicarium; vel non præmissis ante ordinem sacrum suscipiendum exercitiis spiritualibus per decem dies in domo Urbana sacerdotum a Missione nuncupatorum, suspensionem ab ordinibus sic susceptis, ad beneplacitum S. Sedis, ipso jure incurrunt: Episcopi vero ordinantes ab usu pontificalium per annum.

Interdicta LATÆ SENTENTIÆ reservata.

I

Interdictum Romano Pontifici speciali modo reservatum, ipso jure incurrunt universitates, collegia et capitula, quocumque nomine nuncupentur, ab ordinationibus seu mandatis ejusdem Romani Pontificis pro tempore existentis, ad universale futurum concilium appellantia.

II

Scienter celebrantes vel celebrari facientes divina in locis ab Ordinario, vel delegato iudice, vel a jure interdictis, aut nominatim excommunicatos ad divina officia, seu ecclesiastica sacramenta, vel ecclesiasticam sepulturam admittentes, interdictum ab ingressu ecclesiæ ipso jure incurrunt, donec ad arbitrium ejus cujus sententiam contempserunt, competenter satisfecerint.

Denique quoscumque alios Sacrosanctum Concilium Tridentinum suspensos aut interdictos ipso jure esse decrevit, Nos pari modo suspensioni vel interdicto eosdem obnoxios esse volumus et declaramus.

Quæ vero censuræ sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti Nostris, aut Prædecessorum Nostrorum Constitutionibus, aut sacris canonibus præter eas, quas recensuimus latæ sunt, atque hactenus in suo vigore perstiterunt sive pro R. Pontificis electione, sive pro interno regimine quorumcumque ordinum

et institutorum Regularium, nec non quorumcumque collegiorum, congregationum, coetuum, locorumque piorum cujuscumque nominis aut generis sint, eas omnes firmas esse, et in suo robore permanere volumus et declaramus.

Cæterum decernimus, in novis quibuscumque concessionibus ac privilegiis, quæ ab Apostolica Sede concedi cuivis contigerit, nullo modo ac ratione intelligi unquam debere, aut posse comprehendere facultatem absolvendi a casibus, et censuris quibuscumque Romano Pontifici reservatis, nisi de iis formalis explicita ac individua mentio facta fuerit: quæ vero privilegia aut facultates, sive a Prædecessoribus Nostris, sive etiam a Nobis cuilibet Coetui, Ordini, Congregationi, Societati et Instituto, etiam regulari cujusvis speciei, etsi titulo peculiari prædito, atque etiam speciali mentione digno a quovis unquam tempore huc usque concessæ fuerint, ea omnia, easque omnes Nostra hac Constitutione revocatas, suppressas et abolitas esse volumus, prout reapse revocamus, supprimimus et abolemus, minime refragantibus, aut obstantibus privilegiis quibuscumque, etiam specialibus comprehensis, vel non in corpore juris, aut Apostolicis Constitutionibus, et quavis confirmatione Apostolica, vel immemorabili etiam consuetudine, aut alia quacumque firmitate roboratis, quibuscumque etiam formis ac tenoribus, et cum quibusvis derogatoriis, aliisque efficacioribus et insolitis clausulis, quibus omnibus, quatenus opus sit, derogare intendimus, et derogamus.

Firmam tamen esse volumus absolvendi facultatem a Tridentina Synodo Episcopis concessam (sess. XXIV, cap. VI, *de Reform.*) in quibuscumque censuris Apostolicæ Sedi hac Nostra Constitutione reservatis, iis tantum exceptis, quas eidem Apostolicæ Sedi speciali modo reservatas declaravimus.

Decernentes has Litteras, atque omnia et singula, quæ in eis constituta ac decreta sunt, omnesque et singulas, quæ in eisdem factæ sunt ex anterioribus Constitutionibus Prædecessorum Nostrorum atque etiam Nostris, aut ex aliis sacris canonibus quibuscumque, etiam Conciliorum generalium, et ipsius Tridentini mutationes derogationes, suppressiones atque abrogationes ratas et firmas, ac respective rata atque firma esse et fore, suosque plenarios et integror effectus obtinere debere, ac reapse obtinere: sicque et non aliter in præmissis per quoscumque iudices Ordinarios, et delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac S. R. E. Cardinales, etiam de Latere Legatos, ac Apostolicæ Sedis

Nuntios, ac quosvis alios quacumque præeminentia ac potestate fungentes, et functuros, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate, et auctoritate, judicari, ac definiri debere; et irritum atque inane esse ac fore quidquid super his a quoquam quavis auctoritate, etiam prætextu cujuslibet privilegii, aut consuetudinis inductæ vel inducendæ, quam abusum esse declaramus, scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus præmissis, aliisque quibuslibet ordinationibus, constitutionibus, privilegiis etiam speciali et individua mentione dignis, nec non consuetudinibus quibusvis etiam immemorabilibus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam, Nostræ Constitutionis, ordinationis, limitationis, suppressionis, derogationis, voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contrarie. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicæ Millesimo Octingentesimo Sexagesimo Nono, Quarto Idus octobris, Pontificatus Nostri anno vigesimo quarto.

MARIUS Card. MATTEI, *pro-datarius*.

N. Card. PARACCIANI CLARELLI,

Visa de Curia.

Loco † plumbi.

DOMINICUS BRUTI.

I. CUGNONI.

NOTA. — Ad majorem utilitatem eorum, qui supra relatæ Constitutionis Pontificiæ sensum et extensionem volunt accurate intelligere et interpretari, nobis videtur utile nonnulla addere documenta, ex quibus huic studio facilis præstetur via.

EX CONCILIO TRIDENTINO.

Decretum quo datur Episcopis potestas circa irregularitatum dispensationes et suspensionum et criminum absolutiones etiam Apostolicæ Sedi reservatas : cui potestati minime Derogat Summus Pontifex per Constitutionem *Apostolicæ Sedis*, modo non agatur de casibus *speciali modo* reservatis.

« Liceat Episcopis in irregularitatibus omnibus et suspensioni-
« bus ex delicto occulto provenienti-
« bus, excepta ea quæ oritur ex
« homicidio voluntario. (SESS. XIV, c. VII) et exceptis aliis deduc-
« tis ad forum contentiosum, dispensare : et in quibuscumque
« casibus occultis, etiam Sedi Apostolicæ reservatis delinquentes
« quoscumque sibi subditos in diœcesi sua, per seipsos aut vica-
« rium ad id specialiter deputandum, in foro conscientiæ gratis
« absolvere imposita pœnitentia salutari. »

(SESS. XXIV, c. VI, *de Reformat.*)

TABELLA CASUUM REVERENDISSIMO ARCHIEPISCOPO CAMBERIENSI
RESERVATORUM.

ART. 1.

Casus specialissime reservati.

1º Omnes casus Sedi Apostolicæ reservati, quando fiunt epis-
copales.

2º Quodlibet peccatum mortale contra castitatem a confessario
cum sua pœnitente commissum.

3º Fornicatio vel adulterium cum persona Deo sacris ordinibus
vel publico religionis voto consecrata.

4º Peccatum eorum qui coram parrocho aut vicario invito ma-
trimonium contrahere præsumunt, et testium qui sponte eidem
intersunt, cum annexa excommunicatione ipso facto incurrenda
et specialissime reservata.

5º Peccatum sacerdotis, qui sponsos alterius parœciæ, sine
illorum parochi licentia, matrimonio jungit, cum annexa excom-
municatione ipso facto incurrenda et specialissime reservata Or-
dinario ejus Parochi cujus erat matrimonio interesse.

ART. 2.

Casus Reverendissimo Archiepiscopo specialiter reservati.

1º Potatio presbyterorum in cauponis suæ parœciæ, vetita sub
pœna suspensionis ipso facto incurrendæ et specialiter reservatæ.

2º Habitatio clericorum in sacris constitutorum cum ancillis

aliisve mulieribus de jure non permissis, vetita sub poena suspensionis ipso facto incurrendæ et specialiter reservatæ.

3º Incestus inter consanguineos in 1º et 2º gradu, et inter affines in 1º gradu.

ART. 3.

Casus Reverendissimo Archiepiscopo simpliciter reservati.

1º Procuratio abortus cum annexa excommunicatione ipso facto incurrenda et simpliciter reservata.

2º Horenda bestialitatis et sodomie perfectæ scelera, necnon eorum attentatio.

ERRATUM

Page 233, N° 453, au lieu de : On consultera le *Manuel des Confesseurs*, lisez : On consultera l'*Appendice des cas réservés*, à la fin des *Constitutions*.

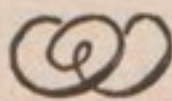


TABLE DES MATIÈRES

CONVOCATION DU SYNODE.....	Pages	5
----------------------------	-------	---

PREMIÈRE PARTIE. — DU CULTE DIVIN.

CHAP. I. — Des Eglises.....	11
CHAP. II. — De la Sacristie.....	20
CHAP. III. — Des Cimetières.....	24
CHAP. IV. — Des Chapelles.....	27
CHAP. V. — De la Violation des Eglises.....	29
CHAP. VI. — De l'Administration des biens de l'Eglise, décrets et ordonnances concernant les fabriques.....	32
CHAP. VII. — Additions aux Règlements des fabriques.....	60
CHAP. VIII. — De l'Administration des revenus des chapelles.....	71
CHAP. IX. — Des Cérémonies et du Chant.....	72
CHAP. X. — Des Dimanches et des Fêtes.....	75
CHAP. XI. — Des Processions.....	82
CHAP. XII. — Des Sépultures.....	86
CHAP. XIII. — Des Fondations.....	92
CHAP. XIV. — De l'Abstinence et du Jeûne.....	95
CHAP. XV. — Des Confréries.....	98
CHAP. XVI. — De la Confrérie du Saint-Sacrement.....	101
CHAP. XVII. — Du dernier Jour de l'an.....	107

SECONDE PARTIE. — DES ECCLÉSIASTIQUES.

PREMIÈRE SECTION. — *De la Hiérarchie ecclésiastique.*

CHAP. I. — De l'Eglise, du Souverain Pontife et de l'Archevêque..	109
CHAP. II. — Du Chapitre métropolitain.....	111
CHAP. III. — Des Archiprêtres et Vice-Archiprêtres.....	113
CHAP. IV. — Des Curés et Vicaires.....	118
CHAP. V. — Des Réguliers.....	121

SECONDE SECTION. — *Des Devoirs ecclésiastiques.*

CHAP. I. — De la Sainteté ecclésiastique.....	127
CHAP. II. — De l'Habit ecclésiastique....	132

CHAP. III. — De l'Habitation	134
CHAP. IV. — De la Conversation.....	138
CHAP. V. — Des Récréations.....	141
CHAP. VI. — Des Affaires temporelles.....	145
CHAP. VII. — Du Zèle pour le salut des âmes.....	149
CHAP. VIII. — De l'Instruction.....	155
CHAP. IX. — Du Catéchisme.....	164
CHAP. X. — Des Ecoles	168
CHAP. XI. — De l'Etude.....	170
CHAP. XII. — Des Conférences ecclésiastiques.....	174
CHAP. XIII. — De la Visite épiscopale.....	178

TROISIÈME PARTIE. — DES SACREMENTS.

CHAP. I. — Des Sacrements en général.....	183
CHAP. II. — Des saintes Huiles.....	187
CHAP. III. — Du Baptême.....	190
CHAP. IV. — De la Confirmation.....	198
CHAP. V. — Du Sacrement de l'Eucharistie.....	202
Art. 1. De la sainte Communion.....	202
Art. 2. De la Communion pascale.....	207
Art. 3. De la Communion en viatique.....	209
Art. 4. De l'Exposition du Saint-Sacrement.....	212
Art. 5. Du saint Sacrifice de la Messe.....	218
Art. 6. Des Messes de morts.....	225
CHAP. VI. — Du Sacrement de pénitence.....	229
Art. 1. De la Juridiction.....	230
Art. 2. Des Cas réservés.....	232
Art. 3. De la Confession annuelle.....	233
Art. 4. De la Science et de la Piété nécessaires au confesseur.....	235
Art. 5. De la manière d'entendre les Confessions.....	237
Art. 6. De l'Imposition de la pénitence.....	248
Art. 7. De l'Absolution.....	253
Art. 8. De ce que le Confesseur doit faire après avoir entendu les confessions	257
Art. 9. Des Vœux	259
Art 10. Des Indulgences	261
CHAP. VII. — De l'Extrême-Onction.....	264
CHAP. VIII. — Addition au chapitre des sépultures.....	269
CHAP. IX. — Du Sacrement de l'Ordre.....	270
CHAP. X. Du Mariage.....	280
Art. 1. Des Fiançailles	281
Art. 2. Du Consentement des parents.....	283
Art. 3. De la Préparation au mariage.....	284

Art. 4. Des Publications.....	286
Art. 5. Des empêchements.....	288
Art. 6. De la Liberté des parties.....	289
Art. 7. De la Célébration du mariage.....	293
CHAP. XI. — Des Registres.....	298
CHAP. XII. — Actes et décrets du Synode.....	305
OFFICIERS DU SYNODE.....	307
NOMS ET PRÉNOMS DES PRÊTRES QUI ONT ASSISTÉ AU SYNODE.....	308

APPENDICE AUX CONSTITUTIONS SYNODALES.

N° 1. Prise de possession d'un Curé.....	321
N° 2. Procès-verbal d'installation.....	322
N° 3. Profession de foi de Pie IV.....	ibid.
N° 4. Information pour constater un Baptême.....	324
N° 5. Acte de baptême conféré sous condition.....	325
N° 6. Acte de fiançailles.....	ibid.
N° 7. Acte de désistement des fiançailles.....	326
N° 8. Sommaire-apprise pour demander dispense d'un empêchement.....	ibid.
N° 9. Demande de dispense d'un empêchement occulte.....	327
N° 10. Demande de dispense de bans.....	328
N° 11. Certificat de publications.....	329
N° 12. Certificat de liberté.....	ibid.
N° 13. Procès-verbal de serment pour constater la liberté.....	330
N° 14. Procès-verbal de serment pour établir sa propre liberté.....	ibid.
N° 15. Certificat de bonne conduite.....	331
N° 16. Certificat pour une personne moins connue.....	ibid.
N° 17. Procès-verbal d'une information.....	332
N° 18. Attestation pour un aspirant à l'état ecclésiastique.....	333
N° 19. Formule de titre clérical.....	ibid.
N° 20. Procès-verbal de l'Archiprêtre.....	334
N° 21. Publication d'un titre clérical.....	335
N° 22. Demande d'un Conseil de fabrique pour placement de fonds..	335
N° 23. Indulgences aux Confrères du Très-Saint-Sacrement.....	336
N° 24. Indulgences à la confrérie du Très-Saint-Rosaire.....	337
N° 25. Indulgences à la confrérie de Notre-Dame des Carmes.....	338
N° 26. Objets à préparer pour la consécration d'une Eglise.....	339
N° 27. Prières pour les personnes mises à l'Annuel.....	340
N° 28. Extrait du Pontifical pour la visite épiscopale.....	341
N° 29. Réduction des livres de Savoie en livres nouvelles.....	343
N° 30. Attributions des Curés sur les écoles.....	344
N° 31. Règlement pour le casuel.....	346
De casibus reservatis notiones præviæ.....	350
Casus reservati Summo Pontifici.....	355
Casus reservati Reverendissimo Archiepiscopo.....	366

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

Abjuration d'un hérétique, art. 369.
Absences trop fréquentes, 254. — Vicaires, 188.
Absolution, 491. — Refus, 492. — Délai, 494.
Abstinence, 153. — Pouvoir d'en dispenser, 156.
Abus à déraciner, 290.
Affaires temporelles, 260.
Amicts, 24. — Bénédiction, 27.
Ampoules pour les saintes Huiles, 342.
An, dernier jour de l'an, 172.
Anniversaire, 442, n° 40.
Annuel, prières de l'Annuel, Appendice, p. 340.
Approbation, lettres, 194, 446.
Archiprêtres, 183. — Visite annuelle, 184. — Pouvoirs, 188, 419. — Vice-Archiprêtres, 189.
Aspirants à l'état ecclésiastique, 524. — Secours, 526. — Certificat de bonne conduite, 528.
Aubes, 24. — Bénédiction, 27.
Autels fixes, consécration, 5. — Toile cirée, 10. — Autels portatifs, 10.
Autel privilégié, 442, n° 13.
Avis, utilité, 287.

B

Balustrade devant les autels, 11.
Bancs et chaises, location, 75. — Places gratuites, 76.
Bans, 556. — Dispense, 559. — Appendice, page 328.
Baptême, 349. — Eau des fonts, 355. — Délai, 357. — Baptême douteux, 361. — Cérémonies du baptême, 363. — Renouvellement des promesses du baptême, 372.
Bénédiction du Saint-Sacrement, 414 et suiv.
Bénitiers, 18.
Billet de confession, 544.
Binage, 227, 439.
Bottes, 230.
Budget de la fabrique, 63. — Voy. Fabrique, page 52.

C

- Cabaret, 109. — Interdit aux Ecclésiastiques, 257. — Cabarets approuvés, 274.
- Calendrier ecclésiastique, 107.
- Calices en argent, 29, 426. — Consécration, 29.
- Capitiaux de la fabrique, placement, 74. — Appendice, 335.
- Cas réservés, appendice. *Page* 350
- Casuel (Voy. Tarif, appendice), 346.
- Catéchisme, au prône, 284. — Catéchisme des enfants, 296. — Catéchisme du diocèse, 300.
- Cautionnement, 260.
- Celebret, 436, 438.
- Censures (Voy. Excommunication, Suspense, Interdit).
- Cérémonies, 339. — Cérémonies du baptême, délai, 357.
- Chaire, position, 14.
- Chant, 92.
- Chapelles, construction, dotation, 3. — Chapelles rurales, 39, 435. — Fondations, 40. — Comptes, 88. — Chapelles domestiques, 42.
- Chapitre métropolitain, 177. — Droits du Chapitre, 179.
- Charivari, 585.
- Chasse, 255.
- Chirurgie, interdite aux Ecclésiastiques, 261.
- Choses perdues, ne pas les annoncer à l'église, 103.
- Chrêmeau, 17.
- Ciboires en argent, 29, 389. — Bénédiction, 29, 188.
- Cierges des sépultures, 127, 128.
- Cigare, 256.
- Cimetière, clôture, croix, 31. — Arbres. servitudes, 32. — Etendue, concession de tombes, 33. — Violation, 45, 46. — Cimetière des enfants non baptisés et des hérétiques, 35.
- Cloches, usages profanes, 19. — Manière de sonner, 97.
- Clôture des monastères, 206. — Violation de la clôture, 218.
- Commerce, interdit aux Ecclésiastiques, 260.
- Communion, première communion, 304. — Communion fréquente, 397. — Communion pascale, 400. — En viatique, 407. — Aux messes de morts, 394.
- Complices, 470.
- Comptes de la fabrique, 80. — Des confréries, 86.
- Conférences, 286. — Conférences ecclésiastiques, 323.
- Confesseurs des religieuses, 217. — Confesseurs étrangers, 480.
- Confession, 226. — Confession annuelle, 454. — Confession le soir, 462. — A la sacristie, 463. — Confession fréquente, 464. — Confessions générales,

471. — Confession des enfants, 474. — Des malades, 476. — Complices, 470. — Sceau de la confession, 497.
Confessionnaires, forme, 15.
Confirmation, 373. — Registre, 385.
Confréries, 162. — Comptes, 86, 169. — Confrérie du Saint-Sacrement, 170.
Congrue durant la vacance, partage, 197.
Consécration des églises, 5. — Des calices, 29.
Consentement des parents, 547, 567.
Constitutions synodales, *page* 305.
Corporaux, 24. — Bénédiction, 27.
Crucifix à l'autel, 11, 430. — Aux processions, 116.
Curés, 191.

D

Dais, couleur, 23.
Dédicace des églises, 104.
Dimanches et fêtes, 94. — Permission de travailler, 111.
Dimissoire, 538.
Dispense de bans, 549, 559. — Appendice, *page* 328. — Dispense de parenté, 564. — Appendice, *page* 326. — Dispense des vœux, 188, 504.
Domestique, 233. — Permission, 234. — Confession, 241.
Domicile pour contracter mariage, 579.
Douceur, 245.
Droit canon, 313. — Droit civil, 314.

E

Eau bénite, 18. — Eau des fonts, 17, 355.
Ecoles, 307. — Séparation, 308. — Appendice. *Page* 344.
Eglises, construction, étendue, approbation du plan, 3. — Consécration, 5. — Appendice, *page* 339, changements, 6. — Violation, 45. — Placement des hommes et des femmes, 91.
Empêchements, 563. — Dispense, 565. — Sommaire-apprise, Appendice, *page* 326.
Etat des âmes, 270.
Etude, 310. — Ecriture-Sainte, théologie, droit, rubriques, 311.
Eucharistie, 386. (Voy. Communion, Exposition du Saint-Sacrement.)
Examen de conscience, 224. — Examen des Vicaires, 319.
Excommunications comminatoires, 545, 585. — Encourues de fait et réservées, 206, 213, 581, 218.
Exemption du service militaire, 531.
Exhumation, 52.
Exorcismes, 420.
Expédition des actes de l'état civil, 605.

Exposition du Saint-Sacrement, 414. — Quarante-Heures, 417.
Extrême-Onction, 510.

F

Fabrique, règlement, 53. — Livre des délibérations, 86. — Trésorier, 53. —
Caisse, 53. — Fondations particulières, 67. — Inventaires, 65. — Place-
ment de capitaux, 68. — Poursuites judiciaires, 78. — Inscriptions, 68. —
Comptes, 82. — Budget, 83.
Fêtes mobiles, 104.
Fiançailles, 543. — Résolution, 546. — Acte de fiançailles. Appendice, *page*
325. — Désistement, *page* 326.
Fondations, 142. — Homologation, 145. — Réduction, 147. — Dispense de
la localité, 149.
Fonts baptismaux, 16. — Eau des fonts, 17, 355.

G

Glas, 123.

H

Habit ecclésiastique, 228.
Habitation, 231. — Personnes permises par le droit, 234.
Habitudoinaires, 472.
Hérétiques, abjuration, 369.
Hiérarchie ecclésiastique, 173.
Homélies, 286.
Hosties, forme, 392.
Huiles, bénédiction et distribution des saintes Huiles, 342.
Hypothèques, 68.

I

Images et statues dans les églises, 13.
Indulgences, 506. — Conditions, 508. — Indulgences *in articulo mortis*,
520. — Indulgences accordées aux Confréries, *page* 366 et suiv.
Information, procès-verbal, *page* 332.
Inscription des titres de la fabrique, 68.
Installation d'un Curé. Appendice, 322.
Instructions, 281. — Préparation, 282. — Catéchismes, 296. — Sermons,
homélies, panégyriques, conférences, 284 et suiv.
Interdits encourus de fait, 24, 43, 389, 427.
Interstices, 537.
Inventaire du mobilier du presbytère, du mobilier de l'église et des avoirs
de la fabrique, 65.

J

Jeûne, Raisons qui en dispensent, 153 et suiv.
Jeux, 252 et suiv.
Juridiction, 444. — *In articulo mortis*, 448.

L

Lampe devant le Saint-Sacrement, 390.
Lectures, 223. — Livres de piété dans les familles, 271.
Lettres dimissoriales, 537.
Liberté pour contracter mariage, 566. — Vagabonds, 570. — Serment sup-
plétif, 571. — Certificat de liberté, 575, page 329.
Liberté de conscience, 456, 479.
Location des bancs et chaises, 75.
Luminaires des sépultures, 127.

M

Magnétisme animal, 261.
Maîtres d'école, 307. — Séparation, 308.
Maîtresses d'école, 239.
Mariage, 542. — Fiançailles, 543. — Consentement des parents, 547. — Pu-
blications, 556. — Empêchements, 562. — Liberté, 566, 575. — Vaga-
bonds, 570. — Mariage à la Gomine, 581. — Temps prohibé, 582.
Matines et laudes avant la Messe, 431.
Médecine, 261.
Méditation, 222.
Messe, 422. — Prêtres étrangers, 206, 436. — Première Messe au Séminaire,
437. — Binage, 439. — Messes de morts, 442. — Messe *Pro sponso et*
sponsa, 583.
Messe paroissiale, 98, 100. — Application, 199, 440.
Missions, 294, 439.

N

Nappes des autels, 24, 27, 430.
Négoce, interdit aux Ecclésiastiques, 260.
Novices religieuses, 209.

O

Office paroissial du dimanche, 94.
Offrandes dans les chapelles, 89.

Opération césarienne, 370.
Opposition au mariage, 574.
Ordinations, 536. — Secours aux aspirants, 526.
Ornements, couleurs, 23. — Bénédiction, 27, 188.
Ostensoir, 29, 389. — Bénédiction, 188.

P

Pain béni, 101. — Règlement des fabriques, art. 76.
Pale, 24, 25. — Pale ou plateau pour la communion, 391.
Pantalons, 230.
Parenté, 564. — Parenté spirituelle, 367.
Parrains et marraines, 364.
Passion, du 3 mai au 14 septembre, 108.
Patente de Curé, 192.
Patron de chaque paroisse, 107.
Pénitence, sacrement, 443. — Pénitences à imposer, 482. — Pénitence publique, 488.
Perruque, 432.
Personnalités interdites, 102.
Pierres sacrées, 5. — Dimensions, 10.
Piscine des fonts baptismaux, 16.
Possession, prise de possession, 192. — *Pages* 321, 322.
Presbytères, réparations, *page* 43.
Préséance, 182, 196.
Prêtres étrangers, 103, 206, 436.
Prières pour le temps, 419. — Prière du soir à l'église, 161, 287.
Prise d'habit, 214, 534.
Procès-verbal d'installation, *page* 322. — D'informations, *page* 333. — Pour constater un baptême, *page* 324.
Processions, 112 et suiv.
Procuration, interdite aux Ecclésiastiques, 261.
Profession de foi, 192. — *Page* 322.
Profession religieuse, examen, 207. — Registre, 215.
Prudence sacerdotale, 276.
Publications de bans, 556. — Dispense, 549, 559.
Purificatoires, 24, 26. — Ne se bénissent pas, 27.

Q

Quarante-Heures, 415, 419.

R

Rapt, 573.
Receveur de la fabrique, *page* 38. — Poursuites judiciaires, *page* 51.

Récréations, 249. — Jeux, 252. — Voyages, 254. — Chasse, 255. — Cabaret, 257.
Registres, 590. — Copie pour la chancellerie, 602. — Suspense, 603. — Expédition des actes, 605. — Communication, 606.
Registres particuliers, 86.
Règlement des fabriques, 53. — Des Confréries, 162 et suiv. — Des Conférences, 323.
Réguliers, 203. — Clôture, 206.
Réhabilitation des mariages, 586.
Relevailles, 371.
Religieuses, 214. — Confesseurs, 217. — Clôture, 218.
Reliques, authenticité, 13.
Repas des Conférences, 323, art. 12.
Résidence, 259. — Des Vicaires, 188.
Retraites, 294. — Pour les Pâques, 402. — Retraites du Séminaire, 535. — Retraite ecclésiastique, 227.
Rétributions de Messes, annotations, 441.
Rituel romain prescrit, 316.
Rochet, 24, 25, 27.
Rubriques, 316. — Du Rituel, 339. — Du Missel, 431.

S

Sacristie, 20. — Confessions, 462.
Sacraments, 332. — Refus des Sacraments, 477.
Sages-femmes, 353. — Certificat, *page* 331.
Sainteté ecclésiastique, 220.
Scandales, 273.
Sceau de la Confession, 497.
Secours aux aspirants à l'état ecclésiastique, 526.
Séminaire, 533. — Petits-Séminaires, 532. — Ordinations, 536.
Sépultures dans les églises, 36. — Des enfants non baptisés, 48, 49. — Levée du corps, 125. — Luminaire, 127. — Privation, 134. — Messe des sépultures, 442. — Abus aux sépultures, 522.
Serment supplétif, 572. — Procès-verbal, Appendice, *page* 330.
Sermons, 282. — Vicaires, 322.
Service militaire, exemption, 531.
Silence dans les églises, 9.
Sommaire-apprise sur les empêchements, 565, *page* 326.
Soutane, 228, 534. — Pour célébrer, 425.
Superstitions, 291.
Suspenses comminatoires, 425, 463. — Encourues de fait, 438, 449, 603. — Réservées, 233, 257, 578.

T

Tabac, pipe, cigare, 256.
Tabernacle, 12. — Bénédiction, 188.
Table de la communion, 391.
Tableau des Messes de fondation, 30.
Tarif du casuel, 200, *page* 346.
Temps prohibé, 582.
Testaments, 262.
Théologie, 322, 333. — Examen des Vicaires, 319.
Titre clérical, 540. — Formule, Appendice, *page* 335.
Tonsure, 229.
Traitement des Curés, 200. — Des Vicaires, 200.
Triduum pour le temps, 419.
Tutelle, 260.
Tutoiement, 248.

V

Vacance, partage du traitement, 197, 198. — Vacances, 188.
Vagabonds, 570.
Vêpres, l'après-midi, 103.
Veuves, mariage après dix mois de viduité, 569.
Viatique, 407.
Vicaires, juridiction, 193. — Traitement, 200. — Examen, 319.
Vicaires généraux, 182.
Vin pour la Messe, 428.
Violation d'une église, chapelle ou cimetière, 45, 46.
Visite de la paroisse, 271. — Visite épiscopale, 325. Appendice, *page* 341.
Vocation ecclésiastique, 530.
Vœux, 499. — De chasteté, 500. — De pèlerinage, 502.
Voyages, 254, 267.

Z

Zèle pour le salut des âmes, 266.

